

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



NUMÉRO SPÉCIAL

90^e anniversaire
de la révolution
d'Octobre



N° 56-57 nouvelle série (n° 662-663) - septembre 2007 - Prix : 6 euros - 8 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

En couverture :

- Lénine prenant la parole devant les soldats de l'Armée rouge partant au front durant la guerre civile.
- La garde rouge de l'usine Electrosila.
- Manifestation des marins de Cronstadt à Petrograd.
- Un détachement de gardes rouges.

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 3
- **Quelques réflexions
sur l'actualité d'octobre 1917** p. 5
(Par Daniel Gluckstein)
- **Indépendance,
front unique et internationalisme** p. 23
(Par Jean-Jacques Marie)
- **La révolution russe
et le stalinisme** p. 29
(Par François Forgue)
- **Octobre 1917 rayé de l'histoire ?
Des "think tanks" américains
aux programmes scolaires français** p. 39
(Par Michel Serac)
- **DOCUMENTS**
 - **Les "Thèses d'avril" (Lénine)** p. 43
 - **Le parti et les "Thèses d'avril"
(Zalejski)** p. 49
 - **La révolution d'Octobre
se serait-elle produite sans Lénine ?
(Léon Trotsky)** p. 49
 - **L'avènement du bolchevisme (extraits)
(Léon Trotsky)** p. 51
 - **Conférence de Léon Trotsky
sur la révolution d'Octobre
(Copenhague, 1932)** p. 63

- **Actualité de la révolution d’Octobre**
(extraits d’un exposé
fait lors d’une rencontre internationale de jeunes
en 1992) p. 79

- **Lettre d’invitation à la rencontre
de militants ouvriers des pays de l’ex-URSS,
de l’est de l’Europe et des Balkans**
(Cacak, Serbie, 27-28 octobre 2007) p. 91

- **Réflexions sur la politique et la place
du Secrétariat unifié aujourd’hui** p. 99
 - **Brésil, Italie : des ministres et sénateurs
du Secrétariat unifié...
au compte de quelle politique ?** p. 100
 - **Le Secrétariat unifié
et l’effondrement de l’URSS
en 1991** p. 109
 - **Le Secrétariat unifié
et le mouvement ouvrier.
“Société civile”
contre lutte de classes** p. 121
 - **Le Secrétariat unifié
et les “accords” de démantèlement
des nations** p. 127
 - **Premières conclusions** p. 136
 - **Documents** p. 136
 (Par Dominique Ferré)

- **1947-2007 :
soixante ans de partition
de la Palestine** p. 143
(Par François Lazar et Lucien Gauthier)

- **L’insurrection de mai 1937 à Barcelone,
décisive pour le sort de la révolution
et de la guerre** p. 165
(Par L. Gonzalez, B. Ortega et J. A. Pozo)

- **La révolution sera-t-elle subventionnée ?
Ou : comment résister à l’industrie
des organisations à but non lucratif** p. 187
(Par Eric Blanc)

Présentation

Ce numéro de *La Vérité* est largement consacré au **90^e anniversaire de la révolution d'octobre 1917**. Articles d'analyse sur l'actualité de la révolution d'Octobre, documents, écrits (1917, 1918, 1932) par les principaux acteurs, en particulier Lénine et Trotsky. Il s'agit, avec ce numéro de *La Vérité*, d'éclairer, en particulier pour la jeune génération de travailleurs, de jeunes, de militants, les raisons pour lesquelles la IV^e Internationale revendique l'héritage de la révolution d'Octobre, non pas comme une commémoration du passé, mais comme un armement nécessaire pour les tâches à venir.

L'heure est à la révolution prolétarienne. La décomposition du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production ne laisse d'autre choix à l'humanité, si elle ne veut pas sombrer dans la barbarie, que de s'attaquer aux racines mêmes de ce régime social condamné : c'est le sens de ce dossier sur octobre 1917.

- Si l'URSS a disparu en 1991, s'il s'en est suivi à la fois un effondrement des conditions d'existence de millions d'hommes et de femmes, et la dislocation des Etats et des nations, il n'en reste pas moins que les travailleurs, les jeunes, les peuples opprimés n'ont pas d'autre solution en ex-URSS et dans cette partie orientale de l'Europe que de chercher à combattre pour préserver ce qui subsiste des formidables conquêtes arrachées avec la propriété sociale, et de se fixer de les reconquérir. C'est le sens de l'invitation lancée à une **conférence**, avant la fin de l'année, **des pays de l'ex-URSS, de l'Est et des Balkans** “*contre toute privatisation, pour la défense et la reconquête des conquêtes sociales (...), pour l'union libre des nations et des peuples, la constitution d'une Fédération libre des peuples de Yougoslavie et de la région balkano-danubienne (...), l'arrêt de l'occupation de l'OTAN, le retrait des troupes et le démantèlement des bases*”.

- Si la IV^e Internationale revendique octobre 1917, il n'en va pas de même pour les partisans du **Secrétariat unifié**, qui, pourtant, se revendiquent — frauduleusement — du programme de la IV^e Internationale. Comme on le verra dans l'important dossier consacré à cette question, la politique du Secrétariat unifié en cette année 2007 s'illustre par sa participation et son soutien à des gouvernements fauteurs de guerre, qui appliquent les mesures meurtrières du FMI et de l'Union européenne contre les hôpitaux, l'école, le droit à l'emploi. Cette politique du Secrétariat unifié tourne le dos en tous

points aux enseignements de Lénine, de Trotsky, des bolcheviks. Il ne s'agit pas pour nous de demander au lecteur de nous croire sur parole. La masse des faits, vérifiables, accumulés et présentés par le camarade Dominique Ferré permettra à chacun de mieux comprendre pour quelles raisons la IV^e Internationale est amenée à combattre sans relâche ceux qui, se drapant frauduleusement dans les plis de son drapeau, ne font qu'appliquer les exigences de Bush et de l'impérialisme.

- Outre octobre 1917, 2007 est aussi un double anniversaire. Il y a 70 ans, le soulèvement de la classe ouvrière à Barcelone posait tout le problème de l'aboutissement de la révolution prolétarienne ou de sa trahison. Nombreux sont ceux qui, aujourd'hui, considèrent qu'il n'y a pas plus de raisons de commémorer **les journées de mai 1937 à Barcelone** qu'il n'y en a de célébrer l'anniversaire d'octobre 1917. On lira dans le dossier préparé par les camarades L. Gonzalez, B. Ortega et J. A. Pozo ce que fut le contenu de la révolution ouvrière et les enseignements que l'on peut en tirer.

- 2007, c'est aussi le 60^e anniversaire de la partition de la **Palestine**. Nombre de commentateurs officiels et d'"amis" du peuple palestinien ont voulu substituer à cette date une autre date : le 40^e anniversaire de 1967, c'est-à-dire de l'occupation par Israël de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Occupation inacceptable. Mais si on en tire comme seule conclusion l'exigence du retrait d'Israël de ces territoires occupés, cela ne revient-il pas à entériner la partition de 1947 et, sous couvert de deux Etats, à reconnaître comme inéluctable le processus par lequel la bureaucratie stalinienne et l'impérialisme, en 1947, on voulu, en constituant l'Etat d'Israël, atomiser le peuple palestinien et nier son droit à la nation ? La véritable racine n'est-elle pas 1947 ? La véritable solution n'est-elle pas dans le combat pour une seule Palestine laïque et démocratique sur tout son territoire historique, intégrant à égalité toutes les composantes, et le refus de tout Etat fondé sur la religion, la discrimination sur des bases religieuses ?

- Enfin, octobre 1917, c'est bien évidemment la question centrale de **l'indépendance de la classe ouvrière**. La tendance à substituer aux organisations ouvrières indépendantes de prétendues organisations non gouvernementales, dont le financement détermine la dépendance politique, n'est-elle pas un des dangers majeurs auxquels le mouvement ouvrier et les mouvements de libération nationale se trouvent aujourd'hui confrontés ? C'est la question posée, à partir d'un compte rendu de lecture, par le camarade Eric Blanc.

La rédaction de *La Vérité*

90^e anniversaire

Quelques réflexions sur l'actualité d'octobre 1917

Par Daniel Gluckstein

Octobre 2007 marquera le 90^e anniversaire de la révolution ouvrière victorieuse en Russie.

De nombreuses sections de la IV^e Internationale ont décidé de commémorer cet événement sous la forme de journées d'études et de conférences éducatives. Ce numéro spécial de *La Vérité* publie des contributions destinées à préparer ces journées d'études. Nous republions également un certain nombre de documents et d'articles, notamment de Lénine et de Trotsky, sur les leçons d'octobre 1917.

En dehors des initiatives prises par la IV^e Internationale, ce 90^e anniversaire d'octobre 1917, n'en doutons pas, sera peu commémoré.

Il est révolu ce passé où les dirigeants staliniens, au Kremlin et dans le monde entier, usurpaient la référence à octobre 1917 pour couvrir du prestige de la première révolution ouvrière mondiale leur politique contre-révolutionnaire et leurs crimes contre les classes ouvrières de l'URSS et du monde entier.

Depuis la chute de l'URSS (1991), les dirigeants de ce qui constituait l'appareil international du Kremlin se sont reconvertis les uns et les autres au service direct de l'impérialisme. Aujourd'hui encore, à

Moscou, mais aussi dans la plupart des pays de l'est de l'Europe, les anciens nomenklaturistes toujours au pouvoir assument directement la responsabilité des politiques de privatisation et de pillage dictées par les multinationales, le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne (1).

A leur suite, dans le monde entier, nombre de ceux qui, de manière abusive également, se réclamaient d'octobre 1917, ont estimé urgent de tourner la page et d'abandonner cette référence (2).

Pour la IV^e Internationale, quelle est la signification de commémorer octobre 1917 ?

Dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (3), Marx écrit :

« La révolution sociale du XIX^e siècle ne peut puiser sa poésie dans le temps passé, mais seulement dans l'avenir. Elle ne peut commencer avec elle-même avant de s'être dépouillée de toute superstition à l'égard du passé. Les révolutions antérieures

(1) Voir la *Lettre d'invitation à la rencontre de militants ouvriers des pays de l'ex-URSS, de l'est de l'Europe et des Balkans* dans ce numéro de *La Vérité*.

(2) Lire le dossier dans ce numéro sur l'évolution du Secrétariat unifié.

(3) Dans *Les Luttes de classes en France*, éditions Gallimard, Folio Histoire.

eurent besoin des réminiscences empruntées à l'histoire universelle pour s'aveugler elles-mêmes sur leur propre objet. La révolution du XIX^e siècle doit laisser les morts enterrer leurs morts, pour atteindre son propre contenu. Dans les premières, la rhétorique dépasse le contenu, dans celle-ci, le contenu dépasse la rhétorique. »

Par ces mots, Marx oppose le contenu social de la révolution à venir (la révolution sociale) au contenu des révolutions passées (les révolutions démocratiques bourgeoises).

Pour la IV^e Internationale, la révolution sociale à venir plonge ses racines dans les révolutions sociales antérieures et, d'abord et avant tout, dans octobre 1917.

“LA BRÛLANTE ACTUALITÉ DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE”

Bien évidemment — nous y reviendrons dans cet article —, nul ne peut nier les extraordinaires différences qui existent entre la situation de 1917 et celle de 2007. Nul ne peut nier non plus que commémorer octobre 1917 inclut nécessairement le bilan, y compris le bilan du stalinisme (4).

Les conditions historiques, politiques, sociales, économiques sont donc largement modifiées. Cependant, en mettant à l'ordre du jour la commémoration d'octobre 1917, non pas comme une révolution du passé, mais comme le point d'appui pour les tâches à venir, la IV^e Internationale pose la question suivante : la révolution prolétarienne est-elle aujourd'hui à l'ordre du jour ?

Tenu en novembre 2006, le Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale avait déduit de son analyse de la situation mondiale que celle-ci mettait au premier plan “la brûlante actualité de la révolution prolétarienne, seule à même d'empêcher l'humanité de sombrer dans l'abîme”.

Cette appréciation est-elle conforme à la situation ? En quoi la situation d'octobre 2007 met-elle à l'ordre du jour le contenu social d'une révolution prolétarienne plongeant ses racines dans 1917 ?

L'actualité de cette fin de l'été 2007 permet de répondre à cette question à partir des faits, qui, pour les marxistes, sont le seul

élément à partir duquel il est possible de prendre position.

Ce mois d'août 2007 a vu l'effondrement de l'éclatement de la bulle spéculative fondée sur l'immobilier aux États-Unis. Cet éclatement de la bulle spéculative a provoqué une réaction en chaîne d'effondrement de l'ensemble des marchés financiers, amenant à une intervention sans précédent des banques centrales pour réinjecter des liquidités sur le marché. La seule Banque centrale européenne a injecté en quatre jours un montant de 250 milliards d'euros. La banque centrale japonaise a injecté 22,1 milliards d'euros ; la Réserve fédérale des États-Unis 97,5 milliards de dollars depuis le 9 août ; la banque nationale suisse 3,14 milliards de francs suisses ; la banque centrale australienne 7,43 milliards de dollars ; la banque centrale canadienne 4,2 milliards de dollars, etc.

LE MÉCANISME DE LA SPÉCULATION IMMOBILIÈRE

Cela faisait des mois que tous les indicateurs concernant la spéculation immobilière étaient au rouge. Le mécanisme était connu de tous. Quelles semaines avant l'éclatement de cette crise majeure, la commission économique du CCI — section française de la IV^e Internationale — avait publié une note intitulée “*Relance parasitaire et destruction : à propos du crédit aux particuliers*” (5), dans laquelle ce mécanisme était parfaitement analysé :

« Dans toutes les métropoles impérialistes, l'endettement des ménages, et principalement l'endettement immobilier, est en croissance constante. Cette situation causée par le capital financier lui-même pour tenter de maintenir à flot le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production mine elle-même les fondements de ce régime. Les proportions prises par le phénomène dans certains pays, et notamment les États-Unis, posent directement la question d'une crise majeure du système financier dans son ensemble.

(4) Voir l'article de François Forgeue, “*La révolution russe et le stalinisme*”, dans ce numéro.

(5) *La lettre de la commission économique du CCI*, n° 2 nouvelle série (n° 15), juillet-août 2007.

Dans de nombreux pays, l'endettement des ménages dépasse souvent leur revenu disponible. Ainsi, il représente 108 % du revenu en Allemagne, 132 % en Espagne, 138 % aux Etats-Unis, 160 % en Grande-Bretagne. Dans ces deux derniers pays, la pratique du crédit hypothécaire rechargeable (ou extraction de liquidité), qui permet d'obtenir des rallonges de crédits à la consommation en fonction de l'évolution de son bien immobilier, joue un rôle d'amplificateur de la tendance.

Aux Etats-Unis, le crédit immobilier s'est étendu aux secteurs de la population qui, d'ordinaire, ne peuvent pas accéder à ce type de financement de par leur niveau de revenu. C'est le marché dit "subprime", en direction des catégories les plus défavorisées de la population, aux conditions alléchantes qui se révèlent rapidement une cause de faillite personnelle débouchant sur la revente du bien et l'expulsion de l'emprunteur défaillant. Les banques et les spéculateurs se sont jetés au-delà de toutes limites sur ce nouveau filon. De nombreux fonds spéculatifs qui avaient misé sur ce marché sont tombés en faillite. Les derniers en date sont les fonds anglais Caliber et Queen's Walk, tous deux filiales de la banque d'investissement anglaise Bear Stearns, qui ont annoncé leur fermeture, dégageant respectivement une perte de 908 millions et de 91 millions de dollars. Le Monde (30 juin 2007) citait un banquier d'affaires qui prévoyait l'annonce cet été d'une faillite par jour.

En Grande-Bretagne, l'endettement des ménages a pris une proportion phénoménale. Chaque foyer anglais est débiteur en moyenne de 66 000 euros vis-à-vis de différents créanciers. 20 % du revenu des ménages sont consacrés aux seuls intérêts de la dette. Les emprunteurs étant majoritairement des foyers modestes, ceux-ci sont les principales victimes de prêts accordés à taux variable, de la hausse des taux de la BCE... et de la stagnation des revenus (...).

La situation en France n'est pas (encore) au niveau de celle que connaissent ces pays. Mais il est à craindre que cette situation ne dure pas.

L'endettement des ménages français a atteint néanmoins un nouveau record en 2006. Selon les chiffres publiés par la Banque de France le 22 mai dernier, il a atteint 68,4 % de leur revenu, contre 64,1 % l'année précédente. L'équivalent de 4,5 années de leur épargne est consacré à cet endettement. Mais la France est le pays où la progression de l'endettement a été plus importante qu'ailleurs: + 9 % en 2004, + 10,5 % en 2005, + 11,5 % en

2006. Cette progression est principalement causée par l'augmentation de l'endettement immobilier, qui a connu à lui seul une croissance de 15 % en 2006.

Les hausses successives des taux d'intérêt par la BCE n'ont pas réellement freiné cette tendance, car elle a été compensée par une tendance à l'allongement des durées d'emprunt (ce qui réduit le montant des échéances de remboursement).

On sait que, depuis quelques mois, ont été introduits en France les prêts à 50 ans (une pratique généralisée en Espagne), plutôt réservés aux jeunes de moins de 25 ans... qui ont un emploi. Par ailleurs, les principales banques françaises proposent également des prêts à 40 ans et les spécialistes du secteur estiment que d'ici cinq ans ce type de prêt représentera 10 à 15 % du "marché" des crédits immobiliers. Selon le courtier en ligne Meilleurtaux, la durée moyenne des emprunts est passée de 16 ans et 4 mois en 2003 à 20 ans et 6 mois en 2006. Elle était de 12 ans il y a 10 ans.

Il faut voir ce que cela signifie : des prêts de 40 ans et plus, cela couvre la vie d'un salarié et au-delà. Ils permettent soit de réduire les mensualités, soit d'emprunter plus. C'est ce qui attire les jeunes et les foyers modestes face à l'explosion des prix de l'immobilier. Mais le coût peut être très élevé, car le taux d'intérêt est variable. En cas d'élévation des taux, on peut se retrouver à devoir payer des coûts plus élevés que prévus. Selon un autre courtier en ligne, Empruntis, le coût d'un emprunt de 40 ans est plus de trois fois supérieur à un prêt à 20 ans. Ces emprunts ont également pour conséquence d'enchaîner les emprunteurs aux banques pendant toute la vie d'un salarié. »

L'ENDETTEMENT DES MÉNAGES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE LA SPÉCULATION FINANCIÈRE

« Le développement du crédit aux particuliers (consommation, immobilier, etc.), comme tout crédit, vise à surmonter la différence temporelle entre la fonction d'achat et la fonction de paiement. Mais à la différence du crédit utilisé pour la production, qui vise à combler le retard entre le moment où la production a eu lieu (et la plus-value a été extorquée) et le moment où cette production est écoulée (et donc le profit est réalisé), le crédit aux particuliers

permet de combler le décalage entre la nécessité pour le capital de réaliser au plus vite les profits par la vente des marchandises et les possibilités immédiates et réelles d'achat des consommateurs (c'est-à-dire des travailleurs), qui sont limitées du fait des exigences de l'exploitation capitaliste, et même, à l'ère impérialiste, ont tendance à décroître sous les coups de l'offensive contre la valeur de la force de travail.

Le crédit à la production anticipe sur les profits futurs, le crédit aux particuliers anticipe sur les revenus futurs du salarié emprunteur. L'élévation du "coût du travail", seul moyen pour que les exploités puissent atteindre un niveau de vie acceptable, est incompatible avec le maintien du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production. Cette réduction de la valeur de la force de travail a pour effet presque "mécanique" de réduire la base de la consommation, et donc de réduire la solvabilité du marché. Et pourtant, l'existence de marchés solvables est la condition pour (et a pour seul objectif pour les capitalistes de) permettre la réalisation des profits que réclame l'ensemble de la classe capitaliste. Le crédit aux particuliers a pour fonction, en quelque sorte, "d'injecter du pouvoir d'achat" sans pour autant augmenter les salaires. Il est de ce fait un outil de création d'un marché solvable artificiel, au même titre que d'autres marchés comme celui de l'armement. En outre, par le paiement des intérêts, il est un moyen pour le capital financier d'effectuer une ponction supplémentaire sur le salaire de l'emprunteur du crédit (...).

Ce n'est pas un hasard si le crédit aux particuliers s'est développé après la Seconde Guerre mondiale comme un des moyens pour l'impérialisme de tenter de surmonter ses contradictions. Mais cela se fait au prix d'une désagrégation de la société, car ce système ne peut tenir à terme que si les emprunteurs conservent leurs capacités de rembourser, c'est-à-dire continuent à avoir un salaire qui leur permette de le faire. A l'heure où se développent le chômage, la flexibilité, la remise en cause des conventions et statuts, de la protection sociale fondée sur le salaire différé, ce système ne peut conduire qu'à l'appauvrissement de la plus grande masse des travailleurs (...). Une fraction de plus en plus importante de la population est expulsée des logements saisis par les banques. Le développement du surendettement (voir plus loin) n'est pas le fait d'individus particulièrement dépendants, mais de l'émergence d'une situation où, pour de nombreux sala-

riés, le crédit est le seul moyen pour avoir un niveau de vie décent et où l'offensive contre la valeur de la force de travail a pour effet de les rendre dans l'impossibilité de rembourser ces emprunts (...).

Aux Etats-Unis, en Angleterre, en Espagne, la consommation des ménages par l'endettement a été un des facteurs essentiels de la "croissance" économique (6), et en même temps un facteur de désagrégation de la société (...).

L'endettement des ménages a été l'un des narcotiques utilisés par l'impérialisme américain pour doper la demande intérieure américaine, durement affectée par le sacrifice des dépenses sociales aux dépenses militaires, par les craquements des systèmes de fonds de pension, la stagnation, voire l'abaissement des salaires moyens, les délocalisations, etc. (...) » (7).

La crise d'effondrement résulte donc directement du recours par le capital financier à ce volant d'entraînement parasitaire à une échelle de masse qu'est l'endettement des ménages, moyen de répondre aux besoins de la spéculation financière.

De nombreux commentateurs — nous y reviendrons plus loin — ont, à cette occasion, parlé d'"anomalie" du système, de "déréglementation", et mis en avant la nécessité selon eux d'introduire des éléments de réglementation des mouvements financiers.

ÉCLATEMENT DE LA BULLE FINANCIÈRE : "DYSFONCTIONNEMENT"...

En réalité, la constitution de cette bulle financière, puis son éclatement et la crise

(6) L'utilisation de guillemets pour le mot "croissance" est volontaire. Dans l'appareil statistique de la bourgeoisie, la croissance est calculée généralement par le produit intérieur brut (PIB), qui est la somme des valeurs ajoutées (valeur de la production moins la valeur des consommations intermédiaires). Mais cet indicateur met au même niveau la valeur ajoutée créée par la construction d'une usine et celle créée par sa destruction en vue d'une délocalisation, celle créée pour la construction d'un missile et celle créée pour faire des yaourts, etc. En d'autres termes, le terme de croissance tel qu'il est utilisé par la propagande officielle n'a rien à voir avec ce que pourraient en attendre les travailleurs en matière d'amélioration du niveau de vie. Nous y reviendrons.

(7) Voir les "Notes préparatoires au rapport sur la situation mondiale et la place de la IV^e Interna-

majeure qui s'en est suivie, résultent non d'un "dysfonctionnement", mais du fonctionnement même du régime de la propriété privée des moyens de production.

Plus de 500 000 milliards de dollars — capitaux réels, fictifs, ou douteux — écument les places boursières et financières, à la recherche avide d'une valorisation immédiate. Plus de 500 000 milliards de dollars (8), à comparer avec la valeur du produit intérieur brut mondial, c'est-à-dire la valeur de toutes les marchandises produites (et consommées) en une année : 30 000 milliards de dollars

Ces immenses montagnes de capitaux, qui ne cessent d'enfler, peuvent de plus en plus difficilement trouver à se valoriser dans la sphère de la production des marchandises suivant le schéma établi par Marx dans la formule A-M-A' (à savoir : un capital A investi dans le processus de production des marchandises [M], voit sa valeur augmenter pour aboutir à A' > A, la différence étant la plus-value, produit du travail gratuit extorqué à l'ouvrier).

La spéculation, désormais, exprime le degré le plus élevé de la dictature du capital financier. Le capital cherche en permanence à passer de A à A', en contournant M (production et vente des marchandises dans un marché mondial saturé). Mais cela n'est possible que s'il est en situation de dégager de la plus-value supplémentaire par la destruction des forces productives. Tout se concentre donc dans la destruction, d'abord et avant tout, de la valeur de la force de travail de la classe ouvrière. D'où l'offensive, qui, à l'échelle mondiale, vise la Sécurité sociale, les régimes de retraite, les conventions collectives, les Codes du travail, les statuts (garantissant les conditions de la valorisation de la force de travail). D'où ce qu'on appelle la "mondialisation", c'est-à-dire la possibilité pour le capital sous domination américaine de lever tous les obstacles à sa délocalisation, permettant en toutes circonstances de faire appel aux forces de travail les plus dévalorisées dans la concurrence entre l'ensemble des classes ouvrières. D'où les processus de désindustrialisation en masse.

[Les soubresauts de l'éclatement de la bulle financière spéculative ne sont-ils pas apaisés en ces derniers jours d'août 2007 que déjà les conséquences meurtrières pour

les travailleurs et les jeunes en sont annoncées.

C'est ainsi que, selon un sénateur américain, 1 à 3 millions de foyers modestes aux Etats-Unis devraient en conséquence de la crise perdre leur logement (9), et que 21 000 licenciements ont été annoncés depuis le 1^{er} août dans le secteur de la finance (10).

En Europe, et singulièrement en France, en conséquence de la crise, c'est l'exigence d'une accélération des coups portés contre les travailleurs et les jeunes (11). Même le Premier ministre français, François Fillon, est amené à reconnaître cette place dévolue aux débris de l'impérialisme français en déclarant :

"Dans cette crise, des risques sont pris par des institutions américaines et sont assumés par des banques françaises ou européennes sans qu'à aucun moment leurs actionnaires comme leurs partenaires ne soient informés précisément de leur teneur" (12).

On ne saurait mieux dire... sauf que le dénommé Fillon et son maître Sarkozy s'empressent de faire payer aux travailleurs et à la jeunesse en France les conséquences destructrices de ces décisions prises par les institutions américaines ici montrées du doigt.]

La fusion du capital bancaire et du capital industriel en capital financier a été analysée par Lénine comme l'une des caracté-

tionale", La Vérité, n° 52 nouvelle série (n° 658), octobre 2006.

(8) Encours de crédit total des banques dans le monde = 29 382 milliards de dollars, à quoi s'ajoutent 472 206 milliards de dollars de "produits dérivés".

(9) Dépêche de l'AFP du 21 août 2007.

(10) Dépêche de l'AFP du 21 août 2007.

(11) Le député UMP Gilles Carrez, rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, a appelé le gouvernement à "*mettre au plus vite en place des mécanismes de réforme des retraites et de l'assurance maladie*" s'ajoutant aux "*économies du côté du budget de l'Etat*" (*La Tribune*, 21 août).

L'*International Herald Tribune* (21 août) résume : "*Sarkozy veut remanier de fond en comble le généreux système de retraite du secteur public et en finir avec la protection de l'emploi garantie par l'actuel contrat de travail à durée indéterminée. Il veut aussi réduire le pouvoir des syndicats et supprimer 10 000 emplois dans le ministère de l'Éducation.*"

(12) Interview au journal français *Le Monde*, daté du 22 août.

ristiques majeures de l'impérialisme. Aujourd'hui, la domination du capital financier prend la forme concrète de la dictature de l'impérialisme américain sur le monde, de la dictature du taux de retour sur investissement largement alimenté par la destruction des forces productives, à commencer par la force de travail de l'ouvrier.

Les institutions internationales, le FMI, la Banque mondiale, le MERCOSUL, l'Union européenne, la Banque centrale européenne, l'euro n'existent que pour garantir la stabilité de la valeur des fonds d'investissement et briser les obstacles au pillage et à la surexploitation (à commencer par l'existence des nations elles-mêmes).

La crise en cours, ouverte par l'éclatement de la bulle spéculative immobilière aux États-Unis, est parfaitement représentative de cette marche à la destruction de l'économie mondiale.

... OU IMPASSE DU RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DES MOYENS DE PRODUCTION ?

Lorsque les banques centrales, à commencer par la Banque centrale européenne, se mettent en avant pour dégager des sommes colossales pour sauver les marchés, elles agissent conformément à leur vocation. Ce ne sont pas des instruments abstraits d'une stabilité monétaire abstraite. Ce sont les instruments concrets de la défense du régime de la propriété privée des moyens de production entré depuis des décennies dans la voie de la décomposition.

En ce sens, la crise financière et boursière d'août 2007, dont les prolongements à l'heure où ces lignes sont écrites restent inconnus, exprime l'impasse du régime de la propriété privée des moyens de production. Elle met en évidence que ce régime ne peut survivre que sur la base de la destruction en masse des forces productives.

Elle met en évidence que la même Banque centrale européenne qui exige les privatisations de services publics et la remise en cause de tous les droits et garanties, au nom prétendument de la "lutte contre l'inflation", est dans son rôle lorsqu'elle sort 250 milliards d'euros pour sauver les spéculateurs.

Un exemple parmi un très grand nombre d'autres : on sait que l'Union européenne a pour cible depuis des années les régimes d'assurance chômage, dénoncés pour indemniser trop généreusement les chômeurs. L'Union européenne a publié plusieurs directives qui exigent que les régimes d'assurance chômage soient remis en cause. Tous les gouvernements de l'Union européenne, de gauche comme de droite, ont, depuis de nombreuses années, accepté d'obtempérer à ces exigences, notamment au nom de "*l'activation des dépenses passives du chômage*". En clair : obliger les chômeurs à accepter n'importe quel travail, pour n'importe quelle durée, à n'importe quel tarif, sous peine de perdre tous leurs droits.

Un des gouvernements les plus avancés en ce sens fut le gouvernement SPD en Allemagne, qui, il y a cinq ans, a mis en œuvre les différents plans "Hartz", qui contraignent les chômeurs à accepter des "jobs à un euro l'heure" sous peine de perdre tous leurs droits.

Selon le journal français *Le Monde* (18 août 2007) — pourtant favorable à l'Union européenne et à la remise en cause des régimes d'assurance chômage —, les différents plans Hartz, numérotés de I à IV, ont eu comme effet :

"Réduction du coût du travail et des allocations, incitation à accepter un emploi en dessous de ses qualifications sous peine de sanctions, dérégulation, encouragement de l'individualisme économique."

La conséquence pratique, toujours selon *Le Monde*, c'est que le nombre de pauvres n'a cessé d'augmenter. Il y avait quatre millions de chômeurs en Allemagne il y a cinq ans, lorsque le premier plan Hartz a été mis en œuvre. Il y a aujourd'hui 7,4 millions d'Allemands — chiffre officiel — qui sont frappés par la pauvreté, "vivant" d'une très maigre indemnité de chômage de longue durée.

Tandis que le nombre de pauvres a presque doublé en cinq ans, la Banque centrale européenne donne 250 milliards d'euros en quatre jours pour renflouer les spéculateurs. C'est cela, l'Union européenne et la BCE, les deux filles du traité de Maastricht !

N'y a-t-il pas là toute l'actualité du combat pour la révolution prolétarienne ? Ne s'agit-il pas des mécanismes mêmes du

régime de la propriété privée des moyens de production entré dans sa phase de décomposition impérialiste, celle où la seule production des marchandises et leur écoulement sur le marché ne permettent plus de répondre aux immenses besoins de valorisation de capitaux gigantesques accumulés sur la base de l'exploitation de la force de travail ?

**L'ÉCONOMIE D'ARMEMENT :
AUTRE VOLANT D'ENTRAÎNEMENT
PARASITAIRE DE L'ÉCONOMIE
CAPITALISTE**

Un autre volant d'entraînement parasitaire de l'économie capitaliste en augmentation ces dernières années est sans conteste l'économie d'armement.

Celle-ci joue un rôle grandissant, à la fois volant d'entraînement parasitaire de l'économie capitaliste parvenue au stade de sa décomposition impérialiste et instrument direct, qui, pour être "consommé", exige la généralisation des guerres détruisant les nations, les peuples et les forces productives.

Aujourd'hui, l'industrie d'armement (l'économie de guerre plus généralement) atteint des proportions inconnues dans le passé. En dix ans, les dépenses militaires dans le monde ont augmenté de 37 %, pour atteindre 1 204 milliards de dollars par an. Les Etats-Unis représentent 47 % de ces dépenses militaires.

En janvier 2007, un professeur d'économie à la Drake University, dans la ville de Des Moines, dans l'Iowa, Ismael Hossein-Zadeh, a publié un article intitulé : "Pourquoi les Etats-Unis ne quittent pas l'Irak ?" (13).

Pourquoi cette guerre se poursuit-elle, interroge-t-il, alors que les cercles dirigeants de l'impérialisme américain reconnaissent eux-mêmes leur échec ? Pour répondre à cette question, il faut, écrit-il, "suivre l'argent", car

"si les choix de guerre de l'administration Bush ont débouché sur des morts, des destructions et des désastres inutiles pour des millions, y compris aux Etats-Unis, ils ont aussi produit des fortunes et la prospérité aux profiteurs de guerre. Au cœur de la

réticence à se retirer d'Irak, il y a la volonté des profiteurs de ne pas renoncer à leur fortune et à leur pillage de guerre."

Fournissant des chiffres éloquentes sur le budget du Pentagone (augmenté de 50 % en cinq ans, de 300 à 455 milliards de dollars), sur les profits gigantesques réalisés par des trusts comme Lockheed Martin, Boeing, Raytheon, sur la privatisation de la guerre (y compris pour des fonctions majeures, sophistiquées, extrêmement stratégiques), sur les sommes gigantesques de la prétendue reconstruction qui n'ont jamais rien reconstruit (14), ce chercheur américain (qui n'est pas membre de la IV^e Internationale, que nous ne connaissons pas) conclut en ces termes :

« Les puissances coloniales ou impériales classiques intervenaient à la périphérie du centre capitaliste, "découvraient" de nouveaux territoires et les pillaient de leurs richesses et de leurs ressources. Aujourd'hui, il n'y a pas de nouveaux endroits sur la planète qui puissent être "découverts". Mais il y a beaucoup de pays souverains vulnérables dont les gouvernements peuvent être renversés, dont les infrastructures peuvent être réduites à néant, et des fortunes peuvent y être faites comme un résultat à la fois de la destruction et de la prétendue reconstruction. Ici réside le génie d'un mécanisme d'un marché efficace sur la base du parasitisme (...).

Non seulement cette nouvelle forme d'agression coloniale ou impériale, dirigée largement par ces intérêts puissants investis dans les industries d'armement et autres business basés sur la guerre, amène la calamité aux vaincus, mais cela se fait également au détriment du "vainqueur" et pèse comme un lourd fardeau au vainqueur, en particulier l'empire et ses citoyens. Contrairement aux opérations militaires extérieures des empires du passé, qui amenaient généralement des bénéfices non seulement aux classes dominantes, mais aussi (même si c'est sous la forme de miettes) à leurs citoyens, les expéditions militaires américaines et les opérations les plus récentes ne peuvent en aucune ma-

(13) <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=viewArticle&code=HOS20070112&articleId=4423>

(14) Par exemple, en octobre 2006 (mois où les forces américaines ont perdu un nombre record de soldats en Irak), Halliburton, spécialisé dans la prétendue reconstruction, a annoncé 19 % d'augmentation de ses revenus trimestriels. Son président a déclaré : "Cela a été un trimestre exceptionnel pour Halliburton."

nière même se justifier du point de vue des gains pour l'économie nationale.

En réalité, les escalades dans l'expansion et les agressions militaires américaines sont devenues encore plus dévastatrices et économiquement inefficaces dans la mesure où elles pillent le Trésor public, minent les dépenses sociales et accroissent la dette nationale. Vue sous cet angle, cette nouvelle forme d'impérialisme devrait peut-être être appelée un impérialisme "parasitaire". »

UNE POLITIQUE DE GUERRE MONDIALE GÉNÉRALISÉE

Cette analyse ne recoupe pas tous les aspects du problème. Mais c'est un fait : le parasitisme de l'économie capitaliste aboutit à cette politique de guerre généralisée, qui donc exige la destruction physique des nations et des conquêtes de la classe ouvrière et des bases de la civilisation, conduisant l'humanité à la barbarie.

Nul ne peut nier que la situation mondiale est dominée par les processus de la guerre.

La destruction des nations et de toutes les formes de la démocratie et de la civilisation humaine semble être aujourd'hui devenue la forme "normale", les moyens "normaux" par lesquels l'impérialisme américain domine le monde dans tous les aspects.

L'Irak, d'une part, le Darfour, le Rwanda, d'autre part, montrent à l'humanité le visage de l'avenir que lui réserve la survie du régime de la propriété privée des moyens de production : dislocation des nations, massacres prétendument ethniques, divisions sans fin. Tout cela pour permettre le pillage par l'impérialisme américain.

Toutefois, cette politique de pillage et de guerre généralisés ne parvient pas à juguler la crise de décomposition du régime de la propriété privée des moyens de production, y compris la crise de l'impérialisme américain lui-même.

"La guerre n'est que la poursuite de la politique par d'autres moyens", écrivait naguère Clausewitz.

A un certain stade du développement du capitalisme, les relations entre la guerre et les progrès techniques étaient partie intégrante du développement des forces pro-

ductives (même si, bien évidemment, elles préparaient le terrain à la transformation des forces productives en forces destructives).

Aujourd'hui, les moyens économiques et techniques, partie intégrante de la guerre, doivent être ajustés au besoin particulier de guerre généralisée engagée par l'impérialisme sous domination américaine.

L'humanité est confrontée à une situation de guerre totale et mondiale qui ne dit pas son nom. Une situation de guerre totale qui frappe toutes les populations, assujettit le système économique aux besoins de la guerre totale, affame les populations civiles comme en Afrique, impose la contribution de tous à l'effort de guerre, en appelle à la cohésion du peuple au nom de la "lutte contre le terrorisme" (autre forme d'union sacrée).

Faut-il le rappeler ? La politique de Lénine, qui conduisit à la révolution d'octobre 1917, découlait directement de l'analyse qu'il avait développée quelques années auparavant sur le stade atteint par le régime capitaliste, celui de l'impérialisme.

En analysant l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme, Lénine prolongeait une analyse esquissée par Marx.

Dès 1845, Marx note :

"Dans le développement des forces productives, il arrive un stade où naissent des forces productives et des moyens de circulation qui ne peuvent être que néfastes dans le cadre des rapports existants et ne sont plus des forces productives, mais des forces destructrices (le machinisme et l'argent)" (15).

Dans la préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique* (1859), Marx précise :

"A un certain stade de leur développement, les forces productives de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves (...). Alors s'ouvre une époque de révolution sociale."

(15) *L'Idéologie allemande.*

DES CRISES CHRONIQUES DU CAPITALISME À SA DÉCOMPOSITION : L'IMPÉRIALISME

Marx analyse ici (en 1859) les mécanismes qui aboutissent aux crises chroniques du capitalisme (bien qu'il ait senti qu'à un certain stade, la quantité se transformerait en qualité).

C'est Lénine qui, à l'aube du XX^e siècle, caractérisera le passage du stade des crises chroniques (qui correspond à la phase ascendante du capitalisme, celui où il est à même de développer les forces productives) à un autre stade, celui de l'impérialisme, comme "stade suprême" du capitalisme impuissant désormais à développer les forces productives (du fait de l'écart grandissant entre le développement des capacités de production et le développement des capacités d'absorption par le marché), entré dans une phase de "stagnation et putréfaction".

L'analyse de l'impérialisme par Lénine va guider sa politique d'indépendance entre février et octobre 1917.

La claire compréhension de ce que le capitalisme arrivé à son stade impérialiste n'est plus à même de développer les forces productives, qu'il ne peut survivre, comme mode de production, qu'au prix de la putréfaction des forces productives, de leur décomposition, caractérise l'époque, dit Lénine, "*des guerres et des révolutions*".

Dans ce cadre, Lénine dégage clairement la nature des guerres interimpérialistes et de la concurrence entre les différents groupes impérialistes. Tendances qui, dans les années qui suivront la Première Guerre mondiale, prendra de plus en plus la forme de la domination grandissante de l'impérialisme américain sur les autres impérialismes et sur le monde entier.

Et aujourd'hui, en 2007 ? Nous sommes toujours au stade de l'impérialisme. Mais il faut préciser que, 90 ans plus tard, les processus de destruction en masse des forces productives sont devenus la marque généralisée de la domination impérialiste, tandis que les contradictions interimpérialistes ont cédé la place à une politique par laquelle l'impérialisme américain ne peut ni ne veut

laisser aucun espace aux impérialismes concurrents. Mais le cadre reste fondamentalement le même.

C'est sur cette base que nous avons été amenés en 1993 à reproclamer la IV^e Internationale.

Le bilan de l'ex-URSS est à cet égard éclairant. La destruction de la propriété sociale en ex-URSS n'a en aucune manière créé les conditions d'un quelconque processus d'accumulation classique débouchant sur la constitution d'une bourgeoisie nationale. On assiste au contraire à la constitution de gigantesques fortunes sur la base du pillage et de la destruction des forces productives. Différentes fractions mafieuses cherchent, sur la base de la privatisation, de la spéculation et de la paupérisation absolue de l'ensemble de la population russe, à établir des rapports directs avec tel ou tel secteur de l'impérialisme. Ce qui ne va pas sans contradictions (16).

ARRACHER À LA RACINE LE RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DES MOYENS DE PRODUCTION

Plus que jamais, la question centrale est celle du régime de propriété des moyens de production.

Le capitalisme, fondé sur la propriété privée des moyens de production, mène l'humanité à l'abîme.

En 1917, la politique d'indépendance de classe des bolcheviks partait de la compréhension de ce que en aucune manière le capitalisme arrivé au stade impérialiste n'était à même de développer les forces productives, et que, par conséquent, la solution de la moindre question démocratique exigeait de remettre en cause ce régime de propriété. Cette question ne se pose-t-elle pas aujourd'hui avec une force décuplée ?

(16) Ainsi, dans la "résistance" de Poutine par rapport à Bush dans la dernière période, s'exprime le fait que Poutine et les secteurs qu'il représente ne sont pas apparemment déterminés à aller jusqu'au bout d'une politique qui vise purement et simplement au démantèlement de la Russie comme pays, surtout au moment où l'impérialisme américain lui-même, son sommet, Bush, sont confrontés à une crise grandissante (voir la démission de Karl Rove et la crise ouverte au sommet de l'impérialisme américain).

L'effarante politique délibérée de destruction qui conduit l'humanité sur la voie de la barbarie, de l'Irak à la Palestine et à l'Afghanistan, la désindustrialisation en masse dans les pays capitalistes avancés, les politiques visant à démanteler toutes les conquêtes arrachées par le prolétariat (en particulier en Europe) dans les soixante dernières années, ce qui se passe en ex-URSS, les guerres prétendument ethniques en Afrique, ce qui s'est passé dans les Balkans..., toute cette situation ne conduit-elle pas à cette première conclusion : il n'y a pas d'autre voie que la rupture avec le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production ?

Dans ces conditions, est-il juste d'affirmer que la situation mondiale de 2007 est marquée par l'actualité de la révolution mondiale ?

Apparemment, la situation mondiale semble marquée avant tout par la décomposition de l'impérialisme, du capitalisme entré dans sa phase de désagrégation. Marche à la barbarie, guerres de destruction sans fin, destruction des nations et des bases mêmes de la civilisation humaine : il n'est pas un continent, pas un pays (qu'il soit économiquement développé ou arriéré), pas un secteur des conquêtes ouvrières et démocratiques qui ne soient soumis au feu roulant de destruction de la machine de guerre capitaliste.

Cette situation, nous l'avons vu, résulte de l'impasse dans laquelle s'enfoncé chaque jour davantage le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Mais s'y confrontent des classes ouvrières qui — bien qu'elles subissent de terribles attaques — n'ont pas été défaits. Les lois de la lutte des classes restent à l'ordre du jour. La faillite du régime de la propriété privée des moyens de production ne laisse d'autre alternative que le combat pour arracher les racines du système d'exploitation et d'oppression. Il s'agit du combat pour l'appropriation collective et sociale, le combat pour le socialisme.

L'ALTERNATIVE "SOCIALISME OU BARBARIE"

"Socialisme ou barbarie" : l'alternative dessinée par Rosa Luxemburg voilà près

d'un siècle n'est-elle pas plus que jamais à l'ordre du jour ? C'est un fait : la marche à la barbarie est engagée. Mais la victoire de la révolution prolétarienne est l'autre branche de l'alternative.

La responsabilité de la IV^e Internationale et de ses sections n'est-elle pas de saisir la situation mondiale dans ses aspects complexes et contradictoires pour dégager les points d'appui pour l'action, la construction, l'organisation, au service de l'action indépendante de la classe ouvrière ?

La responsabilité de la IV^e Internationale n'est-elle pas d'appeler les travailleurs et les jeunes du monde entier à s'organiser sous le drapeau du combat pour le socialisme ?

A qui douterait du bien-fondé de cette affirmation, les réactions dans un pays comme la France au moment de la crise financière et boursière apportent un éclairage particulièrement utile.

Pourquoi le président français, Sarkozy, venu aux Etats-Unis prêter serment d'allégeance à Bush, s'est-il empressé de déclarer :

"On ne peut accepter l'explosion de la spéculation (...). Il faut qu'il y ait de la transparence ; il faut qu'il y ait de la régulation (...). Je suis pour une économie qui fasse toute sa place aux créateurs, aux salariés, pas aux spéculateurs (...). Je ne peux pas accepter (...) l'explosion de la spéculation (...). Il faut demander des explications, imposer un minimum de règles (...). Je suis pour la moralisation du capitalisme financier, et la moralisation passe par la régulation, des règles prudentielles et de la transparence"(17).

Sarkozy sait que, dans un pays comme la France, où le non à la "Constitution" européenne l'a emporté au référendum en 2005, où il y a eu 1995, 2003, 2006 (18)..., où la classe ouvrière n'est pas défaite, la crise en cours apparaît aux yeux de millions de travailleurs et de jeunes comme un acte d'accusation contre le système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. Donc, il faut faire écran, de ma-

(17) Dépêche de l'AFP, 16 août 2007.

(18) 1995, 2003, 2006 : mobilisations en masse de millions de travailleurs et de jeunes en France contre la remise en cause du régime de la Sécurité sociale (1995), contre la remise en cause des retraites et la volonté d'imposer la décentralisation (2003), contre la mise en place du CPE, contrat de première embauche de déréglementation pour la jeune génération (2006).

nière préventive. Sarkozy se porte en avant pour réclamer “transparence, arrêt des excès, réglementation, modération” pour préserver le système.

Quand il dit à Bush “on appartient à la même famille”, il a raison : la même famille de la classe capitaliste. Sarkozy se range sous les ordres de Bush pour écraser la classe ouvrière à l'échelle mondiale. Il fait donc son travail en disant : il faut “réguler, il faut de la transparence, les excès sont tout à fait inacceptables”.

Mais est-il le seul à tenir ce langage ?

ATTAC (19) :

“Cette situation de crise (...) résulte des prises de risque excessives et des comportements spéculatifs des principaux acteurs financiers dans le contexte d'argent facile et à bon marché de ces dernières années (...). Les comportements de spéculation et de prédation des principaux acteurs de la finance internationale (...) sont largement responsables de la crise financière actuelle, encouragés par le laxisme des autorités financières et monétaires (...). Seul un contrôle étroit des marchés financiers et de leurs acteurs est de nature à prévenir des crises financières (...).”

Et ATTAC de proposer

“d'exiger des banques centrales qu'elles incluent la stabilité des marchés financiers parmi leurs objectifs prioritaires (...). Il est anachronique que la BCE (...) ne cherche pas à intervenir pour lutter contre l'instabilité parfois dévastatrice des prix des actifs financiers et immobiliers.”

Et de conclure son article par :

“Il est du rôle de l'Union européenne de prendre les initiatives appropriées pour que cette tourmente ne se transforme pas en crise financière majeure.”

Ne retrouve-t-on pas ici les mêmes objectifs ? Préserver le système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production ; faire croire à des excès de déréglementation ; “exiger” de l'Union européenne, de la BCE, etc., qu'ils “luttent” contre les spéculateurs... dont ils sont les serviles instruments !

Organe du Parti communiste français, *L'Humanité* (17 août 2007) propose de “changer les priorités des politiques monétaires : l'argent doit être moins orienté vers la spéculation financière”, et aussi une “réforme du statut de la BCE” et une “réorientation de ses missions”.

Une BCE “réorientée” pour lutter contre la spéculation... dans le cadre du respect du traité de Maastricht et des institutions de l'Union européenne ?

Laurent Fabius, dirigeant du Parti socialiste, déclare (20) :

“Il y a un défaut de prévoyance considérable de la part des prêteurs américains (...). Cette crise était prévisible.”

A la question :

“Les banques centrales ont-elles eu raison d'injecter massivement des liquidités ?”

il répond :

“Bien sûr. A partir du moment où le système interbancaire était bloqué (...), il fallait éviter la thrombose.

— Aux manettes, que feriez-vous ?

— Je m'assurerais de l'existence d'une bonne coordination entre les autorités financières internationales, d'une vraie discussion avec la Banque centrale européenne...”

Tout cela n'a rien d'accidentel. Bien sûr, il y a des différences, mais il y a un élément commun : le régime de la propriété privée des moyens de production doit rester en place, l'Union européenne doit rester en place.

Les travailleurs ne sont-ils pas fondés, sur cette base, à accuser le régime de la propriété privée des moyens de production ? Sommes-nous fondés, nous, IV^e Internationale, à dire que celui-ci est entré dans une phase de décomposition, où il est impuissant désormais à réordonner une quelconque marche en avant de l'humanité ? Sommes-nous fondés à dire que, pour sauver l'humanité des souffrances innombrables qui l'accablent, il n'est d'autre moyen que d'arracher à la racine le régime de propriété et établir un régime social fondé sur l'appropriation collective ?

Cela nous ramène à ce qui fonde la IV^e Internationale, dont le programme de fondation affirme que “les forces productives de l'humanité ont cessé de croître” et caractérise ainsi la situation :

(19) “Les prémices d'une crise financière internationale : le prix de la déréglementation financière !”, article publié sur le site d'ATTAC France le 8 août 2007 (<http://www.france.attac.org/spip.php?article7334>).

(20) *Libération*, 17 août 2007.

“Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d’être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c’est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l’humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.”

AU CENTRE DE TOUTE STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE : LE COMBAT POUR LE FRONT UNIQUE

Précisément parce que toutes les conditions objectives “sont non seulement mûres, mais ont commencé à pourrir”, tout se concentre dans le règlement du facteur subjectif : la construction de la IV^e Internationale dans le combat pour la “transition”, dans le cadre de l’Entente internationale des travailleurs et des peuples, et du combat, et sous des formes adaptées à chaque situation nationale, pour des partis ouvriers indépendants.

L’actualité d’octobre 1917 ne se mesure pas seulement dans la vérification de l’alternative “socialisme ou barbarie”. Elle s’exprime également dans la nécessité, en 2007 comme en 1917 (peut-être même davantage), de mettre au centre de toute stratégie révolutionnaire le combat pour le front unique ouvrier.

Des dirigeants mencheviques et socialistes-révolutionnaires, Lénine exigeait qu’ils rompent le lien qui les unissait à la bourgeoisie pour s’engager sur la voie de la satisfaction des besoins de la population ouvrière et paysanne de Russie.

Aujourd’hui, la décomposition impérialiste a atteint un stade inconnu jusqu’à présent, mettant à l’ordre du jour partout la marche à une forme nouvelle de corporatisme supranational, contradictoire à l’indépendance des organisations. Que l’on regarde ce que signifie la mise en place de la CSI, l’opération Stern aux Etats-Unis ou encore la manière dont l’appareil issu du stalinisme (en particulier Bernard Thibault en France, Refondation communiste en Italie, les dirigeants du PC en Inde, etc.)

joue un rôle majeur dans la marche à l’intégration-dislocation des organisations. Il est clair que, dans une telle situation, la base de toute politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière, c’est l’indépendance de classe. **Sur cette base, la question centrale est celle du front unique.**

Lénine l’a affirmé en de nombreuses circonstances : les bolcheviks n’ont pris le pouvoir en octobre 1917 qu’en résultat de la faillite des dirigeants mencheviques et socialistes-révolutionnaires dans lesquels les masses avaient placé leur confiance. Ils n’ont cessé, de février à octobre 1917, sous des formes qui ont varié selon les moments de la situation, de mettre en œuvre une politique de front unique, s’adressant aux dirigeants majoritaires parmi les masses, en disant : accomplissez le mandat, décrétez la paix, donnez la terre aux paysans, prenez entre vos mains le pouvoir d’Etat, vous, les dirigeants du soviet de Petrograd, rompez avec les partis de la bourgeoisie, et, tout en préservant notre indépendance, nous soutiendrons tout pas qui ira dans cette direction.

Lénine est allé, durant la période qui a précédé la révolution d’octobre 1917, jusqu’à chercher (tout en préservant son indépendance à chaque étape) dans les conférences de Kiental et Zimmerwald les formes larges de front unique avec tous ceux qui, loin de partager les positions des bolcheviks, refusaient toutefois de suivre les dirigeants de la II^e Internationale, qui soutenaient la politique des responsables de la boucherie impérialiste qui, entre 1914 et 1918, devait entraîner la mort de millions de prolétaires.

De cette orientation, ne devons-nous pas retenir, pour ce qui nous concerne, le fait que si les dirigeants, et nombre d’entre eux, sont aujourd’hui amenés à aller plus loin qu’ils ne sont jamais allés sur la voie de l’autodestruction des organisations et du corporatisme, il n’en reste pas moins que, contre la marche à la barbarie, cherchent à se dresser les classes ouvrières, les peuples opprimés, mais aussi, à des degrés divers, des couches de militants et de responsables qui n’acceptent pas de voir engager sur la voie de la destruction tous les acquis de la civilisation humaine, de combats démocratiques et du combat ouvrier ?

Dans cette situation, ne revient-il pas à la IV^e Internationale de mettre en œuvre, sous

toutes les formes, des politiques de front unique, en partant des revendications centrales qui sont celles des masses ? N'est-ce pas évident, en particulier, que les mots d'ordre de rupture avec l'Union européenne et avec tous les traités de libre commerce (NAFTA, ALENA, MERCOSUL...), les mots d'ordre de défense de la souveraineté des nations, de démocratie, d'Assemblée constituante, de refus des privatisations, de renationalisation, de défense et de reconquête de la propriété sociale (21), de défense et de reconquête de toutes les conquêtes arrachées par le prolétariat et aujourd'hui en voie de démantèlement sont les éléments clés à partir desquels peut être mise en œuvre, sous des formes qui, naturellement, varient selon les situations nationales, une véritable politique de front unique ?

“Celui qui ne sait pas défendre les vieilles conquêtes n'en fera jamais de nouvelles” : cette formule de Trotsky constitue aujourd'hui une ligne de démarcation.

La base du front unique, dans toutes les circonstances, c'est les revendications, donc d'abord et avant tout la défense et la reconquête de tout ce qui a été arraché dans les deux siècles passés par le combat ouvrier et démocratique. La base du front unique, c'est la défense de la propriété sociale en Chine. C'est la défense de toutes les conquêtes sociales. C'est la défense de l'existence des nations et de leur souveraineté. Et c'est bien sûr la défense et la reconquête de tous les droits et garanties arrachés par les classes ouvrières.

LA LUTTE DES CLASSES, ÉLÉMENT DÉTERMINANT

Dans cette situation d'ensemble, l'élément déterminant reste l'actualité de la lutte de classe.

Dans le monde entier, les masses opprimées et exploitées, au premier rang desquelles les classes ouvrières, n'ont d'autre choix que de chercher à résister à l'offensive destructrice.

Dans ce mouvement de résistance d'ensemble, des courants et secteurs de la petite bourgeoisie sont amenés, sur le terrain qui est le leur, à faire un pas sur la voie de la résistance.

Ainsi, à la politique de Lula s'oppose celle de Chavez, qui, indiscutablement, sur les traités de libre commerce, les nationalisations, le refus des privatisations, fait un pas sur la voie de la rupture avec la politique de l'impérialisme dictée depuis Washington. Précisément ce pas que refuse de faire Lula, qui, au contraire, se propose au rôle de meilleur comparse de Bush. Ce pas en avant de Chavez sur la voie de la rupture avec l'impérialisme ne mérite-t-il pas le soutien inconditionnel de la IV^e Internationale, et plus généralement de toutes les forces organisées qui combattent pour l'émancipation des masses exploitées et opprimées ?

Dans une moindre mesure, c'est également ce qui caractérise ce qui se passe en Bolivie, là aussi comme sous-produit de la poussée révolutionnaire des masses.

Sur un autre plan, il est indiscutable que, dans les processus en cours en Chine, s'exprime une résistance de la propriété sociale, produit de la révolution de 1949, et de secteurs qui — en Chine et dans toute l'Asie — lient leur sort à la défense de la propriété sociale.

Il y a dans le monde entier, comme produit de l'activité directe des masses elles-mêmes, des manifestations quotidiennes de cette recherche des voies de la résistance de classes ouvrières et de peuples qui ne veulent ni ne peuvent se résigner à la destruction physique, à la guerre généralisée à laquelle l'impérialisme veut les condamner, avec l'appui des appareils.

N'est-ce pas là que se trouve posée l'actualité de la révolution prolétarienne ?

Qu'elle en ait conscience ou pas, l'humanité est à la recherche d'une issue et ne peut la trouver en dehors de l'appropriation collective des moyens de production.

LES APPAREILS À L'APPUI DE L'IMPÉRIALISME

Toute la puissance de feu économique et militaire de l'impérialisme ne serait pas suffisante sans l'appui des appareils.

(21) Y compris sous la forme du combat pour la Fédération yougoslave et de la Fédération balkano-danubienne. Voir la *“Lettre d'invitation à la rencontre*

Il faut souligner le rôle de premier plan joué par la social-démocratie, les partis affiliés à l'Internationale socialiste. Lula au Brésil, Thabo Mbeki (issu de l'appareil stalinien) en Afrique du Sud, les dirigeants du PSOE en Espagne, du SPD en Allemagne, du Parti socialiste en France, qui, au premier rang, ont pris en charge la responsabilité de l'application des plans de l'Union européenne, du FMI, de la Banque mondiale : en un mot, et quelles qu'en soient les formes, des plans de privatisation, de dérégulation et de démantèlement imposés par Washington.

Ce rôle de premier plan joué par la social-démocratie trouve un point d'appui dans les appareils issus de la crise de décomposition du stalinisme, qui, ayant coupé le lien avec un centre international du Kremlin (qui n'existe plus), ont, de ce fait, coupé toute racine avec un régime fondé sur la propriété sociale, que la bureaucratie stalinienne parasitait tout en préparant les conditions de son effondrement.

Dans ces conditions, les dirigeants des différentes fractions issues de l'appareil stalinien international sont souvent au premier rang — comme par exemple les dirigeants de l'ex-PC italien, devenu colonne vertébrale du Parti démocratique — de la mise en œuvre des plans anti-ouvriers dictés par l'impérialisme.

Il faut souligner dans ce cadre la place particulière occupée par le pablisme. Ce numéro de la revue *La Vérité* consacre un important dossier à cette question. Il y est établi que si, historiquement, le Secrétariat unifié de 2007 s'inscrit dans la continuité du pablisme de 1950-1953, il y a cependant une différence qualitative. Hier flanc gauche de l'appareil stalinien — lui-même appareil contre-révolutionnaire chargé d'endiguer la poussée révolutionnaire des masses, mais au compte d'une bureaucratie qui parasitait les rapports de propriété issus d'Octobre —, le pablisme est devenu aujourd'hui un agent direct de l'impérialisme américain, chargé, en usurpant frauduleusement le drapeau de la IV^e Internationale, de mettre en œuvre toutes les formes de politique corporatiste, destructrice de la démocratie politique et de la démocratie sociale, en particulier sous la forme de l'altermondialisme, des forums sociaux, etc. Ce qui s'exprime y compris dans la place centrale occupée dans les coalitions gouvernemen-

tales et les majorités parlementaires, au Brésil comme en Italie, par les représentants du Secrétariat unifié (ce qui ne veut pas dire, là encore, qu'il n'y a pas de contradictions : voir les documents publiés dans ce numéro de *La Vérité* émanant d'organisations affiliées au Secrétariat unifié, mais en désaccord avec sa politique).

LA PLACE ET LE RÔLE PARTICULIERS DU SECRÉTARIAT UNIFIÉ

Significativement, dans la dernière période, on a vu dans plusieurs pays dont les gouvernements sont dirigés par des partis dits de gauche, et singulièrement liés à l'Internationale socialiste, avec le soutien du PC, parfois des organisations du Secrétariat unifié, ces gouvernements prendre contre la classe ouvrière et la jeunesse des mesures à ce point contraires au mandat pour lequel ils ont été élus, des mesures à ce point contraires aux intérêts de la population qu'ils ont provoqué contre ces mesures de larges protestations, des manifestations, amenant y compris certaines centrales syndicales pourtant liées à ces gouvernements à prendre l'initiative d'actions de protestation extrêmement énergiques.

En Afrique du Sud, par exemple, à la fin du printemps 2007, la centrale syndicale COSATU, pourtant membre de la coalition gouvernementale au pouvoir, a appelé et organisé plusieurs semaines de grève des fonctionnaires massives et durement réprimées sur la question des salaires.

Au Brésil, la centrale syndicale CUT, pourtant organiquement liée au Parti des travailleurs au pouvoir, a appelé le 15 août à une marche sur Brasilia contre la prétention du gouvernement Lula de faire passer contre la classe ouvrière plusieurs mesures remettant en cause ses droits avec la mise en œuvre d'un prétendu "plan d'accélération de la croissance" (PAC), qui comprenait notamment un projet de loi (PLP 01) gelant pour dix ans les salaires des fonctionnaires d'Etat, avec la menace également de mesures visant à restreindre le droit de

de militants ouvriers des pays de l'ex-URSS, de l'est de l'Europe et des Balkans" dans ce numéro de La Vérité.

grève dans la fonction publique. Tandis qu'au même moment, les patrons appuyés par leurs partis au sein de la coalition gouvernementale faisaient voter à une large majorité par le Congrès un amendement (Emenda 3) qui flexibilisait totalement les droits ouvriers dans l'industrie, les banques, les services. Amendement contre lequel la CUT exigeait que Lula maintienne son veto.

En Uruguay, la centrale syndicale unique PIT-CNT, qui a pris position contre la signature du traité de libre commerce par le gouvernement du Frente Amplio (auquel la centrale syndicale est pourtant organiquement liée), appelle à une grève générale le 23 août *“pour que le gouvernement modifie sa politique économique”*.

La IV^e Internationale et ses sections apportent leur soutien aux initiatives prises par les organisations ouvrières pour la défense des revendications, contre les politiques mises en œuvre par les gouvernements dits “de gauche” qui acceptent d'appliquer les plans de l'impérialisme.

Il est évident que, dans tous ces cas de figure, à travers la revendication syndicale, se trouve posé un problème politique : la rupture des partis mandatés par les travailleurs avec les politiques dictées par le Fonds monétaire international et l'impérialisme américain.

Or on notera que le jour même où la CUT, au Brésil, appelle à manifester contre la politique du gouvernement Lula, Miguel Rossetto, ex-ministre et toujours dirigeant de Démocratie socialiste, le courant issu du Secrétariat unifié, salue, ouvrant les travaux d'une session de la CUT, le soir même de la grève, les *“indéniables avancées obtenues pas le gouvernement Lula”*. Avancées, la poursuite des privatisations, la mise en œuvre brutale de l'excédent fiscal primaire exigé par le FMI qui étouffe les municipalités, les Etats, les services publics, les systèmes sociaux ? Avancée, le refus de la réforme agraire dont Rossetto a été le principal artisan ? Et Rossetto ajoute que la CUT *“a un rôle fondamental de contribuer à la construction du projet de gouvernement, un projet national recherchant un calendrier politique qui garantisse la plus large unité”*. Autrement dit, que la CUT accompagne cette politique désastreuse du gouvernement.

Il est de notre devoir de dire que cette politique préconisée par le Secrétariat unifié va totalement à l'encontre des besoins des masses. Ce dont il s'agit dans les protestations des masses, c'est de la nécessaire rupture des gouvernements en place avec les politiques dictées par le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne. Et certainement pas de ce nouvel avatar de ce qui fut appelé il y a quelques années *“la stimulation critique”*, lorsque les dirigeants du Parti communiste italien avaient un pied au gouvernement dans lequel ils siégeaient et un pied à la tête des manifestations syndicales protestant contre la politique du gouvernement, expliquant que c'était une manière de “stimuler critiquelement” la politique des majorités gouvernementales.

Une telle politique porte un nom : c'est de la duplicité. C'est faire mine de soutenir les revendications des travailleurs pour les enfermer dans les politiques dictées par le capital financier international. C'est l'inverse de la politique de Lénine, qui, en toutes circonstances, combattait pour la rupture avec l'impérialisme. Et c'est cette orientation de front unique que, pour sa part, la IV^e Internationale se doit de mettre en œuvre.

POUR LA IV^e INTERNATIONALE : TIRER LES LEÇONS D'OCTOBRE 1917 POUR PRÉPARER LA RÉVOLUTION À VENIR

En ce sens, la commémoration d'octobre 1917 n'est pas tournée vers le passé. Elle est nécessaire à la préparation de la révolution à venir. Elle est un élément constituant de la révolution mondiale.

De même qu'hier les bolcheviks furent le seul parti, dans le chaos politique russe, à savoir ce qu'ils voulaient et à proposer des objectifs concrets au peuple, de même qu'ils ont été le seul parti à ne pas déroger de l'affirmation selon laquelle le but fondamental de la révolution est d'exproprier la propriété privée des grands moyens de production, de même qu'ils ont été le seul parti à combattre pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, de même qu'ils ont été le seul parti à ouvrir pour l'humanité entière la perspective de la révolution expropriatrice à travers l'Inter-

nationale, de même il nous revient, comme IV^e Internationale, d'avancer sur cette voie.

Ajoutons que, dans les leçons d'Octobre dont il nous faut nous inspirer aujourd'hui encore, il y a le fait que les bolcheviks russes ont toujours cherché, à partir de leur orientation de front unique, à poser la question de la construction du parti sur une ligne de regroupement plus large.

Malgré l'isolement de la révolution russe par l'impérialisme et tous ses relais, les bolcheviks n'ont cessé de chercher à créer les conditions d'un regroupement avec d'autres courants, aussi bien dans le premier gouvernement des soviets que dans la fondation de la III^e Internationale.

La IV^e Internationale est, de ce point de vue, confrontée à une situation nouvelle et différente. On connaît la formule de Marx selon laquelle toute forme d'organisation n'est que la formalisation transitoire du mouvement. C'est ainsi que, dans la constitution de la Première Internationale, puis de la II^e jusqu'en 1914, et dans ce que fut l'Internationale communiste au début des années 1920, puis à travers la IV^e Internationale, quelles qu'aient été ses forces et ses délimitations dès le départ, il y a eu autant d'étapes par lesquelles la classe ouvrière a cherché de manière transitoire à formaliser son propre mouvement.

Sous une autre forme, bien évidemment — qui est la "*forme élémentaire du front unique*", pour reprendre la formule de Trotsky —, les organisations syndicales ont joué ce rôle et jouent ce rôle de formalisation transitoire du mouvement.

Il est significatif que ce qui était le propre des régimes fascistes ou corporatistes des années 1920-1930 — à savoir la destruction des organisations ouvrières — devient aujourd'hui une exigence mise à l'ordre du jour par l'ensemble des institutions "démocratiques" ou prétendument telles. L'Union européenne, comme les différentes institutions internationales, vise à mettre en place un corporatisme "à visage démocratique", associant des dirigeants des organisations, travaillant eux-mêmes méthodiquement à détruire leurs propres organisations — dirigeants des différents Partis communistes, des différents Partis socialistes, etc.

CONSTRUIRE LE PARTI MONDIAL DE LA RÉVOLUTION SUR LE TERRAIN DE LA TRANSITION

Peut-on dire que s'ouvre une situation tout à fait nouvelle, à laquelle il nous revient de répondre, comme IV^e Internationale, dans la mise en œuvre des décisions du Sixième Congrès mondial ? A savoir que si le régime de la propriété privée des moyens de production conduit effectivement l'humanité à l'abîme, s'il n'est d'autre voie que, sur la ligne du front unique, de combattre sur le terrain de la lutte de classe et pour des partis de classe, alors il nous revient, sur le terrain de la transition — et dans le prolongement de l'ensemble de nos textes sur la stratégie de la Ligue ouvrière révolutionnaire et de la Conférence mondiale ouverte —, de chercher les voies et les moyens de la mise en place d'authentiques partis ouvriers.

N'est-ce pas à partir de cette réflexion qu'il nous faut, pour chacune des sections de la IV^e Internationale, procéder à une évaluation de ce qui a été réalisé et de ce qui doit l'être ?

Par exemple dans la convocation de la conférence de Cacak des militants de l'est de l'Europe. Ou encore dans la convocation en novembre prochain d'une convention pour la constitution d'un parti ouvrier indépendant en France. Ou encore dans la première initiative commune de l'Entente européenne des travailleurs en direction des autorités de Bruxelles. Ou encore dans l'appel commun à une conférence des militants d'Inde, du Pakistan, du Bangladesh dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

Sous une autre forme, c'est ce qui est en jeu dans le combat pour un Parti de la reconstruction exprimant les aspirations spécifiques de la classe ouvrière noire des Etats-Unis en relation avec le combat pour le Labor Party.

Les conditions qui ont vu la victoire de la révolution d'octobre 1917 étaient celles du déchaînement de la guerre impérialiste, qui avait littéralement saigné le peuple russe et l'humanité tout entière.

Les conditions de préparation au combat pour la révolution prolétarienne en 2007 ne

sont pas moins difficiles. Elles sont marquées, on l'a vu, par la marche engagée vers la barbarie dans le monde entier.

Mais, c'est un fait, quelles que soient les souffrances endurées, l'humanité n'a pas d'autre avenir, face à la guerre sans fin de l'impérialisme, face à la décomposition des nations, face à la paupérisation de la population mondiale, que de s'ouvrir la voie de l'appropriation collective des moyens de production.

C'est précisément notre responsabilité comme IV^e Internationale que de dégager et

de discuter avec la jeune génération les leçons d'octobre 1917, non pas pour commémorer passivement le passé, mais pour préparer l'avenir, celui par lequel les masses opprimées et exploitées, brisant les chaînes qui les entravent, ouvriront la voie à une société de justice, de liberté et de paix. Parce que débarrassée du régime corrompu, failli et condamné de la propriété privée des moyens de production.

Daniel Gluckstein



Indépendance, front unique et internationalisme

Par Jean-Jacques Marie

Le 27 février 1917, la grève générale balaie le régime tsariste. Le même jour se constitue le soviet des ouvriers et des soldats de Petrograd, puis, le 2 mars, un gouvernement provisoire dirigé par le grand propriétaire terrien, le prince Lvov, et constitué de ministres bourgeois, sauf le sympathisant socialiste-révolutionnaire Alexandre Kerenski. Ce gouvernement se prononce pour la défense de la propriété privée de la terre et des moyens de production et pour la poursuite de la guerre. En se prononçant pour la poursuite de la guerre, le gouvernement provisoire se soumet à l'impérialisme franco-britannique. La majorité du soviet (mencheviks et socialistes-révolutionnaires) se prononce pour un soutien critique à ce gouvernement, tout comme la majorité de la direction bolchevique alors présente à Petrograd (Staline et Kamenev). En soutenant le gouvernement provisoire soumis à l'impérialisme, la majorité mencheviks-socialistes-révolutionnaires du soviet se soumet, elle aussi, à l'impérialisme.

L'INDÉPENDANCE...

De Suisse où il est exilé, Lénine adresse télégrammes et lettres dites de loin, que

Staline et Kamenev, qui contrôlent la *Pravda*, censurent, et dont l'objectif premier est d'exiger l'indépendance du Parti bolchevique et de sa politique vis-à-vis du gouvernement provisoire, indépendance à la fois sur le plan de l'orientation politique et dans l'organisation elle-même.

Dès le 4 mars, il rédige un court texte adressé à Stockholm pour les bolcheviks rentrant en Russie :

“Seul un gouvernement ouvrier s'appuyant, primo, sur l'immense majorité de la population paysanne, sur les ouvriers agricoles et les paysans pauvres et, secundo, sur l'alliance avec les ouvriers révolutionnaires de tous les pays belligérants, peut donner au peuple la paix, le pain et une liberté totale.”

Il annonce “l'étape suivante de la révolution”, à savoir “la conquête du pouvoir par un gouvernement ouvrier”, ce qui exige l'indépendance absolue du parti révolutionnaire internationaliste.

Bien que réduit aux vagues informations fournies par la presse suisse, il pressent que, dans l'euphorie de la révolution, les bolcheviks eux-mêmes risquent fort de nourrir des illusions sur le gouvernement provisoire et de se laisser entraîner vers la réunification avec les mencheviks. Lénine, qui ne reçoit toujours pas la *Pravda*, reparue depuis le 12 mars, s'acharne par de multiples canaux à communiquer aux bolcheviks russes

l'orientation qu'il veut leur voir appliquer. Le 6 (19) mars, il envoie un télégramme en français aux bolcheviks partant pour la Russie, qui reflète son inquiétude. Il martèle : *“Notre tactique : méfiance absolue, aucun soutien au nouveau gouvernement, soupçonnons surtout Kerenski”*, et, en gras : *“Aucun rapprochement autres partis.”* C'est son premier souci, car, explique-t-il, sans un parti rigoureusement indépendant des autres, il est impossible de mener une politique indépendante.

Il adresse successivement à la *Pravda* quatre *“Lettres de loin”*. Staline, qui dirige la *Pravda* avec Kamenev depuis leur retour d'exil, imprime la première, rédigée le 7 (20) mars en en coupant un cinquième. Lénine y souligne que cette première révolution engendrée par la guerre ne sera certainement pas la dernière. Le nouveau gouvernement n'est que *“le commis de la firme financière Angleterre-France”*. Donc,

“quiconque prétend que les ouvriers doivent soutenir le nouveau gouvernement afin de combattre la réaction tsariste (...) trahit les ouvriers, trahit la cause du prolétariat, la cause de la paix et de la liberté”.

Dans la seconde lettre, écrite le 11 (24) mars, Lénine souligne :

“Je ne puis juger d'ici, de mon maudit éloignement, à quel point la deuxième révolution est proche (...). Je ne me pose pas de problèmes pour la solution desquels je n'ai et ne puis avoir de données concrètes.”

Mais une chose est sûre :

“La Russie traverse une phase historique originale, celle du passage à l'étape suivante de la révolution, ou (...) à la deuxième révolution.”

Dans la troisième lettre, écrite le 11 (24) mars, Lénine affirme : la révolution doit

« démolir la machine d'Etat “toute prête” et la remplacer par une autre en fusionnant la police, l'armée et le corps des fonctionnaires avec l'ensemble du peuple en armes ».

En même temps, il fixe au Parti bolchevique des tâches apparemment limitées : expliquer aux masses que la guerre menée par les capitalistes des deux camps belligérants à des fins de rapine engendre une crise sans précédent, la famine et des calamités innombrables dans la vie quotidienne.

Ces propositions, qui esquissent déjà les grands thèmes de sa politique, paraissent

inacceptables aux rédacteurs en chef de la *Pravda*, Staline et Kamenev, qui, comme les mencheviks et les S-R, soutiennent le gouvernement provisoire. Staline écrit : *“Dans la mesure où il lutte contre la réaction et la contre-révolution”*, dont il est pourtant l'unique état-major après l'effondrement de la monarchie. Le 27 mars, Staline écrit :

“Le gouvernement provisoire a pris en fait le rôle de consolideur des conquêtes du peuple révolutionnaire. Le soviét mobilise les forces, contrôle le gouvernement provisoire, en trébuchant, en s'embrouillant, prend le rôle de consolideur des conquêtes du peuple que ce dernier a, en réalité, déjà faites.”

Cette politique de soutien critique débouche sur l'abandon de l'existence même du Parti bolchevique comme parti indépendant. Puisqu'ils proposent la même politique (assortie d'une critique verbale qui en est la couverture) que les mencheviks, Staline et Kamenev se prononcent le 1^{er} avril pour la réunification avec les mencheviks, dont le Parti bolchevique s'était séparé pour se constituer en parti distinct en janvier 1912. Ils classent aux archives sans les publier les trois dernières *“Lettres de loin”* de Lénine, qui restent alors inconnues des militants bolcheviks et ne seront publiées que deux mois après la mort de celui-ci, la deuxième et la quatrième lettres dans la revue *Le Bolchevik*, de mars-avril 1924, la troisième dans la revue *L'Internationale communiste*, de mars-avril 1924.

Les ouvriers, ouvrières et soldats qui ont renversé la monarchie ne font confiance qu'au seul soviét, dont les dirigeants soutiennent à bout de bras le gouvernement provisoire en critiquant telle ou telle de ses décisions.

Un million de déserteurs rôdent pourtant déjà dans les campagnes. La guerre jusqu'à la victoire que veulent les alliés se poursuit sous des slogans démocratiques qui n'en changent pas la réalité et s'usent vite ; sa poursuite paralyse les transports, disloque l'économie, énerve les travailleurs, irrite et démoralise l'armée de soldats-paysans, ruine le pays.

Les paysans commencent à s'emparer des terres, le gouvernement leur envoie les soldats ; les ouvriers exigent des augmentations de salaires et tentent de contrôler leurs entreprises, le patronat les lockoute ; il

ferme 75 entreprises à Petrograd en mars et avril, plus de 10 % du total. Les ouvriers réagissent en constituant des comités d'usine ; la polarisation sociale "en bas" répond ainsi à la coalition politique au sommet.

Rentré le 4 avril 1917 à Petrograd, Lénine expose sa politique aux militants bolcheviks de Petrograd, puis devant les militants mencheviks et bolcheviks réunis pour envisager la réunification de leurs deux partis.

Dans son exposé défini comme les "Thèses d'avril", il définit les deux exigences fondamentales : l'indépendance et ce que les bolcheviks appelleront à partir de la fin 1921 le "front unique".

Il martèle :

"Aucun soutien au gouvernement provisoire. Démontrer le caractère entièrement mensonger de toutes ses promesses (...). La classe des capitalistes, liée aux banques, ne peut diriger aucune autre guerre qu'une guerre impérialiste"

de rapine et d'annexion.

Et il avertit ses camarades :

"Même nos bolcheviks font confiance au gouvernement. Cela peut s'expliquer par l'ivresse de la révolution. C'est la ruine du socialisme."

"Vous faites confiance à ce gouvernement. S'il en est ainsi, nous ne marcherons pas ensemble. Je préfère rester en minorité (...). Si nous rompons avec ces gens-là (il veut dire les dirigeants du soviet qui soutiennent le gouvernement provisoire et la guerre), tous les opprimés viendront à nous, car la guerre les amènera vers nous : ils n'ont pas d'autre issue."

La Russie, dit-il, vit

"la transition de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, à sa deuxième étape, qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie (...). Le peuple n'a pas pris le pouvoir parce qu'il est inorganisé et dépourvu de conscience."

Il faut constituer "une république des soviets" et une Internationale révolutionnaire.

L'indépendance exige la rupture avec la politique du gouvernement provisoire, la rupture avec le soutien apporté à ce dernier.

LE FRONT UNIQUE

Lénine, dès cet instant, lie étroitement la nécessité de l'indépendance politique et organisationnelle du parti avec une politique que les bolcheviks appelleront plus tard de front unique, mais qu'ils appliquent dès cette période.

Il part d'abord d'un double constat : les masses ont des illusions dans les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires qui dirigent le soviet, et le Parti bolchevique est faible et très minoritaire :

"Notre parti est en minorité et ne constitue pour le moment qu'une faible minorité dans la plupart des soviets en face du bloc de tous les éléments opportunistes, petits-bourgeois."

Il en découle une tâche :

"Expliquer aux masses que les soviets des députés ouvriers sont la seule forme possible du gouvernement révolutionnaire et que, par conséquent, notre tâche (...) ne peut être que d'expliquer patiemment, systématiquement, opiniâtrement aux masses les erreurs de leur tactique, en partant essentiellement de leurs besoins pratiques."

Lénine insiste sur cet aspect à ses yeux essentiel :

"Pendant que nous sommes en minorité, nous effectuons un travail de critique afin de délivrer les masses du mensonge. Nous ne voulons pas que les masses nous croient sur parole (...). Nous voulons que les masses s'affranchissent de leurs erreurs par l'expérience."

Ce travail d'explication est étroitement lié à une perspective politique de front unique, traduite dans le mot d'ordre "Tout le pouvoir aux soviets" : les soviets rassemblent les délégués élus des ouvriers, paysans et soldats avec les représentants de tous les partis qui se réclament du socialisme (bolcheviks, mencheviks, socialistes-révolutionnaires), à l'exclusion de tout représentant des partis bourgeois. Ils rassemblent donc l'ensemble des opprimés face à la bourgeoisie et au capital. Exiger tout le pouvoir aux soviets, c'est donc opposer la représentation politique indépendante des exploités et opprimés à celle de l'alliance avec la bourgeoisie et le capital, et donc à la subordination à ces derniers.

L'un des axes politiques du Parti bolchevique sera dès lors de dégager les mots d'ordre particuliers traduisant les deux faces de cette orientation (indépendance et front unique) à des moments divers de la lutte des classes. Ainsi, lorsque sera constitué le second gouvernement provisoire, intégrant de nombreux ministres mencheviks et socialistes-révolutionnaires (représentant donc le soviét) sous la présidence de Kerenski, les bolcheviks lanceront le mot d'ordre : *"A bas les dix ministres capitalistes"*, qui traduit sous une forme particulière la ligne politique *"Tout le pouvoir aux soviets"*.

Cette politique repose sur une exigence : la rupture avec les représentants du capital au gouvernement, en l'occurrence avec ceux du Parti monarchiste-constitutionnel, dit Cadet.

Une perspective en ce sens s'ouvre à la fin du mois d'août. Les cercles politiques et militaires de la bourgeoisie tentent alors un coup de force contre-révolutionnaire sous la direction du général Kornilov. Tous les partis soviétiques, malgré leurs divergences, s'unissent, sous la pression des ouvriers, soldats et paysans, pour défaire cette tentative et y parviennent avec une facilité qui illustre la force que représentent les soviets. De plus, le lien des dirigeants du parti bourgeois constitutionnel-monarchiste, dit Cadet, avec les putschistes est si évident qu'à un premier moment les dirigeants S-R et mencheviks annoncent leur décision de ne pas participer au gouvernement avec leurs représentants compromis dans la tentative. Lénine en tire immédiatement une conclusion politique, dans la suite logique de l'orientation qu'il défend depuis son arrivée en Russie.

L'échec du putsch et cette décision ouvrent à ses yeux une perspective nouvelle et fugace, susceptible, écrit-il le 1^{er} septembre,

"d'assurer la progression pacifique de la révolution russe et de très grandes chances de progrès au mouvement mondial vers la paix et vers la victoire du socialisme (...), possibilité historique extrêmement rare et extrêmement précieuse",

à saisir d'urgence. La Russie vit un moment historique exceptionnel, où

"le développement pacifique de la révolution est possible et vraisemblable si tout le pouvoir est transmis aux soviets, au sein

desquels la lutte des partis pour le pouvoir peut se dérouler pacifiquement si la démocratie des soviets est totale".

Il insiste donc sur sa proposition : *"Formation d'un gouvernement de socialistes-révolutionnaires et de mencheviks responsable devant les soviets"*, c'est-à-dire devant l'organe représentatif de toutes les couches d'opprimés et d'exploités, dont une majorité, quoique de plus en plus vacillante, leur fait encore confiance.

Cette proposition ne saurait en rien aliéner l'indépendance politique du Parti bolchevique. Même si ce dernier, dans ce cas, ferait des concessions que Lénine qualifie de "compromis". Il précise :

"Ce compromis serait que, sans prétendre à la participation gouvernementale (impossible pour un internationaliste sans que soient effectivement assurées les conditions de la dictature du prolétariat et des paysans pauvres), les bolcheviks renonceraient à réclamer la remise immédiate du pouvoir au prolétariat et aux paysans pauvres et à employer les méthodes révolutionnaires pour faire triompher cette revendication."

"En revanche, ils exigeraient l'entière liberté de l'agitation." L'alliance entre les bolcheviks, les S-R et les mencheviks pendant les cinq jours du complot de Kornilov, du 26 au 31 août, a balayé ce dernier *"avec une facilité sans exemple dans aucune révolution"*, et il propose de perpétuer cette alliance, qui, avec la transmission immédiate de tout le pouvoir aux soviets, *"rendrait la guerre civile impossible en Russie"*. Aucune entente contre-révolutionnaire internationale ne pourrait abattre des soviets qui donneraient sans rachat toute la terre aux paysans et proposeraient une paix juste à tous les peuples ; la bourgeoisie, hostile à ces mesures, n'aurait plus à sa disposition aucune force, plus aucune "division sauvage" pour déclencher une guerre civile qui *"n'aboutirait pas même à une seule bataille"*.

Les soviets, en revanche, en proposant la paix, trouveraient des alliés dans le monde et accéléreraient la révolution qui y mûrit partout. Remettre tout le pouvoir aux soviets est le *"seul moyen d'assurer désormais une évolution graduelle, pacifique, paisible des événements"*. Mais les S-R et les mencheviks préfèrent l'alliance impuissante avec la bourgeoisie à l'accord avec les

bolcheviks. L'encre de son article est à peine sèche que, dès le 2, ils décident de soutenir le Directoire, organisme bureaucratique de type bonapartiste constitué par Kerenski. Le compromis et la possibilité entrevus par Lénine s'évanouissent.

Le troisième volet de cette politique est l'internationalisme.

L'INTERNATIONALISME

Dès son discours du 4 avril, Lénine explicite la politique qu'il propose, en affirmant :

“Un seul Liebknecht vaut mieux que 110 défensistes (partisans du soutien à la guerre). Si vous sympathisez avec Liebknecht et que vous tendez ne serait-ce qu'un doigt aux défensistes, ce sera une trahison du socialisme international.”

Et le dernier point de son intervention, ce jour-là, est consacré à l'Internationale :

“Rénover l'Internationale. Prendre l'initiative de la création d'une Internationale contre les social-chauvins et contre le centre.”

L'indépendance politique est une exigence pour la classe ouvrière du monde entier comme pour les exploités de Russie.

“Un seul Liebknecht, mais tout l'avenir est devant lui.” Et il lie cette affirmation internationaliste une fois encore à l'affirmation de l'indispensable indépendance politique :

“J'entends dire qu'en Russie il y a une tendance à l'unification, à l'unification avec les défensistes. C'est une trahison du socialisme. Je pense qu'il vaut mieux rester seul, comme Liebknecht, un seul contre 110.”

Cet internationalisme s'exprime donc par la rupture avec tous ceux qui soutiennent directement (les “social-chauvins”) ou indirectement (le centre) la guerre impérialiste et donc l'impérialisme.

Cet internationalisme est concret : l'insurrection des marins de Kiehl, en Allemagne, est pour Lénine l'un des signes de la maturation de la révolution en Europe, et donc l'un des arguments en faveur de la prise du pou-

voir en Russie. Et, dans sa lettre au comité central du 1^{er} octobre 1917, il affirme :

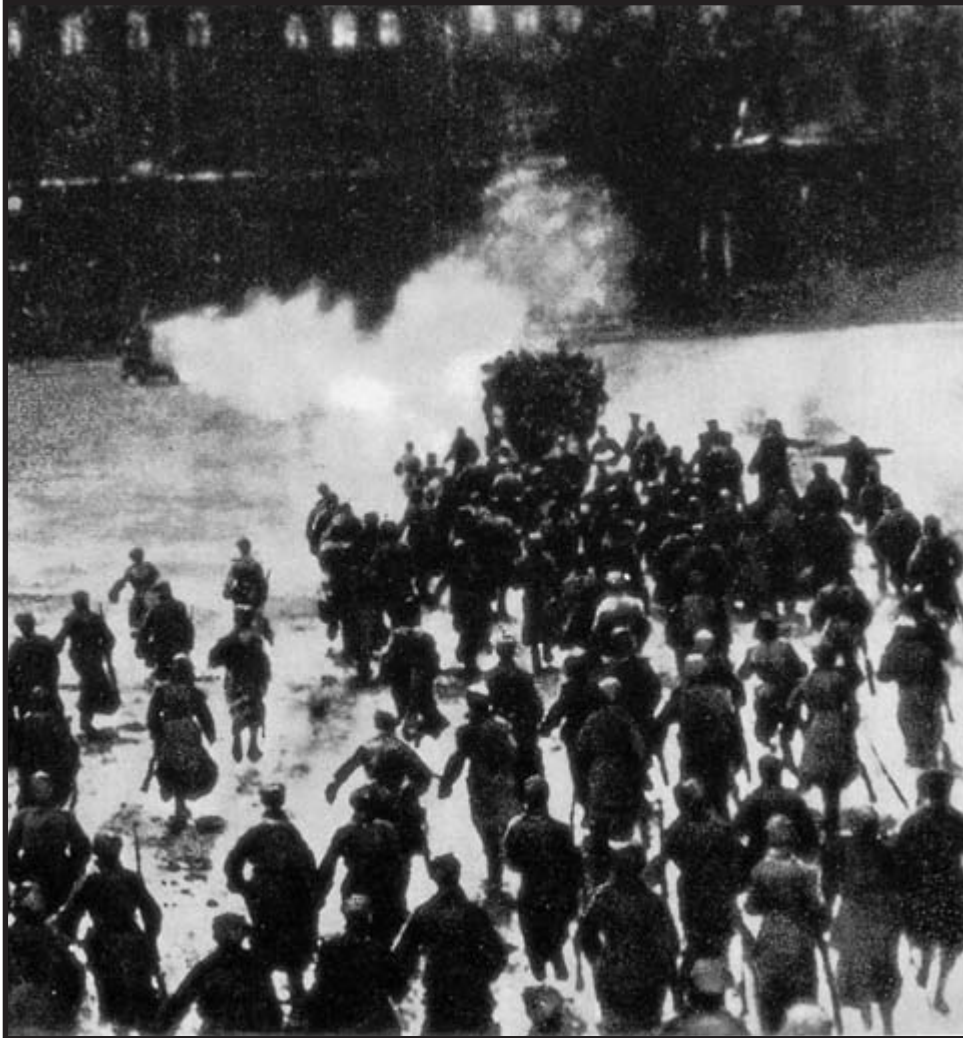
“Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir immédiatement. Ce faisant, ils sauvent la révolution mondiale (sinon la menace subsistera d'une entente entre les impérialistes de tous les pays, qui, après les exécutions en Allemagne, auront des complaisances les uns envers les autres et s'uniront contre nous) ; ils sauvent la révolution russe (sinon la vague d'anarchie actuelle peut devenir plus forte que nous) et la vie de centaines de milliers d'hommes sur le front.”

Et, le 16 octobre, il lie étroitement la révolution en Russie et la maturation de la révolution en Europe :

“La situation internationale nous fournit nombre de données objectives confirmant que, si nous entrons en action aujourd'hui, nous aurons de notre côté toute l'Europe prolétarienne (...). L'analyse politique de la lutte des classes en Russie comme en Europe souligne la nécessité de la politique la plus résolue, la plus active.”

Les bolcheviks n'ont donc pas préparé Octobre en s'acharnant à “développer les luttes”, à multiplier grèves et manifestations, dont l'initiative appartenait en général aux masses elles-mêmes : les paysans décidaient eux-mêmes de s'emparer de la terre (les bolcheviks donneront à ce mouvement sa forme politique et juridique par le décret sur la terre du 26 octobre 1917), les ouvriers faisaient grève contre les patrons multipliant lock-out et licenciements, les soldats lançaient leurs manifestations. Les bolcheviks s'attachaient à aider ces mouvements à trouver une forme organisée, à en dégager la question du pouvoir qu'ils posaient et donc à leur donner l'issue politique indispensable, en développant avec acharnement une politique d'indépendance et de front unique reposant sur l'internationalisme, et donc sur une triple rupture avec le soutien à la guerre impérialiste, avec les représentants de la bourgeoisie au gouvernement et avec les défenseurs de la guerre impérialiste dans le mouvement ouvrier.

Jean-Jacques Marie



La prise du Palais d'hiver (photo tirée du film *Octobre*, d'Eisenstein).

La révolution russe et le stalinisme

Par François Forgue

Le 25 octobre 1917, se réunit à Petrograd le II^e Congrès des soviets. Trotsky, dans son *Histoire de la révolution russe*, écrit que, ce 25 octobre, siège

“le Parlement le plus démocratique de tous ceux qui ont existé dans l’histoire mondiale (...). Le congrès décide que tout le pouvoir dans toutes les localités est remis aux soviets (...). Le gouvernement provisoire est déposé ; le congrès prend le pouvoir en main.”

Le 26 octobre, le nouveau pouvoir prend ses premières décisions. Le décret sur la paix est adopté :

“Le gouvernement ouvrier et paysan, créé par la révolution des 24 et 25 octobre et s’appuyant sur les soviets de députés ouvriers, soldats et paysans, propose à tous les peuples belligérants et à leurs gouvernements d’entamer immédiatement des pourparlers pour une paix juste et démocratique” (Léon Trotsky, Histoire de la révolution russe).

Le même jour est adopté le décret sur la terre, qui commence par affirmer :

“La propriété terrienne des nobles est abolie immédiatement sans aucun droit de rachat.”

Ainsi, ce nouveau pouvoir, investi par la majorité des députés des soviets, commence à mettre en œuvre immédiatement les mesures qu’il a annoncées comme constituant son programme d’action immédiate : la terre à ceux qui la travaillent, ouvrant

pour tous les peuples engagés malgré eux dans l’horreur de la guerre impérialiste la voie de la paix. Appel qui retentira sur tous les fronts et dans tous les pays saignés par une guerre qui dure depuis trois ans. D’emblée, la révolution d’Octobre affirme son caractère international et fait trembler tous les possédants.

La réponse de ceux-ci ne se fera pas attendre. Seul le gouvernement allemand, qui voit l’occasion de desserrer l’étau des armées “alliées”, accepte d’entamer des négociations avec la jeune République soviétique pour aboutir à une paix séparée. Il assortira la fin des hostilités de conditions draconiennes, arrachant à la Russie soviétique des parties de son territoire. La paix est à peine signée que, déjà, des contingents militaires allemands participeront aux combats visant à détruire le pouvoir institué le 25 octobre 1917. Lorsque s’achève la Première Guerre mondiale, les puissances impérialistes qui y participaient se retrouvent ensemble pour intervenir directement contre le gouvernement des ouvriers et des paysans de Russie. Des forces militaires françaises, britanniques, américaines apportent leur appui aux forces contre-révolutionnaires, aux armées blanches. Toutes les forces du capitalisme mondial s’accordent pour non seulement les armer, mais pour isoler la République soviétique par un blocus qui ajoutera, pour toute la population, de terribles souffrances outre les destruc-

tions de la guerre elle-même et de la guerre civile. C'est un pays sinistré, désorganisé, ravagé par la famine qui émerge de ces années terribles.

On ne peut poser la question de l'évolution du régime issu de la révolution d'Octobre, la question de sa dégénérescence — et donc du stalinisme — sans partir de cette réalité internationale.

Des années plus tard, Léon Trotsky, dans l'ouvrage qu'il a consacré, précisément, à l'analyse du stalinisme, écrit :

“La bureaucratie n'a pas seulement rompu avec le passé, elle a aussi perdu la faculté d'en comprendre les leçons capitales. La principale est que le pouvoir des soviets n'eût pas tenu douze mois sans l'appui immédiat du prolétariat mondial, européen d'abord, et sans le mouvement révolutionnaire des peuples des colonies. Le militarisme austro-allemand ne put pousser à fond son offensive contre la Russie des soviets parce qu'il sentait sur sa nuque l'haleine brûlante de la révolution. Les révolutions d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie annulèrent au bout de neuf mois le traité de Brest-Litovsk. Les mutineries de la flotte de la mer Noire, en avril 1919, contraignirent le gouvernement de la III^e République à renoncer à l'extension des opérations dans le sud du pays soviétique. C'est sous la pression directe des ouvriers britanniques que le gouvernement anglais évacua le Nord, en septembre 1919. Après la retraite des armées rouges sous Varsovie, en 1920, seule une puissante vague de protestations révolutionnaires empêcha l'Entente de venir en aide à la Pologne pour infliger aux soviets une défaite décisive. Lord Curzon, quand il adressa en 1923 son ultimatum à Moscou, eut les mains liées par la résistance des organisations ouvrières d'Angleterre. Ces épisodes saisissants ne sont pas isolés ; ils caractérisent la première période, la plus difficile, de l'existence des soviets. Bien que la révolution n'ait vaincu nulle part ailleurs qu'en Russie, les espérances fondées sur elle n'ont pas été vaines” (La Révolution trahie).

D'emblée, c'est la réalité internationale de la révolution russe et la lutte à mort menée contre elle par les forces mondiales de la contre-révolution qui sont déterminantes pour préparer le terrain au stalinisme, non comme continuation sous une forme ou sous une autre du Parti bolchevique et du pouvoir des soviets, mais comme force intrinsèquement révolutionnaire.

POURQUOI EST-IL NÉCESSAIRE DE REVENIR SUR LE STALINISME ?

Avant d'aller plus loin, une question se pose : traiter aujourd'hui, en 2007, du stalinisme, est-ce seulement un exercice historique ?

Le système stalinien au sens strict, c'est-à-dire la dictature d'une bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire, et la subordination des organisations ouvrières créées en liaison avec la révolution russe (l'Internationale communiste et ses partis nationaux) aux intérêts et aux besoins de cette couche sociale, qui, après avoir détruit toute expression de la démocratie ouvrière, minait les fondements mêmes des conquêtes révolutionnaires d'Octobre (l'expropriation du capital, l'étatisation des moyens de production et la planification), a pris fin avec l'effondrement de l'URSS et l'éclatement de la bureaucratie dirigeante elle-même.

Bien évidemment, on peut constater que les méthodes de gouvernement de Poutine, par exemple, empruntent largement à celles de la bureaucratie stalinienne lorsqu'elle détenait le pouvoir. Mais elles ne sont plus utilisées pour défendre les intérêts et la mainmise d'une couche sociale tirant ses privilèges du parasitage de la propriété d'Etat, dans la mesure où celle-ci a été disloquée. Pour autant, même éclatée en multiples clans, la couche sociale qui constituait la bureaucratie n'a pas disparu. Elle cherche à survivre, en même temps qu'elle se fragmente, en se plaçant au service direct de l'impérialisme. Ses diverses fractions cherchent donc, dans le cadre de la mainmise impérialiste, à prendre leur part et à maintenir une place dans le pillage des richesses du pays au travers de la liquidation de la propriété sociale.

De même, le savoir-faire contre-révolutionnaire hautement qualifié des dirigeants formés dans les partis soumis à la bureaucratie stalinienne est-il aujourd'hui largement utilisé au compte de l'impérialisme.

Les tronçons de l'appareil international forgé dans l'étroite soumission aux intérêts de la couche dirigeante en URSS — de la bureaucratie — jouent aujourd'hui, directement au service de l'impérialisme, un rôle considérable pour disloquer, décomposer le

mouvement ouvrier. Pour n'évoquer ici que quelques exemples, le rôle en France d'un Thibault (dirigeant de la CGT, directement issu de cet appareil), s'opposant jusqu'au bout en 2003 à la grève générale et posté à l'avant-garde de toutes les tentatives d'intégrer le mouvement ouvrier dans le cadre de la "gouvernance mondiale", en est parfaitement illustratif.

La base sociale de cet appareil en voie de décomposition a ses origines dans l'appareil international du stalinisme qui était à la fois un instrument et une composante de la bureaucratie. Le seul moyen de survie – même temporaire – pour lui, c'est son rôle d'agence directe de l'impérialisme, à un moment où celui-ci lui-même est engagé dans un processus de décomposition.

En Italie, c'est la direction centrale de l'ancien Parti communiste italien, transformé en Parti démocratique, qui met en avant la construction d'un "grand parti du centre", car, comme l'a dit un de ses dirigeants, "il ne peut plus y avoir que deux partis : un parti du centre-droit et un parti du centre-gauche". En d'autres termes, il n'y a plus d'opposition entre les classes sociales, et donc plus besoin d'un mouvement ouvrier, ni même de confrontation entre des partis politiques différents. Il ne demeure plus que des variantes de la "gouvernance"...

Mais les dirigeants de l'ex-PCI s'exprimeraient-ils aussi clairement s'ils n'avaient pas été formés dans un système d'action et de pensée basé sur la pérennité, à l'échelle mondiale, du système d'exploitation capitaliste, fondé sur la propriété privée des moyens de production ? Ce qui était le contenu même de la politique de "coexistence pacifique", conforme à la préservation de la bureaucratie. S'ils n'avaient pas été des éléments de la couche sociale qui tirait ses conditions d'existence de son assujettissement à la politique et aux besoins de la bureaucratie dirigeante en URSS ? C'est ainsi qu'en 1974, le Parti communiste italien décidait de ne pas mettre en cause la présence de l'Italie au sein de l'OTAN. "Il n'est pas réaliste de penser que des pays isolés puissent unilatéralement quitter l'un des deux camps", disait alors son secrétaire général, Berlinguer.

Et ceux qui assurent se situer à "la gauche" de l'actuelle politique de D'Alema et consorts, qui prétendent en être "l'oppo-

sition de Sa Majesté", n'ont pas de mal à soutenir de leurs votes la présence, dans le cadre de l'OTAN, d'un contingent militaire italien en Afghanistan. Accompagnés, il convient de le souligner, par les partisans italiens du Secrétariat unifié, qui osent se réclamer du "trotskysme" (ce point est largement traité par ailleurs dans ce numéro de *La Vérité*).

Cet élément de continuité ne signifie nullement que le stalinisme, comme système de domination politique de la caste bureaucratique, se survive. Répétons-le, dans les conditions d'arriération économique et sociale de la Russie, et avant tout dans les conditions d'isolement de l'URSS, la dégénérescence de l'Etat ouvrier a abouti à l'usurpation du pouvoir politique par la bureaucratie stalinienne, caste contre-révolutionnaire, que Trotsky caractérise comme "la courroie de transmission de l'impérialisme au sein de l'Etat ouvrier".

La IV^e Internationale — à la suite de Trotsky, et sur la base de son programme de fondation — a toujours souligné le caractère spécifique du phénomène stalinien, face à tous ceux qui assignaient à la bureaucratie une mission historique et qui en faisaient donc le "modèle" ou "l'embryon" d'une nouvelle classe à l'échelle mondiale, ou un substitut à la classe ouvrière et à son action.

Position qui a été celle, d'une part, de toutes les variantes sur le thème du "capitalisme d'Etat" ou du "capitalisme bureaucratique", comme du courant "pabliste" (brièvement évoqué plus haut), pour qui, en définitive, la bureaucratie aurait été l'instrument de la réalisation du socialisme.

Comme il est expliqué dans *La Révolution trahie* :

"La bureaucratie n'a pas créé de bases sociales à sa domination sous la forme de conditions particulières de propriété (...). Les privilèges de la bureaucratie sont des abus. Elle cache ses revenus, elle feint de ne pas exister en tant que groupement social. Sa mainmise sur une part énorme du revenu national est un fait de parasitisme social. Voilà ce qui rend la situation des dirigeants soviétiques au plus haut point contradictoire, équivoque et indigne, en dépit de la plénitude de leur pouvoir et de l'écran de fumée de la flagornerie."

De cela, il ne découle nullement, comme cela a déjà été souligné, que traiter du stali-

nisme aujourd'hui ne relève que de l'examen du passé.

Il y a non seulement le fait que pour dénier à la classe ouvrière le droit de s'organiser pour combattre pour son émancipation, on cherche à assimiler révolution et stalinisme, bolchevisme et stalinisme.

Il y a avant tout le fait que la lutte des classes se poursuivant, il se pose sous des formes multiples et souvent inédites les problèmes de la "transition au socialisme", de la bureaucratie et de la démocratie ouvrière. On le verra, par exemple, à propos de la Chine.

Le stalinisme, nous l'avons vu, apparaît et s'installe à travers la transformation du régime issu de la révolution d'Octobre. En 1937, dans son article "*Bolchevisme et stalinisme*", Trotsky résumait ainsi la question :

« *Comme la révolution d'Octobre a abouti présentement au triomphe de la bureaucratie avec son système de répression, de pillage et d'imposture — à la "dictature du mensonge" selon l'heureuse expression de Schlamm (1) — bien des esprits formalistes et superficiels sautent brutalement à la conclusion sommaire qu'on ne peut pas lutter contre le stalinisme sans rejeter le bolchevisme (...). Bien entendu, le stalinisme est "sorti" du bolchevisme, mais il en est sorti non de façon logique, mais de façon dialectique. Il n'est pas son affirmation révolutionnaire, mais sa négation thermidorienne (2).* »

Loin de faire disparaître la conception selon laquelle Staline est le continuateur de Lénine et que le stalinisme, avec son cortège de mensonges, d'assassinats de masse, est l'héritier légitime du bolchevisme, l'effondrement de l'URSS et la dislocation de la bureaucratie l'ont placée au premier plan. Puisque la révolution ne peut qu'aboutir au désastre consacré par l'écroulement de l'URSS, dit-on, il n'y a d'autre solution que de s'accommoder du régime de l'exploitation de l'homme par l'homme ; puisque le parti révolutionnaire se transforme inexorablement en un instrument d'oppression, il ne faut pas de parti, il ne faut pas d'instrument de lutte contre l'exploitation.

Ces arguments ont été ressassés et répétés sur tous les tons et sur tous les modes, et poussés jusqu'à l'extrême, en cherchant à "criminaliser" la lutte contre l'exploitation capitaliste. La reconnaissance de la lutte des

classes était présentée comme la cause première du goulag, puisque Staline prétextait de la nécessité de la lutte contre l'ennemi de classe pour justifier la répression.

Il s'agit en quelque sorte de l'utilisation prolongée du stalinisme contre-révolutionnaire après son effondrement.

Du temps de sa puissance, mettre en cause les directives du "chef génial" et les besoins de la bureaucratie, parce qu'ils s'opposaient à la lutte émancipatrice des masses, était rituellement dénoncé comme un "service rendu à l'impérialisme". Aujourd'hui, se référer à la lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation est dénoncé — souvent par les mêmes — comme reprenant les positions criminelles de Staline.

Enfin — et c'est un élément décisif —, le système stalinien n'est pas tombé du ciel : il a été un produit et en même temps un facteur essentiel de la lutte des classes internationale.

La lutte des classes se poursuit, marquée par une décomposition accrue du système d'exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production, parce que, pour reprendre une expression de Trotsky, "*la tendance spontanée des masses à reconstruire la société sur des bases communistes*" s'affirme malgré les obstacles sous les formes les plus diverses. Les questions relatives à la formation du stalinisme, à sa caractérisation, à son rôle, restent des questions d'actualité directement liées au développement présent de la lutte des classes.

DANS QUELLES CONDITIONS S'EST CONSTITUÉ LE STALINISME ?

La IV^e Internationale a intégré dans les bases mêmes de sa fondation une analyse scientifique, marxiste du phénomène stali-

(1) Schlamm : militant socialiste de gauche, qui, au nom de la dénonciation du stalinisme, proposait de rejeter le bolchevisme.

(2) Thermidor, qui, dans le calendrier de la Révolution française, désigne le mois d'août, est le moment où une fraction des Jacobins renverse Robespierre et Saint-Just, amorçant les processus de réaction politique qui va finalement aboutir au pouvoir de Napoléon. Trotsky, à de multiples reprises du combat de l'Opposition de gauche, a utilisé le terme de "*thermidorien*" pour désigner la fraction stalinienne.

nien, analyse qui démontait les tentatives d'expliquer, par des caractéristiques du bolchevisme, l'émergence du stalinisme.

Comme le soulignait Léon Trotsky dans le texte déjà cité (*"Bolchevisme et stalinisme"*) :

"Comment et pourquoi le parti a-t-il dégénéré ? Personne jusqu'à présent n'a fait cette analyse, sauf les bolcheviks eux-mêmes. Pour ce faire, ils n'ont pas eu besoin de rompre avec le bolchevisme. C'est au contraire dans son arsenal qu'ils ont trouvé tout le nécessaire pour éclairer sa destinée."

Souignons ici que notre courant politique, la IV^e Internationale, est revenu à chaque étape sur ces questions. C'est ainsi qu'en 1997, la section française de la IV^e Internationale avait consacré des journées d'étude aux enseignements de la révolution russe.

Le camarade Pierre Lambert, qui les présidait, était notamment intervenu sur les conditions dans lesquelles la bureaucratie s'était constituée. Il rappelait qu'en 1920-1921, la famine ravageait l'Union soviétique. Il expliquait que la cause de cette situation était le fait que quatorze armées de pays impérialistes cherchaient à étrangler la révolution russe dans le sang. Il disait :

« La révolution d'Octobre s'est faite sur le terrain de la démocratie ouvrière. Dans l'armée, on élisait les officiers et ils étaient révocables. Mais la guerre est la chose la moins démocratique qui soit dans ses méthodes. On peut discuter avant, on peut discuter après, mais pendant qu'on se bat, on ne peut pas discuter ; on se bat, on respecte les ordres.

C'est alors qu'une série de processus commencent à s'enclencher. Le gouvernement émanant des soviets qui se constituent, qui est un gouvernement de coalition entre les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche, décrète la paix. L'impérialisme lui répond par la guerre et le déchaînement de la guerre. Il faut se défendre, on se défend (...).

Répetons-le, s'il peut y avoir des guerres démocratiques par leurs buts, la guerre en elle-même, les méthodes qu'elle exige sont les plus antidémocratiques qui soient.

La révolution russe est victorieuse, mais il y a la famine. A prix d'or — ou plutôt de blé —, on achète du matériel pour reconstruire l'économie. Nombreux sont ceux, parmi les meilleurs ouvriers, les meilleurs

combattants, qui ont été décimés sur le front de la guerre civile. La main-d'œuvre "ouvrière" est largement composée de jeunes paysans (...) sans qualification. Les bolcheviks qui dirigeaient l'armée se reconvertissent. Ils deviennent directeurs d'usine et ils tendent à appliquer les méthodes de commandement militaire à des ouvriers souvent analphabètes (...). Tout cela est très bien expliqué par Victor Serge et aussi par Léon Trotsky, dans La Révolution trahie. Les méthodes de commandement se poursuivent. Ces bolcheviks, ces officiers de l'Armée rouge, ceux qui ont survécu et qui sont devenus directeurs d'usine, travaillent à 50 km de Moscou. Du matin jusqu'au soir, ils ont une automobile.

La différenciation sociale, qui commence dans les années de la guerre civile et celles qui la suivent immédiatement, sera à l'origine de la bureaucratie. »

Comment est-on passé de phénomènes quantitatifs à un changement qualitatif, comment ce qui n'était encore qu'une excroissance dangereuse de la réalité, que Lénine avait lucidement caractérisée dès les premières années de la révolution : *"Notre Etat est un Etat ouvrier avec des déformations bureaucratiques"*, s'est-il transformé en dictature contre-révolutionnaire d'une couche sociale ?

RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION

Avant tout, se combinant avec les traits particuliers de la réalité sociale et économique en Russie, l'isolement du régime issu de la révolution d'Octobre est le résultat des coups portés au développement international de la révolution : l'échec de la révolution en Allemagne en 1923, sa défaite en Chine en 1927. La révolution allemande est vaincue, du fait de la subordination servile à la bourgeoisie de la direction du Parti social-démocrate. La défaite en Chine a

Il devait revenir ensuite sur cette analogie pour en préciser les limites. Le Thermidor français aboutissait à créer les conditions politiques nécessaires au développement de la bourgeoisie. Le Thermidor soviétique aboutissait à donner le pouvoir politique à une couche dont l'existence dépendait des rapports de propriété issus de la révolution d'Octobre, mais qui, loin de permettre un développement sur cette base, était contradictoire avec elle.

comme cause directe la politique de subordination à la bourgeoisie (l'inverse exact de ce que fut la politique du Parti bolchevique en octobre 1917) imposée par la direction stalinienne.

Le reflux de la révolution européenne crée la situation dans laquelle va s'opérer la dégénérescence du pouvoir soviétique, et ce sont les éléments porteurs de cette dégénérescence qui mettront en avant la prétendue "théorie du socialisme dans un seul pays" comme justification de leur orientation et de leur position privilégiée.

La "politique étrangère" de la bureaucratie procède de sa situation nationale : elle est avant tout déterminée par la défense de ses privilèges, et ceux-ci verraient disparaître leur base, non seulement si venait à disparaître la propriété d'Etat qu'elle parasite, mais, très directement, si les développements de la lutte des classes mondiale aboutissaient à de nouvelles victoires du prolétariat, en particulier dans les pays industriellement avancés.

Trotsky relie cette analyse spécifique de la bureaucratie en URSS à la théorie marxiste de l'Etat. Ainsi, il écrit que "*la bureaucratie d'un Etat ouvrier a un caractère bourgeois*". Il ajoute que "*cela doit apparaître non seulement incompréhensible, mais tout simplement absurde aux gens à l'esprit formaliste*".

Pourtant, explique Trotsky, cette caractérisation sur le plan théorique procède de la théorie marxiste de l'Etat :

« *Les normes bourgeoises de répartition subsistent au sein de l'Etat ouvrier. (...) L'Etat ouvrier lui-même en tant qu'Etat (souligné par Léon Trotsky) est nécessaire, précisément parce que les normes bourgeoises de répartition restent en vigueur. La bureaucratie représente l'organe de cette répartition. Cela signifie que même la bureaucratie la plus révolutionnaire représente jusqu'à un certain point un organe bourgeois (souligné par Trotsky) de l'Etat ouvrier. Bien entendu, ce qui est décisif, c'est le degré de ce caractère bourgeois et la tendance générale du développement (...). Sous l'influence de conditions historiques défavorables, la "survivance" bureaucratique a été cependant alimentée par des sources nouvelles et est devenue un facteur historique d'une énorme importance. C'est précisément pourquoi nous parlons aujourd'hui de dégénérescence (souligné par Trotsky) de l'Etat ouvrier* »

(*"Un Etat non ouvrier et non bourgeois"*, 25 novembre 1937).

C'est ainsi que, au travers de grands bouleversements, marqués par l'expulsion de l'Opposition de gauche, puis par l'interdiction de toute vie politique démocratique dans le parti comme dans le pays (et donc par la destruction systématique de tous les éléments de démocratie ouvrière), préparant l'immense "purge" qui bat son plein de 1936 à 1939, se constitue une couche sociale qui s'empare de tous les leviers de commande de l'Etat. Elle décide arbitrairement et sans aucun contrôle de la répartition à son profit des ressources dégagées par le développement de l'économie basée sur la propriété collective des grands moyens de production.

L'historien britannique Robert Conquest, qui n'utilise pas les catégories marxistes pour analyser l'Union soviétique, mais qui décrit la réalité sociale qui émerge, écrit que Staline crée "*une classe sociale privilégiée qui n'aurait aucun droit de propriété sur les moyens de production*". Précisément, parce qu'elle n'a aucun droit sur les moyens de production, qu'elle n'est donc pas enracinée dans les relations fondamentales de la production, la bureaucratie n'est pas une classe, mais une caste qui parasite la propriété d'Etat, qui en mine les fondements et qui, en même temps, en a besoin dans la mesure où elle est la source de son pouvoir et de ses privilèges.

Cette bureaucratie ne se constitue pas indépendamment des développements mondiaux de la lutte de classe, mais au contraire à partir de leurs conséquences en URSS même. Comme l'écrit Trotsky, elle se constitue comme la bureaucratie bourgeoise de l'Etat ouvrier, et elle est donc le mécanisme de transmission de la pression de l'impérialisme mondial sur l'Etat ouvrier isolé. Trotsky précise dans l'article déjà cité :

"*Staline sert la bureaucratie et, par là, la bourgeoisie mondiale. Mais il ne peut servir la bureaucratie sans préserver la base sociale que la bureaucratie exploite dans ses intérêts propres. Dans cette mesure, Staline défend la propriété nationale contre l'impérialisme et contre les couches trop impatientes et trop avides de la bureaucratie. Il effectue cependant cette défense en employant des moyens qui préparent l'effondrement général de la société soviétique. C'est précisément pourquoi il faut renverser la clique stalinienne.*"

L'analyse que fait Trotsky de la constitution et du développement de la bureaucratie, analyse s'appuyant sur la théorie marxiste de l'Etat et sur la réalité de l'unité internationale de la lutte des classes, aboutit, dans le programme de fondation de la IV^e Internationale, à donner toute sa dimension historique au processus en cours :

“Ou bien la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'Etat ouvrier, renversera les nouvelles formes de propriété et rejettera le pays dans le capitalisme ; ou bien la classe ouvrière écrasera la bureaucratie et ouvrira une issue vers le socialisme.”

La capacité de résistance des rapports sociaux issus de la révolution d'Octobre, la résistance des travailleurs soviétiques eux-mêmes, malgré la répression bureaucratique, et les développements de la lutte des classes mondiale ont entraîné de longs délais avant que la politique de la bureaucratie ne puisse conduire à la remise en cause directe des rapports de propriété établis par la révolution. La chute de l'URSS s'est donc produite dans des conditions et dans des formes qui ne pouvaient être prévues, à une période accompagnant une décomposition accrue du système capitaliste mondial, qui interdit tout rétablissement stable du capitalisme dans l'ancienne URSS.

Face à la situation mondiale qui mène à la Seconde Guerre mondiale, Trotsky est amené à souligner :

“Vingt-cinq années à l'échelle de l'histoire, quand il s'agit des changements les plus profonds des systèmes économiques et culturels, pèsent moins qu'une heure dans la vie d'un homme.”

Et il explique :

“Un délai d'un quart de siècle s'est révélé trop court pour le réarmement révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne internationale, et trop long pour préserver le système soviétique dans un pays arriéré, isolé.”

Politiquement, le système soviétique, c'est-à-dire le pouvoir du prolétariat réalisé à travers la démocratie ouvrière, est totalement tombé sous le coup de la contre-révolution bureaucratique. Ce qui conduit à la nécessité du renversement de l'absolutisme bureaucratique, c'est-à-dire de la révolution politique. Politique au sens où elle ne vise pas à modifier la base fondamentale créée

par la révolution d'Octobre, mais au contraire à la préserver, révolution politique dont le contenu social (*“L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes”*) lie le combat de la classe ouvrière en URSS à la lutte des travailleurs du monde entier.

C'est pourquoi, à chaque moment du développement social et politique en URSS, les événements de la lutte des classes internationale interviennent directement. L'échec de la révolution allemande en 1923 est à la base même du développement hypertrophié de la bureaucratie et du démantèlement des institutions de la démocratie ouvrière. Mais, dès que la bureaucratie commence à assurer son pouvoir, comme conséquence de l'isolement du régime issu de la révolution d'Octobre, elle devient le facteur actif le plus dangereux de cet isolement. La défaite de la révolution chinoise, dont est responsable la politique imposée par la direction stalinienne au jeune Parti communiste chinois, se prolonge directement dans l'expulsion de l'Opposition de gauche, c'est-à-dire dans le fait de briser le parti de la révolution d'Octobre.

La tourmente contre-révolutionnaire des années trente, le désastre sans précédent qui ravage le pays, qui se solde par des centaines de milliers de morts, des millions de déportés, la répression contre des peuples entiers, cette *“guerre civile permanente contre les peuples et les travailleurs”* menée par la bureaucratie, pour reprendre une expression de Jean-Jacques Marie, ne peut être disjointe de la victoire de Hitler en Allemagne. Victoire qui signifie l'écrasement de la classe ouvrière la plus organisée, la plus riche d'expérience d'Europe, et la destruction de ses organisations, victoire préparée par la politique stalinienne de la *“troisième période”*, du refus du front unique.

Les procès de Moscou coïncident avec la montée révolutionnaire en Europe, le déclenchement de la révolution prolétarienne en réplique au coup de force franquiste. Ils viennent appuyer la politique des fronts populaires et ouvrir directement la voie au second conflit mondial qu'engendre le maintien, à l'échelle internationale, de l'impérialisme. C'est pourquoi la IV^e Internationale se constitue en affirmant que la bureaucratie stalinienne est *“définitivement*

passée du côté de l'ordre bourgeois". Et Trotsky peut écrire :

"Faire procéder le stalinisme du bolchevisme, c'est comme faire procéder, dans un sens plus large, la contre-révolution de la révolution."

PARTI BOLCHEVIQUE, PARTI STALINIE

Aujourd'hui comme hier, et peut-être avec plus de force même qu'hier, on répète de toutes parts que le stalinisme a été engendré par le bolchevisme, et que, dans cette mesure, le parti stalinien, parti unique, parti d'Etat totalitaire, serait le résultat de l'évolution du Parti bolchevique dans les conditions où celui-ci était responsable de la conduite de l'Etat.

C'est une question qui s'est posée dès les premières années de la dégénérescence, et Trotsky a été amené à y répondre à plusieurs reprises. C'est ainsi que dans son *Staline*, il écrit :

"Le Parti bolchevique dans son ancienne forme, avec ses anciennes traditions et son ancien effectif, devient de plus en plus opposé à la nouvelle couche dirigeante."

L'essence de Thermidor est dans cette contradiction. Stériles et absurdes sont les travaux de Sisyphe de ceux qui essaient de réduire tous les développements d'une période à quelques prétendus traits fondamentaux du Parti bolchevique, comme si un parti politique était une entité homogène et un omnipotent facteur historique."

Un parti politique n'est qu'un instrument historique temporaire, un des très nombreux instruments de l'histoire et aussi une de ses écoles."

Le Parti bolchevique s'assigna à lui-même le but de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Dans la mesure où ce parti accomplit cette tâche pour la première fois dans l'histoire et enrichit l'expérience humaine par cette conquête, il a rempli un prodigieux rôle historique. Seuls ceux qu'égaré un goût pour la discussion abstraite peuvent exiger d'un parti politique qu'il doive soumettre et éliminer les facteurs beaucoup plus denses de masse et de classe qui lui sont hostiles. Les limitations du parti en tant qu'instrument historique s'expriment par le fait qu'à un certain point, à un moment donné, il commence à se désintégrer sous la tension de pressions

intérieures et extérieures ; des lézardes apparaissent, des fissures s'élargissent, des organes commencent à s'atrophier."

Ce processus de décomposition se manifesta d'abord très lentement en 1923, puis s'accéléra rapidement (...).

Le vieux Parti bolchevique et ses anciens cadres héroïques subirent le sort commun ; secoués par les fièvres, des spasmes et des attaques atrocement pénibles, il finit par s'éteindre."

Avant d'établir le régime appelé stalinien, ce qui était nécessaire n'était pas un parti bolchevique, mais l'écrasement du Parti bolchevique."

Les chiffres prouvent bien que le pouvoir stalinien n'a pu s'établir et se consolider que sur la base de la destruction du Parti bolchevique.

Il y a tout d'abord eu une transformation de la composition du parti.

Le parti, qui comptait 381 000 adhérents en 1923, en comptera plus d'un million en décembre 1925. En décembre 1927, 90 % des secrétaires et des membres des bureaux de cellule dans les entreprises ont adhéré au parti après la mort de Lénine.

La mise au pas du parti lui-même signifie des exclusions massives : plus de 250 000 adhérents sont exclus pour "déviation droite" ou "trotskysme".

En 1934 (janvier), se réunit le XVI^e Congrès du parti, baptisé "congrès des vainqueurs". Dans ce congrès, selon diverses estimations, 160, peut-être 300 voix ont manqué à Staline lors de l'élection du comité central. Sa vengeance sera terrible : les délégués de ce congrès où précisément Staline a été salué comme "l'organisateur de la victoire", où tout écho des oppositions a disparu, où la sélection des dignitaires qui occupent tous les rouages de l'appareil d'Etat est parfaitement établie, ces délégués seront décimés.

En 1936-1938, Staline liquidera 60 des 63 membres de la commission des dépouillements, 1 108 délégués sur 1 966 et 98 des 139 membres du comité central.

A partir du moment où, après l'assassinat de Kirov, s'ouvre l'ère de la grande terreur, c'est d'abord contre les militants du parti qu'elle s'exerce. La mise en place d'une législation anti-ouvrière, réduisant à rien les droits des travailleurs, leurs possibilités de déplacement et même leur capacité

à faire connaître leurs besoins, s'accompagne d'une destruction systématique, farouche et totale, de tout ce qui, d'une manière ou d'une autre, exprime encore la réalité de la révolution d'Octobre.

Ce ne sont pas que les trotskystes, les militants de l'Opposition de gauche ou ceux qui lui sont liés qui sont emprisonnés et assassinés — même si l'extermination méthodique des trotskystes militants dans les camps relève de ce qu'on pourrait appeler un "génocide politique" appliqué à tous ceux qui se réclament de l'Opposition de gauche, puis de la IV^e Internationale.

Ce sont aussi les membres, les contacts, des diverses oppositions et, par milliers, les membres du parti qui ont accepté et promu la politique stalinienne.

En 1935, la police politique a arrêté 270 000 personnes. En 1936, 274 000. Mais, comme le note Jean-Jacques Marie dans son *Staline* :

"Ces chiffres sont trompeurs en ce qu'ils masquent le déplacement de l'axe de la répression vers le parti lui-même et ses anciens opposants réintégrés."

Dans la seule année 1937, le goulag reçoit 700 000 détenus supplémentaires.

*"Les chiffres confirment que le parti stalinien de 1939 s'est construit sur les débris de l'ancien Parti bolchevique. En 1939, à la veille du XVIII^e Congrès, le Parti communiste russe compte 1 589 000 membres. Seuls 0,3 %, soit environ 5 000, ont adhéré avant 1917, et 16 000 (1 %) en 1917. Il reste 10 % d'adhérents des années 1918 à 1920" (Jean-Jacques Marie, *Staline*).*

Certes, les cadres du Parti bolchevique, les ouvriers révolutionnaires qui en formaient la colonne vertébrale, ont payé un lourd tribut à la guerre civile.

Mais, si l'on tient compte du fait que le laps de temps écoulé entre octobre 1917 et ce XVIII^e Congrès n'est que de vingt-deux ans, et que, donc, la majorité des militants du parti ayant adhéré lors de la révolution ou dans les années qui la suivent immédiatement sont dans la force de l'âge, il est clair que ce qui s'appelle "le parti" a été vidé de l'essentiel de ce qui le reliait à la révolution d'Octobre.

BUREAUCRATIE ET MAFIA

Le parti stalinien, parti contre-révolutionnaire, s'est bâti sur la base de la destruction, par la terreur, du Parti bolchevique, du parti qu'on avait appelé au lendemain d'Octobre le parti de Lénine et de Trotsky.

Pour autant, la caste qui se retrouve au pouvoir, qui avait ses origines dans la différenciation sociale dictée par l'isolement de l'Union soviétique, cette formation sociale, que Trotsky caractérise comme "*la formation de toute une caste de privilégiés soudés entre eux par un serment d'honneur, par leur commun intérêt et par leur éloignement sans cesse croissant du peuple travailleur*", ne connaîtra pas de stabilité. Elle ira de crise en crise, de convulsion en convulsion, jusqu'à son effondrement final. Lors de sa formation, Staline avait joué le rôle de "rassembleur" de ces parvenus. Comme le dit encore Trotsky dans ce passage, "*sans s'en douter, il organise non seulement une nouvelle machine politique, mais une nouvelle caste*".

Il n'est pas sans importance de souligner que d'emblée celle-ci est définie par Trotsky comme une mafia qui se partage les fruits du parasitage de la propriété d'Etat. Quand celle-ci est disloquée, ce qui survit, c'est la mafia — elle-même se décomposant en clans hostiles les uns aux autres — qui se lie et se soumet directement au système capitaliste mondial décomposé pour en obtenir des subsides.

En ce sens, la disparition du stalinisme comme système ne met pas fin à son œuvre contre-révolutionnaire.

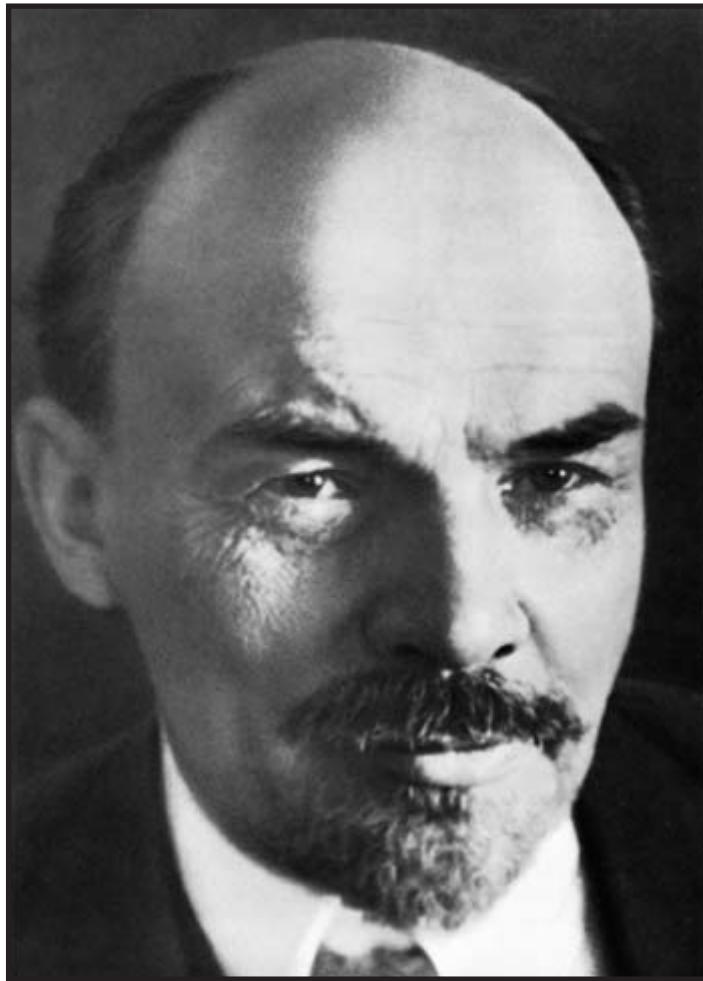
Celle-ci a été marquée par les innombrables crimes du stalinisme, dont nous n'avons fait que rappeler ici quelques-uns. Ces crimes monstrueux ont un dénominateur commun : celui d'avoir préservé la domination à l'échelle mondiale du système impérialiste, celui d'avoir discrédité aux yeux de millions de travailleurs l'idée même de socialisme, d'avoir semé la confusion, organisé la défaite.

Le monde dans lequel nous combattons — celui de la décomposition du système impérialiste — voit, partout, dans les conditions les plus difficiles, les masses se dresser pour défendre leur existence même,

mettant en cause par leur action le régime de l'exploitation capitaliste, visant à sa destruction. Leur mouvement s'appuie sur les luttes antérieures du prolétariat mondial, qui, sans cesse, a cherché la voie de son émancipation et qui, à chaque étape, s'est heurté aux appareils qui avaient partie liée au maintien de la domination capitaliste. C'est en ce sens que le combat difficile des masses travailleuses dans la situation présente, que l'ensemble des relations politiques, en particulier celles qui concernent directement l'organisation de la classe ouvrière, sont marqués par les conséquences du stalinisme et de l'effondrement de l'URSS, que le stalinisme a précipité.

Reconstruire le mouvement ouvrier dans chaque pays et à l'échelle internationale, parvenir à régler le problème clé de l'humanité, celui de la direction de son combat pour l'émancipation (le stalinisme ayant été un facteur central dans la non-résolution de ce problème, malgré l'activité incessante des masses exploitées et opprimées), ne peut se faire sans un bilan précis du stalinisme. Il ne peut donc se faire sans partir de l'analyse marxiste de ce phénomène historique, analyse qui précisément a été réalisée par Trotsky et la IV^e Internationale.

François Forgue



Lénine.

Octobre 1917 rayé de l'histoire ?

Des “think tanks” américains aux programmes scolaires français

Par Michel Serac

“*Une divine surprise*” : ainsi fut qualifiée l'arrivée au pouvoir de Pétain, en 1940, par l'extrême droite française. Une divine surprise : ainsi fut perçue, tout autant, la dislocation de l'URSS par les milieux réactionnaires du monde entier. Très vite, aux Etats-Unis, la classe dominante du plus puissant Etat capitaliste s'affaira à tirer le plus grand profit politique de cet événement historique. On peut suivre l'évolution de ses préoccupations grâce à une particularité de la vie politique d'outre-Atlantique : les fondations capitalistes et les “think tanks”. Ouvertement, aux Etats-Unis, des fondations capitalistes, nanties de centaines de millions de dollars, recrutent, achètent les services de brillants diplômés, afin qu'ils produisent des argumentations, des idéologies propres à défendre, contre tout danger, le système capitaliste. Ce sont les “think tanks”, les boîtes à idées.

L'une des fondations contre-révolutionnaires — “conservatrices” en termes officiels — les plus connues est la fondation de John Olin, capitaliste de la chimie, qui a financé de 1982 à 2005 une série de “pro-

grammes”, pour un montant affiché de 370 millions de dollars. Cette fondation a “encouragé” de nombreux intellectuels, qui sont devenus soit des idéologues, soit des politiciens très en vue. Le président de la fondation, Simon, les appelait la “contre-intelligentsia”. Pour bénéficier de ses subsides, il fallait se montrer efficace dans “*le renforcement des institutions économiques, politiques et culturelles sur lesquelles est fondée la libre entreprise*”.

Au cours des années 1990 et au début de ce siècle, on trouve donc la trace des millions de dollars de la fondation Olin dans tous les “think tanks” de la contre-révolution. C'est le cas pour Heritage Foundation (800 000 dollars en 1993-1994) et le Hoover Institute of War, Revolution and Peace (800 000 dollars). Or ces deux “think tanks” participèrent activement à l'élaboration du PNAC, de 1997 à 2000. Le Projet pour un nouveau siècle américain définissait, après l'effondrement de l'URSS, les tâches de gendarmerie internationale du Pentagone, afin d'assurer le “leadership global” de la planète. Il affirmait donc, en

particulier, la nécessité de “disposer de forces suffisantes, déployées rapidement, permettant de remporter des guerres d’envergure, menées simultanément sur de multiples théâtres d’opération”. Préparer et provoquer plusieurs guerres simultanées... Parmi les auteurs du PNAC : Dick Cheney, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, etc. Le futur gouvernement de guerre de Bush.

Les millions de dollars de John Olin ont financé également l’Institut Olin pour les études stratégiques d’Harvard, dont le directeur est Samuel Huntington. Sous couvert d’un prétendu choc des civilisations, M. Huntington annonce comme “programmé” le choc barbare entre l’impérialisme américain et le reste du monde.

Son cynisme tranquille mérite d’être cité :

« L’Occident s’efforce de maintenir sa position aujourd’hui encore dominante dans le monde. Il le fait en présentant ses intérêts comme ceux de la “communauté mondiale”. En s’efforçant d’intégrer les économies non occidentales dans un système économique mondial dominé par lui. En s’efforçant d’imposer aux autres nations les politiques économiques qui lui conviennent à lui, par le biais du Fonds monétaire international et d’autres institutions économiques internationales. »

Mais Huntington observe que, “là où l’Occident voit des valeurs universelles, les autres civilisations voient volontiers de l’impérialisme occidental”. Conclusion ? “L’affrontement est programmé” (1).

Mais, on l’a vu, la fondation s’intéresse également aux institutions culturelles qui doivent assurer le renforcement du système de la propriété privée capitaliste. Biographe de John Olin et historien de sa fondation, peu suspect d’hostilité à leur égard, M. John J. Miller a trouvé dans les archives de la comptabilité les preuves de l’action philanthropique de la fondation dès l’après-guerre et les années 1960 :

“La CIA avait un programme de lutte contre l’influence du communisme chez les artistes, écrivains, intellectuels, dans les démocraties occidentales (...). Elle ne voulait pas que ceux qui recevaient des dons en connaissent l’origine, aussi ses agents travaillaient-ils avec les sociétés philanthropiques comme intermédiaires (2).”

Et M. Olin, bien sûr, participa à cette action “patriotique”. On ne s’étonnera pas d’apprendre que cette fondation et les

autres, que les “think tanks” aient déployé un regain d’imagination après l’effondrement de l’URSS. Le programme est tout simple : utiliser cet événement pour proclamer l’achèvement de la parenthèse socialiste dans l’histoire et la transformation en “utopie criminogène” du mouvement prolétarien d’émancipation. Ce n’est pas encore suffisant. Il faut salir et discréditer comme “totalitaire” ou criminelle toute révolution, en commençant par la Révolution française. Il faut amalgamer lutte de classe et... terrorisme, pour faciliter les répressions.

Et c’est ainsi que, du 17 au 19 mai 1996, sous l’égide du Centre John Olin de l’université privée de Chicago (fondée par le célèbre capitaliste Rockefeller), se tient un séminaire sur les révolutions dans le monde au cours des trois siècles écoulés. On y trouve François Furet, professeur dans cette même université, pour traiter à sa façon de la Révolution française, Martin Malia (*La Tragédie soviétique*), spécialiste du “culte de la violence” chez Marx, M. Pierre Hassner, professeur français de Sciences-Po, et, entre autres, M. Francis Fukuyama, que les médias contrôlés par la fondation Olin ont rendu célèbre pour son annonce de la “fin de l’histoire” — entendez : le capitalisme pour toujours, jusqu’à la fin de l’histoire humaine.

François Furet travaille de longue date sur des “programmes” financés par John M. Olin (3).

Le Centre Olin, après sa mort (1997), lui rend hommage :

“Comme les constructeurs de l’OTAN, Furet pensait qu’un monde dans lequel les Etats-Unis et l’Europe conservaient des liens politiques forts était un monde plus sûr et plus humain.”

En ces années 1980-1990, ce professeur français de l’université privée de Chicago, protégé de la fondation capitaliste Olin, ne tarde pas à exercer une considérable influence politique et médiatique en France. Dans les réunions de sa Fondation Saint-Simon (4), se croisent et se pressent : Alain

(1) Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations*, Odile Jacob, 1997.

(2) *National Review Online*, 10 novembre 2005.

(3) Le détail des sommes versées se trouve sur le site de l’université de Chicago.

(4) Fondé avec Pierre Rosanvallon, maître à penser de la CFDT.

Minc, Roger Fauroux, Raymond Barre, M^{gr} Lustiger, Jacques Chirac, Michel Rocard, Giscard, Fabius et bien d'autres. On parle de "think tanks à la française". Furet entre à l'Académie française...

C'est le livre de Furet *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle* qui va propager en 1995 le nouveau révisionnisme sur la révolution russe, ce dont s'occupe Martin Malia aux Etats-Unis.

La doctrine furetiste est une construction idéologique, visant premièrement à rapprocher l'URSS des Etats nazis et fascistes, en évacuant leurs bases sociales, violemment contradictoires ; deuxièmement, à faire de Lénine et des bolcheviks les fondateurs du régime policier stalinien ("*la violence pure érigée par Lénine en système de gouvernement*") ; troisièmement, après ces trucages, falsifications et inventions, Furet nie l'existence de sociétés de classes et installe un monde manichéen, façon Pentagone : d'un côté, la démocratie ("occidentale", bien entendu), de l'autre, les totalitarismes et terrorismes — bolchevisme et nazisme.

Le but politique de cette doctrine fabriquée est de fournir des apparences "scientifiques" et "historiques" à de nouvelles "chasses aux sorcières", le marxisme et l'URSS étant rejetés comme criminels, au même titre que le nazisme.

La démocratie, quant à elle, est identifiée au système capitaliste, qui n'est rien d'autre que "la société moderne", sans plus. Comme on le voit, Furet rejoint son compère Fukuyama : l'histoire est finie...

L'autre avantage de cette construction, qui ignore la nature de classe des Etats, est de dissimuler que les Etats fascistes et nazis ont été des aboutissements du système capitaliste dans sa phase de putréfaction.

Déjà, Furet avait fait ses preuves dans les milieux dirigeants de la V^e République, en dénaturant et salissant la Révolution française, ce "*régime d'assemblées*" que haïssait de Gaulle.

Aidé par les médias, il avait écarté, marginalisé les grands et vrais historiens des XIX^e et XX^e siècles, de Michelet à Jaurès et Mathiez.

Sa nouvelle doctrine va créer l'enthousiasme chez les intellectuels réactionnaires : elle donne des atours "scientifiques" à la servilité envers les maîtres du jour, de

Washington à Paris ; elle chasse de l'histoire cette incongruité : un gouvernement ouvrier vainqueur en 1917.

Tout est devenu simple : il n'y a jamais eu de révolution en Russie, seulement le putsch d'une minorité sanguinaire, et le seul choix est entre le système du profit et les totalitarismes.

Pour arranger cette théorie, Furet la complète par un rideau de fumée sur les causes impérialistes de la guerre de 1914. Celle-ci devient une "énigme".

Là aussi, il fera des émules.

Furet fait bien pire. Il va chercher, en 1995, sur le banc d'infamie où les historiens allemands l'ont relégué, Ernst Nolte.

La construction de Nolte, lancée en 1986-1987, est plus audacieuse encore dans le mensonge : Hitler n'a fait que se défendre de la menace bolchevique et de la déclaration de guerre... des Juifs. Auschwitz, dit Nolte, ne fait qu'imiter le goulag. Mussolini, lui aussi, n'était qu'un bouclier contre le bolchevisme, le principal danger... Et puis, les bolcheviks n'étaient-ils pas, surtout, des Juifs ? Quoique Nolte soit totalement isolé dans les universités, chez les vrais historiens, il trouve des appuis plus puissants...

Par tous les moyens, Furet établit en France la notoriété de Nolte, de ses écrits. Il fait mine de croire que la prétendue "déclaration de guerre des Juifs" à Hitler n'est qu'un faux pas de Nolte, un égarement, qu'il réprovoque hâtivement, comme "*disculpation partielle*" du nazisme.

L'essentiel est la propulsion de Nolte et de son aberrante et spéieuse construction : au "*génocide de classe*" des bolcheviks, les nazis ont répondu par un "*génocide de race*". Le nazisme n'est que "*l'imitation*" du bolchevisme.

En 1997, Furet mort, ses épigones achèvent le travail.

Préfaçant *Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Stéphane Courtois se rallie, sans oser le citer, à Nolte. En 2000, le même Courtois préface l'ouvrage traduit de Nolte, *La Guerre civile européenne, 1917-1945*, en écartant les réticences émises par Furet en 1995 : puisqu'il faut comprendre le "*noyau rationnel du nazisme*" (formule de Nolte), alors il faut prendre en compte la "*menace juive*".

Depuis le début du siècle, la construction furetiste, entièrement fabriquée, étrangère aux faits historiques, a envahi les médias (5). Des médias, elle a gagné l'Université. L'attrait des places a fait le reste. Car, par les moyens de l'Etat, cette doctrine est devenue officielle...

Car ces trucages sont trop fragiles pour des esprits critiques, des esprits instruits. L'obscurantisme d'Etat est donc venu accompagner la falsification, le révisionnisme.

Depuis 2003, à l'exception des séries L et ES (une minorité de lycéens), la connaissance des faits, de l'histoire de la révolution russe, du renversement du tsar, de la naissance des soviets a disparu des programmes du baccalauréat. Ce même enseignement de la révolution russe est absent des cursus d'histoire dans la plupart des universités. Il est également contraire au règlement, dans le secondaire, pour la majorité des élèves, de traiter des causes et conséquences de la guerre de 1914, du traité de Versailles. Ainsi, tant les bases du nazisme que les conditions d'éclatement de la révolution russe étant inaccessibles aux jeunes, le dernier volet de ces programmes de propagande politique peut se dévoiler.

Car ce point de programme, en revanche, est imposé à toutes les sections : "les totalitarismes". Le libellé du programme officiel du ministère reprend l'amalgame Furet-Nolte-Livre noir :

"Cet objectif (celui du totalitarisme) peut être différent : l'exaltation de l'Etat, la prédominance de la race aryenne, ou la société sans classes dans un système de propriété collective. Mais les méthodes tendent, elles, au même but : donner à la masse de la population une volonté collective, absorber l'homme, sous tous ses aspects, dans le tout idéologique (national, racial ou social)."

Voilà ce qu'on veut faire enseigner à des fonctionnaires, voilà l'ignoble bourrage de crâne destiné aux jeunes : l'assimilation des objectifs et principes du mouvement ouvrier originel (lutte de classe, propriété collective) au nazisme et au fascisme.

Quant à la minorité de lycéens autorisés à connaître les faits qui vont du renversement du tsar à la fin de la guerre civile en Russie, le ministère, pour la première fois, adresse à leurs professeurs des conseils de "bonnes" lectures. On retrouve les noms de Martin Malia, Pierre Hassner, la louange des échanges Furet-Nolte et du *Livre noir du communisme*. Ce dernier, précisons-le, proclame hautement les mérites... du tsar et de ses réformes progressistes !

Les citoyens français doivent ces programmes obscurantistes, révisionnistes, animés de haine contre-révolutionnaire, aux ministres de gauche Allègre et Lang, et à leur président du Conseil national des programmes, Luc Ferry, futur ministre de droite.

Michel Serac

(5) Entre mille, voici le genre de "démonstration" qu'on trouve dans cette littérature : *"Bolchevisme et fascisme se suivent, s'engendrent, s'imitent et se combattent, mais, auparavant, ils naissent du même sol, la guerre ; ils sont les enfants de la même histoire"* (Furet, *Le Passé d'une illusion*, page 197). Furet et Nolte s'accordent à dire que les "anciens soldats" en Italie, Allemagne, Russie sont devenus "le levier de la domination sans partage d'un seul parti". Dans une réponse récente, Zeev Sternhell ridiculise l'assimilation des "corps francs" allemands, des anciens combattants fascistes, adorateurs de la guerre, aux soldats des soviets, qui "véhiculent une extraordinaire haine de la guerre". "L'idéalisation de la guerre, le culte sorélien et futuriste de la violence, source de morale et de vertu, étaient totalement étrangers aux millions d'hommes russes en armes pour qui cet affrontement n'avait aucun sens et aucun but" (Z. Sternhell, *Les Anti-Lumières*, Fayard, 2006). C'est l'évidence même, pour qui s'intéresse à la science historique. Mais pour un ignorant chargé de salir la révolution dans les médias, il est sûrement préférable de répéter ce genre de niaiserie : "Lénine et Mussolini sortaient de la même famille politique, celle du socialisme révolutionnaire (...). De Lénine, Mussolini a la véhémence subversive, le goût de la violence, l'obsession de la prise du pouvoir, la subordination de toute considération morale à cette fin unique, et même la passion de la scission" (Furet, page 201). Mieux vaut ne pas se demander, en lisant ces laborieuses ratiocinations, perfidement calomnieuses, à quoi l'honorable correspondant de la fondation Olin "subordonnait toute considération morale", quant à lui.

Les "Thèses d'avril" (Lénine)

Rapport présenté à la réunion des bolcheviks participant à la conférence panrusse des soviets de délégués ouvriers et soldats du 4 avril (1)

I.

J'ai esquissé quelques thèses, auxquelles j'ajouterai quelques commentaires. Faut de temps, je n'ai pu préparer un rapport circonstancié et systématique.

La question fondamentale, c'est notre attitude à l'égard de la guerre. Le problème essentiel, celui qui saute aux yeux quand on lit ce qui s'écrit sur la Russie et quand on voit ce qui se passe ici, c'est la victoire du défensisme, la victoire des traîtres au socialisme, la duperie des masses par la bourgeoisie. Il est manifeste qu'ici, en Russie, dans le mouvement socialiste, la situation est la même que dans les autres pays : le défensisme, la "défense de la patrie". La différence, c'est qu'il n'existe nulle part une liberté semblable à celle que nous avons ici et que cela nous rend responsables devant le prolétariat international tout entier. Le nouveau gouvernement est impérialiste, comme le précédent, malgré sa promesse de proclamer la république, il est impérialiste jusqu'à la moelle.

Aucune concession, si minime soit-elle, au "défensisme révolutionnaire" ne saurait être tolérée dans notre attitude envers la guerre, qui, du côté de la Russie, même sous le nouveau gouvernement de Lvov et C^{ie}, est demeurée incontestablement une guerre impérialiste de brigandage, étant

donné le caractère capitaliste de ce gouvernement.

Le prolétariat conscient ne peut donner son consentement à une guerre révolutionnaire qui justifierait réellement le défensisme révolutionnaire que si les conditions suivantes sont remplies : a) passage du pouvoir au prolétariat et aux couches les plus pauvres de la paysannerie qui sont proches de lui ; b) renonciation, en actes et non en paroles, à toute annexion ; c) rupture totale

(1) La *Pravda*, 7 novembre 1924. Reproduit dans *Œuvres complètes*, 5^e édition, tome 51, pp. 103 à 112.

Le texte ici traduit en entier, pour la première fois, est le compte rendu sténographique — parfois incomplet et peu compréhensible — du discours prononcé par Lénine à la séance de clôture de la conférence du Parti bolchevique. Il y donne lecture des *Thèses* dites *d'avril*, qu'il reproduira trois jours plus tard (7 avril) dans l'article publié dans la *Pravda* sous son seul nom : "*Les tâches du prolétariat dans la présente révolution*." Le compte rendu de son intervention, c'est-à-dire les commentaires des thèses, fut reproduit dans la *Pravda* du 7 novembre 1924, mais ne fut jamais reproduit ensuite et pendant l'époque stalinienne.

Ce texte ne figure pas dans la 4^e édition des *Œuvres complètes* de Lénine, la seule qui soit livrée au public français. Trotsky le publia dans l'édition des procès-verbaux de la conférence de mars donnée dans *La Falsification stalinienne de l'histoire*, ouvrage non traduit en français. La revue soviétique *Voprossy Isiorii K. P. S. S.*, qui publia en 1962, dans ses n^{os} 3 et 6, les procès-verbaux de ladite conférence, supprima le procès-verbal de la séance du

dans les faits avec tous les intérêts du capital.

Etant donné l'indéniable bonne foi des larges couches, de la masse des partisans du défensisme révolutionnaire qui n'admettent la guerre que par nécessité et non en vue de conquêtes, et étant donné qu'elles sont trompées par la bourgeoisie, il importe de les éclairer sur leur erreur avec une persévérance, une patience et un soin tout particuliers, de leur expliquer qu'il existe un lien indissoluble entre le capital et la guerre impérialiste, de leur démontrer qu'il est *impossible* de terminer la guerre par une paix vraiment démocratique et qui ne soit pas imposée par la violence, sans renverser le capital.

Organisation de la propagande la plus large de cette vision des choses dans l'armée combattante.

Fraternisation.

Dans notre attitude à l'égard de la guerre, avec le nouveau gouvernement qui reste impérialiste, on ne peut admettre la moindre concession au défensisme. Les masses regardent le problème pratiquement et non théoriquement. Elles disent : "*Je veux défendre la patrie et non m'emparer du territoire d'autrui.*" Quand peut-on considérer une guerre comme sienne ? Lorsque l'on refuse complètement les annexions.

Les masses abordent le problème pratiquement et non théoriquement. Notre erreur, c'est d'avoir une démarche théorique. Un prolétaire conscient peut être d'accord avec une guerre révolutionnaire, justifiant réellement le défensisme révolutionnaire. Avec les représentants des masses de soldats, il faut poser la question pratiquement, autrement, c'est impossible. Nous ne sommes pas du tout des pacifistes. Mais la question fondamentale est : quelle classe dirige la guerre ? La classe des capitalistes, liée aux banques, ne peut diriger aucune autre guerre qu'une guerre impérialiste. La classe ouvrière le peut. Steklov, Tchkéidzé ont tout oublié. Quand on lit la résolution du soviet des députés ouvriers, on est frappé de voir comment des gens qui se donnent le nom de socialistes ont pu faire voter une pareille résolution.

Ce qui est original en Russie, c'est le passage extrêmement rapide de la violence sauvage à la tromperie la plus raffinée. La condition fondamentale : *refuser les*

annexions, pas en paroles, mais en réalité. Retch (2) hurle à propos de la déclaration du *Social-Démocrate* que la réunion de la Courlande à la Russie est une annexion.

Mais une annexion, c'est la réunion de tout pays se distinguant par des particularités nationales, toute réunion de nation sans se soucier si elle se distingue par la langue, si elle se sent un autre peuple — contre son désir. C'est le préjugé des grands-russiens, nourri par les siècles.

On ne peut mettre fin à la guerre que par une rupture radicale avec le capital international... Ce ne sont pas des individus isolés qui ont suscité la guerre, c'est le capital financier international. Il n'est pas facile de rompre avec le capital international, mais il n'est pas facile non plus d'arrêter la guerre. C'est de l'enfantillage, de la naïveté que de proposer de mettre fin à la guerre d'un seul côté... Zimmerwald, Kienthal... Sur nous plus que sur tout autre repose la nécessité de défendre l'honneur du socialisme international. Difficulté d'aborder ce problème.

Etant donné qu'un état d'esprit indubitablement défensiste domine dans les larges masses, qui admettent la guerre seulement par nécessité et non pour des conquêtes il faut s'acharner à leur expliquer en détail, avec insistance et patience que l'on ne peut parvenir à terminer la guerre autrement que par une paix de brigands sans renverser le capital. Il faut développer largement cette idée, de la façon la plus vaste possible. Les soldats exigent une réponse concrète : comment mettre fin à la guerre ? Mais promettre aux gens que nous pouvons mettre fin à la guerre par la seule bonne volonté d'individus isolés, cela, c'est du charlatanisme politique. Il faut prévenir les masses. La révolution, c'est une chose difficile. On ne peut pas ne pas commettre de faute.

4 avril qui contient ce texte, mais, la même année, les éditeurs de la 5^e édition des *Œuvres* de Lénine le reproduisirent dans le tome 31.

Nous citons ce texte en entier, malgré ses répétitions, parce qu'il illustre de façon très remarquable la manière dont Lénine engagea le combat politique pour la révolution socialiste dans un Parti bolchevique où il était très minoritaire : quelques jours plus tard, le comité de Petrograd, l'un des plus à gauche du parti, repoussait les *Thèses d'avril* par 13 voix contre 2 et 1 abstention.

(2) Journal cadet. Le parti Cadet (constitutionnel-démocrate, d'où K-D), parti libéral bourgeois, fut créé en 1905.

Notre erreur consiste en ce que nous n'avons (*pas démasqué ?*) le défensisme révolutionnaire dans toute sa profondeur. Le défensisme révolutionnaire est une trahison du socialisme. Il est insuffisant de se délimiter... On doit reconnaître ses fautes.

Que faire ? Expliquer. Comment faire comprendre à ceux qui ne le savent pas ce que c'est que le socialisme... Nous ne sommes pas des charlatans. Nous devons nous appuyer seulement sur la conscience des masses. Même s'il nous faut rester minoritaires, eh bien, restons minoritaires. Il convient parfois de se refuser à occuper une position majoritaire, il ne faut pas craindre de rester en minorité. Lorsque les masses affirment qu'elles ne veulent pas de conquête, je les crois. Lorsque Goutchkov et Lvov disent qu'ils ne veulent pas de conquête, ce sont des menteurs. Lorsqu'un ouvrier dit qu'il veut défendre son pays, ce qui parle en lui, c'est l'instinct de l'homme opprimé.

II.

Ce qu'il y a d'original dans la situation actuelle en Russie, c'est la *transition* de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, à sa *deuxième étape*, qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie.

Cette transition est caractérisée, d'une part, par un maximum de possibilités légales (la Russie est *aujourd'hui*, de tous les pays belligérants, le plus libre du monde) ; de l'autre, par l'absence de contrainte exercée sur les masses, et enfin par la confiance irraisonnée des masses à l'égard du gouvernement des capitalistes, les pires ennemis de la paix et du socialisme.

Cette situation originale exige que nous sachions nous adapter aux conditions *spéciales* du travail du parti au sein des masses prolétariennes innombrables qui viennent de s'éveiller à la vie politique.

Pourquoi n'avons-nous pas pris le pouvoir ? Steklov dit : parce que et parce que... Bêtises ! Le fait est que le prolétariat est insuffisamment conscient et insuffisamment organisé. Il faut l'avouer : la force matérielle est dans les mains du prolétariat,

mais la bourgeoisie est consciente et préparée. C'est une réalité monstrueuse, mais il faut se l'avouer franchement et directement ; et déclarer au peuple qu'il n'a pas pris le pouvoir parce qu'il est inorganisé et dépourvu de conscience... La ruine de millions d'hommes, la mort de millions d'hommes. Les pays les plus développés périront, et c'est pourquoi la question se posera ainsi devant eux.

Le passage de la première étape à la seconde — le passage du pouvoir au prolétariat et à la paysannerie — se caractérise, d'un côté, par le maximum de légalité (la Russie est aujourd'hui le pays le plus libre du monde, elle est à l'avant-garde du monde), et, de l'autre côté, par la confiance irraisonnée des masses à l'égard du gouvernement. Même nos bolcheviks font confiance au gouvernement. Cela peut sans doute s'expliquer par l'ivresse de la révolution. C'est la ruine du socialisme.

Camarades, vous faites confiance à ce gouvernement. S'il en est ainsi nous ne marcherons pas ensemble. Je préfère rester en minorité. Un seul Liebknecht vaut mieux que 110 défensistes du type de Steklov ou Tchkeïdzé. Si vous sympathisez avec Liebknecht et que vous tendez ne serait-ce qu'un doigt (*aux défensistes*), ce sera une trahison du socialisme international. Si nous rompons avec ces gens-là, tous les opprimés viendront à nous, car la guerre les amènera vers nous : ils n'ont pas d'autre issue.

Il ne faut pas s'adresser au peuple en baragouinant latin, mais en parlant de façon simple et compréhensible. Il a le droit... Il faut s'adapter, passer de l'autre côté, mais c'est nécessaire. Notre ligne apparaîtra alors correcte.

III.

Aucun soutien au gouvernement provisoire ; démontrer le caractère entièrement mensonger de toutes ses promesses, notamment de celles qui concernent la renonciation aux annexions. Le démasquer, au lieu d'"exiger" — ce qui est inadmissible, car c'est semer des illusions — que ce gouvernement, ce gouvernement de capitalistes, cesse d'être impérialiste.

La *Pravda* exige du *gouvernement* qu'il renonce aux annexions. Exiger d'un gouver-

nement de capitalistes qu'il renonce aux annexions, c'est du galimatias, c'est une raillerie criante...

D'un point de vue scientifique, c'est un tel brouillard de tromperie que tout le prolétariat international, toute...

Il est *temps* de reconnaître notre erreur. Assez de saluts, assez de résolutions ; il est temps de se mettre à l'œuvre. Il faut adopter une attitude active, ferme.

IV.

Reconnaître que notre parti est en minorité et ne constitue pour le moment qu'une faible minorité dans la plupart des soviets, en face du *bloc* de *tous* les éléments opportunistes, petits-bourgeois tombés sous l'influence de la bourgeoisie et qui étendent cette influence sur le prolétariat. Ces éléments vont des socialistes-populistes et des socialistes-révolutionnaires au comité d'organisation (Tchkéidzé, Tseretelli, etc.), à Steklov, etc.

Expliquer aux masses que les soviets des députés ouvriers sont la *seule* forme *possible* de gouvernement révolutionnaire et que, par conséquent, notre tâche, tant que ce gouvernement se soumet à l'influence de la bourgeoisie, ne peut être que d'*expliquer* patiemment, systématiquement, opiniâtrement aux masses les erreurs de leur tactique, en partant essentiellement de leurs besoins pratiques.

Tant que nous sommes en minorité, nous nous appliquons à critiquer et à expliquer les erreurs commises, tout en affirmant la nécessité du passage de tout le pouvoir aux soviets des députés ouvriers, afin que les masses s'affranchissent de leurs erreurs par l'expérience.

Nous, les bolcheviks, nous sommes habitués à avoir l'attitude la plus révolutionnaire possible. Mais c'est insuffisant. Il faut comprendre.

Le véritable gouvernement, c'est le soviet des députés ouvriers. Penser autrement, c'est sombrer dans l'anarchisme. C'est un fait bien connu qu'au soviet notre parti est en minorité. Il faut expliquer aux masses que le soviet est le seul gouvernement possible, un gouvernement comme on n'en a encore jamais vu dans le monde, à l'exception de la Commune. Et si le soviet dans sa

majorité défend un point de vue défensiste ? On n'y peut rien. Il ne reste qu'à expliquer patiemment, opiniâtrement, systématiquement aux masses le caractère erroné de leur tactique.

Pendant que nous sommes en minorité, nous effectuons un travail de critique, afin de délivrer les masses du mensonge. Nous ne voulons pas que les masses nous croient sur parole. Nous ne sommes pas des charlatans. Nous voulons que les masses s'affranchissent de leurs erreurs par l'expérience.

L'appel du soviet : il n'y a pas là-dedans un seul mot pénétré de conscience de classe. Ce n'est que plates phrases. La seule chose qui a toujours perdu les révolutions, c'est la phrase, la flatterie du peuple révolutionnaire. Tout le marxisme enseigne à ne pas céder à la phrase révolutionnaire, surtout lorsqu'elle se vend bien.

V.

Non pas une république parlementaire — y retourner après les soviets des députés ouvriers serait un pas en arrière —, mais une république des soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans dans le pays tout entier, de la base au sommet.

Suppression de la police, de l'armée (3) et du corps des fonctionnaires.

Le traitement des fonctionnaires, élus et révocables à tout moment, ne doit pas excéder le salaire moyen d'un bon ouvrier.

C'est une leçon que nous a donnée la Commune de Paris, que Kautsky a oubliée et que nous enseignent les ouvriers de 1905 et de 1917. L'expérience de ces années nous apprend qu'il ne faut pas laisser se reconstituer la police et la vieille armée.

Il faut modifier notre programme. Il a vieilli. Le soviet des députés ouvriers et paysans est un pas vers le socialisme. Aucune police, aucune armée, aucun corps de fonctionnaires. La convocation de l'Assemblée constituante, mais par qui ? On écrit des résolutions pour les cacher sous l'oreiller ou pour s'asseoir dessus. Je serais heureux que l'Assemblée constituante soit convoquée demain, mais il est naïf de pen-

(3) C'est-à-dire remplacement de l'armée permanente par l'armement du peuple tout entier (L.).

ser que Goutchkov convoquera l'Assemblée constituante. Tout le bavardage sur la nécessité de contraindre le gouvernement provisoire à convoquer l'Assemblée constituante n'est que paroles creuses et vaines, plate tromperie. On a fait des révolutions et la police est restée, on a fait des révolutions et les fonctionnaires et les autres sont restés. Là est la cause de la ruine de la révolution. Le soviet des députés ouvriers est le seul gouvernement qui puisse convoquer l'Assemblée constituante. Nous nous sommes tous accrochés aux soviets, mais nous ne les avons pas compris. Nous nous éloignons de cette forme pour revenir à l'Internationale qui va dans le sillage de la bourgeoisie.

La république bourgeoise ne peut résoudre le problème (de la guerre). Car il ne peut être résolu qu'à l'échelle internationale. Nous ne promettons pas de libérer..., mais nous disons que ce n'est possible que sous cette forme (soviet des députés ouvriers et soldats).

Aucun gouvernement sauf le soviet des députés ouvriers et des salariés agricoles. Parler de la Commune, ils ne comprendront pas. Mais dire : à la place de la police, il y aura le soviet des députés ouvriers et salariés agricoles, vous apprendrez à gouverner — nous n'entraverons personne — (cela, ils le comprendront).

L'art de gouverner ne s'apprend dans aucun livre. Essaie, trompe-toi, apprends à gouverner.

VI.

Dans le programme agraire, reporter le centre de gravité sur les soviets des députés de salariés agricoles.

Confiscation de toutes les terres des grands propriétaires.

Nationalisation de *toutes* les terres dans le pays et leur mise à la disposition des soviets locaux de députés des salariés agricoles et des paysans. Formation de soviets de députés des paysans pauvres. Transformation de tout grand domaine (de 100 à 300 hectares environ, en tenant compte des conditions locales et autres sur la décision des organismes locaux) en une exploitation modèle placée sous le contrôle des députés des salariés agricoles et fonctionnant pour le compte de la collectivité.

Qu'est-ce que la paysannerie ? Nous ne savons pas, il n'y a pas de statistiques, mais nous savons que c'est une force.

S'ils prennent la terre, soyez sûrs qu'ils ne vous la rendront pas, ils ne nous la demanderont pas. L'axe du programme s'est déplacé, le centre de gravité du programme, ce sont les soviets de députés des salariés agricoles. Si le paysan russe ne décide pas du sort de la révolution, c'est l'ouvrier allemand qui en décidera.

Le moujik de Tambov.

Pour un seul déciatine, il n'est pas nécessaire de payer, pour 2,1 roubles, pour 3,2 roubles. Nous prendrons la terre et le gros propriétaire ne pourra plus la récupérer.

Exploitation sur des bases collectives.

Il est inévitable qu'une séparation se produise dans les soviets avec les paysans les plus pauvres. Il y a le paysan riche, il y a le salarié agricole. Même si on donne la terre à ce dernier, il ne mettra pas sur pied des exploitations. Avec les grandes propriétés, il faut créer des exploitations modèles, fondées sur des principes collectifs et que doivent diriger les soviets de députés des salariés agricoles.

Il y a de grosses propriétés.

VII.

Fusion immédiate de toutes les banques du pays en une banque nationale unique placée sous le contrôle des soviets des députés ouvriers.

La banque, c'est "*une forme de comptabilité sociale*" (K. Marx). La guerre enseigne l'économie, tous savent que les banques pillent les ressources du peuple. Les banques sont le nerf, le foyer de l'économie.

Nous ne pouvons prendre les banques entre nos mains, mais nous prônerons leur fusion sous le contrôle du soviet des députés ouvriers.

VIII.

Notre tâche *immédiate* n'est pas d'"introduire" le socialisme, mais uniquement de passer tout de suite au *contrôle* de la production sociale et de la répartition des produits par les soviets des députés ouvriers.

La vie et la révolution repousseront à l'arrière-plan l'Assemblée constituante. Ce qui est important dans les lois, ce n'est pas le fait qu'elles soient inscrites sur le papier, c'est qui les applique. La dictature du prolétariat existe, mais on ne sait qu'en faire. Le capitalisme s'est transformé en capitalisme d'Etat. Marx... seulement ce qui a pratiquement mûri.

IX.

Tâches du parti :

a. Convoquer sans délai le congrès du parti.

b. Modifier le programme du parti, et surtout :

1) sur l'impérialisme et la guerre impérialiste ;

2) sur l'attitude envers l'Etat et *notre* revendication d'un "Etat-commune (4)" ;

3) corriger le programme minimum, qui a vieilli.

c. Changer le nom du parti (5).

X.

Rénover l'Internationale.

Prendre l'initiative de la création d'une Internationale révolutionnaire, d'une Internationale contre les *social-chauvins* et contre le "centre" (6).

Bilan général.

Le soviet des députés ouvriers est créé, il jouit d'un énorme prestige. Tout le monde sympathise d'instinct avec lui. Dans cet instinct, il y a beaucoup plus de pensée révolutionnaire que dans toutes les *phrases révolutionnaires*. Si le soviet des députés ouvriers peut prendre la direction entre ses mains, la cause de la liberté est gagnée. Vous pouvez rédiger les lois les plus belles — mais qui les fera passer dans la vie ? Ces mêmes fonctionnaires qui sont liés à la bourgeoisie.

Il ne faut pas dire aux masses "incarnez le socialisme", mais "construisez-le" (?). Le capitalisme a fui en avant. Le capitalisme de guerre n'est pas ce qu'il était avant la guerre.

En s'appuyant sur des déductions tactiques, il faut passer à des mesures pra-

tiques. Il est nécessaire de convoquer incessamment un congrès du parti, il est nécessaire de réviser le programme. De nombreux passages en ont vieilli. Il est nécessaire de modifier le programme minimum.

Personnellement, en mon nom propre, je propose de modifier le nom du parti, de l'appeler parti communiste. Le peuple comprendra le nom de "communiste". La majorité des sociaux-démocrates officiels ont déserté, trahi le socialisme... Liebknecht est le seul social-démocrate... Vous avez peur de trahir de vieux souvenirs. Mais changer de linge, c'est enlever sa chemise sale et en mettre une propre. Pourquoi rejeter l'expérience de la lutte mondiale ? La majorité des sociaux-démocrates dans le monde entier ont trahi et sont passés du côté de leurs gouvernements (Scheidemann, Plekhanov, Guesde). Comment faire pour que Scheidemann soit d'accord... Ce point de vue, c'est la ruine du socialisme. Envoyer un radiotélégramme à Scheidemann sur l'arrêt de la guerre, c'est une tromperie.

Le mot social-démocrate est inexact. Ne vous accrochez pas à un vieux mot, qui est complètement pourri. Vous voulez construire un nouveau parti... et vers vous viendront tous les opprimés.

A Zimmerwald et à Kienthal, c'est le centre qui a dominé... *Rabotchaia Gazeta* (7). Nous vous prouverons que toute l'expérience a démontré. Nous déclarons que nous avons constitué la gauche et rompu avec le centre. Ou bien vous parlez de l'Internationale, et alors vous la réalisez, ou bien vous...

Le courant de gauche de Zimmerwald existe dans tous les pays du monde. Les

(4) C'est-à-dire d'un Etat dont la Commune de Paris a été la préfiguration (L.).

(5) A l'appellation de "social-démocratie", il faut substituer celle de *parti communiste*, les chefs officiels de la social-démocratie ("jusqu'au-boutistes" et "kautskistes" hésitants) ayant trahi le socialisme dans le monde *entier* et étant passés dans le camp de la bourgeoisie (L.).

(6) On appelle "centre", dans la social-démocratie internationale, la tendance qui hésite entre les chauvins (= "jusqu'au-boutistes") et les internationalistes, à savoir : Kautsky et C^e en Allemagne, Longuet et C^e en France, Tchekéidzé et C^e en Russie, Turati et C^e en Italie, MacDonald et C^e en Angleterre, etc. (L.).

(7) Journal des mencheviks en 1917.

masses doivent comprendre que le socialisme a scissionné dans le monde entier. Les défensistes ont rompu avec le socialisme. Un seul Liebknecht... mais tout l'avenir est derrière lui...

J'entends dire qu'en Russie, il y a une tendance à l'unification, à l'unification avec les défensistes. C'est une trahison du socialisme. Je pense qu'il vaut mieux rester seul, comme Liebknecht : un seul contre 110.

Le parti et les "Thèses d'avril" ⁽¹⁾ (Zalejski)

Le jour de l'arrivée de Lénine marque, à mes yeux, la fin de la première période de la vie et de l'activité du premier comité de Petrograd dans l'existence légale de notre parti. De nouveaux temps s'annonçaient ; la position idéologique et la tactique de notre parti devenaient claires et définies.

C'est parmi le comité de Petrograd que les fameuses thèses du rapport prononcé par Lénine le lendemain de son arrivée, le 4 avril, à la réunion des bolcheviks délégués à la conférence panrusse des soviets et qu'il répéta le même jour à la réunion des bolcheviks et des mencheviks, à l'invitation de ces derniers, c'est donc parmi le comité de Petrograd que ces fameuses thèses trouvèrent le plus de sympathie et furent le plus vite adoptées. Pour autant que je m'en sou-

vienne, les dirigeants mencheviks posèrent alors le problème de la possibilité d'une alliance avec nous et proposèrent à Lénine de s'exprimer là-dessus.

Les thèses de Lénine produisirent la même impression que l'explosion d'une bombe. Dans les débats qui suivirent, le menchevik Goldenberg déclara : "*Depuis de nombreuses années, la place de Bakouline dans la révolution russe restait vacante, Lénine vient de l'occuper.*" Ce jour-là, Lénine ne trouva pas de partisans, même dans nos rangs. A cette réunion, seule Kollontaï le soutint.

(1) "Le 1^{er} Comité de Petrograd légal", in *Proletarskaia Revoloutsia*, n° 1 (13), 1923, p. 156.

La révolution d'Octobre se serait-elle produite sans Lénine ⁽¹⁾ ? (Léon Trotsky)

On peut en convenir avec Soukhanov, le réarmement du parti "*fut la victoire principale et essentielle de Lénine, victoire parachevée vers les premiers jours de mai*". A vrai dire, Soukhanov estimait que Lénine avait substitué, au cours de cette opération,

l'arme de l'anarchie à celle du marxisme. Reste à se demander, et la question n'est pas de peu d'importance, bien qu'il soit plus facile de la poser que d'y répondre : com-

(1) *Histoire de la révolution russe*, pp. 314-315.

ment se serait poursuivi le développement de la révolution si Lénine n'avait pu parvenir en Russie en avril 1917 ? Si notre exposé montre et démontre quelque chose, c'est, espérons-nous, que Lénine ne fut pas le démiurge du processus révolutionnaire, qu'il s'inséra seulement dans la chaîne des forces historiques objectives. Mais dans cette chaîne, il fut un grand anneau. La dictature du prolétariat découlait de toute la situation. Mais encore fallait-il l'ériger. On ne pouvait l'instaurer sans un parti. Or le parti ne pouvait accomplir sa mission qu'après l'avoir comprise. Pour cela justement, Lénine était indispensable. Jusqu'à son arrivée, aucun des leaders bolcheviques ne sut établir le diagnostic de la révolution. La direction Kamenev-Staline était repoussée, par la marche des choses, vers la droite, vers les social-patriotes : entre Lénine et le menchevisme, la révolution ne laissait pas de place pour des positions intermédiaires. Une lutte intérieure dans le Parti bolchevique était absolument inévitable.

L'arrivée de Lénine accéléra seulement le processus. Son influence personnelle abrégua la crise. Peut-on, cependant, dire avec assurance que le parti, même sans lui, aurait trouvé sa voie ? Nous n'oserions l'affirmer en aucun cas. Le temps est ici le facteur décisif, et, après coup, il est difficile de consulter l'horloge de l'histoire. Le matérialisme dialectique n'a, en tout cas, rien de commun avec le fatalisme. La crise que devait inévitablement provoquer la direction opportuniste aurait pris, sans Lénine, un caractère exceptionnellement aigu et prolongé. Or les conditions de la guerre et de la révolution ne laissaient pas au parti un long délai pour l'accomplissement de sa mission. Ainsi, il n'est nullement inadmissible de penser que le parti désorienté et scindé eût pu laisser échapper la situation révolutionnaire pour de nombreuses années. Le rôle de l'individualité se manifeste ici à nous dans des proportions véritablement gigantesques. Il faut seulement comprendre exactement ce rôle, en considérant l'indivi-

dualité comme un anneau de la chaîne historique.

L'arrivée "soudaine" de Lénine, de retour de l'étranger après une longue absence, les clameurs exaspérées soulevées dans la presse autour de son nom, le conflit de Lénine avec tous les dirigeants de son propre parti et sa rapide victoire sur eux, en un mot, l'enveloppe extérieure des événements contribuait beaucoup dans ce cas à une évaluation mécanique, opposant l'individu, le héros, le génie aux conditions objectives, à la masse, au parti. En réalité, cette antithèse ne présente qu'un seul côté des choses.

Lénine n'était pas un élément fortuit de révolution historique, mais un produit de tout le passé de l'histoire russe. Il tenait en elle par ses racines les plus profondes. Conjointement avec les ouvriers avancés, il avait participé à toute leur lutte pendant le précédent quart de siècle. "L'effet du hasard" ne fut pas qu'il intervînt dans les événements, ce fut plutôt le brin de paille avec lequel Lloyd George essaya de lui barer la route. Lénine ne s'opposait pas du dehors au parti, il en était l'expression la plus achevée. Eduquant le parti, il s'y éduquait lui-même. Son désaccord avec la couche dirigeante des bolcheviks signifiait une lutte du parti entre son hier et son lendemain. Si Lénine n'avait pas été artificiellement éloigné du parti par les conditions de l'émigration et de la guerre, le mécanisme extérieur de la crise n'aurait pas été si dramatique et n'eût pas masqué à tel point la continuité interne du développement du parti. De l'importance exceptionnelle que prit l'arrivée de Lénine au pouvoir, il découle seulement que les leaders ne se créent point par hasard, que leur sélection et leur éducation exigent des dizaines d'années, qu'on ne peut les supplanter arbitrairement, qu'en les excluant mécaniquement de la lutte on inflige au parti une plaie vive et que, dans certains cas, on peut le paralyser pour longtemps.

“L'avènement du bolchevisme”

(extraits)

(Léon Trotsky)

Au pouvoir dans une alliance avec le parti bourgeois Cadet, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires (S-R) (1), après la première révolution en février qui a vu surgir et se centraliser les soviets, et la chute du régime tsariste, se heurtent à l'été de 1917 de plus en plus aux masses.

Celles-ci veulent, après plusieurs mois de ce qui leur apparaît comme leur gouvernement, voir aboutir leurs revendications : la paix, le pain, la terre, la liberté ; les S-R et mencheviks, partis majoritaires, s'y refusent au nom de l'alliance avec les Cadets, poursuivant la guerre contre l'Allemagne aux côtés des “alliés” français et anglais, refusant la réforme agraire...

Le Parti bolchevique n'a, lui, cessé de combattre pour voir satisfaites les revendications des masses et appelle, pour ce faire, les deux partis majoritaires dans les soviets à prendre réellement le pouvoir, “*tout le pouvoir aux soviets*”, gouvernement S-R-mencheviks, rupture avec le parti Cadet !

Les journées de juin et de juillet 1917 vont être décisives dans la préparation des conditions de la deuxième révolution, celle d'octobre 1917. Elles vont mettre en lumière la réalité de l'implantation du Parti bolchevique, un

parti minoritaire, mais enraciné dans la classe ouvrière et exprimant consciemment son mouvement à travers une politique de front unique, culminant dans l'exigence que les deux partis majoritaires prennent tout le pouvoir dans leurs mains et rompent avec les Cadets.

Dans ce petit ouvrage écrit en février 1918, pendant les “négociations de paix” avec l'état-major allemand à Brest-Litovsk, Léon Trotsky analyse “à chaud”, et à l'usage de la formation des militants, les enseignements de la révolution russe. Cette brochure sera reprise, développée, amplifiée quelques années plus tard dans sa magistrale *Histoire de la révolution russe*.

(1) Les mencheviks, produit de la scission du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) en 1903, qui donnera naissance à deux regroupements distincts — mencheviks et bolcheviks. Le Parti socialiste-révolutionnaire, dont la base à l'origine était la paysannerie, s'illustra dans la lutte contre le tsarisme, y compris avec le recours à la “terreur”, pour reprendre l'expression de l'époque : attentats, bombes contre des dignitaires du régime, de l'armée, de la police. Ces deux partis traditionnels des travailleurs et de la paysannerie vont se retrouver à la tête des soviets lors de la révolution de février. Ils forment alors un gouvernement avec le parti Cadet (K-D : démocrate-constitutionnel), un parti bourgeois “démocratique”.

3. LA CAMPAGNE CONTRE LES BOLCHEVIKS

L'historien de l'avenir ne feuillettera pas sans émotion les journaux russes de mai et juin 1917, période de la préparation morale de l'offensive. Tous les articles des organes officieux et gouvernementaux étaient, presque sans exception, dirigés contre les bolcheviks.

Il n'y a aucune accusation, aucune calomnie qui, à cette époque, n'ait été "mobilisée" contre nous. Dans cette campagne, le rôle principal était, comme il fallait s'y attendre, tenu par les Cadets. Leur instinct de classe leur disait qu'il ne s'agissait pas seulement de l'offensive, mais de tout le développement ultérieur de la révolution, et, surtout, de l'avenir de l'Etat. L'appareil bourgeois de la prétendue "opinion publique" se déploya alors dans toute son ampleur. Organes divers, autorités diverses, publications, tribunes et chaires, tout fut mis au service du but commun : rendre les bolcheviks impossibles en tant que parti politique.

La tension concentrée et tout le dramatique de la campagne de presse menée contre les bolcheviks trahissaient déjà, avant l'heure, la guerre civile qui devait se développer dans la phase suivante de la révolution.

Cette campagne de haine et de calomnies avait pour objet de diviser radicalement et d'exciter les uns contre les autres, en créant entre elles une cloison étanche, les masses ouvrières et la "société cultivée".

La grande bourgeoisie libérale comprenait bien qu'elle ne réussirait pas à apprivoiser les masses sans l'intermédiaire et l'assistance des petits-bourgeois démocrates, qui, comme nous l'avons déjà vu, détenaient provisoirement la direction des organisations révolutionnaires.

L'hallali politique contre les bolcheviks avait donc pour but immédiat de provoquer une inimitié irréductible entre notre parti et les couches profondes du "socialisme intellectuel" qui, une fois isolé du prolétariat, tomberait fatalement dans le vasselage de la grande bourgeoisie libérale.

C'est à l'époque du premier congrès des soviets de toutes les Russies qu'éclata avec un bruit effroyable le premier coup de tonnerre, faisant pressentir les terribles événements qui allaient se produire. Notre parti avait projeté, pour le 10 juin, une démonstration armée dans les rues de Petrograd. Cette démonstration avait pour objet d'agir directement sur le congrès des soviets de toutes les Russies : "*Saisissez le pouvoir*", voulaient dire par là les ouvriers de Petrograd aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks venus de tous les coins du pays : "*Rompez avec la bourgeoisie, renoncez à vous coaliser avec elle et saisissez le pouvoir.*"

Il était manifeste pour nous qu'une rupture des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks avec la grande bourgeoisie libérale les aurait obligés à chercher un appui dans les rangs les plus avancés du prolétariat ; ils se seraient ainsi assurés, au détriment de la grande bourgeoisie, une situation prépondérante. Mais, précisément, c'est de cela qu'eurent peur les chefs de la petite bourgeoisie. Lorsqu'ils eurent connu le projet de démonstration, ils déclenchèrent, de concert avec le gouvernement dans lequel ils avaient des représentants, et conjointement avec la bourgeoisie libérale et contre-révolutionnaire, une campagne véritablement insensée contre la démonstration.

Tous les atouts furent mis en jeu. Nous n'étions alors au congrès qu'une minorité insignifiante et nous dûmes battre en retraite. La démonstration n'eut pas lieu. Cependant, cette manifestation avortée laissa les vestiges les plus profonds dans la conscience des deux partis ; elle accentua les contrastes et aggrava les inimitiés. Dans une séance particulière du bureau du congrès, séance à laquelle assistaient les représentants de notre fraction, M. Tseretelli, qui était alors ministre dans le gouvernement de coalition, déclara, avec toute l'intransigeance du petit-bourgeois doctrinaire à l'esprit borné, que le seul péril menaçant la révolution venait des bolcheviks et du prolétariat de Petrograd armé par eux. Il en conclut qu'il fallait désarmer des gens "*qui ne savent pas se servir d'une arme*". Cela s'appliquait aux ouvriers et aux éléments de la garnison de Petrograd adhérant à notre parti. Seulement, le désarmement n'eut pas lieu, car

les conditions politiques et psychologiques permettant l’exécution d’une mesure aussi radicale n’existaient pas.

Afin de dédommager les masses de cette démonstration manquée, le congrès des soviets annonça une démonstration générale, sans armes, pour le 18 juin. Or ce jour-là devint précisément le jour du triomphe de notre parti. Les masses parcoururent les rues en puissantes colonnes, et, bien que, contrairement à ce qui avait eu lieu dans notre projet de démonstration pour le 10 juin, elles aient été appelées dans la rue par l’autorité officielle des soviets, les ouvriers avaient inscrit sur leurs drapeaux et étendards les mots d’ordre de notre parti : “*A bas les traités secrets !*” — “*A bas la politique de l’offensive !*” — “*Vive la paix honnête !*” — “*A bas les dix ministres capitalistes !*” — “*Toute la puissance gouvernementale aux soviets !*”

Seules trois pancartes exprimaient la confiance dans le ministère de coalition, celle du régiment des Cosaques, celle du groupe de Plekhanov et celle de la section de Petrograd du Bund, organisation socialiste juive, qui comprend surtout des éléments étrangers au prolétariat.

Cette démonstration prouva non seulement à nos ennemis, mais encore à nous-mêmes, que, dans Petrograd, nous étions beaucoup plus forts que nous ne le supposions.

4. L’OFFENSIVE DU 18 JUIN

A la suite de cette démonstration des masses révolutionnaires, une crise gouvernementale semblait tout à fait inévitable. Mais la nouvelle arrivant du front que l’armée révolutionnaire avait pris l’offensive effaça l’impression produite par la démonstration. Le jour même où le prolétariat et la garnison de Petrograd réclamaient la publication des documents secrets, ainsi que des offres de paix catégoriques, Kerenski lançait l’armée révolutionnaire dans l’offensive.

Ce n’était pas là, naturellement, une coïncidence purement fortuite. Les machinistes de la coulisse politique avaient déjà tout préparé d’avance, et le moment de

l’offensive avait été déterminé non par des motifs militaires, mais par des motifs politiques.

Le 19 juin, une prétendue manifestation patriotique parcourait les rues de Petrograd. La perspective Nevski — l’artère principale de la circulation bourgeoise — était remplie de groupes animés, au sein desquels officiers, journalistes et élégantes dames entretenaient une chaude agitation contre les bolcheviks.

Les premières informations relatives à l’offensive étaient favorables. La grande presse libérale prétendait que le principal était acquis, que l’attaque du 18 juin, quelles que fussent ses conséquences militaires ultérieures, était un coup mortel porté à la révolution, car elle rétablirait dans l’armée la vieille discipline et assurerait à la grande bourgeoisie libérale la domination dans l’Etat.

Nous, nous avons fait d’autres prévisions. Dans une déclaration particulière que nous avons présentée au premier congrès des soviets, quelques jours avant l’offensive de juin, nous disions que cette offensive détruirait l’unité intérieure de l’armée, opposerait entre elles les diverses parties de celle-ci et donnerait aux contre-révolutionnaires une grosse prépondérance, car le maintien de la discipline dans une armée en voie de dislocation et sans ressort moral nouveau donnerait lieu à de sévères repréailles.

En d’autres termes, nous faisons prévoir dans cette déclaration les conséquences qui se réalisèrent plus tard sous le nom général d’affaire Kornilov. Nous indiquions que, dans tous les cas, la révolution était menacée par le plus grand danger : dans le cas d’une réussite de l’offensive — réussite à laquelle nous ne croyions pas — comme dans le cas d’un échec, lequel nous paraissait presque inévitable.

La réussite de l’offensive plongerait la petite bourgeoisie dans l’atmosphère de chauvinisme dont s’enivrait la grande bourgeoisie et isolerait ainsi le prolétariat révolutionnaire.

L’échec de l’offensive, en revanche, menaçait l’armée de la débâcle complète, avec une déroute chaotique, la perte de nouvelles provinces, le désillusionnement et le désespoir des masses.

Ce fut la deuxième hypothèse qui se réalisa. Les nouvelles de victoire ne durèrent pas longtemps. A leur place, on n'eut plus que l'annonce de tristes événements, comme le refus de nombreux corps de troupe de soutenir les éléments d'attaque, l'extermination des officiers qui, parfois, constituaient à eux seuls les unités d'assaut, etc. (1).

Les événements militaires se compliquaient encore de difficultés toujours croissantes dans la vie intérieure du pays. Sur le terrain de la question agraire, de l'organisation industrielle, des rapports nationaux, le gouvernement de coalition ne faisait aucun pas en avant. Le ravitaillement et les transports étaient de plus en plus difficiles ; les conflits locaux devenaient chaque jour plus fréquents.

Les ministres "socialistes" demandaient aux masses d'attendre. Toutes décisions et toutes mesures urgentes, notamment la question de la Constituante, étaient ajournées. L'irrésolution et l'incertitude du régime étaient manifestes. Il n'y avait que deux issues possibles : ou bien la bourgeoisie devait être chassée du pouvoir et la révolution marcher de l'avant, ou bien on allait par de sévères représailles "museler" les masses populaires. Kerenski et Tseretelli louvoyèrent entre ces deux partis extrêmes et ne firent qu'embrouiller davantage la situation.

Lorsque les Cadets, qui étaient l'élément le plus avisé et le plus perspicace de la coalition gouvernementale, virent que l'échec de l'offensive de juin pourrait porter un coup fatal non seulement à la révolution, mais encore aux partis dirigeants, ils s'empressèrent de se retirer, en rejetant toutes les responsabilités sur le dos de leurs partenaires de gauche.

Le 2 juillet, eut lieu la crise ministérielle, dont la cause occasionnelle fut la question de l'Ukraine. Ce fut, à tous les points de vue, un moment d'extrême tension politique. Des différentes parties du front affluèrent des délégations et des représentants isolés, décrivant le chaos qui régnait dans l'armée à la suite de l'offensive. La presse "gouvernementale" demanda des représailles rigoureuses. Des voix analogues retentirent, toujours plus fréquentes, dans les colonnes de la presse "socialiste".

Kerenski se rapprocha de plus en plus, ou pour mieux dire, toujours plus ouvertement du parti Cadet et des généraux Cadets, et il manifesta publiquement non seulement toute la haine qu'il avait pour les bolcheviks, mais encore son aversion pour les partis révolutionnaires en général. Les diplomates de l'Entente exerçaient une pression sur le gouvernement et demandaient la restauration de la discipline et la continuation de l'offensive. Dans les milieux gouvernementaux, régnait la plus grande légèreté d'esprit. Au sein des masses ouvrières s'accumulait une irritation qui attendait impatiemment l'heure de l'explosion.

"Profitez donc du départ des ministres Cadets pour prendre en main tout le pouvoir", disaient les ouvriers de Petrograd aux partis dirigeants des soviets, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks. Je me rappelle la séance du comité exécutif du 2 juillet. Les ministres socialistes étaient venus rendre compte de la nouvelle crise gouvernementale. Nous attendions

(1) En raison de sa grande importance historique, nous citons ici des extraits d'un document publié par notre parti au congrès des soviets de toutes les Russies, le 3 juin 1917, c'est-à-dire quinze jours avant l'offensive : « Nous estimons que la première question à examiner par le congrès, celle dont dépend, non seulement l'avenir de tous les travaux du congrès, mais, littéralement parlant, le sort de la révolution russe tout entière, est la question de cette offensive qui se prépare pour demain.

En mettant le peuple et l'armée — qui ne savent pas au nom de quels buts internationaux ils sont appelés à verser leur sang — en face de la réalité de l'offensive, avec toutes les suites qu'elle comporte, les milieux contre-révolutionnaires de Russie espèrent que l'offensive provoquera une concentration du pouvoir entre les mains des éléments diplomatico-militaires — ces éléments coalisés avec l'impérialisme anglais, français et américain — et les délivrera ainsi de la nécessité d'avoir à compter à l'avenir avec la volonté organisée de la démocratie russe.

Les initiateurs secrets de cette offensive contre-révolutionnaire, ne reculant devant aucune "aventure guerrière", cherchent délibérément à jouer, comme d'un dernier atout, de l'ébranlement de l'armée, produit par la situation politique intérieure et extérieure du pays et, à cet effet, ils suggèrent aux éléments désespérés de la démocratie la pensée radicalement fausse que le simple fait de l'offensive déterminera la "régénération" de l'armée, et qu'ainsi, mécaniquement, il pourra être suppléé à l'absence de tout programme solide de liquidation de la guerre. Or il est manifeste qu'une telle offensive doit fatalement désorganiser à tout jamais une armée dont les troupes sont divisées entre elles. »

avec le plus vif intérêt de voir quelle position ils allaient prendre après que la dure épreuve à laquelle la politique de coalition les avait soumis les avait si honteusement conduits à l’apostasie.

Le rapporteur était Tseretelli. Il expliqua longuement au comité exécutif que les concessions que lui et Terechtchenko avaient faites à la Rada de Kiev étaient loin de signifier le démembrement de la Russie et, par conséquent, n’étaient pas un motif suffisant pour que les Cadets quittent le ministère. Tseretelli reprocha aux chefs Cadets leur doctrinarisme centralisateur, leur incompréhension de la nécessité d’un compromis avec l’Ukraine, etc.

L’impression produite fut au-dessous de tout. Le doctrinaire intransigeant de la coalition osait accuser de doctrinarisme les froids politiciens du capital, qui saisissaient la première occasion venue pour faire payer par leurs ennemis politiques les frais de ce revirement décisif qu’était, à leurs yeux, la marche des événements consécutifs à l’offensive du 18 juin. D’après toutes les expériences précédentes de la coalition, une seule issue semblait possible : rupture avec les Cadets et constitution d’un gouvernement des soviets. L’équilibre des forces au sein des soviets était alors tel que le gouvernement des soviets, au point de vue de la politique des partis, aurait été entre les mains des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks.

Nous appuyâmes carrément cette politique. Grâce à la possibilité de réélections continuelles, le mécanisme des soviets permettait d’obtenir une expression assez exacte de l’opinion des masses ouvrières et des soldats, s’orientant toujours davantage vers la gauche ; après la rupture de la coalition avec la grande bourgeoisie, les tendances extrêmes devaient donc, selon notre prévision, être prépondérantes dans la composition des soviets. Cela étant, la lutte du prolétariat pour le pouvoir aurait été naturellement canalisée dans les voies de l’organisation soviétiste, et elle se serait tranquillement propagée plus avant.

Après la rupture avec la grande bourgeoisie, les petits-bourgeois démocrates, attaqués eux-mêmes par cette dernière, auraient dû se rapprocher davantage du prolétariat socialiste, de sorte que leur

indécision et leur “amorphisme” politique auraient été tôt ou tard balayés, sous la violence de notre critique, par les masses ouvrières. C’est pour ce motif seul que nous demandions aux partis dirigeants des soviets — pour lesquels, et nous ne le cachions pas, nous n’avions aucune confiance politique — de prendre en main le pouvoir.

Mais, même après la crise ministérielle du 2 juillet, Tseretelli et ses compagnons ne renoncèrent pas à l’“idée” de la coalition. Ils déclarèrent au comité exécutif que les chefs Cadets étaient, il est vrai, rongés par le doctrinarisme et même par des tendances contre-révolutionnaires, mais qu’il y avait en province de nombreux éléments bourgeois qui étaient encore en mesure de marcher à l’unisson de la démocratie révolutionnaire et que, pour s’assurer leur collaboration, il fallait admettre dans le nouveau ministère les représentants de la grande bourgeoisie. L’annonce que la coalition n’était dissoute que pour faire place à une coalition nouvelle se répandit tout de suite dans Petrograd et déclencha dans les quartiers où habitaient les ouvriers et les soldats une tempête d’indignation. C’est ainsi que se préparèrent les événements des 3, 4 et 5 juillet.

5. LES JOURNÉES DE JUILLET

Au sein même de la séance du comité exécutif, nous fûmes informés téléphoniquement que le régiment des mitrailleurs faisait des préparatifs d’attaque. Nous prîmes aussitôt par téléphone nos dispositions pour retenir le régiment, mais dans les couches profondes de la ville se déployait une vive activité. Du front étaient venus des délégués des régiments dissous pour cause d’insubordination, et ils apportaient des nouvelles inquiétantes sur les représailles et excitaient la garnison.

Les ouvriers de Petrograd étaient d’autant plus mécontents des chefs officiels que Tseretelli, Dan et Tchkeïdzé égarèrent l’opinion publique du prolétariat et s’efforçaient d’empêcher le soviets de Petrograd de devenir l’organe des nouvelles tendances des masses ouvrières.

Le comité exécutif de toutes les Russies, créé lors du congrès de juillet et s'appuyant sur la province retardataire, rejetait de plus en plus le soviet de Petrograd à l'arrière-plan et accaparait même la direction des affaires spéciales à Petrograd. Un conflit était inévitable. Les ouvriers et les soldats exerçaient une pression de plus en plus forte ; ils exprimaient violemment leur mécontentement de la politique officielle des soviets et réclamaient de notre parti une action plus énergique.

Nous pensions qu'en raison de l'état arriéré de la province, l'heure d'une pareille action n'était pas encore sonnée. Mais, en même temps, nous redoutions que les événements du front ne produisissent dans les rangs de la révolution un monstrueux chaos et n'en vinsent à acculer au désespoir les masses ouvrières. La position de notre parti par rapport au mouvement des 3, 4 et 5 juillet était nettement déterminée. D'un côté, l'on craignait que Petrograd ne vienne à s'isoler de la province retardataire, mais, de l'autre, on espérait qu'une intervention énergique et active partant de Petrograd pourrait, seule, sauver la situation. Les agitateurs du parti, répandus dans les couches inférieures de la population, marchaient avec la masse et fomentaient une agitation sans demi-mesures.

Jusqu'à un certain point, on espérait encore que la descente dans la rue des masses révolutionnaires aurait raison du stupide doctrinarisme des gens du juste milieu et les forcerait à comprendre que c'est seulement en rompant ouvertement avec la grande bourgeoisie qu'ils pourraient se maintenir au gouvernement. Malgré tout ce que la presse bourgeoise dit et écrivit dans les jours suivants, notre parti n'avait nullement l'intention de s'emparer du pouvoir à la faveur d'un mouvement à main armée. Il s'agissait uniquement d'une démonstration révolutionnaire, éclosée spontanément, mais dirigée par nous vers un but politique.

Le comité central exécutif siégeait au palais de Tauride, lorsque le palais fut investi par les vagues tumultueuses des ouvriers et des soldats en armes. Parmi les manifestants se trouvaient aussi, naturellement, une infime minorité d'éléments anarchistes prêts à faire usage de leurs

armes contre la résidence du soviet. Il y avait aussi parmi eux des éléments qui visaient à amorcer des pogromes, des "Cents Noirs" (2) et des gens manifestement payés pour cela, et qui cherchaient à profiter de la situation pour fomenter des troubles et des émeutes.

Ces éléments demandaient l'arrestation de Tchernov et de Tseretelli, la dispersion du comité exécutif, etc. On essaya même de s'emparer de Tchernov. Par la suite, je reconnus, dans la prison de Kresty, l'un des matelots qui avaient participé à cette tentative d'arrestation : or j'appris que c'était un malfaiteur qui était détenu en prison pour acte de brigandage. Mais la presse bourgeoise et du juste milieu représenta tout le mouvement comme un coup de main pogromiste et contre-révolutionnaire en même temps que bolcheviste, dont l'objet immédiat était de s'emparer du pouvoir en faisant violence au comité central exécutif.

Le mouvement des 3, 4 et 5 juillet montra fort nettement que les partis dirigeants du soviet de Petrograd s'agitaient dans le vide. Nous étions loin alors d'avoir pour nous la garnison entière. Il y avait là des éléments indécis, irrésolus, passifs. Mais, en dehors des aspirants-officiers, aucune troupe n'eût été disposée à se battre contre nous pour la défense du gouvernement ou des partis dirigeants du soviet. Il fallait donc appeler en hâte des troupes du front.

Toute la stratégie de Tseretelli, Tchernov et autres fut, le 3 juillet, d'essayer de gagner du temps et de donner à Kerenski la possibilité d'amener à Petrograd des troupes "sûres".

Dans la salle du palais de Tauride, qui était entouré par une foule considérable de peuple armé, survenaient députations sur députations réclamant la rupture complète avec la grande bourgeoisie, des réformes sociales absolues et l'ouverture de négociations de paix.

Nous, bolcheviks, nous recevions chaque nouveau détachement militaire

(2) Groupes monarchistes-racistes, pogromistes organisés par le tsarisme pour la lutte contre-révolutionnaire. Plus tard, on désigna ainsi toutes les formations réactionnaires qu'on appellerait maintenant "fascistes".

dans la rue ou dans la cour, en les exhortant au calme et en exprimant la certitude que, étant donné l’attitude actuelle des masses, le parti du juste milieu ne réussirait pas à constituer un nouveau gouvernement de coalition. Les plus exaltés étaient les militants venus de Cronstadt ; nous eûmes beaucoup de peine à les maintenir dans les bornes de la démonstration.

Le 4 juillet, la démonstration prit une ampleur encore plus vaste — et déjà sous la direction immédiate de notre parti. Les chefs du soviet manquaient de décision, leurs discours étaient évasifs ; les réponses qu’“Ulysse-Tchkéidzé” faisait aux délégations étaient vides de tout contenu politique. Il était clair que tous les chefs officiels étaient dans l’attente.

Dans la nuit du 4, les premières troupes “sûres” arrivèrent du front. Pendant la séance du comité exécutif retentirent à l’intérieur du palais de Tauride les cuivres de *La Marseillaise*. Les visages des membres du bureau se transformèrent instantanément. L’assurance, qui au cours des derniers jours leur avait tant manqué, était de nouveau en place. C’était le régiment de Volynie qui entrait au palais de Tauride, ce régiment qui, quelques mois après, marchait sous nos drapeaux à l’avant-garde de la révolution d’Octobre.

Dès lors, tout changea de face. On ne s’imposa plus aucune contrainte à l’égard des délégations des ouvriers et soldats de Petrograd ou des représentants de la flotte de la Baltique. Du haut de la tribune du comité exécutif volaient les discours sur l’émeute à main armée que venaient de réprimer “les troupes fidèles à la révolution”. Les bolcheviks furent déclarés parti contre-révolutionnaire.

L’angoisse que la grande bourgeoisie avait éprouvée pendant les deux derniers jours de la démonstration armée fit maintenant place à une haine rouge, non seulement dans les colonnes des journaux, mais encore dans les rues de Petrograd et, tout particulièrement, sur la perspective Nevski, où les ouvriers et les soldats que l’on saisisait en flagrant délit d’“agitation criminelle” étaient simplement roués de coups.

Aspirants-officiers, officiers, troupes de choc, chevaliers de Saint-Georges restaient les maîtres de la situation. A leur tête se plaçaient des contre-révolution-

naires intransigeants. Dans la ville, l’offensive contre les organisations ouvrières et les institutions de notre parti se poursuivait impitoyablement. Arrestations, perquisitions, bastonnades et assassinats se multipliaient.

Le 4, dans la nuit, le ministre de la Justice, M. Pereversev, livra à l’impression les “documents” qui devaient démontrer qu’à la tête du parti des bolcheviks, il y avait des agents soudoyés par l’Allemagne. Les chefs du parti des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks nous connaissaient depuis trop longtemps et trop bien pour croire à ces imputations, mais ils étaient trop intéressés au succès de ces dernières pour les répudier ouvertement. Nous ne pouvons encore aujourd’hui penser sans dégoût à ces bacchantales du mensonge débordant les pages de toute la presse bourgeoise et modérée.

Nos journaux étaient étouffés. Les révolutionnaires de Petrograd sentaient que la province et l’armée étaient loin d’être pour eux. Dans les quartiers ouvriers, il y eut un court instant de désarroi. Dans la garnison commencèrent les mesures répressives contre les régiments dissous et on se mit à désarmer diverses unités, cependant que les chefs du soviet “fabriquaient” un nouveau ministère, en y comprenant les représentants des partis bourgeois censitaires qui, sans être d’aucun appui pour le gouvernement, ne pouvaient que lui enlever la dernière goutte d’initiative révolutionnaire.

Et, au front, les événements ne faisaient que suivre leur cours. L’organisme de l’année était ébranlé jusqu’aux moelles. Les soldats s’étaient convaincus en fait que la plupart des officiers qui, au début de la révolution, avaient, dans un but de protection personnelle, arboré la cocarde rouge, étaient hostiles au nouveau régime. Au grand quartier général, on choisissait ouvertement des éléments contre-révolutionnaires. Les publications bolcheviques étaient impitoyablement poursuivies.

L’offensive se transforma bientôt en une retraite tragique. La presse bourgeoise se répandit en furieuses calomnies contre l’armée ; et, tandis qu’à la veille de l’offensive, les partis dirigeants nous déclaraient que nous étions une quantité tout à fait négligeable, et que l’armée ne savait

rien et ne voulait rien savoir de nous, maintenant que l'ouverture de l'offensive avait abouti à une fin si tragique, ces mêmes individus et ces mêmes partis cherchaient à rejeter sur nous toute la responsabilité de cet échec.

Les prisons étaient bondées d'ouvriers et de soldats révolutionnaires. Les chats-fourrés des anciens tribunaux du tsarisme étaient chargés d'informer sur les événements des 3, 4 et 5 juillet. Et c'est dans ces conditions que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks avaient invité Lénine, Zinoviev et les autres camarades à se livrer volontairement aux mains de la "justice".

6. APRÈS LES JOURNÉES DE JUILLET

Le moment de désarroi dans les quartiers ouvriers ne dura guère et fit place à une grande effervescence révolutionnaire, non seulement au sein du prolétariat, mais aussi dans la garnison de Petrograd. Les modérés perdirent toute influence ; le flux du bolchevisme commença à sortir des centres urbains pour se propager sur toute l'étendue du pays et, renversant tous les obstacles, il envahit l'armée.

Le nouveau gouvernement de coalition, avec Kerenski à sa tête, entra ouvertement dans la voie des représailles. Le ministère rétablit la peine de mort pour les soldats. Nos journaux furent étouffés et nos agitateurs emprisonnés, mais cela ne fit que renforcer notre influence. Malgré toutes les entraves qui avaient été apportées aux réélections du soviet de Petrograd, l'équilibre des forces s'était à ce point déplacé que, sur quelques questions importantes, nous avions déjà la majorité. Il en était de même au soviet de Moscou.

A cette époque, j'étais déjà, avec beaucoup d'autres camarades, dans la prison de Kresty, détenu "pour agitation et organisation de la révolte à main armée des 3, 4 et 5 juillet, à l'instigation du gouvernement allemand et à l'effet de concourir à la réalisation des buts de guerre des Hohenzollern". Le juge d'instruction du régime tsariste, Alexandrov, qui n'était pas un inconnu et qui avait à son actif de nombreux procès contre les révolution-

naires, reçut le mandat de défendre la république contre les bolcheviks contre-révolutionnaires.

Sous l'ancien régime, on distinguait les détenus politiques et les détenus de droit commun ; cette distinction fit place à une terminologie nouvelle : les criminels de droit commun et les bolcheviks !

La plupart des soldats arrêtés étaient perplexes. Jeunes garçons venus de la campagne et qui, naguère, ignoraient tout de la politique, ils croyaient que la révolution leur avait une fois pour toutes apporté la liberté, et voici que, maintenant, ils se voyaient avec stupeur derrière des portes verrouillées et des fenêtres grillées. Pendant la promenade, ils me demandaient chaque fois avec épouvante ce que tout cela voulait dire et comment ça finirait. Je les consolais en leur déclarant que la victoire finale serait pour nous.

7. LE SOULÈVEMENT DE KORNILOV

C'est à la fin août qu'eut lieu le soulèvement du général Kornilov. Il apparut comme la conséquence immédiate de la mobilisation des forces contre-révolutionnaires, et l'offensive du 18 juin lui donna une impulsion énergique.

A la conférence si vantée tenue à Moscou vers la mi-août, Kerenski chercha à se placer à égale distance des éléments censitaires et des petits-bourgeois démocrates.

Les bolcheviks étaient considérés comme étant hors de la "légalité".

Aux applaudissements frénétiques de la fraction censitaire de la conférence et dans le silence perfide de la petite bourgeoisie démocrate, Kerenski menaça de les traquer par le fer et le feu.

Mais les cris hystériques et les menaces de Kerenski ne suffisaient point aux meneurs de la cause contre-révolutionnaire. Ils ne voyaient que trop la vague révolutionnaire atteindre toutes les parties du pays, aussi bien dans la classe ouvrière que dans les campagnes et à l'armée, et ils estimaient qu'il était indispensable de prendre les mesures les plus rigoureuses pour donner une leçon aux masses.

Le général Kornilov s’était chargé de cette tâche fort risquée, de concert avec la bourgeoisie censitaire qui voyait en lui un héros. Kerenski, Savinkov, Filonenko et autres socialistes-révolutionnaires “dirigeants” et “semi-dirigeants” étaient les machinateurs de ce complot ; mais, arrivés à un certain stade des événements, ils lâchèrent tous Kornilov, car ils comprirent que, s’il était victorieux, il les rejetterait par-dessus bord.

Nous étions en prison pendant qu’avait lieu l’aventure Kornilov et nous en suivîmes le cours par la lecture des journaux. Le droit de recevoir des journaux était la seule différence qu’il y eût entre les prisons de Kerenski et celles de l’ancien régime. L’aventure du général cosaque échoua. Six mois de révolution avaient créé dans la conscience des masses et dans leur organisation une base suffisante pour résister à un choc contre-révolutionnaire se produisant à découvert. Les partis modérés du soviet étaient épouvantés par les conséquences éventuelles du coup de main de Kornilov, qui menaçait de balayer non seulement les bolcheviks, mais encore la révolution tout entière avec tous les partis dominants.

Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks se mirent en devoir de donner aux bolcheviks un caractère de légalité, — mais non sans réticences, et seulement jusqu’à un certain point, par crainte de danger possible pour l’avenir. Les mêmes matelots de Cronstadt, qui après les journées de juillet, étaient vilipendés comme pillards et contre-révolutionnaires, furent, au moment du péril Kornilov, appelés à Petrograd pour défendre la révolution. Ils arrivèrent sans dire mot, sans faire de récriminations, sans songer au passé, et ils occupèrent les postes les plus exposés.

J’avais tout lieu de rappeler à Tseretelli les paroles que je lui avais adressées en mai lorsqu’il prenait les matelots de Cronstadt pour objet de ses excitations : *“Un jour qu’un général contre-révolutionnaire essaiera de passer une corde au cou de la révolution, les Cadets se contenteront de savonner la corde, mais les matelots de Cronstadt, eux, arriveront pour lutter et mourir avec nous.”*

C’est précisément dans la lutte contre le soulèvement de Kornilov que les orga-

nisations soviétiques, au front comme à l’arrière, manifestèrent partout leur vitalité et leur puissance. De bataille véritable, il n’y en a eu presque nulle part. La masse révolutionnaire balaya complètement la poussée du général. De même qu’en juillet les modérés n’avaient pu trouver dans la garnison de Petrograd aucun soldat à lancer contre nous, de même, maintenant, Kornilov ne put rallier sur tout le front un seul soldat contre la révolution. Son action reposait sur le mensonge, mais notre propagande triompha facilement de ses desseins.

La lecture des journaux me faisait espérer que les événements se dérouleraient avec rapidité et aboutiraient à la conquête du pouvoir par les soviets. Il était incontestable que la zone d’influence et les forces des bolcheviks s’étaient développées dans une énorme mesure. Les bolcheviks avaient mis en garde contre la coalition et contre l’offensive du 18 juin ; ils avaient prophétisé l’affaire Kornilov ; les masses populaires pouvaient donc se convaincre par expérience que nous avions raison.

Au moment le plus palpitant du soulèvement Kornilov, lorsque la division du Caucase s’approchait de Petrograd, les ouvriers furent armés par le soviet de cette ville, tandis que le gouvernement assistait dans l’indolence à la marche des événements. Les régiments que l’on avait autrefois déployés contre nous s’étaient, dans l’ardente atmosphère de Petrograd, depuis longtemps régénérés, et ils étaient maintenant tout à fait de notre côté.

La mutinerie de Kornilov devait définitivement ouvrir les yeux à l’armée et lui montrer qu’une politique de conciliation avec la contre-révolution bourgeoise était désormais impossible. On pouvait donc s’attendre à ce que la répression du soulèvement de Kornilov ne soit que le préambule de la prise de possession immédiate du pouvoir par les forces révolutionnaires de notre parti.

Mais les événements se développèrent avec beaucoup plus de lenteur. Malgré toute l’intensité de la fièvre révolutionnaire, les masses, après la cruelle leçon des journées de juillet, étaient devenues plus prudentes ; elles avaient renoncé à toute initiative propre et attendaient direc-

tement un appel et des impulsions venus d'en haut. Mais "en haut", ce qui régnait aussi dans notre parti, c'était une atmosphère d'attente.

Dans ces conditions, la liquidation de l'aventure Kornilov, en dépit du profond déplacement de forces qui s'était opéré en notre faveur, ne pouvait pas aboutir à des transformations politiques immédiates.

8. LA LUTTE AU SEIN DES SOVIETS

C'est à cette époque que la prépondérance de notre parti fut définitivement établie dans le soviet de Petrograd ; prépondérance qui se manifesta dramatiquement lors de la question de la composition du bureau du soviet.

A l'époque où les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks avaient la suprématie dans les soviets, ils s'efforçaient par tous les moyens d'isoler les bolcheviks. Ils ne laissèrent pas entrer au bureau du soviet de Petrograd un seul bolchevik, même quand notre parti constituait déjà au moins un tiers de tout le soviet.

Lorsque le soviet de Petrograd, grâce à une majorité flottante, eut adopté la résolution demandant que toute la puissance gouvernementale soit remise entre les mains des soviets, notre groupe réclama la constitution d'un bureau de coalition établi sur la base de la proportionnalité. L'ancien bureau, qui comprenait notamment Tchekéidzé, Tseretelli, Kerenski, Skobelev et Tchernov, ne voulut alors rien entendre. Il n'est pas inutile de rappeler ce fait, aujourd'hui que les chefs des partis battus par la révolution parlent de la nécessité, pour la démocratie, d'un front unique, et nous accusent d'exclusivisme.

Les deux camps mobilisèrent toutes leurs forces et firent appel à toutes leurs réserves. Tseretelli entra en scène avec un discours-programme où il affirmait que la question de la présidence du soviet était une question politique. Nous comptions avoir pour nous un peu moins de la moitié des voix, et nous étions enclins à voir là un progrès. Or, en fait, nous eûmes, au moment du vote, une majorité de plus de cent voix.

"Pendant six mois, s'écria Tseretelli, nous avons été à la tête du soviet de Petrograd, et nous l'avons conduit de victoire en victoire ; nous vous souhaitons de rester au moins la moitié de tout ce temps-là au poste que vous allez maintenant occuper." Le même revirement se produisit au soviet de Moscou.

En province, les soviets passèrent l'un après l'autre dans le camp des bolcheviks. L'époque fixée pour la réunion du deuxième congrès des soviets de toutes les Russies approchait de plus en plus. Mais la fraction dirigeante du comité central exécutif mettait tout en œuvre pour ajourner le congrès à une date indéterminée, afin, par ce moyen-là, de l'évincer complètement. Il était clair qu'un nouveau congrès des soviets donnerait la majorité à notre parti, modifierait en conséquence la composition du comité exécutif et enlèverait aux modérés leurs positions les plus importantes. La question de la réunion du congrès de toutes les Russies devint ainsi pour nous une question de tout premier plan.

En revanche, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires défendaient énergiquement l'idée du "congrès démocratique". Ils se servirent de cette entreprise aussi bien contre nous que contre Kerenski.

Le chef du ministère occupait à cette époque une position tout à fait indépendante et irresponsable. Il était arrivé au pouvoir, avec l'aide du soviet de Petrograd, dans la première période de la révolution. Il était parvenu au ministère sans l'approbation préalable des soviets, mais son accession au pouvoir fut ratifiée ultérieurement. Après la première conférence des soviets, les ministres socialistes seuls étaient responsables devant le comité central exécutif. Leurs alliés, les Cadets, n'avaient, eux, de responsabilité qu'envers leur parti.

Pour faire plaisir à la bourgeoisie, le comité central exécutif avait, après les journées de juillet, déclaré les ministres socialistes non responsables devant les soviets, sous le prétexte de rétablissement d'une dictature révolutionnaire. Il n'est pas tout à fait inutile de rappeler aussi ce fait, maintenant que les mêmes personnes qui ont institué la dictature d'une fraction

politique se répandent en accusations et en malédictions contre la dictature d’une classe sociale.

La conférence de Moscou, dans laquelle les éléments démocratiques et les éléments censitaires, adroitement répartis, se faisaient mutuellement équilibre, s’était donné pour tâche d’affermir l’autorité de Kerenski sur les classes et les partis. Ce but ne fut atteint qu’en apparence. En réalité, la conférence de Moscou avait dévoilé la complète impuissance de Kerenski, car il était presque aussi étranger aux éléments censitaires qu’à la petite bourgeoisie démocrate. Mais, comme les libéraux et les conservateurs applaudissaient à ses sorties contre la démocratie et que les modérés lui faisaient des ovations quand — discrètement — il critiquait les contre-révolutionnaires, il s’imagina qu’il était soutenu par les uns comme par les autres et qu’il disposait d’un pouvoir illimité.

Il menaça du fer et du feu les ouvriers et les soldats révolutionnaires. Sa politique de machinations dans la coulisse et d’accords secrets avec Kornilov alla encore plus loin et, finalement, ces tractations le compromirent aux yeux mêmes des modérés : Tseretelli, dans le style évanescent diplomatique caractérisant si bien sa manière, commença à parler de facteurs “personnels” intervenant dans la politique et de la nécessité qu’il y avait à réduire ces facteurs personnels.

Ce devait être là la tâche de la conférence démocratique, qui devait être composée, d’après des principes tout à fait arbitraires, de représentants des soviets, des conseils diplomatiques, des zemstvos (1), des corps de métiers et des syndicats ouvriers. Mais la tâche principale était d’assurer à la conférence une composition suffisamment conservatrice, de faire rentrer une fois pour toutes les soviets dans la masse amorphe de la démocratie et de se prémunir ainsi, grâce à cette base nouvelle d’organisation, contre la vague bolchevique.

Caractérisons ici en peu de mots la différence existant entre le rôle politique des soviets et celui des organes de l’administration démocratique autonome. Les philistins nous firent plusieurs fois remarquer que les nouveaux conseils municipaux et les zemstvos, élus au suffrage universel,

étaient infiniment plus démocratiques que les soviets et pouvaient être regardés avec plus de raison que ceux-ci comme les véritables représentants de la population.

Mais ce critère démocratique purement formel est, aux époques révolutionnaires, dénué de toute valeur réelle. Ce qui caractérise toute révolution, c’est que la conscience des masses évolue très vite : des couches sociales toujours nouvelles acquièrent de l’expérience, passent au crible leurs opinions de la veille, les rejettent pour en adopter d’autres, écartent les vieux chefs et en prennent de nouveaux, vont de l’avant, et ainsi de suite.

Les organisations démocratiques, qui reposent sur le lourd appareil du suffrage universel, doivent forcément, aux époques révolutionnaires, retarder sur l’évolution progressive de la conscience politique des masses. Il en va tout différemment des soviets. Ils s’appuient directement sur des groupements organiques, comme l’usine, l’atelier, la commune, le régiment, etc.

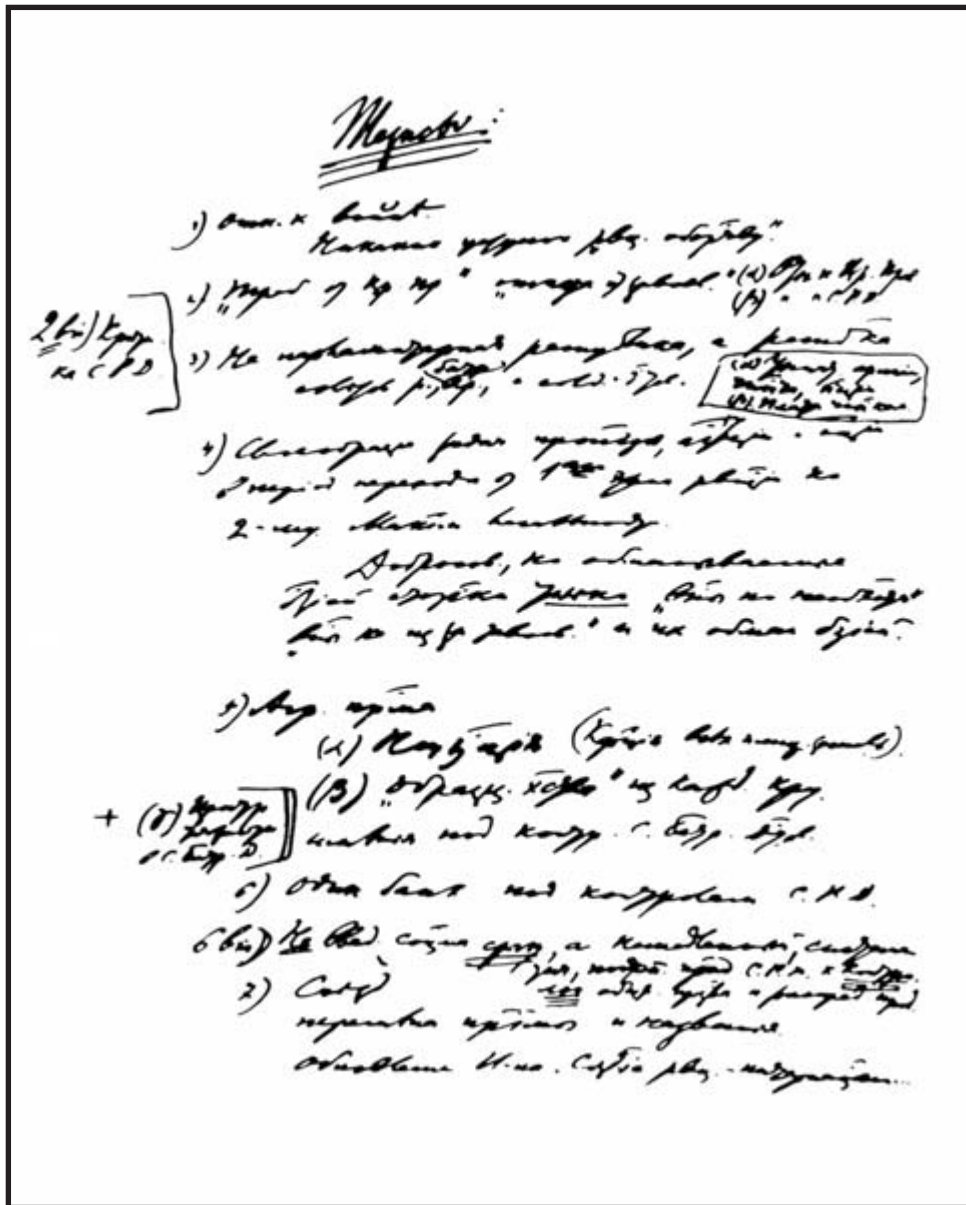
Ici, naturellement, il n’y a plus ces garanties juridiques de la validité de l’élection que nous trouvons dans le recrutement des institutions démocratiques que sont le conseil municipal ou le zemstvo. Mais, en revanche, nous avons ici des garanties infiniment plus sérieuses et plus profondes de l’union immédiate et directe existant entre le député et ses électeurs. Le délégué du conseil municipal ou du zemstvo s’appuie sur la masse inorganique des électeurs qui, pour un an, lui donne pleins pouvoirs et puis se désagrège. Les électeurs du soviet, au contraire, restent pour toujours unis entre eux par les conditions mêmes de leur travail et de leur existence, et ils ont toujours l’œil sur leur délégué ; à chaque instant, ils peuvent l’admonester, lui demander des comptes, le révoquer ou le remplacer par un autre.

Si, dans les mois qui ont précédé la révolution d’Octobre, l’évolution politique générale aboutit à l’effacement de l’influence des partis modérés devant celle des bolcheviks, il en résulte manifestement que ce processus dut se refléter le plus nettement et plus complètement au sein des soviets, tandis que les conseils municipaux et les zemstvos, avec tout leur

(1) Communautés paysannes.

démocratie de pure forme, exprimaient plutôt la mentalité des masses populaires d'hier que celle des masses d'aujourd'hui. Cela nous explique notamment que ce furent précisément les partis qui sentirent se dérober le plus sous leurs pieds le sol de la classe révolutionnaire qui mani-

festèrent une inclination d'autant plus forte pour les conseils municipaux et les zemstvos. Nous nous trouverons encore en présence de cette question — mais, cette fois, considérablement élargie — lorsque nous aurons à parler de l'Assemblée constituante.



Fac-similé du manuscrit des "Thèses d'avril".

Conférence de Léon Trotsky sur la révolution d'Octobre (Copenhague, novembre 1932) devant l'Association des étudiants pour le quinzième anniversaire d'octobre 1917

Chers auditeurs, permettez-moi, en commençant, d'exprimer le regret sincère de ne pas avoir la possibilité de parler en langue danoise devant un auditoire de Copenhague. Ne nous demandons pas si les auditeurs ont quelque chose à y perdre. En ce qui concerne le conférencier, l'ignorance de la langue danoise lui dérobe toutefois la possibilité de suivre la vie et la littérature scandinaves directement, de première main et dans l'original. Et cela est pour lui une grande perte !

La langue allemande, à laquelle je suis contraint de recourir ici, est puissante et riche. Mais ma langue allemande est assez limitée. Du reste, lorsqu'il s'agit de problèmes complexes, on ne peut s'expliquer avec la liberté nécessaire que dans sa propre langue. Je dois, par conséquent, demander par avance l'indulgence de l'auditoire.

La première fois que je suis venu à Copenhague, c'était pour le congrès socialiste international, et j'ai gardé le meilleur

souvenir de votre ville. Mais il y a de cela plus d'un quart de siècle. Beaucoup d'eau a coulé depuis lors dans les fjords et le Oresund. Et pas seulement de l'eau. La guerre a brisé la colonne vertébrale du vieux continent européen. Les fleuves et les mers de l'Europe ont vu s'épancher des flots de sang. L'humanité, et particulièrement l'Europe, a connu de sévères épreuves, elle est devenue plus sombre et plus rude. Toutes les formes de conflits sont devenues plus âpres. Le monde est entré dans la période du grand changement, dont les formes extrêmes sont la guerre et la révolution.

Avant d'en venir au thème de ma conférence, la révolution russe, je considère qu'il est de mon devoir de remercier les organisateurs de cette réunion, l'association des étudiants sociaux-démocrates de Copenhague. C'est en tant qu'adversaire politique que j'exprime ces remerciements. L'objet de ma conférence est, il est vrai, historique-scientifique et non pas politique. Je veux le souligner dès le début. Mais il est impossible de parler de la révolution dont est

sortie la République des soviets sans prendre une position politique. Comme conférencier, je me situe sous le même drapeau que celui sous lequel j'ai participé aux événements révolutionnaires.

Jusqu'à la guerre, le Parti bolchevique appartenait à l'Internationale socialiste. Le 4 août 1914, le vote des crédits de guerre par la social-démocratie allemande rompit ce lien une fois pour toutes et ouvrit une période de lutte intransigeante, sans relâche, du bolchevisme contre la social-démocratie. Cela signifie-t-il que les organisateurs de cette réunion ont fait une erreur en m'invitant à faire cette conférence ? De cela, l'auditoire ne pourra juger que lorsque j'aurai terminé. Pour justifier mon acceptation de cette aimable invitation à faire un exposé sur la révolution russe, qu'il me soit permis de souligner que, pendant les trente-cinq années de ma vie politique, le thème de la révolution russe a constitué l'axe théorique et pratique de ma pensée et de mon action. J'ai consacré l'essentiel des quatre années que j'ai passées en Turquie à l'élaboration historique des problèmes de la révolution russe. Peut-être ce fait me donne-t-il un certain droit à espérer que je réussirai, en partie du moins, à aider, non seulement mes amis et mes sympathisants, mais également mes adversaires, à mieux comprendre de nombreux traits de la révolution qui ont jusqu'ici échappé à leur attention. Quoi qu'il en soit, le but de ma conférence est : aider à comprendre. Je n'ai pas l'intention de faire de la propagande pour la révolution ni d'appeler à rejoindre la révolution. Mon intention est d'expliquer la révolution. Commençons par quelques principes élémentaires de sociologie, qui vous sont sans aucun doute familiers à tous, mais au sujet desquels il nous faut rafraîchir notre mémoire lorsque nous considérons un phénomène aussi complexe que la révolution.

La société humaine consiste en une collaboration entre les hommes, élaborée par l'histoire dans la lutte pour l'existence et la garantie du maintien de l'espèce. Le caractère d'une société est déterminé par le caractère de son économie. Le caractère de son économie est déterminé par ses moyens de travail productif.

A chaque grande époque du développement des forces productives correspond un régime social déterminé. Chaque régime

social a, jusqu'à présent, assuré d'énormes avantages à la classe dominante.

Il est donc clair que les régimes sociaux ne sont pas éternels. Ils apparaissent historiquement, et sont ensuite balayés par de nouveaux progrès. *"Tout ce qui naît est digne de mourir."*

Mais aucune classe dominante n'a jamais abdiqué volontairement et pacifiquement. Dans des questions de vie ou de mort, les arguments fondés sur la raison n'ont jamais remplacé l'argument de la force. Cela est peut-être triste, mais c'est ainsi. Ce n'est pas nous qui avons fait ce monde. Nous ne pouvons rien faire d'autre que de le prendre comme il est.

LA SIGNIFICATION DE LA RÉVOLUTION

La révolution signifie un changement de l'ordre social. Elle transfère le pouvoir des mains d'une classe qui a épuisé ses possibilités dans celles d'une autre classe, d'une classe ascendante. L'insurrection constitue le moment le plus critique et le plus aigu dans la lutte des deux classes pour le pouvoir. Elle ne peut aboutir à la victoire réelle de la révolution et à l'instauration d'un nouvel ordre que si elle se fonde sur une classe progressiste, capable de rallier autour d'elle l'écrasante majorité du peuple.

A la différence des processus naturels, une révolution est faite par des hommes et au moyen des hommes. Mais dans la révolution elle aussi, les hommes agissent sous l'influence de conditions sociales qui ne sont pas librement choisies par eux, mais héritées du passé, et qui leur indiquent impérativement la route à suivre. Pour cette raison, et cette raison seule, la révolution suit certaines lois.

Mais la conscience humaine n'est pas le reflet passif de ces conditions objectives. Elle est habituée à y réagir activement. A certains moments, cette réaction prend un caractère de masse, un caractère tendu, passionné. Les barrières du droit et du pouvoir sont renversées. L'intervention active des masses dans les événements historiques est, en fait, l'élément le plus indispensable d'une révolution.

Mais même l'activité la plus tempétueuse peut rester au stade d'une manifestation, d'une rébellion, sans s'élever à la hauteur d'une révolution. Le soulèvement des masses doit aboutir au renversement de la domination d'une classe et à l'instauration de la domination d'une autre. C'est alors, seulement, que nous avons affaire à une révolution achevée. Un soulèvement des masses n'est pas une entreprise isolée, qui peut être déclenché à volonté. Il représente un élément objectivement conditionné dans le développement d'une révolution, tout comme une révolution représente un processus objectivement conditionné dans le développement de la société. Mais si les conditions nécessaires au soulèvement existent, on ne doit pas se contenter d'attendre passivement, bouche bée ; comme le dit Shakespeare : "*There is a tide in the affairs of men which, taken at the flood, leads on to fortune*" ("Il est une marée dans les affaires des hommes, qui, si on la prend à temps, mène à la fortune").

Afin de balayer l'ordre social périmé, la classe progressiste doit comprendre que son heure a sonné et se fixer la tâche de conquérir le pouvoir. Ici s'ouvre le chapitre de l'action révolutionnaire consciente, où la prévision et le calcul s'unissent à la volonté et au courage. En d'autres termes : ici s'ouvre le champ d'action du parti.

LE "COUP D'ÉTAT"

Le parti révolutionnaire réunit en son sein l'élite de la classe progressiste. Sans un parti capable de s'orienter dans la situation, d'apprécier la marche et le rythme des événements et de conquérir à temps la confiance des masses, la victoire de la révolution prolétarienne est impossible. Telle est la relation réciproque entre les facteurs objectifs et subjectifs de la révolution et de l'insurrection.

Dans les querelles, en particulier les querelles théologiques, il est d'usage, vous le savez, que les adversaires discréditent la vérité scientifique en la poussant à l'absurde. Cette méthode porte un nom en logique, *reductio ad absurdum*. Nous allons essayer d'utiliser la méthode inverse : c'est-à-dire que nous allons prendre comme point de départ une absurdité, afin de nous rappro-

cher de la vérité avec toute la sécurité possible. De toute manière, nous ne pouvons nous plaindre de manquer d'absurdités. Prenons-en une des plus récentes et des plus grossières.

L'écrivain italien Malaparte, qui est quelque chose comme un théoricien fasciste — il en existe aussi —, a, il y a peu, publié un livre sur la technique du coup d'Etat ; naturellement, l'auteur consacre un nombre de pages considérable de son "enquête" à l'insurrection d'Octobre.

A la différence de la "stratégie" de Lénine, qui restait toujours liée aux conditions sociales et politiques de la Russie de 1917, la "tactique" de Trotsky, selon les termes de Malaparte, "*n'est, au contraire, nullement limitée par la situation générale du pays*". Tel est le thème essentiel de ce livre ! Malaparte contraint Lénine et Trotsky, dans les pages de son ouvrage, à entretenir de nombreux dialogues dans lesquels les interlocuteurs font montre d'autant de profondeur d'esprit que la nature en a mis à la disposition de notre auteur. En réponse aux considérations de Lénine sur les prémisses sociales et politiques de l'insurrection, Malaparte fait dire littéralement à son pseudo-Trotsky : "*Votre stratégie exige beaucoup trop de conditions favorables, l'insurrection n'a besoin de rien, elle se suffit à elle-même.*" Vous entendez ? "L'insurrection n'a besoin de rien" ! Voilà l'absurdité qui va nous aider à nous rapprocher de la vérité. L'auteur répète avec insistance qu'en Octobre, ce n'est pas la stratégie de Lénine, mais bien la tactique de Trotsky qui a triomphé. Cette tactique, selon ses propres termes, menace encore maintenant la paix des Etats européens. "*La stratégie de Lénine — je le cite mot pour mot — ne constitue aucunement un danger immédiat pour les gouvernements de l'Europe. La tactique de Trotsky constitue pour eux un danger réel, et par conséquent permanent.*" De façon encore plus concrète : "*Mettez Poincaré à la place de Kerenski, et le coup d'Etat bolchevique d'octobre 1917 aurait tout aussi bien réussi.*" Il est difficile de croire qu'un tel livre a été traduit en plusieurs langues et pris au sérieux.

Nous chercherions en vain à découvrir ce qui fait la nécessité en général de la stratégie historiquement conditionnée de Lénine, si la "tactique de Trotsky" peut remplir la même tâche dans toutes les situations.

Et pourquoi les révolutions victorieuses sont-elles si rares, si quelques recettes techniques suffisent à leur succès ?

Le dialogue entre Lénine et Trotsky que met en scène l'auteur fasciste est, dans son contenu comme dans sa forme, invention inepte du début à la fin. De telles inventions circulent beaucoup de par le monde. Par exemple, à Madrid, on a imprimé, sous mon nom, un livre intitulé *La Vie de Lénine*, dans lequel j'ai aussi peu de responsabilité que dans les recettes techniques de Malaparte. Un hebdomadaire madrilène, *Estampa*, a présenté, en bonnes feuilles, des chapitres entiers de ce prétendu livre de Trotsky sur Lénine, qui contiennent d'abominables outrages à la mémoire de l'homme que j'estimais et que j'estime toujours plus haut que quiconque parmi mes contemporains.

Mais laissons donc les faussaires à leur sort. Le vieux Wilhelm Liebknecht, le père de l'inoubliable combattant et héros Karl Liebknecht, aimait à répéter : "*L'homme politique révolutionnaire doit avoir la peau épaisse.*"

De manière encore plus expressive, le docteur Stockmann recommandait à celui qui se propose d'agir à contre-courant de l'opinion de la société d'éviter de mettre des pantalons neufs. Nous prendrons bonne note de ces deux bons conseils et nous continuerons.

LES CAUSES D'OCTOBRE

Quelles questions la révolution d'Octobre suscite-t-elle dans l'esprit d'un homme qui réfléchit ?

1. Pourquoi et comment la révolution a-t-elle eu lieu ? Plus concrètement, pourquoi la révolution prolétarienne a-t-elle triomphé dans l'un des pays les plus arriérés d'Europe ?

2. Qu'est-il résulté de la révolution d'Octobre ?

Et enfin :

3. A-t-elle résisté à l'épreuve ?

A la première question, concernant les causes, on peut maintenant répondre de façon plus ou moins concrète. J'ai tenté de le faire de manière approfondie dans mon

Histoire de la révolution russe. Je ne peux, ici, formuler que les conclusions les plus importantes.

Le fait que le prolétariat soit arrivé au pouvoir pour la première fois dans un pays aussi arriéré que la Russie tsariste ne semble mystérieux qu'à première vue : en réalité, c'est en accord complet avec les lois de l'histoire. On pouvait le prévoir et on l'a prévu. Qui plus est : sur la base de cette prévision, les marxistes révolutionnaires ont élaboré leur stratégie longtemps avant les événements décisifs.

La première explication et la plus générale est la suivante : la Russie est un pays arriéré, mais elle n'est qu'une partie de l'économie mondiale, qu'un élément du système capitaliste mondial. En ce sens, Lénine a résolu l'énigme de la révolution russe avec cette formule lapidaire : "*La chaîne s'est rompue en son maillon le plus faible.*"

C'est là une image crue : la Grande Guerre, produit des contradictions de l'impérialisme mondial, a entraîné dans son tourbillon des pays qui se trouvaient à des stades de développement différents, mais a exigé les mêmes efforts de tous ceux qui y participaient. Il est clair que les charges de la guerre devaient être particulièrement insupportables pour les pays les plus arriérés. La Russie fut contrainte la première à abandonner le champ de bataille. Mais, pour s'arracher à la guerre, il a fallu au peuple russe renverser les classes dominantes. De cette façon, la chaîne de la guerre s'est rompue en son maillon le plus faible.

Cependant, la guerre n'est pas une catastrophe venant de l'extérieur, comme un tremblement de terre, mais, pour parler comme le vieux Clausewitz, c'est la continuation de la politique par d'autres moyens. Pendant la dernière guerre, les tendances principales que manifestait le système impérialiste en temps de "paix" n'ont fait que s'extérioriser plus brutalement. Plus les forces productives globales étaient élevées, plus la compétition sur le marché mondial était intense, plus les antagonismes s'exacerbaient, plus la course aux armements perdait toute mesure, et plus la situation devenait difficile pour les participants les plus faibles. C'est précisément pour cela que les pays arriérés ont été les premiers à s'effondrer. La chaîne du capitalisme mon-

dial a toujours tendance à se rompre à son maillon le plus faible.

Si, par suite de circonstances exceptionnelles ou exceptionnellement défavorables (par exemple, disons, une intervention militaire extérieure victorieuse ou des fautes irréparables du gouvernement soviétique lui-même), le capitalisme était rétabli sur l'immense territoire soviétique, son inadéquation historique serait aussi inévitablement rétablie et ce capitalisme deviendrait rapidement à son tour victime des mêmes contradictions qui causèrent son explosion en 1917. Aucune recette tactique n'aurait pu donner vie à la révolution d'Octobre si la Russie ne l'avait portée en elle. Le parti révolutionnaire, en dernière analyse, ne peut prétendre qu'au rôle d'un accoucheur qui est contraint de recourir à une césarienne.

On pourrait répondre à ce qui précède :

“Vos considérations générales peuvent expliquer de façon adéquate pourquoi la vieille Russie, ce pays où le capitalisme arriéré et une paysannerie misérable étaient couronnés par une noblesse parasitaire et une monarchie en décomposition, devait faire naufrage. Mais dans l'image de la chaîne et du maillon le plus faible, il manque encore la clé de la véritable énigme. Comment une révolution socialiste a-t-elle pu réussir dans un pays arriéré ? L'histoire connaît nombre d'exemples de décadences de pays et de civilisations, accompagnées de l'effondrement des anciennes classes, auxquelles aucun successeur progressiste n'avait pu être trouvé. L'écroulement de la vieille Russie aurait dû, à première vue, faire du pays une colonie capitaliste plutôt qu'un Etat socialiste.”

Cette objection est très intéressante. Elle nous mène directement au cœur de tout le problème. Et cependant, elle est erronée ; je pourrais dire qu'elle manque de symétrie interne. D'un côté, elle procède d'une conception exagérée de l'arriération de la Russie, de l'autre, d'une conception théorique fautive de l'arriération historique en général.

Les êtres vivants, y compris l'homme, bien sûr, passent, suivant leur âge, par des stades similaires de développement. Chez un enfant de cinq ans normal, on trouve une certaine correspondance entre le poids, la taille et les organes internes. Mais il en est

tout à fait autrement de la conscience humaine. Au contraire de l'anatomie et de la physiologie, la psychologie, aussi bien individuelle que collective, se distingue par une capacité d'assimilation, une souplesse et une élasticité exceptionnelles : c'est en cela que consiste l'avantage aristocratique de l'homme sur ses plus proches parents zoologiques, les singes. La conscience, susceptible d'assimiler, souple, confère à ce qu'on appelle les “organismes” sociaux, à la différence des organismes réels, c'est-à-dire biologiques, une extraordinaire variabilité de la structure interne : c'est là une condition nécessaire du progrès historique. Dans le développement des nations et des Etats, des nations et des Etats capitalistes en particulier, il n'y a ni similitude ni uniformité. Différents stades de civilisation, même polairement opposés, se rapprochent et se combinent dans la vie d'un seul et même pays.

N'oublions pas que l'arriération historique est une notion relative. S'il y a des pays arriérés et des pays avancés, il y a aussi action réciproque des uns sur les autres : il y a la pression des pays avancés sur les pays arriérés ; il y a la nécessité, pour les pays arriérés, de rattraper les pays avancés, de leur emprunter leur technologie et leur science, etc. Ainsi apparaît un type combiné de développement : des traits d'arriération se combinent avec le dernier mot de la technique et de la pensée mondiales. Finalement, les pays historiquement arriérés, afin d'échapper à leur arriération, sont souvent obligés de dépasser rapidement les autres.

La souplesse de la conscience collective rend possible, sous certaines conditions, de réaliser dans le domaine social ce qui s'appelle, en psychologie individuelle, “surmonter la conscience de son infériorité”. En ce sens, on peut dire que la révolution d'Octobre a été le moyen héroïque par lequel les peuples de Russie sont parvenus à surmonter leur propre infériorité économique et culturelle.

Mais passons sur ces généralisations historico-philosophiques, peut-être un peu trop abstraites, et posons la même question sous une forme plus concrète, c'est-à-dire au travers de faits économiques vivants. L'arriération de la Russie, au début du XX^e siècle, se manifestait de la façon la plus claire dans le fait que l'industrie y occupait une

place réduite par rapport à l'agriculture, la ville par rapport au village, le prolétariat par rapport à la paysannerie. Dans l'ensemble, cela signifiait une faible productivité du travail national. Il suffit de dire qu'à la veille de la guerre, alors que la Russie tsariste avait atteint le sommet de sa prospérité, son revenu national était huit à dix fois plus bas que celui des Etats-Unis.

Cela exprime, numériquement, "l'ampleur" de son arriération, si toutefois le terme d'"ampleur" peut être appliqué en ce qui concerne l'arriération.

En même temps, cependant, la loi du développement combiné s'exprimait à chaque pas dans le domaine économique, dans des phénomènes simples ou complexes. Presque dépourvue de grandes routes, la Russie se vit obligée de construire des voies ferrées. Sans avoir traversé le stade de l'artisanat européen et de la manufacture, elle passa directement à la production mécanisée. Sauter par-dessus les étapes intermédiaires, telle est la voie des pays arriérés.

Tandis que l'agriculture en restait souvent au niveau du XVII^e siècle, l'industrie russe, sinon par la taille, du moins par son type, atteignait le niveau des pays avancés, et, dans certains domaines, les dépassait. Il suffit de mentionner que les entreprises géantes, de plus de mille ouvriers, employaient, aux Etats-Unis, moins de 18 % du total des ouvriers industriels, alors que, en Russie, c'était plus de 41 %. Ce fait ne se concilie pas facilement avec la conception conventionnelle de l'arriération économique de la Russie. D'un autre côté, il ne réfute pas le fait de l'arriération, il en est le complément dialectique.

Le même caractère contradictoire se retrouvait dans la structure de classe du pays. Le capital financier européen industrialisa l'économie russe à un rythme accéléré. De ce fait, la bourgeoisie industrielle acquit les traits du grand capitalisme, antipopulaire. De plus, les actionnaires étrangers vivaient hors du pays. Les travailleurs, d'un autre côté, étaient naturellement russes. Face à une bourgeoisie russe, numériquement faible, qui n'avait pas de racines nationales, se dressait un prolétariat relativement fort, plongeant de profondes racines dans le peuple.

Ce prolétariat prit un caractère d'autant plus révolutionnaire que la Russie, précisément parce que pays arriéré, pressée de rejoindre ses adversaires, n'avait pas été capable d'élaborer son propre conservatisme social ou politique. On considère, avec raison, que le pays le plus conservateur d'Europe, et peut-être du monde entier, est le plus ancien pays capitaliste : l'Angleterre. Le pays d'Europe le plus émancipé du conservatisme devait être, selon toute probabilité, la Russie.

Mais le prolétariat russe, jeune, neuf, résolu, ne constituait encore qu'une infime minorité de la nation. Les réserves de la puissance révolutionnaire du prolétariat se trouvaient en dehors même de ses rangs, dans la paysannerie, vivant dans un demi-servage, et dans les nationalités opprimées.

LA PAYSANNERIE

Le soubassement de la révolution d'Octobre, ce fut la question agraire. Le vieux système féodo-monarchique devenait doublement insupportable dans les conditions de la nouvelle exploitation capitaliste. Les terres des communautés paysannes occupaient environ 140 millions de déciatines. Mais 30 000 grands propriétaires, maîtres, en moyenne, chacun de plus de 2 000 déciatines, possédaient ensemble 70 millions de déciatines, soit autant que 10 millions de familles paysannes. Ces statistiques constituaient un programme tout fait pour une révolte paysanne.

Un noble, Bokorkine, écrivait en 1917 au président de la dernière Douma, Rodzianko : *"Je suis un propriétaire foncier, et je n'arrive pas à me mettre dans la tête que je dois perdre ma terre, et cela dans ce but incroyable : expérimenter la doctrine socialiste."* Mais les révolutions ont précisément pour tâche d'accomplir ce que les classes possédantes ne peuvent faire entrer dans leur tête. A l'automne de 1917, presque tout le pays était le théâtre de révoltes paysannes. Sur 624 districts de la vieille Russie, 482, c'est-à-dire 77 %, étaient touchés par le mouvement. Le reflet des villages en flammes éclairait la scène des insurrections dans les villes.

Mais, pourriez-vous dire, la guerre paysanne contre les propriétaires fonciers est l'un des éléments classiques de la révolution bourgeoise, et pas du tout de la révolution prolétarienne !

Je réponds : c'est parfaitement juste, il en fut ainsi dans le passé. Mais l'incapacité de la société capitaliste à survivre dans un pays historiquement arriéré s'exprima précisément en ceci que l'insurrection paysanne ne fit pas avancer les classes bourgeoises russes, mais, au contraire, les rejeta définitivement dans le camp de la réaction. Si la paysannerie ne voulait pas être complètement ruinée, il ne lui restait d'autre solution que de rallier le prolétariat industriel. Cette jonction révolutionnaire des deux classes opprimées fut prévue par le génie de Lénine et préparée par lui de longue date.

Si la question agraire avait été résolue courageusement par la bourgeoisie, alors, assurément, le prolétariat russe n'aurait pas pu arriver au pouvoir en 1917. Mais, cupide et lâche, entrée en scène trop tard, prématurément frappée de sénilité, la bourgeoisie russe n'osa pas lever la main contre la propriété féodale. Par là même, elle remit entre les mains du prolétariat le pouvoir, et, en même temps, le droit de disposer du sort de la société bourgeoise.

Pour que l'Etat soviétique pût venir au monde, la collaboration de deux facteurs de nature historique différente était, par conséquent, nécessaire : la guerre paysanne, c'est-à-dire un mouvement caractéristique de l'aurore du développement bourgeois, et l'insurrection prolétarienne, c'est-à-dire le soulèvement qui annonce le déclin du mouvement bourgeois. C'est en cela que réside le caractère combiné de la révolution russe.

Dès qu'on laisse l'Ours — le paysan — se dresser sur ses pattes de derrière, il devient terrible dans sa colère. Mais il est incapable de donner une expression consciente à son indignation. Il a besoin d'un dirigeant. Pour la première fois dans l'histoire du monde, les paysans insurgés ont trouvé un dirigeant loyal en la personne du prolétariat.

Quatre millions d'ouvriers de l'industrie et des transports, dirigeant cent millions de paysans.

Telle fut la relation réciproque, naturelle et inévitable, entre la paysannerie et le prolétariat dans la révolution.

LA QUESTION NATIONALE

La seconde réserve du prolétariat était constituée par les nationalités opprimées, au sein desquelles, en outre, les paysans prédominaient. Le caractère extensif du développement de l'Etat, qui s'étendait comme une tache de graisse du centre, Moscou, à la périphérie, était étroitement lié à l'arriération historique du pays. A l'Est, il tenait sous son joug les peuples encore plus arriérés, s'appuyant sur eux pour mieux étouffer les nationalités plus avancées de l'Ouest. Aux 70 millions de Grands-Russes qui constituaient la masse principale de la population, s'ajoutèrent graduellement quelque 90 millions d'"allogènes".

Ainsi se développa l'empire, dans la composition duquel la nationalité dominante ne constituait que 43 % de la population, tandis que les 57 % restants étaient constitués de nationalités se trouvant à des degrés divers de civilisation et de perte de leurs droits. La pression nationale était incomparablement plus brutale en Russie que dans les Etats voisins, non seulement ceux qui se trouvaient au-delà de la frontière occidentale, mais aussi ceux qui se trouvaient au-delà de la frontière orientale. Cela conférait au problème national une énorme puissance explosive.

La bourgeoisie libérale russe ne voulait, ni dans la question nationale ni dans la question agraire, aller au-delà de certaines améliorations du régime d'oppression et de violence. Les gouvernements "démocratiques" de Milioukov et de Kerenski, qui reflétaient les intérêts de la bourgeoisie et de la bureaucratie grand-russe, se hâtèrent effectivement, au cours de leurs huit mois d'existence, de le faire comprendre aux nationalités mécontentes : *"Vous n'obtiendrez que ce que vous arracherez par la force."*

Lénine avait très tôt pris en considération l'inéluctabilité du développement du mouvement national centrifuge. Le Parti bolchevique lutta obstinément, des années durant, pour le droit d'autodétermination des nations, c'est-à-dire pour le droit à la sécession complète. Ce n'est que par cette position courageuse sur la question nationale que le prolétariat russe put gagner peu à peu la confiance des peuples opprimés. Le

mouvement d'indépendance nationale, de même que le mouvement agraire, se tournèrent nécessairement contre la démocratie officielle, renforcèrent le prolétariat et alimentèrent le courant de la révolution d'Octobre.

LA RÉVOLUTION PERMANENTE

De cette façon se déchire le voile du mystère qui enveloppe l'énigme du soulèvement prolétarien dans un pays arriéré.

Longtemps avant les événements, les marxistes révolutionnaires avaient prévu la marche de la révolution et le rôle historique du jeune prolétariat russe.

Qu'il me soit permis de citer ici un livre de moi datant de 1905 :

“Dans un pays économiquement arriéré, le prolétariat peut arriver au pouvoir plus tôt que dans un pays capitaliste avancé...”

La révolution russe crée les conditions dans lesquelles le pouvoir peut, et, dans le cas d'une révolution victorieuse, doit être transmis au prolétariat avant même que la politique du libéralisme bourgeois n'ait la possibilité de déployer pleinement son génie.

Le sort des intérêts révolutionnaires les plus élémentaires de la paysannerie (...) est lié au sort de la révolution dans sa totalité, c'est-à-dire au sort du prolétariat. Une fois au pouvoir, le prolétariat apparaîtra à la paysannerie comme la classe émancipatrice.

Le prolétariat entre au gouvernement comme le représentant révolutionnaire de la nation, comme le dirigeant reconnu du peuple dans le combat contre l'absolutisme et la barbarie du servage.

Le régime prolétarien devra, dès le début, se prononcer pour la solution de la question agraire, à laquelle est liée la question du destin des masses immenses de la population de Russie.”

Je me suis permis de citer ces passages pour prouver que la théorie de la révolution d'Octobre que je présente aujourd'hui n'est pas une improvisation occasionnelle et n'a pas été construite après coup, sous la pression des événements. Non, sous la forme d'un pronostic politique, elle a précédé de loin l'insurrection d'Octobre.

Vous serez d'accord qu'une théorie n'a, en général, de valeur que pour autant qu'elle aide à prévoir le cours du développement, et à l'infléchir à dessein. D'une façon générale, c'est en cela que réside l'incalculable importance du marxisme, comme arme d'orientation politique et sociale. Je suis désolé que le cadre étroit de cette conférence ne me permette matériellement pas d'allonger la citation précédente. Je me contenterai donc de résumer brièvement la totalité de cet ouvrage, qui date de 1905.

Si l'on considère ses tâches immédiates, la révolution russe est une révolution bourgeoise. Mais la bourgeoisie russe est antirévolutionnaire. La victoire de la révolution n'est donc possible que comme victoire du prolétariat. Or le prolétariat victorieux ne s'arrêtera pas au programme de la démocratie bourgeoise. Il continuera jusqu'au programme du socialisme. La révolution russe deviendra la première étape de la révolution mondiale.

Telle était la théorie de la révolution permanente, que j'ai formulée en 1905 et qui a, depuis, été soumise à la critique la plus sévère sous le nom de “trotskysme”.

Plus précisément, ce n'est là qu'une partie de cette théorie. L'autre partie, qui est aujourd'hui particulièrement d'actualité, affirme ce qui suit :

« Les forces productives actuelles ont depuis longtemps dépassé leurs limites nationales. Une société socialiste est irréalisable à l'intérieur des frontières nationales. Aussi significatifs que puissent être les succès économiques d'un Etat ouvrier isolé, le programme du “socialisme dans un seul pays” est une utopie petite-bourgeoise. Seule une fédération européenne, puis mondiale, de républiques socialistes peut offrir son véritable terrain à une société socialiste harmonieuse. »

Aujourd'hui, après l'épreuve des événements, je vois moins de raisons que jamais de rejeter cette théorie.

LE PARTI BOLCHEVIQUE

Après ce qui vient d'être dit plus haut, est-il encore utile de se rappeler l'écrivain fasciste Malaparte, qui m'attribue une tac-

tique indépendante de la stratégie et se ramenant à une série de recettes techniques de l'insurrection applicables sous tous les méridiens ? C'est une bonne chose que le nom de ce malheureux théoricien du coup d'Etat le rende facile à distinguer du praticien victorieux du coup d'Etat : personne, ainsi, ne court le risque de confondre Malaparte avec Bonaparte.

Sans l'insurrection armée du 7 novembre 1917, l'Etat soviétique n'existerait pas. Mais l'insurrection elle-même n'est pas tombée du ciel. Une série de prémisses historiques étaient nécessaires à la révolution d'Octobre :

1. La décomposition des vieilles classes dominantes — la noblesse, la monarchie, la bureaucratie.

2. La faiblesse politique de la bourgeoisie, qui n'avait pas de racines dans la masse du peuple.

3. Le caractère révolutionnaire de la question agraire.

4. Le caractère révolutionnaire du problème des nationalités opprimées.

5. Le fardeau social significatif pesant sur le prolétariat.

A ces prémisses organiques, on doit ajouter certaines conditions très importantes, qui leur sont liées.

6. La révolution de 1905 fut la grande école, ou, selon l'expression de Lénine, "la répétition générale" de la révolution de 1917. Les soviets, comme forme organisationnelle, irremplaçable du front uni prolétarien dans la révolution, furent créés pour la première fois en 1905.

7. La guerre impérialiste exacerba les contradictions, arracha les masses arriérées à leur immobilité et prépara ainsi la catastrophe à prendre une ampleur grandiose.

Mais toutes ces conditions, qui suffisaient pleinement pour l'éclatement de la révolution, étaient insuffisantes pour assurer la victoire du prolétariat dans la révolution. Pour cette victoire, une condition de plus était nécessaire.

8. Le Parti bolchevique.

Si, dans mon énumération, je place cette considération comme la dernière de la série, je ne le fais que pour suivre l'enchaînement logique des idées, et non

parce que je donne la dernière place par ordre d'importance au parti.

Non, loin de moi cette pensée. La bourgeoisie libérale peut s'emparer du pouvoir et l'a fait plus d'une fois à la suite de luttes auxquelles elle n'a pas pris part ; elle possède des organes de préhension admirablement développés à cet effet. Mais les masses ouvrières se trouvent dans une situation différente ; elles ont été accoutumées de longue date à donner, et non à prendre. Elles travaillent, elles patientent aussi longtemps qu'elles le peuvent, elles espèrent, elles perdent patience, elles se soulèvent et combattent, elles meurent, elles apportent la victoire à d'autres qu'elles, elles sont trahies, elles tombent dans le désespoir, elles courbent la nuque, et travaillent de nouveau. Telle est l'histoire des masses populaires sous tous les régimes. Pour être capable de prendre fermement et sûrement le pouvoir entre ses mains, le prolétariat a besoin d'un parti qui dépasse de loin tous les autres par la clarté de sa pensée et sa détermination révolutionnaire.

Le Parti bolchevique, qui a été plus d'une fois décrit, à juste titre, comme le parti le plus révolutionnaire de l'histoire de l'humanité, était le concentré vivant de l'histoire moderne de la Russie, de tout ce qu'il y avait en elle de dynamique. Depuis longtemps, il avait été reconnu que le renversement du tsarisme était la condition nécessaire du développement de l'économie et de la culture. Mais, pour résoudre cette tâche, les forces étaient insuffisantes. La bourgeoisie craignait la révolution. L'intelligentsia tenta de dresser le paysan sur ses pieds. Le moujik, incapable de généraliser ses propres misères et ses propres buts, ne répondit pas à cet appel. L'intelligentsia s'arma de dynamite. Toute une génération fut gaspillée dans ce combat.

Le 1^{er} mars 1887, Alexandre Oulianov mit à exécution le dernier des grands complots terroristes. La tentative d'assassinat d'Alexandre III échoua. Oulianov et les autres participants furent exécutés. La tentative de remplacer une classe révolutionnaire par une préparation chimique avait échoué. L'intelligentsia, même la plus héroïque, n'est rien sans les masses. Le jeune frère d'Oulianov, Vladimir, le futur Lénine, la plus grande figure de l'histoire

russe, grandit sous l'impression immédiate de ces faits et de cette conclusion. Très tôt, dès sa jeunesse, il se plaça sur le terrain du marxisme et se tourna vers le prolétariat. Sans perdre un seul instant le village de vue, il chercha à atteindre la paysannerie en passant par les ouvriers. Héritier des révolutionnaires qui l'avaient précédé, de leur capacité de sacrifice, de leur volonté d'aller jusqu'au bout, Lénine devint, dès sa jeunesse, l'éducateur de la nouvelle génération de l'intelligentsia et des ouvriers avancés.

Dans les grèves et les combats de rue, dans les prisons et en exil, les ouvriers acquièrent la trempe nécessaire. Ils avaient besoin du projecteur du marxisme pour éclairer leur voie historique dans l'obscurité de l'absolutisme.

En 1883, naquit dans l'émigration le premier groupe marxiste. En 1898, à une réunion clandestine, fut proclamée la fondation du Parti ouvrier social-démocrate russe (nous nous appelions tous sociaux-démocrates à cette époque). En 1903, eut lieu la scission entre bolcheviks et mencheviks, et en 1912, la fraction bolchevique forma finalement un parti indépendant.

Celui-ci avait appris, en douze années de lutte (1905-1917), à reconnaître les mécanismes de classe de la société. Il avait éduqué des groupes également capables d'initiative et de subordination. La discipline de son action révolutionnaire était fondée sur l'unité de sa doctrine, sur la tradition des combats communs et sur la confiance en une direction éprouvée.

Tel était le parti en 1917. Méprisé par l'"opinion publique" officielle et les foudres de papier de la presse de l'intelligentsia, il épousa le mouvement des masses. Il tenait fermement en main les leviers de commande dans les usines et les régiments. De plus en plus, les masses paysannes se tournaient vers lui. Si nous entendons par "nation" non pas les têtes privilégiées, mais la majorité du peuple, c'est-à-dire les ouvriers et les paysans, alors les bolcheviks devinrent, au cours de l'année 1917, un parti russe véritablement national.

En septembre 1917, Lénine, qui était contraint de se cacher, donna le signal : "*La crise est mûre, l'heure de l'insurrection approche.*" Il avait raison. Les classes dominantes, confrontées aux problèmes de

la guerre, de la terre et de libération nationale, se trouvaient devant des difficultés inextricables. La bourgeoisie perdit véritablement la tête. Les partis démocratiques, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires dissipèrent le dernier reste de confiance que leur accordaient les masses en soutenant la guerre impérialiste et par leur politique de compromis et de concessions aux propriétaires terriens bourgeois et féodaux. L'armée, réveillée, ne voulait plus désormais se battre pour les objectifs de l'impérialisme, qui lui étaient étrangers. Sans prêter attention aux recommandations démocratiques, la paysannerie expulsait par le feu les propriétaires de leurs domaines. Les nationalités opprimées, aux lointaines frontières, se soulevaient contre la bureaucratie de Petrograd. Dans les plus importants soviets d'ouvriers et de soldats, les bolcheviks étaient majoritaires. L'abcès était mûr. Il fallait y donner un coup de bistouri.

C'est seulement dans ces conditions sociales et politiques que l'insurrection fut possible. Et elle devint ainsi inévitable. Mais on ne peut jouer avec l'insurrection. Malheur au chirurgien négligeant, dans l'emploi du bistouri ! L'insurrection est un art. Elle a ses lois et ses règles.

Le parti fit face aux réalités de l'insurrection d'Octobre par un froid calcul et une ardente résolution. Grâce à cela, il triompha sans presque faire de victimes. Par les soviets victorieux, les bolcheviks se placèrent à la tête d'un pays qui occupe un sixième de la surface du globe.

Il est à supposer que la majorité de mes auditeurs d'aujourd'hui ne s'occupaient nullement de politique en 1917. C'est tant mieux. Devant la jeune génération s'ouvrent bien des perspectives intéressantes, sinon faciles. Mais les représentants de la vieille génération qui sont dans cette salle se souviendront certainement de la façon dont la prise du pouvoir par les bolcheviks fut accueillie : comme une curiosité, un malentendu, un scandale ; le plus souvent, comme un cauchemar, qui devait se dissiper au premier rayon de soleil. Les bolcheviks tiendraient vingt-quatre heures, une semaine, un mois, une année. Le délai a dû être constamment allongé. Les gouvernements du monde entier s'armèrent contre le premier Etat ouvrier : la guerre civile fut déclenchée, les interventions, les blocus se

succédaient. Ainsi passèrent les années. L'histoire, entre-temps, a enregistré quinze années d'existence du pouvoir des soviets.

QUINZE ANS DE RÉGIME SOVIÉTIQUE

« *Oui, dira quelque adversaire, l'aventure d'Octobre s'est montrée beaucoup plus solide que ne le pensaient beaucoup d'entre nous. Peut-être n'était-ce pas tout à fait une "aventure". Néanmoins, la question : qu'a-t-on obtenu à un tel prix ? conserve toute sa force. Est-ce que les brillantes promesses faites par les bolcheviks à la veille de la révolution ont été tenues ?* »

Avant de répondre à cet adversaire hypothétique, observons que la question, en elle-même, n'est pas nouvelle. Au contraire, elle s'attache aux pas de la révolution d'Octobre depuis sa naissance.

Le journaliste français Claude Anet, qui se trouvait à Petrograd pendant la révolution, écrivait dès le 27 octobre 1917 : *"Les maximalistes (c'est ainsi que les Français appelaient les bolcheviks à cette époque) ont pris le pouvoir et le grand jour est arrivé. Enfin, me dis-je, je vais pouvoir contempler la réalisation de cet Eden socialiste qu'on nous promet depuis tant d'années... Admirable aventure ! Position privilégiée !"*, etc. Quelle haine sincère derrière ces salutations ironiques ! Dès le lendemain de la prise du palais d'Hiver, le journaliste réactionnaire s'empressait d'annoncer ses prétentions à un ticket d'entrée à l'Eden. Quinze années ont passé depuis la révolution. Avec d'autant moins de cérémonie, nos ennemis manifestent leur joie maligne de ce que, aujourd'hui encore, le pays des soviets ne ressemble que de très peu à un royaume de bien-être général. Alors, pourquoi la révolution ? Et pourquoi les sacrifices ?

Chers auditeurs, permettez-moi d'exprimer l'opinion que les contradictions, les difficultés, les fautes et les insuffisances du régime soviétique ne me sont pas moins familières qu'à personne d'autre. Personnellement, je ne les ai jamais dissimulées, ni en paroles ni par écrit. J'ai cru et je crois toujours que la politique révolutionnaire, à la différence de la politique conservatrice, ne peut s'édifier sur le secret : "Dire ce qui

est" doit être le principe le plus élevé de l'Etat ouvrier.

Mais il faut des perspectives pour la critique comme pour l'activité créatrice. Le subjectivisme est mauvais conseiller, surtout dans les grandes questions. Les durées doivent être mesurées à l'aune des tâches, et non des caprices individuels. Quinze ans ! Comme c'est long dans la vie d'un homme ! Durant cette période, nombreux sont les représentants de notre génération qui ont été portés en terre, et ceux qui restent ont vu leurs cheveux devenir gris. Mais ces mêmes quinze ans, quelle période insignifiante dans la vie d'un peuple ! Rien qu'une minute à la pendule de l'histoire.

Il a fallu des siècles au capitalisme pour s'établir dans la lutte contre le Moyen Age, pour élever le niveau de la science et de la technique, pour construire les voies ferrées, pour utiliser le courant électrique. Et ensuite ? Ensuite, l'humanité a été précipitée par le capitalisme dans l'enfer des guerres et des crises. Mais au socialisme, ses ennemis, c'est-à-dire les adeptes du capitalisme, n'accordent qu'une décennie et demie pour instaurer le paradis sur terre, avec tout le confort moderne. Nous n'avons jamais contracté de telles obligations.

Les grands changements doivent être mesurés à une échelle qui leur soit convenable. Je ne sais pas si la société socialiste ressemblera au paradis de la Bible. J'en doute. Mais, en Union soviétique, il n'y a pas encore le socialisme. La situation qui y domine est une situation de transition, pleine de contradictions, chargée du lourd héritage du passé et soumise en outre à la pression hostile des Etats capitalistes. La révolution d'Octobre a proclamé le principe de la nouvelle société. La République des soviets n'a montré que le premier stade de sa réalisation. La première lampe d'Edison était très mauvaise. Nous devons apprendre à discerner l'avenir.

Mais les maux qui s'abattent sur les êtres humains ! Est-ce que les résultats de la révolution justifient les sacrifices qu'elle a provoqués ? Question stérile, rhétorique d'un bout à l'autre ; comme si les processus historiques relevaient d'un bilan comptable ! Nous pourrions tout aussi bien demander, si l'on considère les difficultés et les misères de l'existence : *"Cela vaut-il vraiment la peine d'être né ?"* A

qu’Heine répondait : *“Et l’imbécile attend une réponse...”* Ce genre de réflexions mélancoliques n’a pas empêché les hommes de naître et d’engendrer. Même en cette période de crise mondiale sans précédent, les suicides, fort heureusement, ne constituent qu’un pourcentage insignifiant. Mais les peuples ne se réfugient jamais dans le suicide. Quand leur fardeau est intolérable, ils cherchent une issue dans la révolution.

En outre, qui sont-ils, ceux qui s’indignent des victimes de la révolution socialiste ? Le plus souvent, ce sont ceux qui ont frayé la voie à la guerre impérialiste, avec ses victimes, et qui l’ont glorifiée ou du moins s’en sont accommodés. C’est maintenant à notre tour de demander : *“Où la guerre trouve-t-elle sa justification ? Qu’est-ce qu’elle nous a apporté ? Qu’est-ce qu’elle nous a appris ?”*

L’historien réactionnaire Hippolyte Taine, dans ses onze volumes diffamatoires à l’encontre de la grande Révolution française, décrit, non sans une joie maligne, les souffrances du peuple français sous la dictature des jacobins et après cette dictature. Les pires souffrances furent pour les classes les plus basses des villes, les plébéiens, qui, comme “sans-culottes”, avaient donné le meilleur d’eux-mêmes à la révolution. Maintenant, eux et leurs femmes faisaient la queue, durant les nuits glaciales, pour s’en retourner les mains vides dans leurs foyers sans ressources. La dixième année de la révolution, Paris était plus pauvre qu’avant qu’elle n’ait commencé. Soigneusement sélectionnés, artificiellement compilés, ces faits servent à Taine de justification pour porter un jugement destructeur contre la révolution. Regardez, les plébéiens voulaient être dictateurs, et ils se sont précipités eux-mêmes dans la misère !

Il est difficile de concevoir exemple plus plat de moralisme. D’abord, si la révolution a précipité le pays dans la misère, la faute en incombe principalement aux classes dominantes, qui poussèrent le peuple à la révolution. Deuxièmement, la grande Révolution française ne se réduit pas à des queues d’affamés devant les boulangeries. Toute la France moderne, à bien des égards toute la civilisation moderne, sont sorties du bain de la Révolution française !

Au cours de la guerre civile aux États-Unis, dans les années 1860, 50 000

hommes sont tombés. Leur sacrifice était-il justifié ?

Du point de vue des propriétaires d’esclaves et des classes dominantes anglaises qui marchaient avec eux, non ! Du point de vue du Noir ou de l’ouvrier anglais, absolument ! Et du point de vue du développement de l’humanité dans son ensemble, il ne peut vraiment y avoir aucun doute. De la guerre civile des années 1860 sont sortis les États-Unis actuels, avec leur initiative pratique illimitée, leur technique rationalisée, leur énergie économique. C’est sur la base de ces résultats de l’américanisme que l’humanité construira la nouvelle société.

La révolution d’Octobre a pénétré plus profondément qu’aucune de celles qui l’ont précédée dans le saint des saints de la société — dans ses rapports de propriété. Il faut d’autant plus de temps pour révéler toutes ses conséquences créatrices dans tous les domaines de la vie. Mais la direction générale du bouleversement est d’ores et déjà claire : la République des soviets n’a aucune espèce de raison de baisser la tête devant ses accusateurs capitalistes et de parler avec humilité.

Afin d’apprécier le nouveau régime du point de vue du développement de l’humanité, il faut d’abord répondre à la question : *“Comment le progrès social s’exprime-t-il et comment peut-il être mesuré ?”*

LE BILAN D’OCTOBRE

Le critère le plus profond, le plus objectif et le plus indiscutable est le suivant : le progrès peut être mesuré par l’accroissement de la productivité du travail social. Sous cet angle, l’expérience donne déjà une estimation de la révolution d’Octobre. Le principe de l’organisation socialiste a, pour la première fois, montré sa capacité à atteindre des résultats sans précédent sur une courte période de temps.

La courbe du développement industriel de la Russie, exprimée en indices globaux, est la suivante, sur la base 100 en 1913, la dernière année avant la guerre. L’année 1920, le point le plus élevé de la guerre civile, est aussi le plus bas pour l’industrie — l’indice est à 25 seulement, c’est-à-dire

au quart de la production d'avant-guerre. En 1925, il s'élève à 75, c'est-à-dire aux trois quarts de la production d'avant-guerre ; en 1929, à près de 200, en 1932 à 300, c'est-à-dire trois fois plus qu'à la veille de la guerre.

Le tableau est encore plus frappant à la lumière de l'indice international. De 1925 à 1932, la production industrielle de l'Allemagne a diminué d'une fois et demie, celle de l'Amérique de deux fois ; en Union soviétique, elle a augmenté de quatre fois. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes.

Je n'ai pas l'intention de nier ou de cacher les côtés sombres de l'économie soviétique. Les résultats de l'indice industriel sont très fortement influencés par le développement défavorable de l'agriculture, c'est-à-dire du domaine qui ne s'est pas encore, pour l'essentiel, élevé aux méthodes socialistes, mais en même temps, qui a été entraîné sur la voie de la collectivisation sans préparation suffisante, de façon plutôt bureaucratique que technique et économique. C'est une question très vaste, mais qui, de toute manière, dépasse les limites de ma conférence.

Les chiffres que j'ai cités sont soumis à une autre réserve importante. Les résultats indiscutables, et dans un sens splendides, de l'industrialisation soviétique demandent une vérification économique ultérieure du point de vue de l'harmonie réciproque des divers éléments de l'économie, de leur équilibre dynamique, et par conséquent de leur capacité productive. De grandes difficultés, et même des reculs, sont ici inévitables. Le socialisme ne sort pas sous sa forme parfaite du plan quinquennal, comme Minerve de la tête de Jupiter ou Vénus de l'écume de la mer. Auparavant, il faut des décennies de travail opiniâtre, d'erreurs, de corrections et de réorganisations. En outre, n'oublions pas que l'édification du socialisme, du fait de sa nature même, ne peut atteindre la perfection qu'à l'échelle internationale. Mais même le bilan économique le plus favorable des résultats obtenus jusqu'ici pourrait ne révéler que l'inexactitude des calculs préliminaires, les fautes de planification et les erreurs de la direction. Il ne pourrait, en aucune façon, réfuter le fait établi, empiriquement et fermement — la possibilité, à l'aide des méthodes socialistes, d'élever la productivité du travail collectif à une hauteur sans précédent. Cette

conquête, d'une importance historique mondiale, rien ni personne ne peut plus nous la faire perdre.

Après tout ce qui vient d'être dit, il est à peine utile de consacrer du temps aux plaintes selon lesquelles la révolution d'Octobre a amené la Russie au bord de l'écroulement de la civilisation. C'est le langage que parlent, dans leur angoisse, les salons et les couches dirigeantes. La "civilisation" féodo-bourgeoise, renversée par le prolétariat, n'était qu'une barbarie recouverte d'ornements bariolés. Tout en restant inaccessible au peuple russe, elle apporta bien peu de nouveautés au trésor de l'humanité.

Mais, par égard même pour cette civilisation tant pleurée par les émigrés blancs, nous devons poser plus précisément la question : en quel sens a-t-elle été détruite ? En un seul sens : le monopole d'une petite minorité sur les trésors de la civilisation a été aboli. Mais tout ce qui, dans la vieille civilisation russe, a une valeur culturelle est demeuré intact. Les Huns du bolchevisme n'ont écrasé ni les conquêtes de l'esprit ni les créations de l'art. Au contraire, ils ont soigneusement rassemblé les monuments créés par l'humanité et les ont mis dans un ordre parfait. La culture de la monarchie, de la noblesse et de la bourgeoisie est devenue aujourd'hui la culture des musées historiques.

Le peuple visite ces musées avec passion. Mais il ne vit pas dedans. Il apprend. Il construit. Le simple fait que la révolution d'Octobre a appris à lire et écrire au peuple russe se situe à un niveau incomparablement plus élevé que toute la culture russe antérieure en serre chaude.

La révolution d'Octobre a jeté les bases d'une nouvelle civilisation destinée, non à quelques élus, mais à tous. Cela est ressenti par les masses du monde entier. De là leur sympathie pour l'Union soviétique, sympathie qui est aussi passionnée que l'avait été leur haine de la Russie tsariste.

Le langage humain est un instrument irremplaçable, non seulement pour donner un nom à des événements, mais pour leur estimation. En écartant tout ce qui est accidentel, épisodique, artificiel, il absorbe en lui ce qui est essentiel, caractéristique, dense. Voyez avec quelle sensibilité les langues des nations civilisées ont distin-

gué deux époques dans le développement de la Russie. La culture de la noblesse a introduit dans le langage mondial courant des termes barbares tels que *tsar*, *Cosaque*, *pogrome*, *nagaïka*. Vous connaissez ces mots et leur signification. La révolution d'Octobre a introduit dans le langage du monde entier des mots tels que *bolchevik*, *soviet*, *kolkhoze*, *gosplan*, *piatiletka*. Ici, c'est la linguistique pratique qui rend son arrêt historique suprême !

La signification la plus profonde de la révolution, mais la plus difficile à mesurer immédiatement, consiste dans le fait qu'elle forme et trempe le caractère du peuple. La conception du peuple russe comme lent, passif, mélancolique, mystique, est largement répandue, et ce n'est pas un hasard. Elle plonge ses racines dans le passé. Mais jusqu'à présent, les changements profonds qui ont été introduits dans le caractère du peuple par la révolution n'ont pas été suffisamment pris en considération dans les pays occidentaux. Pouvait-il en être autrement ?

Tout homme qui a une expérience de la vie peut se rappeler l'image d'un enfant qu'il a connu réceptif, lyrique, trop susceptible, mais qui, bientôt, sous l'influence d'une force morale puissante, devient plus fort, mieux équilibré et à peine reconnaissable. Dans le développement d'une nation, c'est la révolution qui accomplit de telles transformations morales.

L'insurrection de Février contre l'autocratie, le combat contre la noblesse, contre la guerre impérialiste, pour la paix, pour la terre, pour l'égalité nationale, l'insurrection d'Octobre, le renversement de la bourgeoisie et des partis qui la soutenaient, qui cherchaient à s'entendre avec elle, trois ans de guerre civile sur un front de 8 000 kilomètres, les années de blocus, la faim, la misère et les épidémies, les années d'intense reconstruction économique, de nouvelles difficultés et de nouveaux renoncements — tout cela a été une dure, mais bonne école. Un lourd marteau détruit le verre, mais il forge l'acier. Le marteau de la révolution forge l'acier du caractère du peuple.

“Qui croira, écrivait avec indignation un général tsariste, Zalevski, peu de temps après le soulèvement, qu'un portier ou un gardien de nuit devienne soudainement un président de tribunal ; un infirmier, un

directeur d'hôpital ; un barbier, un chef de bureau ; un caporal, un commandant en chef ; un journalier, un maire ; un serrurier, un directeur d'usine ?”

“Qui le croira ?” Mais il a fallu le croire. Ils ont bien été obligés de le croire, quand les caporaux ont battu les généraux ; quand le maire, un ancien journalier, a brisé la résistance de la vieille bureaucratie ; quand le lampiste a organisé le système de transports ; quand le serrurier, devenu directeur d'usine, a mis l'équipement industriel en état de marche. “Qui le croira ?” Essaie qui voudra de ne pas le croire !

Pour expliquer l'extraordinaire opiniâtreté que les masses populaires de l'Union soviétique ont montrée pendant toutes les années de la révolution, plusieurs observateurs étrangers s'appuient, selon une habitude ancienne, sur la “passivité” du caractère russe. Enorme anachronisme ! Les masses révolutionnaires ont enduré les privations patiemment, mais non pas passivement. De leurs propres mains, elles ont créé un avenir meilleur, et elles sont résolues à le créer à n'importe quel prix. Que l'ennemi de classe essaie seulement d'imposer sa volonté de l'extérieur sur ces masses patientes ! Non, il ferait mieux de ne pas essayer !

LA RÉVOLUTION ET SA PLACE DANS L'HISTOIRE

Pour conclure, qu'il me soit permis d'essayer de situer la place de la révolution d'Octobre non seulement dans l'histoire de la Russie, mais dans l'histoire du monde. Durant l'année 1917, dans l'intervalle de huit mois, deux courbes historiques se sont rencontrées. Le soulèvement de Février — cet écho attardé des grands combats livrés pendant les siècles passés en Hollande, en Angleterre, en France, dans presque toute l'Europe continentale — prend sa place dans la série des révolutions bourgeoises. La révolution d'Octobre a proclamé et inauguré la domination du prolétariat. Le capitalisme mondial a subi sa première grande défaite sur le territoire russe. La chaîne s'est rompue en son maillon le plus faible. Mais c'est la chaîne qui s'est rompue, et pas seulement le maillon.

Le capitalisme, comme système mondial, se survit. Il a cessé de remplir sa fonction essentielle : élever le niveau de la puissance et de la prospérité de l'homme. L'humanité ne peut plus continuer à stagner au niveau qu'elle a atteint. Seuls un accroissement puissant des forces productives et une organisation sensée, planifiée, c'est-à-dire socialiste, de la production et de la distribution peuvent assurer à l'humanité — à l'humanité tout entière — un niveau de vie décent, et en même temps lui donner le sentiment précieux de la liberté par rapport à sa propre économie. Liberté à deux points de vue. Tout d'abord, l'homme ne sera plus obligé de consacrer la plus grande partie de, sa vie au travail physique. En second lieu, il ne sera plus dépendant des lois du marché, c'est-à-dire de forces aveugles et obscures qui travaillent derrière son dos. Il construira son économie librement, selon un plan, le compas en main. Cette fois, il s'agit de passer l'anatomie de la société aux rayons X, sans rien négliger, de découvrir tous ses secrets et de soumettre toutes ses fonctions à la raison et à la volonté collective de l'humanité. En ce sens, le socialisme devra constituer un nouveau pas en avant dans la progression historique de l'humanité. Avant notre ancêtre qui s'arma pour la première fois d'une hache de pierre, toute la nature représentait une conspiration de forces secrètes et hostiles. Depuis lors, les sciences naturelles, marchant la main dans la main avec la technologie pratique, ont éclairé la nature jusque dans ses plus secrètes profondeurs. Au moyen de l'énergie électrique, le physicien soumet maintenant à l'étude le noyau de l'atome. L'heure n'est pas éloignée où la science pourra résoudre facilement les tâches des alchimistes et transformer le fumier en or et l'or en fumier. Là où régnaient autrefois les démons et les furies de la nature, règne aujourd'hui encore plus courageusement la volonté industrielle de l'homme.

Mais, tandis qu'il luttait victorieusement avec la nature, l'homme édifia aveuglément ses rapports avec les autres hommes, un peu comme les abeilles ou les fourmis. Ce n'est que lentement, et avec beaucoup d'indécision, qu'il aborda les problèmes de la société humaine. La Réforme constitua la première victoire de

l'individualisme et du rationalisme bourgeois dans un domaine qui avait été dominé par une tradition morte. Après l'Eglise, la pensée critique s'attaqua à l'Etat. Née dans le combat contre l'absolutisme et les Etats du Moyen Age, la doctrine de la souveraineté du peuple et des droits de l'homme et du citoyen acquit une force de plus en plus grande. Le système parlementaire en sortit. La pensée critique pénétra tous les domaines de l'administration gouvernementale. Le rationalisme politique de la démocratie fut la plus haute conquête de la bourgeoisie révolutionnaire.

Mais entre la nature et l'Etat, il y a la vie économique. La science et la technique n'ont libéré l'homme de la tyrannie des éléments antiques — la terre, l'eau, le feu et l'air — que pour le soumettre à leur propre tyrannie. L'homme ne cesse d'être un esclave de la nature que pour devenir un esclave de la machine, et, pis encore, de l'offre et de la demande. La présente crise mondiale (1) exprime d'une manière particulièrement tragique comment l'homme, qui plonge au fond de l'océan, qui s'élève jusqu'à la stratosphère, qui converse, par l'entremise d'ondes invisibles, avec les antipodes, comment ce maître de la nature, fier et audacieux, demeure l'esclave des forces aveugles de sa propre économie. La tâche historique de notre époque consiste à remplacer le jeu incontrôlé du marché par la planification rationnelle, à discipliner les forces productives, à les obliger à travailler ensemble dans l'harmonie et à servir docilement les besoins de l'humanité. Ce n'est que sur cette nouvelle base sociale que l'homme sera capable de reposer ses membres las et que chaque homme et chaque femme, et non plus une infime poignée d'élus, deviendra un citoyen ayant pleins pouvoirs dans le domaine de la pensée.

Mais ce n'est pas encore la fin de la route. Non, ce n'en est encore que le commencement. L'homme s'intitule lui-même le couronnement de la création. Et il y a certains droits. Mais qui peut garantir que l'homme actuel soit le dernier et le représentant le plus élevé de l'espèce homo

(1) Rappelons que la crise économique, commencée en 1929, battait alors son plein (NDLR).

sapiens ? Non, physiquement comme intellectuellement, il est très éloigné de la perfection, ce prématuré biologique, à l'esprit faible et qui n'est parvenu à aucun nouvel équilibre organique.

Il est vrai que l'humanité a, plus d'une fois, mis au monde des géants de la pensée et de l'action, qui dominaient leurs contemporains comme les sommets dominent une chaîne de montagnes. La race humaine a le droit d'être fière d'Aristote, de Shakespeare, de Darwin, de Beethoven, de Goethe, de Marx, d'Edison et de Lénine. Mais pourquoi sont-ils si rares ? D'abord, parce que, sauf exception, ils venaient tous des classes dominantes ou des classes moyennes. A part de très rares exceptions, les étincelles de génie nées dans les profondeurs opprimées du peuple sont étouffées avant d'avoir pu se transformer en flamme. Mais cela tient aussi à ce que les processus de création, de développement et d'éducation d'un être humain ont été et demeurent essentiellement une affaire de hasard, que n'éclaireront ni la théorie ni la pratique, qui n'est pas soumise à la conscience et à la volonté.

L'anthropologie, la biologie, la physiologie, la psychologie ont accumulé des montagnes de matériaux pour poser

devant l'humanité, dans toute leur ampleur, les tâches de perfectionnement et de développement du corps et de l'esprit. La psychanalyse, par la main inspirée de Sigmund Freud, a soulevé le couvercle de ce puits que l'on nomme poétiquement l'âme. Et qu'est-il apparu ? Notre pensée consciente n'est qu'une faible partie du travail des forces psychiques obscures. De savants plongeurs descendent au fond de l'océan et y photographient de mystérieux poissons. En descendant jusqu'au fond des sources de son propre psychisme, la pensée humaine doit éclairer les forces motrices les plus mystérieuses de l'âme et les soumettre à la raison et à la volonté.

Quand il en aura terminé avec les forces anarchiques de sa propre société, l'homme se mettra au travail sur lui-même, dans les mortiers et les cornues du chimiste. Pour la première fois, l'humanité se considérera elle-même comme matière première, ou, au mieux, comme un produit physique et chimique semi-fini. Le socialisme signifiera un saut du règne de la nécessité dans celui de la liberté, en ce sens aussi que l'homme d'aujourd'hui, avec toutes ses contradictions et son absence d'harmonie, ouvrira la voie à une nouvelle race plus heureuse.

Actualité de la révolution d'Octobre

Extraits d'un exposé fait lors d'une rencontre internationale de jeunes organisée par le secrétariat international de la IV^e Internationale du 31 août au 4 septembre 1992

Il y a quinze ans, le secrétariat international de la IV^e Internationale a organisé une rencontre internationale de jeunes, du 31 août au 4 septembre 1992.

Nous publions des extraits de l'exposé fait lors de cette rencontre sur le thème "*Actualité de la révolution d'Octobre*".

Le début de l'exposé est consacré à des citations de dépêches d'actualité d'août 1992, portant sur la guerre en Yougoslavie, en Somalie, la famine au Kenya, puis dans de nombreux pays d'Afrique, sur le travail forcé des enfants...

Je pourrais continuer les dépêches de presse, mais je crois l'exposé suffisant pour répondre à la question : derrière les guerres, derrière la famine, derrière ce que les rapports officiels disent eux-mêmes être une aggravation de la situation, sur le plan de la santé, sur le plan de la famine, des conditions sanitaires, sur le plan des conditions d'exploitation des enfants, la situation mondiale ne fait qu'empirer. Derrière cette

situation, qui rappelle, pour ceux d'entre vous qui ont lu les textes sur la situation de la classe ouvrière au début du XIX^e siècle en France ou en Angleterre, quelque chose de comparable à ce qui était écrit à l'époque sur l'exploitation des enfants, la promiscuité, le développement des maladies, etc., il faut bien se poser la question : qu'y a-t-il derrière ?

**37 MILLIARDS
POUR LA "GUERRE DES ÉTOILES",
50 CENTS POUR SAUVER UN ENFANT.
IL N'Y A PAS DE FATALITÉ**

Quand il y a 37 milliards de dollars pour la "guerre des étoiles", et qu'il n'y a pas 50 cents pour sauver des enfants de la tuberculose, il n'y a pas de fatalité. Lorsque 5 000 enfants meurent chaque jour en Somalie, dans un pays dont les richesses ont été pillées par le poids de la dette du FMI et de la Banque mondiale, il n'y a pas de fatalité. Quand il y a la famine que l'on

connaît qui se développe dans toutes les régions d'Afrique, il n'y a pas de fatalité. Derrière tous ces phénomènes, il y a les conditions de plus en plus chaotiques, de plus en plus convulsives, par lesquelles un système social, un système économique, essaie de préserver son existence.

Ce qu'il y derrière tout cela, c'est la nécessité de réaliser le profit, et naturellement d'investir là où l'argent peut rapporter. Quand on regarde ce tableau, on est obligé de se dire que l'état actuel du capitalisme est une phase de pourrissement, de décomposition, sous toutes les formes ; elle se caractérise par le fait que, pour pouvoir assurer la préservation du profit, les capitalistes, les gouvernements, les institutions mondiales, premièrement, sont incapables de développer les forces productives, lesquelles s'effondrent dans le monde entier ; deuxièmement, ils développent sous toutes les formes ce qu'on appelle le parasitisme, l'économie d'armement, les trafics de drogue ; troisièmement, ils développent sous toutes les formes la spéculation financière ; et, quatrièmement, pour pouvoir continuer à détourner vers eux les richesses mondiales, ils opèrent une véritable recolonisation du monde, par le biais de la dette, par le biais de ce qui se passe dans les pays de l'Est.

Vous me direz que, jusque-là, on est assez loin de l'actualité de la révolution russe ! On commence à s'en rapprocher, parce que la question est : face à une telle situation, est-ce qu'on peut faire quelque chose, ou est-ce qu'on ne peut rien faire ?

Ce qui distingue le marxisme de tous les autres courants politiques, c'est l'appréciation suivante : si la racine de cette situation c'est la propriété privée des grands moyens de production, alors on ne peut pas mettre un terme à la famine, à la désolation, aux guerres si on ne prend pas les problèmes à la racine, c'est-à-dire si on n'en finit pas avec le système de la propriété privée des grands moyens de production, si on n'en finit pas avec le capitalisme.

Un camarade a posé la question : *"Tout de même, est-ce que ça n'est pas un peu gênant d'utiliser le mot socialisme, parce que c'est un terme qui a couvert bien des crimes et bien des ignominies ?"* C'est vrai que le terme est difficile à utiliser. A vrai dire, il y a tellement de termes qui ont été

galvaudés qu'il faudrait en inventer de nouveaux : socialisme, communisme, démocratie, révolution, république, les pires crimes ont été commis sous les plus beaux drapeaux. Mais, au-delà de la discussion sur les mots, qui est importante, mais qui n'est qu'une discussion sur les mots, la véritable question est le contenu. Quel que soit le nom qu'on donne, il n'y aura pas de possibilité pour l'humanité de s'en sortir si les richesses ne deviennent pas la propriété de tous, si la minorité d'exploiteurs, d'accapareurs n'est pas éliminée. L'humanité ne s'en sortira pas si la loi suprême qui la guide continue à être la loi du profit à tout prix. Elle ne pourra pas prendre un nouvel essor si à cette loi n'est pas substituée une autre loi, celle de la satisfaction des besoins sociaux, celle de la satisfaction des besoins de tous. Et là, en sautant de soixante-quinze ans en arrière, dans d'autres conditions historiques, on se retrouve en plein dans les problèmes auxquels la révolution russe de 1917 a été confrontée.

Je ne vais pas faire un cours d'histoire sur la révolution russe, ce n'est pas le lieu, et il y a des livres pour ça, mais je vais revenir sur cette question de l'actualité de cette révolution.

ILS ONT OSÉ !

Rosa Luxemburg, révolutionnaire allemande d'origine polonaise, qui n'avait pas toujours été d'accord avec les bolcheviks, a dit à propos de la révolution russe :

"Quelles que soient les erreurs qu'aient pu faire ces révolutionnaires, quelles que soient les erreurs qu'ils feront peut-être après, l'histoire retiendra qu'ils ont été les premiers à avoir osé."

Je crois que l'histoire a retenu, et qu'en tout cas nous devons retenir, qu'ils ont été les premiers à avoir osé. Ils ont osé justement prendre les problèmes à la racine, jusqu'à la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

La Russie en 1917 ressemblait à bien des égards au tableau que je viens de faire de la situation mondiale : c'était un pays exsangue, affamé, c'était la guerre, c'était une misère croissante du peuple, et c'était aussi l'oppression d'un régime dictatorial, impérial, qui était celui du tsar.

La révolution qui éclate en Russie au début de 1917 est une révolution dans laquelle le Parti bolchevique de Lénine est un parti tout à fait minoritaire. La masse des ouvriers, des paysans, faisait confiance à d'autres partis, qui s'appelaient mencheviks, socialistes-révolutionnaires, qu'à peu de choses près, bien que ce soit en d'autres circonstances, on pourrait traduire actuellement par les partis traditionnels du mouvement ouvrier, pour simplifier les choses. Les millions d'ouvriers et de paysans qui se sont soulevés contre le tsar, qui l'ont chassé, avaient des revendications très simples : ils voulaient le pain, la paix, la terre, la liberté.

Le pain, parce qu'on crevait de faim en Russie à cette époque. La paix, parce que c'était la guerre, et que tous les enfants d'ouvriers et de paysans allaient se faire décimer pour des intérêts qui n'étaient pas les leurs, pour les intérêts des gros banquiers et des gros financiers.

La terre, parce que la terre appartenait encore aux grands seigneurs, et les paysans, dans les faits, étaient encore des serfs.

Et puis la liberté, parce que c'était la dictature.

Les masses faisaient confiance à ces partis dont je viens de parler, les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires, parce qu'elles pensaient que ces partis les défendraient pour obtenir ces revendications. Mais ces partis qui se disaient socialistes, un peu comme d'autres partis actuels, n'ont pas voulu rompre avec le grand capital, avec la bourgeoisie. Ils ont continué la guerre, ont protégé les intérêts des grands propriétaires terriens, ont accepté que la liberté ne soit pas accordée à tous. Et, à partir de ce moment-là, il y a eu parmi les masses quelque chose qu'on voit dans toutes les révolutions, à savoir l'organisation par les travailleurs eux-mêmes de leur combat. Dans toute révolution et dans toute grève, des travailleurs qui en temps normal ne sont pas organisés, en période de lutte, prennent conscience des problèmes, et comme ils prennent conscience des problèmes, ils cherchent à s'organiser. Cela peut prendre plusieurs formes : dans une grève, ça peut être un comité de grève, ça peut être les délégués de l'assemblée générale. En Russie, à cette époque, ça a été ce qu'on a appelé des soviets, ce qui voulait

dire tout simplement des conseils de délégués élus dans les usines.

Ce qui est important dans ces conseils de délégués, c'est qu'ils étaient la représentation des masses ouvrières elles-mêmes, telle qu'elles l'avaient bâtie elles-mêmes, avec des délégués, avec un mandat, des délégués qui pouvaient être révoqués et qui l'ont été aux différentes étapes. Ces soviets qui représentaient les masses en lutte ont été confrontés au fait que les partis en lesquels ils avaient confiance, qui étaient majoritaires dans les soviets, les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires, visiblement ne voulaient pas faire ce que les travailleurs voulaient : ils voulaient continuer à faire la politique des capitalistes. C'est alors que les majorités ont changé dans les soviets, les délégués se sont tournés vers les bolcheviks, le parti que Lénine avait fondé, que Trotsky avait rejoint. Ils se sont tournés vers ce parti pour dire toujours la même chose : s'il s'agit d'avoir le pain, la paix, la terre et la liberté, comme les autres ne veulent pas le faire, alors il faut le faire maintenant, il faut le faire jusqu'au bout. Il ne faut pas cacher que, dans le Parti bolchevique, il y avait beaucoup d'hésitations (les légendes sur les partis homogènes, les chefs géniaux qui savent toujours tout, etc., ce sont des légendes pour les livres d'images, dans la vie, ça ne se passe pas comme cela). Les bolcheviks étaient tous des révolutionnaires éprouvés, mais au moment de passer à l'assaut il y avait des hésitations, il y avait des gens qui disaient : peut-être que ce n'est pas le moment, peut-être qu'on n'est pas prêts, que c'est une aventure. Il y en a eu d'autres (et à mon avis, heureusement, ils ont convaincu les premiers) qui ont dit : si nous ne faisons pas ce que nous avons à faire, personne ne le fera, et les choses resteront toujours sous la coupe des capitalistes. Et, pour reprendre la formule de Rosa Luxemburg, ils ont osé. Ils ont osé prendre le pouvoir. Pas pour eux, pas pour s'assurer des privilèges à eux, mais prendre le pouvoir pour accomplir le programme qui était celui auquel les masses ouvrières et paysannes aspiraient.

Dans un texte qu'il a écrit en 1921, quatre ans après, Lénine dit en substance : nous sommes confrontés à plein de problèmes en Russie à l'heure actuelle, c'est très compliqué, mais aucune révolution avant nous n'a fait autant de choses que ce

que nous avons fait en si peu de temps. Et c'est vrai. C'est la preuve d'ailleurs que c'était une rupture avec le système de la propriété privée des grands moyens de production.

Une camarade a fait un résumé des premières mesures prises par les bolcheviks au pouvoir. Elle en a fait six pages tapées à la machine (soit dit en passant, elle en a oublié, c'est inévitable), mais je vais vous citer quelques extraits de ce qu'elle a relevé, et pour une courte période. Je vous demande de garder en mémoire, sinon on ne peut pas s'y retrouver, le fait que la Russie en 1917 est un pays particulièrement arriéré ; des choses qui existaient en France à l'époque n'existaient pas du tout en Russie.

LES MESURES DU GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN

Voici quelques-unes des mesures prises par la révolution russe :

1. Etablissement de la paix. Pas n'importe quelle paix, une paix où ils disent à tous les peuples : nous voulons une paix démocratique, sans annexion, sans indemnité, à la différence de tous les autres pays, qui cherchaient à accaparer les territoires des voisins et qui justifiaient pour cela qu'il fallait continuer la guerre.

2. Proclamation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il y avait en Russie, à cette époque, 160 nationalités, et toutes étaient opprimées par le gouvernement russe, qu'on appelait grand-russe ; droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce qui fait que toute une série de pays ont pris leur indépendance, telle la Finlande.

3. Abolition de la diplomatie secrète : la diplomatie, cela se passe toujours dans le plus grand secret entre les Etats, eux, ils ont tout publié.

4. Décret sur la terre : ce décret a été élaboré à partir des 242 textes préparés par les soviets de paysans, et il décidait l'abolition sans indemnités de la grande propriété foncière, la remise des terres aux comités agraires et soviets paysans, l'annulation de toutes les dettes des paysans (les grands seigneurs, depuis des dizaines d'années, les

avaient pressurés, ce qui fait que chaque paysan devait tout, il était endetté jusqu'à la fin de ses jours).

5. Abolition de la peine de mort.

6. Limitation de la journée de travail à huit heures ; elle était avant de douze, voire quatorze heures de travail.

7. Adoption d'une déclaration spécifique des droits des peuples de Russie : libre autodétermination, droit de créer des Etats indépendants, suppression de tous les privilèges ou restrictions d'origine nationale ou religieuse, libre développement des minorités nationales, etc.

8. Instauration de l'assurance contre les accidents, notamment les accidents du travail.

9. Suppression des grades et des inégalités de rang dans l'administration et dans l'armée.

10. Toutes les entreprises industrielles de plus de cinq salariés sont placées sous contrôle ouvrier.

11. Réorganisation du système judiciaire, notamment par l'élection des juges.

12. Instauration de l'assurance chômage.

13. Nationalisation des banques : tous les avoirs, bons et actions des banques sont confisqués et reversés au service du peuple.

14. Instauration du mariage civil (jusque-là, le seul mariage qui existait était religieux), laïcisation de l'état civil, décret facilitant le divorce, décret établissant la femme comme l'égale de l'homme.

Les quatorze mesures que je viens de vous indiquer ont toutes été prises en moins de deux mois, entre le 7 novembre 1917 et le 1^{er} janvier 1918. Moins de deux mois, alors que la Russie était encore en guerre, que c'était l'effervescence dans tout le pays, que c'était le début de la guerre civile.

Début janvier 1918, on a : limitation de la semaine de travail ; le travail des enfants devient illégal ; toutes les inégalités entre le travail des femmes et le travail des hommes sont abolies ; les femmes se voient reconnus de nouveaux droits sociaux : elles conservent leur emploi durant la grossesse, durant l'accouchement et le premier âge ; le droit à l'avortement ; début janvier toujours, fermeture des écoles religieuses ; interdiction du travail de nuit des femmes (on est en janvier 1918 dans la Russie arrié-

rée, sans commentaire...); socialisation des terres; ouverture sans condition de l'enseignement supérieur à tous les jeunes de plus de seize ans (j'en connais quelques-uns ici qui aimeraient bénéficier d'un tel décret dans la France de 1992); instauration du Code du travail; déclaration des droits du peuple travailleur et exploité, etc.

Alors, camarades, je vous pose une question: il y a dans le monde, je crois, un peu plus de 170 Etats reconnus; on connaît beaucoup d'Etats d'Europe, il y en a qui sont dirigés par la droite, d'autres par le centre-droite, d'autres par le centre-gauche, d'autres par la "gauche". Qui, ici, peut faire la moindre différence entre les politiques mises en œuvre? Personne.

Et pourquoi n'y a-t-il pas de différence entre un gouvernement "socialiste" français (avec beaucoup de guillemets), un gouvernement conservateur anglais (sans guillemets) et un gouvernement "socialiste-communiste" (avec des guillemets autant que vous voulez) de la France de 1981 à 1984? Et pourquoi n'y a-t-il pas de différence entre ceux-là et, grosso modo, la politique d'un gouvernement d'anciens "communistes" devenus nouveaux capitalistes en Russie? Pourquoi n'y a-t-il aucune différence?

Parce que tous ces gouvernements et tous ces partis politiques se situent dans le cadre du respect du système de la propriété privée des grands moyens de production. Parce qu'ils sont liés à la défense du système capitaliste. Pourquoi le gouvernement de la jeune Russie révolutionnaire a-t-il été à même, dans les conditions les plus épouvantables de l'arriération, de la famine et de la pauvreté, de prendre les mesures que je viens de vous lire, et beaucoup d'autres que je n'ai pas eu le temps de vous lire?

Parce qu'il avait, lui, décidé de se situer sur le terrain de la rupture avec le système de la propriété privée des moyens de production, c'est-à-dire de la mise de toutes les richesses de la société au service du peuple et de l'humanité. Parce qu'il avait décidé d'accomplir le mandat confié par le peuple.

II N'Y A PAS D'IDOLLES

Et là, on commence à toucher du doigt l'actualité de la révolution d'Octobre. Pas

parce qu'on serait des idolâtres: vous savez, les grands hommes, même les plus grands (et je pense que Lénine était un grand homme, Trotsky aussi, et beaucoup d'autres), ne sont pas infallibles; ils ont fait des erreurs, beaucoup d'erreurs, ils en ont écrit, ils en ont fait. C'est d'ailleurs en quoi ce sont des êtres humains et pas des espèces de demi-dieux, comme le stalinisme a essayé de le faire croire, pour mieux trahir leur héritage et tromper les ouvriers. Pour nous, la nécessité d'apprendre de la révolution d'Octobre, de ses leçons, de ses succès et de ses défauts, de ses erreurs et de ses faiblesses, ce n'est pas pour le plaisir d'étudier l'histoire (bien qu'en soi, l'histoire soit une matière tout à fait passionnante), ou parce qu'on aurait besoin de gens à qui se vouer. C'est un besoin concret, pratique. Ce qui fonde notre combat aujourd'hui en 1992 est la même raison qui a poussé les bolcheviks à oser en 1917.

Bien évidemment, on ne peut pas parler de l'actualité de la révolution d'Octobre sans parler aussi du stalinisme.

Il faut répondre à une question qui a été soulevée dans la discussion hier: pourquoi le stalinisme? Ou, si on veut la poser d'une autre manière, qu'est-ce que le stalinisme et est-ce qu'il était inévitable que la révolution d'Octobre débouche sur le stalinisme?

Je sais qu'à beaucoup d'entre vous, quand ils étudient cette période au lycée, on explique une fois pour toutes que c'était inévitable, que le socialisme ne peut déboucher que sur le stalinisme, que Lénine = Staline = Hitler, et beaucoup d'autres choses de ce genre, et que tout cela est bien la preuve qu'il vaut mieux le capitalisme que n'importe quelle autre aventure. Bon.

Camarades, je crois qu'il faut commencer par rappeler quelque chose qui a été évoqué hier: le capitalisme, en même temps qu'il se développe, se transforme en un système mondial. Personne ne peut croire, en tout cas aucun marxiste n'a jamais cru, qu'il était possible de construire le socialisme dans un seul pays. Les révolutionnaires qui ont pris le pouvoir en Russie étaient intimement convaincus que les accidents de l'histoire avaient fait que la révolution commençait en Russie, mais qu'elle allait très rapidement se poursuivre et l'emporter dans d'autres pays, en particulier l'Allemagne,

qui était à cette époque (et aujourd'hui aussi dans d'autres conditions) non seulement la puissance industrielle la plus importante d'Europe, mais aussi le pays où le prolétariat était le plus puissant, le plus organisé.

Qu'est-ce que le socialisme ? Il implique qu'on commence à modifier la manière dont les richesses sont réparties dans une société.

Dans la société dans laquelle nous vivons, par exemple, les richesses sont réparties de la manière suivante : une fraction de la population vit de son salaire (c'est-à-dire de la vente de sa force de travail dans des conditions de plus en plus réduites) ; une fraction de la population est contrainte de vendre sa force de travail totalement au rabais, elle n'arrive même plus à survivre (les travailleurs précaires, les RMIstes) ; une fraction de la population est quasi exclue des relations sociales et économiques (les chômeurs de longue durée) ; et puis une petite fraction vit, soit directement en s'appropriant la plus-value produite par les ouvriers, soit à partir des profits dégagés par la spéculation, mais cette spéculation elle-même vient de la plus-value tirée des ouvriers. Le socialisme implique un début de répartition totalement différente des richesses ; ce n'est pas encore l'égalité entre tous les hommes, mais c'est déjà la répartition des richesses : "A chacun selon son travail", allant vers "A chacun selon ses besoins". Par conséquent, pour que le socialisme puisse commencer à exister (il faut chasser du vocabulaire et de la tête l'idée selon laquelle, du jour au lendemain, en claquant des doigts, c'est le socialisme), pour commencer à aller vers une autre répartition des richesses, encore faut-il qu'il y ait suffisamment de richesses pour qu'elles puissent être réparties entre tout le monde. Prenons une image simple pour que tout le monde s'y retrouve : si quatre-vingts personnes disposent de quatre-vingts baguettes de pain, il y a deux modes de répartition possibles ; deux personnes, des dirigeants, s'en approprient quarante chacun, mais il y a aussi la possibilité qu'il y ait une baguette de pain par personne. Mais s'il y a deux baguettes, de toute façon, la répartition sera que les deux personnes, ou deux autres, peut-être trois à la limite, se partageront les deux baguettes, et que les autres crèveront de faim. Je prends cette image pour vous expliquer la formule qui a

été celle de Marx, et de Lénine, et de Trotsky, et de tout le monde, selon laquelle on ne peut pas "*socialiser la misère*".

C'est pourquoi les marxistes ont toujours considéré que le socialisme ne pouvait commencer à être construit que dans des pays déjà relativement développés, où les forces productives permettaient d'assurer à tous et à toutes un minimum de richesses pour vivre dans des conditions décentes. Le paradoxe de l'histoire a voulu que la révolution l'emporte d'abord en Russie, ce pays où il n'y avait pas 10 millions d'ouvriers pour plus de 100 millions de paysans. Lénine, Trotsky et tous les dirigeants révolutionnaires dès le départ ont dit : bon, si la classe ouvrière allemande nous rejoint très vite, et, si possible, pas seulement elle, si possible, la classe ouvrière allemande, et la française, et l'italienne, et deux ou trois autres nous rejoignent très vite, alors nous pourrions consolider le socialisme. J'ai relu récemment un texte de Lénine qui disait que

"les ouvriers allemands pourront nous apprendre les techniques de l'industrie moderne, nous apprendre à utiliser l'électricité, à développer la production, ils pourront nous aider économiquement, politiquement, alors nous pourrions construire quelque chose".

Mais, disaient Lénine, Trotsky et tous les autres, si la Russie reste isolée, comme on ne peut pas socialiser la misère, le risque est grand que nous échouions.

DE BUREAUCRATE À... DIRECTEUR DE BANQUE

Ce n'est pas ici le lieu de développer l'histoire du monde des années 1917, 1919, 1921, jusqu'à 1924-1925. Disons pour simplifier qu'il s'en est fallu de peu, de très peu, que la révolution l'emporte en Allemagne. Cela mériterait d'ailleurs une discussion en tant que telle : pour quelles raisons, en 1921 et en 1923, la révolution prolétarienne ne l'a pas emporté en Allemagne, parce que, réellement, il s'en est fallu de très peu. Mais vous savez, en histoire, c'est comme dans beaucoup d'autres domaines, on ne peut pas "presque" réussir. Ou bien on réussit, ou bien on

échoue. L'échec de la révolution allemande, dont d'ailleurs la social-démocratie allemande était en grande partie responsable, mais aussi les faiblesses dans l'Internationale communiste à cette époque, cet échec a eu des conséquences tragiques.

Tout le monde connaît l'histoire du monde et sait que, si les ouvriers et les paysans allemands avaient pris le pouvoir en 1923, sans aucun doute, le peuple allemand et le monde entier n'auraient pas connu le nazisme et beaucoup d'autres choses. Mais cet échec de la révolution allemande, l'échec aussi de la révolution dans d'autres pays où elle aurait pu aboutir ont abouti à l'isolement de la révolution russe. Cet isolement de la révolution russe a été aggravé par l'intervention de tous les grands pays capitalistes, la France, l'Angleterre, les Etats-Unis, qui ont envoyé leurs armées pour essayer de chasser ce gouvernement de la révolution.

La Russie a connu de terribles guerres, interventions, jusqu'en 1920-1921, qui ont saigné le pays à blanc. Et, dans ces conditions, il s'est passé un peu en Russie ce qui se passerait dans mon exemple si, pour survivre, il n'y avait que deux baguettes de pain. S'il n'y avait pas de quoi assurer le bonheur de tous, il y avait suffisamment pour assurer le bonheur d'une minorité privilégiée.

Cette minorité n'était plus la classe capitaliste qui avait été chassée, mais un secteur de l'appareil d'Etat et de l'appareil du Parti communiste, qui s'est progressivement (ces choses-là ne se font pas du jour au lendemain) placé dans la situation d'une bureaucratie bénéficiant de certains privilèges. Et, bien sûr, plus il y avait de privilèges et plus il fallait les défendre. Il n'y a qu'un moyen de défendre les privilèges, que ce soit dans un régime où il y a des capitalistes ou dans un régime où il n'y en a pas : c'est d'instaurer un régime de terreur sur la masse, la priver de liberté et mettre tout en place pour conserver son pouvoir. Et cette politique, la bureaucratie l'a progressivement mise en place, en Russie même et dans le monde entier. C'est pour cela que le stalinisme dans le monde entier agit contre le développement de nouvelles révolutions.

Vous me direz, si on le présente comme cela, on peut dire : ils n'avaient pas le choix, c'était inscrit dans l'histoire. A cette

question, qui a été posée un jour à Trotsky par un journaliste américain, il a répondu : *"C'est vrai, il y a des conditions objectives qui expliquent le stalinisme. Cela étant, chaque individu peut toujours choisir la place où il est."* Staline a choisi d'être Staline, personne ne l'a obligé. Et c'est pour cela que, quand on examine ce qu'a été le stalinisme, il faut dire qu'à partir de là le stalinisme a été la négation de la révolution ; les ouvriers qui avaient chassé le tsar et les capitalistes se sont trouvés, au bout de dix, vingt, trente ans, avec en face d'eux des bureaucrates qui vivaient comme les capitalistes et qui utilisaient la terreur contre eux comme les tsars.

A l'échelle mondiale, le stalinisme a joué un rôle ouvertement contre-révolutionnaire. Par son existence parasitaire, bureaucratique, il a miné les bases mêmes, économiques, de l'URSS et de ces pays. C'est pourquoi cette bureaucratie a été le plus grand fossoyeur de tout ce qui avait été conquis par la révolution d'Octobre. Le rôle qui a été le sien est toujours le sien aujourd'hui : c'est pourquoi, quand ces régimes s'effondrent, il faut ouvrir la voie au capitalisme. Les camarades allemands pourraient en parler mieux que moi, mais c'est vrai dans tous les pays de l'Est. La facilité avec laquelle des dirigeants soi-disant communistes se sont transformés du jour au lendemain en directeurs de banque, directeurs d'usine, etc., ce n'est pas parce qu'ils ont eu une illumination ! Sous l'étiquette communiste, dans des pays où il n'y avait pas la propriété privée des grands moyens de production (il y avait la propriété sociale, mais elle était confisquée par une poignée), depuis des décennies, ces gens-là avaient la même haine de la classe ouvrière que les dirigeants capitalistes des pays occidentaux ; ils avaient, comme "nos" Bernard Tapie, Delors, Lang, leurs propres intérêts à défendre, leur propre place dans la société, leurs propres privilèges, et ils agissaient contre la classe ouvrière comme ceux-là.

LE DERNIER COMBAT DE LÉNINE

C'est l'analyse du stalinisme telle que la IV^e Internationale l'a faite depuis son origine ; là encore, je ne vais pas faire un

cours d'histoire, je vais simplement donner trois ou quatre repères historiques pour que tout le monde s'y retrouve.

La prise du pouvoir par les soviets : 1917. Dès 1921-1922, il y a des premiers phénomènes de bureaucratisation, et le dernier combat mené en commun par Lénine et Trotsky va être un combat contre cette bureaucratisation. Il y a un petit livre intitulé *Le Dernier Combat de Lénine*, écrit par Moshé Lewin, qui raconte très bien comment Lénine, qui était déjà très malade, a senti (les choses n'étaient pas achevées), a mesuré qu'à cause de l'isolement de la révolution, les choses étaient en train de mal tourner et qu'il fallait combattre la bureaucratie. Après la mort de Lénine, c'est Trotsky et d'autres qui combattront contre la bureaucratie, et, progressivement, le stalinisme, qui était au début un courant, un état d'esprit, va devenir... Comment dire, le stalinisme, par rapport à l'Etat ouvrier, c'est comme un cancer par rapport à un corps sain : cela ne peut se développer que sur un corps sain, mais plus ça se développe et plus ça détruit le corps lui-même. Le stalinisme s'est développé sur le corps de l'Etat ouvrier, et plus il s'est développé, plus il a rongé de l'intérieur l'Etat ouvrier.

Et Trotsky, à partir de 1927-1928, va fonder l'Opposition de gauche, un courant dans les partis communistes, contre le stalinisme. A partir de 1933, c'est-à-dire quand la politique criminelle du stalinisme, sa politique de division, va permettre l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne, Trotsky va porter le jugement suivant : si le stalinisme et les partis communistes ont été capables d'ouvrir la voie à cette terrible catastrophe pour la classe ouvrière allemande et pour l'humanité qu'est le nazisme, c'est qu'ils sont définitivement perdus pour la révolution, il faut construire une nouvelle Internationale, un nouveau parti révolutionnaire. C'est de là que viennent la IV^e Internationale et ses sections dans les différents pays. Même si la IV^e Internationale n'a été officiellement fondée qu'en 1938, c'est dès 1933 que ses bases ont été jetées, dans ces conditions.

Je l'indique parce que cela permet de comprendre que l'histoire de l'humanité n'est pas une histoire linéaire ; les choses ne se développent pas comme cela, progressivement, de pas en avant en pas en avant. L'histoire des hommes et l'histoire des sys-

tèmes sociaux, c'est l'histoire de grandes avancées et de grands reculs, et, dans l'histoire du mouvement ouvrier, dans l'histoire moderne, la révolution russe a été une avancée considérable, suivie par un recul considérable, qu'a constitué le stalinisme — et son frère jumeau le nazisme. Mais tout cela ne répond pas à la question : est-ce que, aujourd'hui, on peut résoudre les problèmes de l'humanité dans le cadre du système capitaliste ? Est-il possible, si on veut résoudre à la racine les problèmes qui sont posés, de faire autre chose que (pour reprendre la vieille formule du mouvement ouvrier) d'exproprier les expropriateurs, c'est-à-dire de combattre pour le socialisme ? C'est ce qui nous amène aujourd'hui à nous revendiquer de cette continuité, et à nous revendiquer de ce que l'on appelle le bolchevisme (...).

Dans une société où elle est exploitée, pour se défendre et pour modifier le cours des choses, la classe ouvrière a besoin de bénéficier des droits démocratiques et de la liberté d'organisation. C'est pour cela que, de tout temps, un des premiers combats que les ouvriers ont engagé, cela a été un combat pour s'organiser.

Pourquoi sommes-nous pour le combat de la classe ouvrière ? Ce n'est pas parce qu'on idéalise les ouvriers comme individus : un ouvrier comme individu est un individu comme les autres, il a ses qualités et ses défauts, il n'y a pas d'individus au-dessus des autres. Ce qui fait la force de la classe ouvrière, c'est sa capacité à se regrouper comme classe, c'est-à-dire à s'organiser.

Dans une usine, au début du siècle dernier, au début du capitalisme, chaque ouvrier était isolé, devait négocier individuellement avec le patron ce que l'on appelait le contrat de louage (il demandait au patron : que donnez-vous pour une journée de travail ? et celui-ci donnait ce qu'il voulait ; et si le patron voulait se débarrasser de l'ouvrier au bout d'une journée, il s'en débarrassait), et les ouvriers n'avaient aucun recours face aux patrons.

Quand les ouvriers ont-ils commencé à avoir un recours ? Quand ils se sont groupés, quand ils ont pris conscience que chaque ouvrier n'était pas dans un rapport individuel avec le patron, mais qu'il avait des intérêts communs avec l'ouvrier qui tra-

vaillait à côté de lui sur la machine, et que, s'ils les défendaient en commun face au patron, ils pouvaient obtenir ce que l'on appelle des garanties collectives.

Toute l'histoire de la classe ouvrière depuis près de deux cents ans ne porte qu'un nom : c'est le combat pour s'organiser.

Au départ, cela a pris des formes très simples : au début du XIX^e siècle, en France, il n'était pas question de partis politiques, de syndicats, c'était interdit ; les premières formes d'organisation, c'était souvent ce que l'on appelait des sociétés de secours mutuel (chaque ouvrier donnait un sou par semaine, et quand il y avait un accident, quand l'un des ouvriers mourait, cela permettait de donner un coup de main aux orphelins), des caisses de solidarité. On peut dire que c'était un peu les ancêtres de la Sécurité sociale. Ensuite, comme les syndicats étaient interdits, les ouvriers ont rusé, ils mettaient en place des choses qui ne s'appelaient pas des syndicats, des fraternités (officiellement, c'était pour faire des choses culturelles en commun, des théâtres ouvriers, des bibliothèques ouvrières, des associations sportives d'ouvriers, des restaurants ouvriers). Toutes ces formes ont été autant de jalons, de maillons, amenant les ouvriers à la conscience que c'est seulement en s'organisant, en faisant un tout compact, qu'ils peuvent arracher des choses aux patrons et au gouvernement, et ils en ont arraché. Si vous tirez le bilan de cent cinquante ans de combat ouvrier en France, la lutte de classe a arraché le droit syndical, le droit d'organisation politique, la laïcité, la séparation de l'Église et de l'État, le droit des partis politiques, le suffrage universel, le droit de vote pour les femmes, les congés payés, la limitation de la journée de travail, l'interdiction du travail des enfants, du travail de nuit, etc. Cela, c'est la lutte de classe qui l'a arraché. Si quelqu'un ici a la moindre illusion que les choses se sont passées autrement, que les patrons ont dit un jour : c'est malheureux, ces enfants qui travaillent, celui-là est un naïf. Il faut lire un livre formidable, qui s'appelle *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, écrit par Engels. Vous y verrez comment non seulement on exploitait les enfants dans les ateliers en Angleterre, mais comment, quand il y a eu une loi interdisant de faire travailler les enfants de moins de dix ans

plus de six heures par nuit, les plus grands industriels anglais ont dit qu'on voulait les ruiner, qu'ils n'allaient jamais s'en sortir, que d'ailleurs les enfants allaient traîner dans la rue, qu'il était préférable qu'ils soient dans l'usine, etc.

Donc, toutes ces choses ont été arrachées par la lutte de classe, elles ont été arrachées par l'organisation.

DÉFENDRE LES VIEILLES CONQUÊTES

Et c'est pourquoi, pour des marxistes, la classe ouvrière ne peut défendre ses droits qu'en défendant tout ce qu'elle a constitué dans sa lutte de classe : c'est-à-dire ses organisations, en commençant par ses syndicats, et aussi tout ce qu'elle a arraché comme garanties collectives, la Sécurité sociale, la loi sur les retraites, par exemple. C'est pourquoi, aujourd'hui, quand nous combattons en France, et dans de nombreux pays, contre la tentative des gouvernements de remettre en cause ces droits (ce qui montre bien d'ailleurs le caractère réactionnaire du capitalisme à la fin du XX^e siècle), nous combattons pour la défense non d'idées en l'air, mais pour la défense des organisations construites par la classe ouvrière, qui sont ses seuls instruments de défense (...).

Trotsky a écrit un jour cette phrase magnifique, que n'importe quel ouvrier est capable de dire à sa façon : "*Celui qui ne sait pas défendre de vieilles conquêtes n'en fera jamais de nouvelles.*" Celui qui ne s'accroche pas bec et ongles pour défendre les syndicats, pour défendre la Sécu, pour défendre l'école, peut toujours nous parler de socialisme, de libération des travailleurs, il ne libérera rien du tout. C'est une question de bon sens : si vous voulez bricoler votre appartement, vous commencez par acheter des outils ; si votre premier acte est de jeter les outils par la fenêtre, vous ne bricolerez rien du tout, et c'est le même problème pour la classe ouvrière.

La classe ouvrière a besoin de ses syndicats, de ses organisations, comme elle a besoin, sur le plan politique, d'un parti. Un parti dans un régime démocratique, c'est le droit, pour des intérêts qui sont communs,

de se coaliser et d'être défendus en commun. C'est pourquoi il faut un parti ouvrier, qui défende les intérêts des ouvriers.

En ce qui concerne la IV^e Internationale, il y a un principe, que nous avons hérité de toute cette histoire dont je viens de parler, qu'on appelle le centralisme démocratique. Le terme a subi au moins autant d'attaques et de déformations que les mots de socialisme ou de communisme. Cela veut dire quoi, le centralisme démocratique ? Cela veut dire que, dans la IV^e Internationale, nous sommes regroupés sur la base d'un programme ; c'est d'ailleurs la démocratie : un parti politique, c'est le regroupement de gens qui ont un programme en commun (si n'importe qui pouvait être dans n'importe quel parti, on ne voit pas à quoi il servirait qu'il y ait des partis politiques distincts).

Notre programme, j'en ai résumé l'essence tout à l'heure, le cœur : la lutte pour en finir avec le système de la propriété privée des grands moyens de production, la lutte pour la prise en main de la société par la classe ouvrière, pour le socialisme ; bien sûr, ce programme appelle un grand nombre de déterminations stratégiques et tactiques, que je ne vais pas développer ici (il y a le programme de la IV^e Internationale à la table de littérature, qui s'appelle le *Programme de transition*, et, une fois que vous l'aurez lu, vous aurez une idée plus précise).

Le centralisme démocratique, cela veut dire que, dans le cadre de ce programme, il y a une totale liberté de discussion, pourvu qu'il y ait une totale unité dans l'action. Unité dans l'action, parce que le programme qui est le nôtre, vous l'avez remarqué, n'est pas partagé par un grand nombre de partis politiques. En revanche, il y a beaucoup de partis politiques pour défendre le système actuel. Si la classe ouvrière qui s'organise pour se libérer, lorsqu'elle s'organise dans un parti pour s'émanciper, ne se soumet pas à sa propre discipline, elle n'a aucune chance de l'emporter. Cette discipline, qui est librement consentie, est le produit de la liberté dans la discussion. Bien sûr, nous sommes tous liés par un même programme, mais, dans le cadre de ce programme, on peut avoir des points de vue différents sur la manière de le mettre en œuvre.

Et c'est normal. Personne, à lui tout seul, ne peut prétendre savoir ce qu'il faut faire

en toutes circonstances ; pour savoir ce qu'il faut faire, il faut un cadre politique, il faut discuter, c'est cela le rôle d'un parti.

THÉORIE ET PRATIQUE : QUELLES RELATIONS ?

Je terminerai en disant que cette actualité de la révolution d'Octobre et du bolchevisme, ce n'est pas une discussion abstraite. Il y a eu, au début de ce camp, une discussion sur le rapport entre la théorie et la pratique. Le bolchevisme, c'est, suivant une formule qu'on utilise assez souvent, l'unité de la théorie et de la pratique dans l'organisation. Pourquoi ? La théorie est quelque chose d'essentiel pour des révolutionnaires ; le mouvement ouvrier a connu une histoire suffisamment complexe, des expériences suffisamment difficiles, pour que ceux qui veulent aider la classe ouvrière à se libérer se saisissent de cette expérience, lisent, étudient, pour savoir quoi faire. Ne sera jamais un révolutionnaire conséquent, jusqu'au bout, celui qui ne consacre pas le temps nécessaire à la lecture, à l'étude ; il faut lire Marx, il faut lire Lénine, Trotsky, il faut lire Plekhanov, il faut lire beaucoup de choses.

Mais, camarades, il ne suffit pas de lire. Il y en a peut-être parmi vous qui ont fait des études de médecine, ou qui connaissent quelqu'un qui en a fait. Quiconque a fait des études de médecine vous dira qu'au bout de sept ans il a tout étudié, il a tout appris, et, lorsqu'il se retrouve face à un malade, il ne sait rien. C'est un peu la situation dans laquelle serait quelqu'un qui aurait lu tout Marx, tout Lénine, tout Trotsky, tout Plekhanov, tout Rosa Luxemburg, et beaucoup d'autres choses, mais qui n'aurait recruté personne à son parti dans les six derniers mois.

Sur un plan littéraire et abstrait, on peut être fort dans plein de choses, on peut avoir beaucoup lu, mais le marxisme ce n'est pas cela.

Le marxisme, c'est l'unité de la théorie et de la pratique dans l'organisation. Ce n'est pas non plus la pratique sans théorie ; celui qui croit qu'il va pouvoir construire un parti sans prendre en compte ce qu'il y a eu avant lui, sans chercher à comprendre ce qui l'environne, celui-là se plantera, obliga-

toirement. (On peut faire une grève en ne connaissant rien à la théorie, heureusement ! Beaucoup d'ouvriers, spontanément, organisent des grèves, etc., c'est normal, c'est le mouvement de la classe ouvrière. Mais quand il s'agit d'aller au-delà d'une grève, au-delà d'une bagarre, essayer d'inscrire cela dans une perspective d'ensemble, pour ne pas se faire avoir par le gouvernement, qui essaiera de tout reprendre six mois après, ne pas se faire avoir par tous les appareils, qui vont être obligés de suivre, mais qui vous cassent quand vous avez le dos tourné ; s'il s'agit d'inscrire cela dans la durée, c'est-à-dire dans la lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière, vous ne pouvez pas vous passer de la théorie.)

Pour nous, ce rapport de la théorie et de la pratique dans l'organisation, cela prend une forme très particulière, ce qu'on appelle la méthode objectif-résultat. C'est une question théorique de la plus haute importance. Engels, dans un texte de polémique contre Dühring, il y a plus de cent trente ans, sous une forme particulière, explique ce qu'est la méthode objectif-résultat. L'humanité a toujours avancé en se fixant des objectifs à réaliser ; elle n'a jamais pu avancer sans réfléchir à chaque étape sur le fait de savoir si elle a réalisé ce qu'elle avait décidé, et, si elle ne l'a pas réalisé, pourquoi, a-t-il expliqué en substance. Nous avons, nous, les trotskystes français, une réputation, largement alimentée par nos ennemis, la réputation de gens un peu obsédés par les résultats : combien on a vendu de journaux, combien on a collecté d'argent, est-ce que, pour le meeting du 13 septembre, on a autant d'inscrits qu'il en faut dans la salle, etc.

C'est sûr que si vous êtes à SOS Racisme, que vous convoquez un gala financé par le gouvernement et appelé par toutes les radios et toutes les télévisions, vous n'avez pas besoin de la méthode objectif-résultat. Mais quand vous n'avez pas les milliards du gouvernement, quand vous les refusez parce que c'est la garantie de l'indépendance politique, quand vous savez que vous pouvez envoyer 250 communiqués à la presse, il n'y a pas une ligne qui passera, alors vous savez que vous ne pouvez compter que sur vous-même, que vous ne pouvez compter que sur votre journal (et pour qu'il y ait un journal, il faut qu'il soit équilibré), vous ne pouvez compter que sur votre propre publi-

cité, vos propres tracts. Cela s'appelle objectif-résultat. Sur ce plan, il y a toujours une discussion. Il y a toujours des jeunes, et c'est normal (pas seulement des jeunes, mais c'est plus sensible chez eux), pour dire : je suis d'accord avec tout ce que vous racontez ; mais je ne veux pas être organisé ; je ne veux pas être organisé parce que je tiens à ma liberté.

Très bon sujet de philosophie : qu'est-ce que la liberté ? Dans la société telle qu'elle est constituée, ce qu'on appelle liberté, c'est le droit apparent de jouir de l'apparence de liberté individuelle. Ce n'est pas une formule, c'est un fait. Quelle est votre liberté individuelle dans cette société ? Vous avez la liberté individuelle, si vous êtes parmi les meilleurs élèves de votre classe et si vos parents en ont les moyens, d'être inscrit à l'Université ; vous avez la liberté individuelle, si vous êtes dans les élèves moyens, d'être inscrit dans une université que vous n'avez pas choisie ; vous avez la liberté individuelle, si vous n'êtes pas dans les meilleurs élèves, d'aller vous faire voir ailleurs. C'est cela, la liberté individuelle. Vous avez la liberté individuelle, si vous avez de la chance, si vous avez des parents qui ont un peu d'argent ou qui ont pu vous aider, d'avoir une qualification qui vous donne une place dans la société ; mais, pour la moitié des jeunes, vous avez la liberté individuelle des contrats à durée déterminée, des 2 800 francs par mois, et de la galère jusqu'à vingt-cinq ans. Cela, c'est ce qu'on appelle la liberté individuelle. Moyennant quoi, au plan politique, vous avez la liberté individuelle d'aller tous les cinq ans mettre un bulletin dans une urne pour des gens qui trahiront votre mandat, et qui feront la politique inverse de celle que vous avez décidée. Si on dépasse l'apparence des choses, si on dépasse ce seuil apparent de l'apparence de liberté individuelle, alors on reconnaîtra que le plus haut degré de liberté individuelle, c'est l'organisation collective pour l'émancipation de la classe ouvrière. Le seul acte réellement libre auquel les individus peuvent prétendre dans cette société, c'est la possibilité de s'organiser avec d'autres pour casser cette spirale infernale, qui en fait tue nos libertés.

On n'est pas nécessairement d'accord avec ce que je dis, mais je le dis parce que la défiance d'un jeune à l'égard de l'organisation, à mes yeux, est normale. Qu'un

jeune refuse l'embrigadement — il y a eu assez d'embrigadement à l'est de l'Europe, et pas seulement, pour être très méfiant à l'égard de l'organisation —, je le comprends parfaitement. Le jeune qui dit cela, et pas seulement le jeune, beaucoup d'adultes et d'ouvriers le disent, qui ont été trahis par les socialistes, trahis par les communistes, le fait de le comprendre ne signifie pas pour autant qu'ils aient raison. Le fait de le comprendre veut dire qu'on doit en discuter. Et moi je défends l'organisation collective, l'organisation dans un parti bolchevique, comme le plus haut degré de liberté individuelle.

**ON NE VOUS DONNERA JAMAIS RIEN
QUE VOUS NE SACHIEZ PRENDRE
VOUS-MÊMES**

Pour terminer, camarades, je vous dirai que, ayant réussi à vous parler de Lénine et des bolcheviks sans aucune citation pendant une heure, je voudrais vous offrir pour conclure deux citations qui, je crois, vont en surprendre plus d'un.

A un dénommé Lengnik, qui, en 1901, se plaignait que les organisations locales en Russie ne recevaient pas assez de tracts du centre, pas assez de journaux élaborés par le centre, ne savaient pas quoi faire, etc., Lénine a répondu :

“Personne ne vous donnera jamais rien si vous ne savez pas le prendre vous-mêmes. En arriver à ce que les organisations locales ne soient même pas capables de rédiger des tracts relatifs à leur localité, c'est la fin de tout.”

On a une image fautive de Lénine, qui aurait voulu tout contrôler entre ses mains, tout savoir... Moi, je suis mille fois d'accord avec Lénine, cent mille fois d'accord (je ne parle pas du travail jeunes en général, je parle des principes généraux du marxisme et du bolchevisme) : on ne

vous donnera jamais rien que vous ne sachiez prendre par vous-mêmes. Il n'y aura aucun groupe Paroles de jeunes qui se constituera s'il n'y a pas de jeunes qui les constituent autour de nous, il n'y aura aucun tract qui se fera si on ne l'écrit pas soi-même.

Alors, il faut étudier la théorie, mais il ne faut pas attendre d'avoir étudié toute la théorie pour se jeter dans le bain. Quand on a quelques idées sur ce gouvernement et sa politique, et que l'on est capable de les exprimer, il faut aller prendre soi-même ce dont on a besoin, il faut aller prendre les gens autour de soi, les regrouper, agir, combattre.

J'ai centré cet exposé sur l'actualité de la révolution russe, parce que je crois que c'est vraiment important. L'actualité de l'histoire, c'est important, mais, camarades, tout est relatif. Le marxisme, c'est la capacité de comprendre que chaque chose est vraie, mais que son contraire est partiellement vrai en même temps. Lénine, dont personne ne peut dire qu'il méprisait la théorie, en pleine révolution (avril 1917), a dit :

“La principale erreur des révolutionnaires est de regarder en arrière les révolutions d'autrefois. Ils ne tiennent pas compte de la vie, qui marche toujours en avant, qui crée des situations toujours nouvelles.”

Cela, c'est une grande leçon : il faut beaucoup apprendre de la révolution russe, beaucoup apprendre de la Révolution française, mais les prochaines révolutions qui se préparent, en France, en Allemagne, en Espagne, dans d'autres pays, ne se passeront pas comme les précédentes. Chaque fois, il y a des situations nouvelles, et il y a des problèmes nouveaux.

Comme disait Goethe, qui n'était pas marxiste, mais qui était un grand Allemand : *“Grise est la théorie, mon ami, mais vert est l'arbre éternel de la vie.”*

Lettre d'invitation à la rencontre de militants ouvriers des pays de l'ex-URSS, de l'est de l'Europe et des Balkans (Cacak, Serbie, 27-28 octobre 2007)

Chers amis, chers camarades,

Militant ouvrier yougoslave de longue date, responsable de l'Alliance politique ouvrière en Serbie, je m'adresse à vous, militants des pays de l'est de l'Europe, des Balkans et des républiques de l'ex-URSS, qui, comme nous, connaissez la situation difficile dans laquelle nous vivons. Contre la tentative permanente d'isoler nos classes ouvrières entre elles et de les isoler du reste du monde, notre groupe s'est affilié à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, cadre de discussion libre entre militants ouvriers de toutes tendances à l'échelle mondiale.

TONY BLAIR... DIX ANS AU SERVICE DE LA POLITIQUE DE BUSH

Nous venons d'apprendre que l'ex-Premier ministre britannique, Tony Blair, a été nommé à la tête du "Quartette" (Etats-Unis, ONU, Union européenne, Russie), pour, disent-ils, "rétablir la paix au Moyen-Orient". Blair, "rétablir la paix" ?

Mais qu'a fait Blair pendant dix ans en Grande-Bretagne, et qu'a-t-il fait ces der-

nières années en Irak et en Afghanistan ? Tony Blair, que des millions de travailleurs britanniques ont conspué dans des manifestations contre la guerre et l'occupation de l'Irak, n'est-il pas responsable, en se soumettant à Bush, d'avoir saigné l'Irak, de l'avoir démantelé et d'avoir plongé sa population dans un chaos sanglant ?

Blair n'a pas seulement fait la guerre en Irak aux côtés de Bush. Il a fait la guerre à son propre peuple. Un militant du Labour Party britannique me racontait récemment, lors d'une rencontre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples :

"Lorsque j'étais conseiller municipal du Labour Party à W., de 1998 à 2004, j'étais responsable de la santé et de l'assistance sociale. J'ai donc été tout ce temps particulièrement au fait de l'état des services sanitaires et j'ai vu à quoi on a réduit les services de santé. Sous la houlette de représentants gouvernementaux dans les commissions, j'ai vu le nombre de lits être réduit de 20 %. A W., 80 % des services des maisons de retraite et des dispensaires ont été livrés à la privatisation."

Et c'est cet homme, qui a appliqué la politique de Bush, à qui on demande de "rétablir la paix" au Moyen-Orient ? Comment est-il possible d'accepter une

chose comme cela ? Les peuples sont-ils pour la guerre en Irak ? Non, même aux Etats-Unis, le peuple américain a massivement manifesté son opposition à la guerre et à l'occupation de l'Irak.

Alors, comment est-il possible que les dirigeants et les appareils des grands partis traditionnels, issus de l'Internationale socialiste et des PC, continuent à accepter la politique de Bush, qui n'est rien d'autre que celle du régime failli de la propriété privée des moyens de production ? On voit où cela mène...

La situation dans nos pays des Balkans, de l'est de l'Europe et de l'ex-URSS est une composante de la situation mondiale. Début juin 2007, la Banque mondiale a publié un rapport se désolant d'une "lassitude à l'égard des réformes" dans les pays de l'est de l'Europe, des Balkans et en ex-URSS. Commentant le rapport de cette institution au service de la politique de l'impérialisme américain, le journal financier français *La Tribune* commente :

"Les réformes structurelles marquent le pas (...), le processus de privatisation tarde à être achevé (...). L'Etat-providence — essentiellement la subvention de certains produits — est coûteux."

Qu'est-ce que les "réformes structurelles", si ce n'est la politique de privatisation-pillage et de destruction dictée par le système de la propriété privée des moyens de production aux pays de l'est de l'Europe et de l'ex-URSS depuis 1991 ?

Et pourquoi la Banque mondiale se plaint-elle que "le processus de privatisation tarde à être achevé" ?

Partons de deux faits récents qui permettent d'éclairer la situation internationale et les développements à l'est de l'Europe, dans les Balkans et en ex-URSS.

EX-YOUGOSLAVIE : L'IMMENSE MAJORITÉ DES TRAVAILLEURS RESTE CONTRE LES PRIVATISATIONS

Dans un rapport sur la situation de la classe ouvrière en Serbie, nous avons écrit :

"La grande majorité des travailleurs a toujours été et reste contre les privatisa-

tions. Mais le gouvernement détruit systématiquement les entreprises, les accable de dettes, met la production en arrêt forcé et ainsi impose aux travailleurs une fausse alternative : ou la privatisation, ou la liquidation de l'entreprise (...). En ce qui concerne les grands systèmes centralisés, comme le secteur de l'énergie, de la poste, des chemins de fer, il est plus difficile au gouvernement d'imposer l'alternative privatisation ou liquidation en paralysant l'activité de l'entreprise, et c'est pourquoi, dans ces secteurs, la résistance à la privatisation est beaucoup plus forte (...). Dans les syndicats de la poste, des chemins de fer et du secteur de l'électro-énergétique, il n'y a pratiquement pas de forces qui osent intervenir ouvertement en faveur de la privatisation (...). Ces syndicats cherchent des points d'appui, la solidarité et la collaboration avec la résistance ouvrière à la privatisation dans les autres syndicats."

SOMMET BALKANS-RUSSIE À ZAGREB : "EMPÊCHER LE RETOUR À LA VIEILLE UNITÉ" YOUGOSLAVE

A Zagreb (Croatie), s'est terminé le 24 juin un sommet régional sur la question de l'énergie, réunissant les chefs d'Etat de l'ensemble des Balkans (Croatie, Serbie, Bulgarie, Roumanie, Albanie...), et Poutine. La réunion était placée sous l'égide du slogan : "L'énergie est une marchandise, mais spécifique."

Ouvrant la conférence, le président croate a indiqué : "Il faut consolider la région, mais le retour au passé est impossible." Qu'entendait-il par le "retour au passé" ? S'agit-il des guerres prétendument ethniques, fomentées par Bush père à partir de 1991, qui ont ravagé et détruit les Balkans et l'ex-Yougoslavie (1) ?

Non, pour le président croate, ce qui est impossible, c'est ce qu'il a appelé "le retour à la vieille unité", c'est-à-dire le retour à la Yougoslavie fédérale, aux conquêtes de 1946, à la propriété d'Etat,

(1) Guerres de destruction qui ont conduit aujourd'hui à une occupation militaire des Balkans : bases militaires en Bosnie, en Macédoine, au Kosovo... Bases de l'OTAN abritant plusieurs milliers de soldats américains en Roumanie et en Bulgarie, dont les gouvernements ont abrité les tristement célèbres "prisons secrètes" de la CIA.

en particulier à la propriété des grands moyens de production comme l'énergie.

Il est frappant que, face à ceux qui déclarent que *"le retour à la vieille unité est impossible"*, un congrès syndical de l'énergie en Serbie, réuni en décembre 2006, ait formulé la proposition d'une action commune des syndicats de tous les pays de l'ex-Yougoslavie et des Balkans, pour que ceux-ci s'adressent ensemble à leurs gouvernements afin de demander à l'Union européenne un moratoire sur la privatisation de l'énergie. Proposition qui a été reprise par l'ensemble des syndicats, mais s'est heurtée au refus de chacun des gouvernements mafieux des pays balkaniques, et l'on comprend pourquoi.

Immédiatement après le président croate, Poutine (2) est intervenu et a fait la déclaration suivante :

"Les pays balkaniques sont toujours plus intégrés à l'Union européenne et nous sommes prêts à développer notre relation avec vos pays à travers le projet de l'Union européenne."

Dans les conclusions communes, les chefs d'Etat ont souligné que *"l'objectif stratégique de tous nos pays est d'entrer dans l'Union européenne"*.

LA POLITIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE ET LES ENTREPRISES PUBLIQUES D'ÉNERGIE

Mais qu'est-ce que la politique de l'Union européenne concernant l'énergie ?

La directive européenne 2003/55/CE, c'est-à-dire le texte qui est imposé à chaque gouvernement des pays membres de l'Union européenne, décrète que l'objectif dans chaque pays est de *"réaliser un marché du gaz concurrentiel"*, et que *"la libéralisation de ces secteurs (gaz et électricité — P. I.) soit accélérée"*.

Qu'est-ce que cela signifie ? La destruction des monopoles d'Etat, des entreprises publiques et nationalisées de gaz et d'électricité dans chaque pays. Des camarades français de l'Entente internationale des travailleurs m'ont informé des conséquences, dans leur pays, de la privatisation de l'entreprise publique EDF-GDF : une aug-

mentation à terme et dans des délais très rapides de 35 % des factures pour les usagers, tandis que les dividendes empochés par les actionnaires et les spéculateurs augmentaient de 62 %.

Et dans les autres pays, quel est le résultat de *"l'ouverture à la concurrence"* exigée par l'Union européenne ? En Espagne (déréglementation imposée en 2003), *"les prix ont monté, bref, c'est un désastre"*, explique un responsable d'association de consommateurs (Agence France Presse, 27 juin). *"En République tchèque, les prix de l'électricité ont grimpés de 51 % depuis la libéralisation"* (en 2006), affirme l'AFP, qui poursuit : *"En Suède, où le marché de l'électricité est entièrement dérégulé depuis 1996, les prix ont dans un premier temps baissé, avant d'augmenter de 59 à 74 %"*. En Grande-Bretagne, *"le prix du gaz a grimpé de 70 % depuis 2003, et celui de l'électricité de 52 %"*.

"L'intégration à l'Union européenne" qu'a défendue Poutine n'est donc rien d'autre qu'une politique visant à la privatisation, à la destruction pure et simple des entreprises publiques d'énergie.

Dans les pays où l'Etat était propriétaire des moyens de production, comme une première étape vers le socialisme (3), il s'agit d'aligner les prix sur les prix du marché mondial. Une politique qui a d'ores et déjà été mise en œuvre par le gouvernement bulgare, avec des conséquences désastreuses, comme le démontre le document écrit par les syndicats bulgares :

- 30 % du personnel de la compagnie d'électricité ont été licenciés ;

- les tarifs de l'électricité pour la population ont été brutalement augmentés.

Mais cela est vrai dans tous les domaines. Qui peut nier par exemple que la privatisation-destruction des systèmes publics de santé ne pose pas des questions

(2) Poutine qui déclare quelques jours plus tard : *"Le monde entier sait que les Balkans et la mer Noire sont des zones pour lesquelles nous avons un intérêt particulier"*, ce que la presse internationale a interprété comme *"le retour de la Russie dans ses zones d'influence balkanique"*. Mais au service de qui ? Comme nous allons le montrer, au service de l'impérialisme américain.

(3) Bien que, pour ma part, j'estime que la propriété d'Etat y était menacée et attaquée par la bureaucratie dans le cadre du prétendu socialisme dans un seul pays.

de vie ou de mort pour des millions de travailleurs ?

**ROUMANIE, POLOGNE, RUSSIE...
LE DROIT À LA SANTÉ
SE HEURTE AUX EXIGENCES
DE L'UNION EUROPÉENNE
ET AUX PRIVATISATIONS**

On a dissimulé dans les médias de nos pays que le 19 juin, à Varsovie, 10 000 infirmières et médecins ont manifesté pour réclamer des hausses de salaire, tandis que la grève des médecins se poursuit depuis plus d'un mois dans 280 hôpitaux sur 600. "Nous voulons travailler et non émigrer", ont scandé les manifestants. Le Premier ministre, l'ultraréactionnaire Jaroslaw Kaczynski, a qualifié les revendications des médecins de "totalement irréalistes", qualifiant les protestations des médecins et des infirmières d'"action politique de style le pire possible, nuisible et honteux pour la Pologne". Cet individu, que certains présentent frauduleusement comme un opposant à l'Union européenne, déclarait il y a quelques jours :

"Obtenir des hausses salariales, c'est complètement irréaliste, (car cela) remettrait en question tout le projet des finances publiques tout comme nos relations avec l'Union européenne."

Même politique en Roumanie, où, comme l'a expliqué une syndicaliste de la santé,

"le gouvernement ferme des milliers de lits d'hôpitaux, car la moyenne en Roumanie est de 7 lits pour 1 000 habitants, alors qu'elle n'est que de 4 pour 1 000 en moyenne dans le reste de l'Union européenne".

Et n'est-ce pas la politique de privatisation des hôpitaux et des dispensaires, la destruction des conquêtes sociales (par exemple, la loi n° 122 de Poutine, en janvier 2006, qui liquide les "avantages acquis" et les médicaments gratuits pour certaines catégories : retraités, vétérans...) qui ont conduit à une chute brutale de l'âge d'espérance de vie (57 ans pour les hommes) en Russie ?

Les travailleurs, sur la base de leur propre expérience, sont amenés à faire le

constat suivant : il ne peut y avoir de survie dans le cadre de la politique des privatisations-destruction dictée par la Banque mondiale, le FMI, l'Union européenne et relayées par les gouvernements mafieux. Cela met à l'ordre du jour, comme l'a dit un militant dans la conférence syndicale : "Contre toute privatisation et pour le contrôle ouvrier, comme seul moyen de lutter efficacement contre la corruption et le vol."

Politique de privatisation qui s'accompagne d'une politique d'occupation militaire américaine et de parcellisation en micro-Etats sans aucune souveraineté et contrôlés par les bases américaines. Ce que le président croate appelle "le retour impossible au passé, le retour impossible à la vieille unité", c'est-à-dire le retour à la Fédération yougoslave, vers la Fédération balkano-danubienne libérée de l'ingérence des grandes puissances et garantissant les droits égaux à toutes les nationalités.

Un deuxième fait de l'actualité récente — dissimulé par les médias du monde entier — vient confirmer ce constat.

**DANS LE PLUS GRAND SECRET,
LA DOUMA AUTORISE LE SÉJOUR
DES TROUPES DE L'OTAN
SUR LE TERRITOIRE RUSSE**

A l'approche du dernier sommet du G 8, les médias ont multiplié les commentaires sur la "résistance" de Poutine au plan américain visant à décréter une prétendue "indépendance" du Kosovo (une prétendue "indépendance" sous occupation militaire, puisque ce territoire de 10 800 km² abrite Camp Bondsteel, la plus grande base militaire américaine hors du territoire américain, dont Poutine ne demande pas la suppression). Mais savez-vous que, quelques jours avant, la Douma (Parlement) de Russie a voté le 25 mai 2007 en "procédure urgente" une loi sur le régime de circulation et de stationnement des troupes de l'OTAN sur le territoire de la Fédération de Russie ?

"Le président de la Fédération de Russie et ses conseillers ont décidé de faire un cadeau à leurs collègues euro-américains. Et quoi de mieux qu'un nouveau pas en avant dans l'ingérence de l'OTAN en

Russie ?" (*Sovietskaïa Rossiïa*, 28 mai 2007).

Répétons-le, ce fait a été caché, dissimulé par toute la presse à l'échelle internationale. Cette loi prévoit en particulier l'engagement à hauteur de 75 % de l'Etat russe dans les frais découlant de la présence sur le territoire russe des troupes de l'OTAN. Elle prévoit également que tout soldat des troupes de l'OTAN commettant un crime sur le territoire de la fédération de Russie relèvera d'une cour de son pays d'origine, et non d'un tribunal russe (4). Cette loi est en tous points similaires à celle adoptée voilà trois ans par le gouvernement de Serbie.

COMMENT COMPRENDRE ? N'EST-CE PAS EN RÉALITÉ UNE GIGANTESQUE MYSTIFICATION ?

Le même Poutine a fait grand bruit, au sommet du G 8, de son "opposition" à l'installation de bases militaires radar et missile de l'OTAN en Pologne et en République tchèque. Bases rejetées par les peuples polonais et tchèque, et qui ne visent, selon l'ancien directeur de l'Académie diplomatique de Pologne, limogé pour cette déclaration, qu'à "*renforcer la position hégémonique* (des Américains). *Ce parapluie américain va modifier la donne stratégique et entraîner une nouvelle course aux armements*" (*Le Figaro*, 8 juin 2007). Pour "s'opposer" aux bases en Europe centrale, Poutine a immédiatement proposé à Bush... d'installer ses bases militaires en Azerbaïdjan, aux frontières de l'Iran. Bush se précipitant sur cette offre en proposant à Poutine que des forces militaires russes participent au bouclier antimissiles... en Azerbaïdjan, tout en maintenant ses bases en Pologne et en République tchèque.

Poutine, ancien colonel du KGB, est le représentant des clans mafieux, issus de la décomposition de la bureaucratie stalinienne après que celle-ci eut provoqué l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. Il a poursuivi la politique d'Eltsine de privatisation-destruction de l'industrie et de l'agriculture soviétique, de la propriété d'Etat et des conquêtes issues de la révolution d'octobre 1917. C'est Poutine qui a nommé

Tchoubaïs, le "père des privatisations" qui ont ravagé la Russie dans les premières années du gouvernement d'Eltsine, à la tête de la commission pour la privatisation totale des entreprises publiques d'énergie et d'électricité en Russie.

TCHOUBAÏS, LE "PÈRE DES PRIVATISATIONS", SE HEURTE À LA RÉSISTANCE AUX PRIVATISATIONS

Comme en Serbie, comme dans les Balkans, Tchoubaïs s'est heurté à la résistance des travailleurs, qui refusent la privatisation. Ces derniers mois, une vague de grèves, particulièrement dans le domaine de l'énergie, a secoué la Russie. Parmi de nombreuses autres, citons par exemple la grève fin mai des ouvriers de l'usine Kourgantekhnergo, avec comme revendication l'augmentation de 30 à 35 % des salaires.

Confronté à cette résistance, Tchoubaïs, qui était mandaté pour achever la privatisation en février 2007, a été contraint de demander de un an et demi à deux ans de délai supplémentaire pour l'application de cette politique de privatisation-destruction, avant d'être finalement remplacé. Il est aujourd'hui pressenti pour prendre la tête de la commission gouvernementale pour la privatisation des services du logement (G.K.Kh.).

La privatisation de l'électricité, du logement et du chauffage, dans un immense pays comme la Fédération de Russie où les températures hivernales provoquent déjà plusieurs milliers de morts de froid chaque année, signifierait un véritable génocide.

Mais Poutine n'a pas d'autre choix, puisqu'il se soumet aux diktats de Bush, comme le montrent le vote à la Douma et l'offre faite aux Américains de leur céder les bases militaires en Azerbaïdjan.

(4) Suivant ce même "principe", il y a quelques années, en Italie, un pilote de chasse d'une base de l'OTAN, qui, par négligence, avait provoqué la mort de plusieurs civils italiens, a pu échapper à la justice italienne et a été condamné à une peine symbolique par un tribunal aux Etats-Unis.

Dès lors, pour Poutine, il n'y a donc d'autre voie, pour faire passer les privatisations et mater les grèves, que de chercher à provoquer, en Russie, de prétendus affrontements "interethniques". Ces derniers mois, de véritables pogromes contre des travailleurs du Caucase et d'Asie centrale ont été fomentés par des provocations à Kondopoga, Stavropol et Moscou.

LE SINISTRE SCÉNARIO DE LA DISLOCATION DE L'EX-YOUGOSLAVIE PLANE SUR LA RUSSIE

Prétendus affrontements "ethniques", d'un côté, vote de la Douma permettant l'intervention des troupes de l'OTAN sur le territoire de la Fédération de Russie, de l'autre : c'est le scénario qui préparait, en 1990-1991, le dépeçage de la Fédération yougoslave construite par les peuples yougoslaves dans leur combat uni contre le nazisme et l'exploitation en 1941-1946.

Le sinistre "scénario" écrit par les grandes puissances impérialistes, et mis en œuvre à l'époque par les Milosevic, Tadjman, issus de la bureaucratie, pour briser la résistance unie des travailleurs serbes, croates, bosniaques, slovènes... Comme l'écrivait en 1995 un expert américain, Criton Zoakaos, économiste de Polyconomics :

« En 1987, l'ancienne Yougoslavie était encore un Etat qui fonctionnait. Le FMI a alors décidé de prendre en main sa politique économique et de mettre en œuvre les thérapies de choc bien connues : dévaluation, gel des salaires et libération des prix (...). Quand la thérapie de choc initiale du FMI a frappé la Yougoslavie, la première forme revêtue par le désordre social ne fut pas celle de tensions ethniques, mais celle de grèves massives et répétées, et d'autres actions ouvrières (...). En général, les gens ne se tournaient vers des solutions ethniques que lorsque toute possibilité pour eux d'une vie économique normale avait été détruite. Le "nettoyage ethnique" n'est intervenu qu'après que la "thérapie de choc" du FMI eut fait son travail. »

Un scénario sanglant, qui aboutit aujourd'hui au projet de prétendue "indépendance" du Kosovo, sous le contrôle de la base américaine de Camp Bondsteel.

L'offensive pour séparer définitivement le Kosovo de ce qui reste de l'ancienne Yougoslavie constitue, pour l'instant, le dernier chapitre de l'éclatement de la Fédération yougoslave, encouragée par l'Union européenne et les Etats-Unis par le biais des différentes fractions de la bureaucratie titiste, devenues agences mafieuses directes de l'impérialisme.

Il ne s'agit pas des droits des peuples, mais de considérer le Kosovo comme un protectorat sous la tutelle de l'Union européenne et de l'OTAN, et de contrer l'aspiration des peuples balkaniques au rétablissement de la Fédération yougoslave sur la base de la propriété sociale, à la souveraineté des peuples et à l'établissement de rapports de fraternité, c'est-à-dire à la rupture avec l'Union européenne, l'OTAN, et au retrait des troupes. Selon *Le Figaro* (9 juin 2007), le nouveau président français, Nicolas Sarkozy, aurait dit à Poutine : "*La Yougoslavie, c'est fini !*" Pour ce partisan de la politique américaine, il faut empêcher la seule solution démocratique permettant d'établir des relations fraternelles et pacifiques entre les peuples yougoslaves et balkaniques : la Fédération yougoslave et la Fédération balkano-danubienne.

Et qui peut croire que Poutine, en faisant voter à la Douma l'abandon de toute souveraineté de la Russie face à l'OTAN, en cherchant à provoquer des incidents prétendument ethniques entre travailleurs en Russie, s'oppose à cette politique de dislocation ?

Une politique de "balkanisation" appelée de ses vœux par l'Union européenne, au service du capital financier qui veut détruire sur tout le continent les conquêtes des travailleurs. Comme le souligne un quotidien capitaliste français : "*Sur le Vieux Continent, la balkanisation n'est plus une recette pour le désastre*" (*Les Echos*).

Une politique qui n'est rien d'autre que la politique américaine — au compte du régime failli de la propriété privée des moyens de production — de dislocation des nations, de destruction de toutes les conquêtes de la civilisation et de l'humanité, telle qu'elle montre son sinistre visage au Moyen-Orient, dans l'occupation sanglante de l'Irak, sur le continent Africain pillé et martyrisé ou dans les plans de désindustrialisation et de licenciements aux Etats-Unis mêmes.

Mais ils n'ont pas encore réussi. Quand la Banque mondiale se désole de la "*lassitude à l'égard des réformes*", elle reconnaît implicitement que nos peuples, que les travailleurs de nos pays refusent de se voir priver de toute vie digne, tout comme les peuples du monde entier, de l'Afrique au Moyen-Orient, de l'Amérique latine à l'Amérique du Nord, veulent vivre.

Et cette recherche qui existe dans tous nos pays, cette recherche qui s'appuie sur la défense de la propriété d'Etat, contre les privatisations, doit pouvoir s'exprimer comme une composante de la résistance des travailleurs et des peuples du monde à la politique de Bush et des grandes institutions impérialistes (OTAN, Union européenne, FMI...).

Nous ne prétendons pas avoir des solutions toutes faites, et nous ne faisons que soumettre ces premières notes à la réflexion de chacun. Nous, militants de l'Alliance politique ouvrière, affiliés à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, voulons ouvrir une discussion libre entre nous, autour des deux questions majeures à nos yeux :

— contre toute privatisation, pour la défense et la reconquête des conquêtes sociales, des entreprises publiques et de la

propriété de l'Etat ; donc, le refus de la politique de privatisation-destruction dictée par les institutions internationales de l'impérialisme : FMI, Banque mondiale, Union européenne ;

— pour l'union libre des nations et des peuples, la constitution d'une Fédération libre des peuples de Yougoslavie et de la région balkano-danubienne, la constitution d'une union libre des peuples de l'est de l'Europe et de l'ex-Union soviétique, contre la "balkanisation" et pour l'arrêt de l'occupation de l'OTAN, le retrait des troupes et le démantèlement des bases.

Nous proposons donc d'inviter les militants ouvriers de toutes tendances à cette rencontre, que nous serons fiers d'accueillir dans la ville industrielle de Cacak, à 150 km de Belgrade, en Serbie, les samedi 27 et dimanche 28 octobre.

Recevez, chers amis et camarades, nos salutations fraternelles.

Pavlusko Imsirovic
membre de l'Alliance politique
ouvrière de Serbie (ex-Yougoslavie),
affiliée à l'Entente internationale
des travailleurs et des peuples



La révolution hongroise de 1918.

Réflexions sur la politique et la place du Secrétariat unifié aujourd'hui

Par Dominique Ferré

En cette année 2007, 90^e anniversaire de la révolution d'octobre 1917, jamais la barbarie générée par la survie du régime de la propriété privée des moyens de production n'a été aussi présente sur tous les continents.

Et pourtant, la lutte de classe internationale impose l'affirmation du programme de la IV^e Internationale, selon lequel :

« Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore "mûres" pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres, elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. »

Dans la recherche d'une issue positive à la crise, des militants ouvriers s'interrogent :

"Pourquoi, dans ces conditions, les forces qui, apparemment, ont une même volonté de combattre le système capitaliste — et en particulier les forces qui se récla-

ment de la IV^e Internationale — ne sont elles pas rassemblées dans une seule organisation ?"

C'est un fait que la crise de dislocation qui a frappé la IV^e Internationale en 1950-1953 a créé une situation où existent un nombre important de groupes et de courants qui se réclament de la IV^e Internationale. Notre courant, qui s'est constitué dans la résistance à la politique liquidatrice de la IV^e Internationale, politique imprimée par Pablo en 1950-1953, a combattu pendant des décennies pour reconstruire la IV^e Internationale jusqu'à la conférence mondiale qui, en 1993, a reproclamé la IV^e Internationale, qui a tenu, en novembre 2006, son Sixième Congrès mondial.

Mais c'est un fait que l'organisation pabliste — le Secrétariat unifié (SU) — prétend elle aussi représenter la IV^e Internationale. Cette situation est-elle due à des raisons circonstanciées et conjoncturelles qu'il serait possible de surmonter, ou bien renvoie-t-elle à des questions de principe ?

Répondre à cette question exige de permettre une libre discussion à partir de faits vérifiables par tous, en intégrant les conséquences internationales du tournant majeur de ces dernières années : la chute de l'Union soviétique en 1991. Nous soumettons dans ce dossier de premières réflexions à nos lecteurs afin d'ouvrir cette discussion.

Brésil, Italie : des ministres et sénateurs du Secrétariat unifié... au compte de quelle politique ?

Voilà plus de six ans au Brésil, et plus d'un an et demi en Italie, que des dirigeants du Secrétariat unifié participent à des coalitions gouvernementales (Lula au Brésil, Prodi en Italie).

Ne demandant à personne de nous croire sur parole, nous soumettons à nos lecteurs des faits, des citations vérifiables. Et précisons d'emblée qu'il ne s'agit pas ici de "régler des comptes". Mais les exploités et les opprimés, les millions qui souffrent des conséquences de la décomposition du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production, n'ont-ils pas le droit de savoir ? N'ont-ils pas le droit de pouvoir juger par eux-mêmes de qui fait quoi, et au service de qui ?

BRÉSIL : SIX ANS DE MINISTÈRE ROSSETTO-CASSEL

Depuis plus de six ans, au Brésil, c'est un dirigeant de Démocratie socialiste (DS, tendance dans le Parti des travailleurs, affiliée au Secrétariat unifié) qui occupe, dans le gouvernement Lula, le poste de ministre du Développement agricole, chargé de la réforme agraire.

Ce ministère n'est évidemment pas n'importe lequel, dans un pays semi-colonial comme le Brésil, dans lequel la revendication d'une réforme agraire est au centre du combat d'émancipation depuis des décennies et où la propriété de la terre reste concentrée dans les mains d'une poignée de grands propriétaires fonciers (latifundiaires), de banques et d'investisseurs internationaux. 22 millions d'hectares appartiennent ainsi à 46 grands groupes financiers, industriels et agroalimentaires, tandis que plus de deux millions de familles se voient toujours privées d'une terre pour vivre et faire vivre leurs enfants.

Comme nous en avons rendu compte à plusieurs reprises depuis 2001 dans notre revue, Miguel Rossetto, de la direction de Démocratie socialiste, a occupé ce poste ministériel de 2001 à 2005, date à laquelle il a démissionné, non pas en raison de désaccords avec la politique gouvernementale, mais afin de pouvoir se faire élire comme sénateur. Son actuel successeur, Guilherme Cassel, est également membre de Démocratie socialiste.

Quelle a donc été la politique des ministres DS durant ces six années au sein des gouvernements Lula ?

Rappelons que Lula a été élu pour la première fois, en octobre 2001, parce que les masses ouvrières et paysannes du Brésil ont matérialisé leurs aspirations vitales dans le vote Lula, pour la formation d'un gouvernement du Parti des travailleurs (PT) qui rompt avec la politique de soumission à l'impérialisme menée depuis des années. Aspirations particulièrement en ce qui concerne la distribution de terres aux millions de Brésiliens qui en sont privés, impitoyablement traqués par les tueurs à la solde des grands propriétaires terriens lorsqu'ils osent, pour survivre, occuper les terres. C'est dans cette lutte pour la réforme agraire et par les occupations des terres qu'est née la principale organisation paysanne du Brésil, le Mouvement des travailleurs sans terre (MST).

Quel bilan tire de ces cinq années le MST ? Il accuse, en 2006 :

"La réforme agraire n'est pas une priorité du gouvernement Lula."

Au cri de révolte du MST, le ministre pabliste Cassel ose répondre :

« Je n'aime pas et je ne crois pas correct que l'on jette ainsi la responsabilité sur les autres. Les problèmes de la réforme agraire et de l'agriculture familiale sont les problèmes de notre capacité à gagner des marchés (...), ce sont donc des pro-

blèmes qui relèvent de l'agriculture familiale et des "assentamentos" » (terres attribuées à des groupes de familles sans terre généralement après qu'elles les ont occupées de force — NDT).

Ce ne serait donc pas la responsabilité des ministres Rossetto et Cassel ? Ce serait le problème des paysans eux-mêmes ?

QUELS SONT LES FAITS ?

Quels sont les faits, tels qu'ils sont rapportés par des sources que l'on ne peut soupçonner d'une hostilité a priori ni à l'encontre des ministres Rossetto et Cassel ni à l'encontre du système de la propriété privée des moyens de production ?

Ainsi, la revue *Volcans*, une source proche de l'Eglise catholique, fait le constat suivant :

« Lula avait promis une profonde réforme agraire. Après sa première élection, il s'est seulement engagé à distribuer 400 000 parcelles. Il prétend aujourd'hui avoir pratiquement atteint cet objectif, mais le MST dénonce un tour de passe-passe : alors que la réalité se chiffre à 40 000, le gouvernement inclut dans son décompte des exploitations depuis longtemps distribuées, mais qui viennent seulement d'obtenir un titre de propriété. Le MST estime à 230 000 le nombre de familles installées dans des "acampamentos" au bord des routes, en attente de se voir attribuer une parcelle. »

La même revue rappelle que

"1 % de la population possède encore 46 % des terres cultivables".

Ce refus de la réforme agraire s'est doublé, de la part de Rossetto, d'une véritable politique criminelle de couverture des assassinats de paysans sans terre par les milices de tueurs au service des grands propriétaires. L'année 2003 est marquée par une augmentation des assassinats de travailleurs sans terre : 60, selon les chiffres de la Commission pastorale de la terre, deux fois plus que l'année précédente sous le gouvernement bourgeois de Cardoso. Face à ce bain de sang organisé par les latifundiaires, Rossetto réplique honteusement :

"Nous ne tolérerons aucune manifestation violente d'où qu'elle vienne, des sans-terre ou des milices armées des grands propriétaires" (O Estado, 4 juillet 2003).

Mettre sur pied d'égalité assassins et opprimés pour couvrir les crimes des premiers, voilà la politique de Rossetto !

Le 6 mars 2006, réunis à Porto Alegre, plusieurs mouvements représentant les paysans sans terre (1) adoptent un document intitulé "*Bilan des mesures du gouvernement Lula (2002-2006) par rapport à l'agriculture paysanne et la réforme agraire au Brésil*". On peut lire en particulier le constat suivant :

— Non-mise en œuvre de l'engagement pris d'installer prioritairement les familles acampadas (qui vivent dans des campements).

— Non-mise en œuvre d'un vaste programme de réforme agraire, qui, de fait, signifierait s'attaquer à la concentration de la propriété de la terre et donnerait une réponse à des milliers de familles sans terre.

— Non-actualisation des indices mesurant la productivité des grandes propriétés à des fins d'expropriation, indices qui datent de 1975. Le gouvernement s'était engagé à le faire en quelques semaines, et pour cela il suffirait d'un décret administratif.

— Approbation de la loi qui transfère aux municipalités la collecte de l'impôt sur la propriété de la terre, et le dissocie ainsi du processus de réforme agraire.

— Maintien de la politique, orientée par la Banque mondiale, de programmes de la banque de la terre ou de crédit foncier, où le paysan achète la terre à vue et doit à la banque.

— Le gouvernement n'a pas mobilisé sa base parlementaire pour approuver la loi permettant d'exproprier les fazendas qui utilisent le travail esclave.

— Il n'a pas mobilisé sa base parlementaire majoritaire pour empêcher la commission parlementaire mixte d'enquête (CPMI) de la terre, et pour empêcher l'approbation du rapport final qui considère l'occupation de terres comme un crime abject.

— Il n'a pris aucune initiative pour faire pression sur et articuler le pouvoir judiciaire, pour juger et punir les responsables des massacres en milieu rural, tels que Corumbiara (1995), Carajas (1996), Felisburgo (2004).

— Face à l'inaction du gouvernement à donner une preuve claire de combat contre la violence en milieu rural et contre ses

(1) Parmi lesquels le MST, la Pastorale de la terre, etc.

responsables — le latifundio, la police militaire de certains Etats et l'agrobusiness —, le résultat en est, malheureusement, l'augmentation de la violence dans les campagnes.

— Le gouvernement n'a pris aucune mesure parlementaire ou administrative pour faire retirer des lois ou des mesures prises par des gouvernements antérieurs, qui empêchent ou portent atteinte au processus de réforme agraire."

Quels sont ces ministres du Développement agraire qui ont imposé une politique qui écrase les paysans ? Qui sont ceux qui ont mis en œuvre et aggravé cette politique de soumission aux grands propriétaires fonciers et à l'impérialisme ? Un journaliste latino-américain, pourtant proche des milieux "altermondialistes", est amené à le reconnaître :

« La réforme agraire, placée sous la responsabilité du ministre de la "gauche du Parti des travailleurs", membre du courant Démocratie socialiste (DS), Miguel Rossetto, est un échec. Pis, la vigueur avec laquelle, devant la stagnation d'une des réformes les plus importantes promises par le gouvernement Lula, les grands propriétaires fonciers font montre, selon leur tradition, d'une brutalité accrue et trouvent des appuis importants » (Igor Ojeda, paru dans *Brasil du Fato*).

Est-ce que c'est pour cette raison qu'il fallait un ministre "d'extrême gauche" ? Est-ce pour cela qu'il fallait un ministre se réclamant du "trotskysme" ? Le fallait-il pour entacher le drapeau de la IV^e Internationale en couvrant les pires crimes contre les paysans sans terre ?

LA CRISE DE LA SECTION BRÉSILIENNE DU SECRÉTARIAT UNIFIÉ

Le dernier numéro d'*Inprecor*, revue internationale du SU (mai-juin 2007), consacre un dossier à la crise de sa section brésilienne. A propos de la décision de Démocratie socialiste de participer au gouvernement, *Inprecor* écrit :

« Les camarades de la DS avaient jugé qu'ils ne pouvaient refuser de participer à ce gouvernement et que Miguel Rossetto devait accepter le poste de ministre de la Réforme agraire (...). En février 2003,

cette orientation a été débattue lors du XV^e Congrès mondial. De nombreux intervenants ont insisté alors sur les dangers d'un tel choix pour la DS elle-même (...). Mais l'argument que l'aile gauche du PT ne serait pas comprise et risquait de se marginaliser si elle refusait d'entrer dans un gouvernement formé à l'issue de la victoire de leur candidat à la présidence et "porteur de grands espoirs, qui se sont clairement exprimés lors de la fête de sa prise de fonction", était aussi pris en compte. Le congrès mondial s'est limité à ce débat oral et a fait confiance à la section brésilienne. »

Si les mots ont un sens, le congrès mondial du SU de février 2003 — de l'aveu de la presse du SU elle-même — a approuvé la participation de sa section brésilienne au gouvernement Lula. Cette politique a fini par provoquer une crise dans la section brésilienne du SU. *Inprecor* explique :

« En décembre 2003, la direction nationale du PT prenait la décision d'exclure Heloisa Helena et d'autres parlementaires qui avaient voté contre la loi sur les retraites (...). Quelle ne fut pas notre surprise, lorsque, après l'exclusion d'Heloisa Helena et alors que cette dernière annonçait la nécessité d'un nouveau parti (2) pour défendre les travailleurs (...), la majorité de DS lui signifiait dès janvier 2004 qu'elle ne pouvait plus se revendiquer... d'une "tendance interne au Parti des travailleurs", en d'autres termes qu'elle n'était plus membre de Démocratie socialiste ! Alors que Miguel Rossetto, bien qu'il n'ait pas eu les moyens de réaliser la réforme agraire annoncée, restait ministre et dirigeant de DS (3). En février 2004, le comité international a discuté de la situation brésilienne à l'issue de la première année du gouvernement Lula — caractérisé dans le rapport international comme ayant "confirmé la continuité des engagements de l'Etat brésilien avec le FMI" et étant "même considéré comme un de ses meilleurs élèves" (...). Pour autant, l'instance dirigeante de la IV^e Internationale s'est abstenue de voter une orientation pour le Brésil, considérant que cela relève des camarades brésiliens. »

(2) Nouveau parti, le "Parti socialisme et liberté" (PSOL) est constitué par une partie des pablistes brésiliens sortis du PT, dans le cadre de la tactique du "dédoublé légitime" inventée par le SU.

(3) Il n'avait pas les moyens ? Certes Lula-Rossetto, en continuant à rembourser la dette, étaient pris à leur propre piège... Mais qui obligeait Rossetto à rester ministre ? Et qui obligeait le SU à le soutenir ? Ne pouvait-il pas démissionner s'il n'avait pas les moyens de réaliser la réforme agraire ?

Reprenons : cela “relèverait” des “camarades brésiliens” de choisir de participer à un gouvernement de collaboration de classes, un gouvernement qui applique la politique de l’impérialisme. Mais, que l’on sache, le programme de fondation de la IV^e Internationale, que le SU prétend représenter, ne fait-il pas de cette question une question de principe, affirmant que la IV^e Internationale “n’a ni ne peut avoir place dans aucun des Fronts populaires. Elle s’oppose irréductiblement à tous les groupements politiques liés à la bourgeoisie” ?

Et cette question, que Léon Trotsky considérait comme une question programmatique en 1938..., deviendrait une question “tactique” aujourd’hui, laissée à la libre appréciation des sections du SU ? Répétons-le, écrire cela, c’est en réalité, pour le SU, assumer la coresponsabilité de la participation de DS au gouvernement Lula, aux côtés des représentants des grands propriétaires fonciers assassins des paysans sans terre.

Le SU le réaffirme dans une résolution adoptée en 2007, dans laquelle il répond à DS qu’il

« n’a nullement “prétendu définir en Europe ce que la DS devrait faire au Brésil”. La seule chose que le CI (Secrétariat unifié — NDLR) a fait, après une longue attente et beaucoup de discussions, ce fut d’exprimer son point de vue sur un aspect de la politique brésilienne qui avait un impact sur toutes les sections et l’identité même de l’Internationale. C’est une tradition de la IV^e Internationale — une tradition que nous défendons avec fierté — que seuls les camarades d’un pays donné peuvent décider des tactiques à appliquer dans leur réalité nationale. »

Certes, certes (4)... Il n’empêche : participer à un gouvernement aux côtés des grands propriétaires terriens, à un gouvernement qui rembourse la dette, à un gouvernement qui envoie des troupes pour écraser le peuple haïtien à la demande de l’impérialisme américain..., ce n’est pas n’importe quel “aspect de la politique brésilienne”, et un peu plus qu’une question “tactique”. N’est-ce pas l’exact inverse de ce qu’a enseigné Lénine, qui, de février à octobre 1917, n’a cessé d’exiger des partis ouvriers qu’ils rompent avec une politique de soutien à la boucherie impérialiste de 1914-1918, qu’ils rompent avec une politique qui refusait de donner la terre aux moujiks ?

UNE DOUBLE MYSTIFICATION

N’avons-nous pas dans ces lignes une double mystification ?

La première consiste à faire croire que participer à un gouvernement dont le SU affirme lui-même qu’il agit au compte du FMI, donc de l’impérialisme, est une question “tactique”. Appliquer les plans de l’impérialisme, est-ce une question tactique pour les millions qui en subissent les conséquences mortelles ?

La seconde mystification consiste à faire croire que si une telle question “tactique” relève purement et simplement de la responsabilité de DS, le Secrétariat unifié lui-même ne serait pas engagé par cette politique criminelle contre les paysans brésiliens.

Or, en février 2005, le SU votait la résolution suivante :

“Depuis la formation du gouvernement Lula, il y a dans l’Internationale des réserves, des doutes ou des désaccords par rapport à la participation de la tendance DS au gouvernement et aux modalités de cette participation (...). Néanmoins, une fois la décision prise par la DS, et tenant compte des arguments avancés par la majorité des camarades brésiliens, l’Internationale avait décidé, au début du processus, de ne pas voter de résolution et d’accompagner l’expérience (...). L’Internationale a donc évité de poser la question de la participation au gouvernement Lula en des termes dogmatiques, sans tenir compte des caractéristiques du pays, de l’histoire du Parti des travailleurs, de ses liens aux mouvements sociaux et syndicaux.”

Donc, on peut appartenir au SU... et siéger dans le gouvernement Lula.

Cela est écrit en février 2005, c’est-à-dire l’année où le rapport annuel de la Commission pastorale de la terre (CPT, institution liée à l’Eglise) indique que

(4) Encore que, rappelons-le, il y a à l’origine de la crise de la IV^e Internationale de 1950-1953 la volonté du SI pabliste et de Pablo lui-même d’imposer à la section française de la IV^e Internationale, contre sa volonté, une politique de capitulation complète devant l’appareil stalinien, politique que la section française rejetait majoritairement. On lira à ce propos les procès-verbaux du comité central de la section française et les échanges de courriers avec le SI, en 1952-1953, publiés par *La Vérité* (n^{os} 41 et 42).

“le nombre des morts découlant des conflits de la terre a augmenté de 106 % en 2005 : 64 personnes ont été tuées, alors qu’en 2004 il y avait eu 31 morts. Le nombre de conflits enregistrés en 2005 (1 881) est le plus élevé depuis 21 ans.”

Mais rien n’y fait... et alors que les pablistes brésiliens se divisent en deux groupes, l’un avec Rossetto, l’autre autour d’Heloisa Helena, qui fonde le PSOL, la direction mondiale du SU écrit en février 2006 que, *“pour favoriser la continuation de la discussion et les possibilités des convergences de tous les secteurs anticapitalistes”*, elle *“réaffirme le maintien de relations avec toutes les composantes de la IV^e Internationale au Brésil, toutes ses composantes continuant d’être membres de plein droit de l’Internationale”*. Et de nouveau, au printemps 2007 :

“Le comité international (...) vient de reconnaître comme militants de la IV^e Internationale toutes et tous les militants qui étaient à la DS, qu’elles ou ils soient actuellement à l’intérieur ou en dehors du PT.”

C’est d’ailleurs toujours la position du SU vis-à-vis de la DS. *Inprecor*, la revue théorique du SU (avril-mai 2007), publiait ainsi un document officiel du bureau exécutif du SU dialoguant avec la résolution adoptée un mois plus tôt par la coordination nationale de la DS, dans lequel on peut lire ceci :

“La majorité des observations écrites dans le document de la DS seraient partagées par la majorité des militants (du SU) dans leurs pays respectifs.”

Et l’on cherchera en vain au long des quatre pages de ce document du SU la moindre critique et même la moindre mention de la politique réactionnaire de Rossetto et de son successeur, membres tous les deux de la DS. Comme on dit : qui ne dit mot consent.

LE SILENCE COMPLICE DU PSOL (HELOISA HELENA)

En reconnaissant à Rossetto les pleins droits d’appartenance au SU, celui-ci endosse la responsabilité de sa participation au gouvernement et de toutes les mesures qui amènent le MST à condamner l’aban-

don de la réforme agraire par le gouvernement Lula-Rossetto.

Quant à ceux qui, membres de la DS, sont sortis du PT et ont fondé le PSOL, quelle est leur position vis-à-vis de leur ancien camarade Rossetto ?

Le PSOL a tenu en juin dernier son I^{er} Congrès. Ce congrès a fait le bilan des six années de gouvernement Lula (années au cours desquelles les militants du PSOL et ceux restés à la DS formaient une seule et même organisation, Rossetto, qui en était membre, bénéficiant de leur soutien sans faille, à commencer par celui d’Heloisa Helena). Eh bien, dans aucune ligne des dix pages publiées sur le site Internet du PSOL (www.psol.org.br) pour rendre compte de ce congrès, il n’est fait même mention du nom de Rossetto ! Pas une critique, pas un mot. Cinq résolutions ont été adoptées concernant la situation au Brésil et l’activité du PSOL : résolution sur la conjoncture nationale ; résolution sur la réorganisation du mouvement syndical (qui, notons-le au passage, soutient et promeut la réactionnaire scission de la CUT, la centrale syndicale brésilienne) ; résolution sur l’avortement (dans laquelle on relèvera que ne figure pas le droit inconditionnel de la femme à l’interruption volontaire de grossesse ; on se souvient que Heloisa Helena s’était prononcée, elle, contre la décriminalisation de l’avortement [5]) ; résolution sur la jeunesse... Mais pas une résolution sur la question de la terre, sur la réforme agraire dont dépend la survie de centaines de milliers de familles au Brésil. Question centrale, répétons-le, au Brésil comme dans tous les pays dominés.

Mais il n’y a rien de “brésilien” dans cette politique, assumée aux sommets du SU, qui a été menée par le ministre Rossetto. Rien d’“accidentel”, comme le démontre ce qui vient de se passer depuis un an et demi en Italie.

(5) A la question : *“Le gouvernement veut légaliser l’avortement. Êtes-vous favorable à la décriminalisation de l’avortement ?”*, Heloisa Helena répond, le 25 septembre 2005, dans le journal brésilien *Opçao* : *“Je me considère une militante féministe, mais je suis contre (...). Quant à l’avortement, je trouve absurde qu’on puisse, en pleine année 2005, présenter le curetage d’une vie comme une avancée.”* Ce ne serait donc pas un droit démocratique pour les femmes que d’avoir recours à la contraception ?

ITALIE : UN AN ET DEMI DE SOUTIEN AU GOUVERNEMENT PRODI

La défaite électorale de Berlusconi, en mai 2006, a vu se mettre en place un gouvernement issu de L'Unione, vaste alliance électorale regroupant plusieurs partis, des démocrates-chrétiens jusqu'au Parti de la refondation communiste (PRC). La section italienne du SU (Sinistra Critica) est constituée en courant du PRC, à la direction duquel siègent des membres du SU. Et depuis les élections de mai 2006, comme le note la revue du SU :

“La situation difficile au Sénat de la République est issue du résultat même des élections. Le centre-gauche n'a pas remporté les élections au Sénat ; il n'a pas de majorité suffisante, et donc chaque vote peut incliner dans un sens ou dans l'autre” (Inprecor, avril-mai 2007).

Or au Sénat, où le gouvernement Prodi ne peut compter que sur une voix de majorité, siège le sénateur Turigliatto, membre de la direction du PRC et de Sinistra Critica, section italienne du SU.

Dès juillet 2006, Prodi décide d'organiser un vote de confiance sur la question délicate des crédits de guerre pour les troupes italiennes en Afghanistan. Turigliatto, de Sinistra Critica, vote la confiance, sauvant de justesse le gouvernement Prodi et permettant à celui-ci d'envoyer troupes et armes au service de l'occupation américaine sanglante de l'Afghanistan.

L'organe des pablistes français, *Rouge*, interviewe peu après le sénateur Turigliatto, qui affirme :

“En 2006, j'ai voté la confiance au gouvernement Prodi, conformément au mandat que j'avais reçu et relativement au programme de la coalition gouvernementale de L'Unione, qui ne comportait à l'époque ni la guerre sans limites en Afghanistan ni l'agrandissement de la base américaine de Vicence” (n° 2195).

Pourtant, et Turigliatto le sait parfaitement, Prodi a posé la question de confiance à son gouvernement pour pouvoir envoyer armes et troupes en Afghanistan... C'est pour cela que Turigliatto a voté, et il le sait !

Mais les travailleurs italiens qui ont élu Turigliatto ont-ils voté, eux, pour la pour-

suite de la participation italienne à l'occupation militaire de l'Afghanistan ? N'ont-ils pas voté justement pour le contraire ?

VOTER LES CRÉDITS DE GUERRE POUR AIDER BUSH...

La décision de vote de Turigliatto est assumée pleinement par la direction du SU, dans *Inprecor* de septembre 2006, sous la plume d'un “*membre du bureau exécutif international*”, qui déclare :

« Voter les crédits de guerre... Il fut donc décidé de voter, de prendre au mot les représentants du gouvernement — qui, paniqués par l'éventualité d'une chute, annonçaient un “changement de perspective des missions” — et de laisser à Prodi six mois encore, car le financement des “missions” devra être soumis au Parlement en décembre. »

Tout le contraire de la position héroïque d'un Karl Liebknecht, député social-démocrate internationaliste allemand, qui, seul contre tous, refusa de voter les crédits de guerre en 1914 !

Cela est-il autre chose qu'une aide directe à la politique de l'impérialisme américain ?

Ce qui n'empêche pas les mêmes d'écrire quelques mois plus tard :

“La vie de la population afghane sous la coupe des seigneurs de la guerre intégristes islamistes de l'Alliance du Nord et sous la tutelle des forces d'occupation occidentales, loin des prétentions mensongères de démocratisation et de modernisation de l'Afghanistan et de libération de ses femmes, a réussi l'exploit de faire regretter les talibans à des régions entières du pays” (Inprecor, n° 526-527, avril-mai 2007).

D'un côté, on vote l'envoi des troupes sous l'égide de l'OTAN, de l'autre, on présente sous un jour presque positif comme alternative à l'occupation le retour des talibans... Voilà l'impasse dans laquelle conduit la politique du SU.

En décembre 2006, le Sénat vote — avec la voix de Turigliatto — une loi de finances prévoyant :

— la baisse du “coût du travail” de 5 points ;

— 3,5 milliards d'euros de coupes dans le budget de la santé (aboutissant à l'instau-

ration d'un forfait de 25 euros pour toute consultation dans les services des urgences des hôpitaux pour des actes considérés comme "non vitaux");

— la suppression de 50 000 emplois dans l'enseignement ;

— l'augmentation de 13 % des dépenses militaires.

Un budget immédiatement salué par la Commission européenne, qui déclare :

"Les mesures contenues dans la loi de finances sont adaptées pour porter le déficit sous les 3 % en 2007" (La Repubblica, 13 décembre).

... ET VOTER LE BUDGET POUR APPLIQUER LES PLANS DE L'UNION EUROPÉENNE

"Pouvait-on faire autrement, voter contre la loi de finances, faire chuter le gouvernement, préparer le retour de Berlusconi ?" (déclaration de Sinistra Critica, le 18 décembre 2006).

Peut-on faire autrement que de respecter le cadre anti-ouvrier fixé par l'Union européenne ? Peut-on faire autrement que de privatiser les hôpitaux, liquider des milliers de postes de fonctionnaires, puisque Bruxelles l'exige ?

Mais, au fait, les travailleurs qui ont voté pour chasser Berlusconi ont-ils voté pour cela ? Ou, au contraire, n'ont-ils pas voté contre Berlusconi pour en finir avec les privatisations, les coupes dans les budgets publics, etc. ? N'est-ce pas le mandat qu'ils ont confié en particulier aux députés et sénateurs du PRC, dont ceux de Sinistra Critica ? N'est-ce pas ce qu'ont demandé des dizaines de fois les travailleurs italiens en grève générale à l'appel des syndicats ?

Mais ce mandat, exprimé par les travailleurs italiens tant sur le plan électoral que sur celui de la lutte de classe directe, le SU n'en a cure. Pour lui, il ne doit pas exister d'alternative à la politique anti-ouvrière imposée par l'Union européenne.

La preuve en est : en février 2007, plus de 100 000 personnes manifestent contre l'agrandissement de la base militaire américaine de Vicenza. Dans un tel contexte, Turigliatto ne vote pas, cette fois-ci, en faveur de la guerre en Afghanistan et de

l'extension de la base militaire américaine de Vicenza. Sa voix manque à la majorité Prodi, et c'est la crise gouvernementale. Voici les raisons avancées par Turigliatto pour justifier son attitude :

« J'ai résisté à d'innombrables pressions, avant tout au chantage exprimé ainsi : "Si tu fais ça, tu mets en danger le gouvernement même." Toutefois, et justement pour répondre à cette pression, à ce chantage et à ces observations, au cours du débat, j'ai encore déclaré ma disponibilité à voter le rapport, à condition que soit introduite au moins une réaction positive à l'égard de Vicenza (...). Il fallait en somme que le gouvernement montre qu'il était prêt à une pause de réflexion, à une suspension de la décision, afin de pouvoir discuter démocratiquement avec les habitant-e-s de Vicenza (...). J'ai donc pris cette décision de ne pas participer au vote. En même temps, j'ai annoncé ma démission du Sénat... » (cité dans Inprecor, avril-mai 2007).

Alors que plus de 100 000 personnes ont manifesté contre l'extension de la base américaine de Vicenza et contre la guerre en Afghanistan, le sénateur décide de s'absentir, tout en annonçant qu'il aurait pu voter pour si le gouvernement avait avancé une vague promesse d'une "pause de réflexion" ! Bien entendu, cela n'empêche en rien Turigliatto de se trouver en tête des cortèges de manifestants contre la guerre et de déclarer haut et fort :

"Le non à la guerre et le rapport avec le mouvement ouvrier constituent la boussole de mon action politique : ils sont depuis toujours l'alpha et l'oméga d'une perspective de classe et anticapitaliste" (Inprecor, avril-mai 2007).

Contre la guerre dans la rue... et "pour" au Parlement (6).

LES SÉNATEURS DU SU SOUTIENNENT LES "12 CONDITIONS" DU GOUVERNEMENT PRODI-II

Le gouvernement Prodi-I, démissionnaire, est remplacé par un gouvernement

(6) Dans la rue pour protester... et au gouvernement pour appliquer. Ce n'est pas une nouveauté, c'est également ce que fait le SU au Brésil. Ce que le SU lui-même a appelé le "dédoulement légitime", qui n'est rien d'autre qu'une version de la "stimulation critique" préconisée par les dirigeants de Rifondazione depuis des années.

Prodi-II, soudé autour d'un programme en "12 conditions", dans lesquelles on peut lire :

"Respect des engagements internationaux et de la paix. Soutien constant aux initiatives de la politique étrangère et de défense de la stabilité dans le cadre de l'ONU et à nos engagements internationaux qui dérivent de l'appartenance à l'Union européenne et à l'Alliance atlantique, en rapport aussi avec notre engagement actuel en Afghanistan (...). Poursuite de l'action de libéralisation (...). Action concrète et immédiate de réduction significative des dépenses publiques (...). Réorganisation du système des retraites avec une grande attention apportée à la compatibilité financière (...), avec l'engagement de retrouver un quota de ressources nécessaires à travers une rationalisation des frais qui passe par l'unification des organismes de prévoyance."

Prodi a donc, dans ces 12 points, présenté à sa majorité un programme fondé sur la stricte application des directives de l'Union européenne, ainsi que des diktats de Bush et de l'OTAN sur le plan militaire, incluant l'engagement en Afghanistan. C'est sur la base de ce programme anti-ouvrier que le gouvernement Prodi présenta une nouvelle fois un vote de confiance au Sénat le 23 février 2007... qui obtint la voix du sénateur Turigliatto.

Le 27 février, au lendemain du vote, Turigliatto déclare :

"Les douze points présentés par Prodi sont la sanction d'un tournant libéral, (...) et ce qui se profile, c'est une action gouvernementale encore pire que la précédente" (Inprecor, avril-mai 2007).

Conclusion de Turigliatto :

« Je voudrais donc expliquer les raisons qui me poussent à voter cette confiance, mais à la voter d'une façon que je pourrais définir de "technique", tout en repoussant les douze points de Prodi dans leur ensemble » (Inprecor, avril-mai 2007).

Salvatore Cannavo, député membre de Sinistra Critica à la Chambre et "membre du comité international" du SU, assume pleinement les votes de son camarade :

« La décision d'accorder au Sénat une "confiance technique" à ce gouvernement (alors qu'à la Chambre, nous ne l'avons pas votée [7]) ne signifie nullement un recul (...). L'Italie de gauche vit actuellement dans une paranoïa du retour de la droite et de la revanche de Berlusconi : une force de gauche conséquente ne peut

pas devenir le paratonnerre de cette situation et peut, sans faire des calculs, choisir le gouvernement auquel s'opposer. C'est cette ligne qui nous a guidés » (Inprecor, avril-mai 2007).

UNE NOUVELLE FOIS, GRÂCE À TURIGLIATTO, UN BUDGET DE GUERRE CONTRE LES TRAVAILLEURS ITALIENS

Cette "ligne", ils vont la poursuivre, et jusqu'au bout. Certes, la revue du SU *Inprecor* (juin-juillet 2007) indique que Turigliatto et Cannavo sont engagés dans un processus "de rupture" avec le PRC, Cannavo affirmant :

"En ce qui me concerne, je considère que l'expérience de Rifondazione est arrivée à son terme, quelle est terminée. Naturellement, de cela je devrai de toute façon discuter avec les camarades de mon courant..."

Cela va-t-il modifier en quoi que ce soit l'attitude de Turigliatto au Sénat ?

Le 26 juillet 2007, le Sénat italien vote le DPEF, le document qui fixe le cadre budgétaire. Un cadre qui fixe à 2,2 % le déficit de l'Etat "acceptable" afin de se conformer au pacte de stabilité de l'Union européenne. *La Repubblica* en donne le contenu :

"Les citoyens devront participer aux dépenses de santé (...), le Trésor devra procéder à la privatisation de la poste italienne et à l'introduction en Bourse des Ficantieri (chantiers navals)."

Ce budget de guerre, soumis au Sénat, aboutit à un vote serré : 159 pour, 147 contre... Mais, commente *La Repubblica*, pour le gouvernement Prodi, "pas de danger du côté de Franco Turigliatto (ex-Parti de la refondation communiste, mais maintenant plus à gauche), qui n'a pas participé au vote".

Le site Internet de Sinistra Critica publie le discours de Turigliatto, expliquant son abstention :

(7) Mais la différence, c'est qu'à la Chambre basse du Parlement, la coalition Prodi a une large majorité, contrairement au Sénat. Prodi peut donc se passer des services de M. Cannavo. Celui-ci peut donc adopter une politique en apparence "un peu plus à gauche"... mais, comme on vient de le voir, au service de la même politique.

“Monsieur le Président, la discussion sur le DPEF ne m’a pas enthousiasmé. Non seulement parce que je n’en partage pas de nombreux points, mais parce qu’il reste orienté sur l’étoile polaire des règles libérales qui ont remis en cause des conquêtes sociales historiques, des droits, les salaires, les conditions de vie (...). Pour ces raisons, pour censurer un gouvernement qui ne respecte pas les engagements pris, je devrais voter contre le DPEF. Je me limite à ne pas participer au vote, parce que je crois qu’à l’automne, le gouvernement devra rendre des comptes, non pas à un quelconque sénateur non orthodoxe, mais face à la mobilisation des travailleuses et des travailleurs.”

Il “devrait voter contre”... mais il s’abstient.

Nous posons la question à nos lecteurs : à la lecture des lignes qui précèdent, quel travailleur honnête pourrait voir autre chose dans cette politique qu’un soutien permanent à la politique de destruction de toutes les conquêtes ouvrières et démocratiques dictée par l’Union européenne, et à la politique meurtrière de l’impérialisme américain ?

LE PABLISME ET LA PARTICIPATION AUX GOUVERNEMENTS BOURGEOIS : HIER...

La question de la participation à un gouvernement d’alliance avec la bourgeoisie n’est pas nouvelle dans l’histoire du pablisme. En 1964, Pierre Frank, émissaire du Secrétariat unifié, procéda à l’exclusion du SU du Lanka Sama Samaja Party (LSSP) du Sri Lanka lorsque les dirigeants de celui-ci décidèrent de participer au gouvernement bourgeois de M^{me} Bandaranaike. Une décision préparée pendant des années par la politique opportuniste des dirigeants du LSSP, encouragés en cela par les dirigeants pablistes.

Certes, le LSSP fut exclu du SU, mais cela ne doit en rien masquer la responsabilité majeure des dirigeants du SU. Les militants qui menaient le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale rappelaient ainsi en 1970 que le Secrétariat international (puis du SU) pabliste avait large-

ment préparé politiquement la capitulation des dirigeants du LSSP :

« Ce fut avec l’appui du “SI”, et après le “congrès mondial de réunification”, qu’en 1963 le LSSP forma un “Front uni de gauche” avec le PC, qui avait soutenu le gouvernement Bandaranaike, et le MEP, qui avait participé à ce gouvernement en 1956 (...). Ce “Front uni de gauche” fut le tremplin utilisé par le LSSP pour participer au gouvernement Bandaranaike ; la décision de participer au gouvernement fut prise à la conférence du 7 juin 1964 du LSSP par 507 délégués contre 75, 159 membres qui s’opposaient à cette politique quittant la conférence » (8).

C’est un fait indiscutable que le “Front uni de la gauche” auquel participa en 1963 le LSSP, avec la bénédiction du SU, était un “front populaire”, c’est-à-dire une coalition des organisations ouvrières avec la bourgeoisie.

Capitulation couverte jusqu’au bout par le SU, comme on peut le voir dans ce texte du SU de 1964 soulignant que

« le “SU” pense qu’il serait faux pour lui, en tant qu’organe du mouvement entier, de repousser les déclarations de la majorité du LSSP et de refuser de leur accorder le temps nécessaire pour prouver, dans l’action, la sincérité de leur position par rapport au Front uni de gauche ».

Cependant, les mêmes dirigeants pablistes qui, pendant dix ans, avaient poussé le LSSP à la capitulation... finirent par exclure le LSSP du Secrétariat unifié. Car il fallait, pour le pablisme et la place qu’il occupait alors, encore formellement se référer à la IV^e Internationale et à son programme de fondation, selon lequel la IV^e Internationale

“n’a ni ne peut avoir place dans aucun des Fronts populaires. Elle s’oppose irréductiblement à tous les groupements politiques liés à la bourgeoisie.”

... ET AUJOURD’HUI

La participation — assumée par les dirigeants du SU et par toutes les composantes

(8) *Défense du trotskysme (I)*, publié dans *La Vérité*, alors organe de l’Organisation communiste internationaliste (OCI).

pablistes (PSOL, etc.) — de Rossetto-Cassel à un gouvernement que le SU lui-même caractérise comme “*appliquant les plans du FMI*” ou le soutien assumé au gouvernement Prodi et à sa politique de mise en œuvre des plans de l’Union européenne et des mesures exigées par l’OTAN indiquent une tout autre place occupée aujourd’hui par le SU et nous amènent à une première conclusion.

A propos de la participation à des gouvernements impérialistes ou soumis à l’impérialisme, il apparaît que :

— “Avant”, le SU, par sa politique, poussait ses organisations sur cette voie, mais répugnait à en assumer les ultimes conséquences.

— Aujourd’hui, c’est toute honte bue qu’il assume pleinement cette participation.

Que s’est-il passé entre cet “avant” et cet “après” ? N’y a-t-il pas un rapport entre ce ralliement désormais ouvert au régime pourrissant de la propriété privée des moyens de production et la chute de l’URSS en 1991 ? C’est cette question que nous allons maintenant aborder.

Le Secrétariat unifié et l’effondrement de l’URSS en 1991

Revenons à une question importante : le “pablisme” n’est pas réductible à un courant d’idées. Comme on l’a vu (Brésil, Italie...), ce qui oppose la IV^e Internationale au Secrétariat unifié, ce n’est pas d’abord un système d’idées, mais la question de la base matérielle, des intérêts sociaux représentés par l’une, d’un côté, et l’autre, de l’autre.

La question que doit se poser tout travailleur qui réfléchit est donc, au-delà de l’enveloppe idéologique : quels sont les intérêts matériels et sociaux que représente cette politique ? Et quelles sont les conséquences de la chute de l’Union soviétique en 1991 ?

LES ORIGINES DU PABLISME : LE RALLIEMENT À LA PRÉTENDUE THÉORIE DU “SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS”

Dans une des contributions préparatoires soumises aux délégués du Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale, un camarade rappelait ceci :

« A peine sortie de la deuxième guerre impérialiste, pendant laquelle son fondateur Léon Trotsky et des milliers de ses militants furent exterminés dans les camps staliniens et assassinés à travers le monde par la Guépéou, tandis que de nombreux

autres étaient massacrés par les nazis, la IV^e Internationale va connaître au début des années 1950 une crise majeure, qui va la disloquer comme organisation.

Le numéro de février-avril 1951 de la revue Quatrième Internationale contient un article de Michel Pablo qui va faire exploser l’Internationale. Michel Pablo écrit : “La réalité sociale objective pour notre mouvement est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien.”

Pour celui qui était à l’époque le principal dirigeant de la IV^e Internationale (IV^e Internationale fondée en 1938 par Léon Trotsky pour assurer la continuité du combat de Marx, Engels, Lénine et d’octobre 1917), la “réalité objective”, c’est-à-dire le monde dans lequel nous vivons, ne se divisait plus en classes sociales, mais en ce qu’on appelle dans le langage courant le “bloc” ou “camp capitaliste” ou “occidental”, d’une part, et le “camp” ou “bloc communiste” ou “socialiste”, d’autre part.

Il poursuivait : “Du reste, qu’on le veuille ou non, ces deux éléments constituent la réalité objective tout court, car l’écrasante majorité des forces opposées au capitalisme se trouvent actuellement dirigées ou influencées par la bureaucratie soviétique.”

Michel Pablo ajoutait : “L’élan révolutionnaire des masses dressées contre l’impérialisme s’ajoute comme une force supplémentaire aux forces matérielles et techniques qui le combattent.” La lutte de la classe ouvrière et des masses exploitées

devenait ainsi “une force supplémentaire”, une sorte de “force d’appoint” à celle de la bureaucratie, c’est-à-dire au Kremlin, à son armée, son appareil d’Etat, sa police politique et son goulag.

Michel Pablo affirmait en effet que “la transformation (de la société capitaliste en société socialiste dans les pays où le capital avait été exproprié — NDLR) occupera probablement une période historique entière de quelques siècles”. Il affirmait donc que la caste parasitaire bureaucratique avait la capacité de réaliser le socialisme.

En conséquence de quoi, il dénonçait d’ailleurs “l’antistalinisme sectaire et mécanique” de plusieurs organisations trotskystes.

S’opposant à ce texte, le secrétaire du Parti communiste internationaliste (section française de la IV^e Internationale) d’alors souligne que si “l’élan révolutionnaire des masses dressées contre l’impérialisme s’ajoute comme une force supplémentaire aux forces matérielles et techniques qui le combattent (...), les forces de la révolution, ce sont (donc) celles du monde stalinien”. Cette thèse de Pablo, souligne-t-il, “masque” la nature “d’excroissance parasitaire” et “le caractère contre-révolutionnaire de la bureaucratie ouvrière de l’URSS”.

Enfin, si cette dernière doit construire la “société de transition (...), elle devient un mal historiquement nécessaire, c’est-à-dire une classe”. »

Si l’on acceptait les thèses de Pablo, il fallait en conclure que Trotsky s’est trompé en analysant la bureaucratie comme une caste parasitaire privilégiée ayant expulsé du pouvoir les ouvriers et les paysans, comme un phénomène de dégénérescence circonstancielle de l’Etat ouvrier (dans le cadre de l’isolement et du reflux de la révolution mondiale). Et donc, que la proclamation de la IV^e Internationale fut une erreur, puisqu’elle inscrivait sur son drapeau le combat pour le renversement de la caste bureaucratique en URSS (“révolution politique”).

Mais il faut aller plus loin : si la bureaucratie n’était pas une caste parasitaire née de la défaite de la révolution en Europe, si elle avait eu une tâche historique à accomplir, non seulement Trotsky s’était trompé, mais aussi Lénine, en affirmant que l’humanité était entrée dans l’ère de la révolution prolétarienne et en fondant l’Internationale communiste pour aider la classe ouvrière à prendre le pouvoir.

Et en remontant plus loin, il eût fallu conclure également que Marx et Engels eux aussi se seraient trompés, car ils n’ont jamais envisagé entre le capitalisme et le socialisme une ère historique transitoire confiant à la bureaucratie des tâches que la classe ouvrière s’avérerait donc incapable de réaliser.

Si l’on acceptait les thèses de Pablo, c’était donc les fondements mêmes du matérialisme historique qu’il aurait fallu réviser.

Cette politique, “révisionniste” pour les raisons que nous venons d’évoquer, de Pablo, fut également une politique “liquidatrice” de la IV^e Internationale. Car la révision sur le plan théorique s’accompagna de méthodes bureaucratiques par lesquelles Pablo et le Secrétariat international dans lequel il était majoritaire prétendirent empêcher militants, groupes et sections de défendre tout point de vue contraire. C’est ainsi que la majorité de la section française, refusant la capitulation éhontée devant l’appareil stalinien préconisée par Pablo (9), fut bureaucratiquement exclue de l’Internationale alors qu’elle ne demandait rien d’autre que le droit, reconnu par les statuts de l’Internationale, de défendre son point de vue. Cette politique dislocatrice finit par provoquer une crise, qui détruisit, comme organisation mondiale, la IV^e Internationale.

Le pablisme (usurpant le drapeau de la IV^e Internationale) allait donc, pendant des décennies, couvrir “à gauche” la politique restaurationniste de la bureaucratie stalinienne (et de ses agences nationales, les partis staliniens).

JUSQU’EN 1991, LE SU “FLANC GAUCHE” DE L’APPAREIL STALINIEN

Ainsi, au congrès pablisme international de janvier 1961, une résolution sur les

(9) Pablo et le SI exigeant en particulier l’entrée des trotskystes dans les partis staliniens là où ces derniers sont majoritaires, et d’être prêts à tout pour y entrer : « Les “ruses” et les “capitulations” sont non seulement admises, mais nécessaires. » C’est ce que Pablo appelle “l’entrisme sui generis”, qu’il distingue évidemment de la tactique proposée par Trotsky en 1935, “l’entrisme” dans le Parti socialiste-SFIO, lequel esquissait alors un “pas à gauche” vite arrêté.

“Tendances et perspectives de l'économie mondiale” affirme :

“Les 10 ou 20 années à venir s'annoncent comme la dernière période historique pendant laquelle les Etats capitalistes conserveront une certaine avance sur l'économie des Etats ouvriers. Mais cette avance ira constamment en rétrécissant.”

On ne parle plus ici, pour reprendre la formule de Trotsky dans *La Révolution trahie*, “d'Etats ouvriers dégénérés”, mais “d'Etats ouvriers”... Si ceux-ci ne sont plus “dégénérés” par le parasitisme de la bureaucratie, c'est bel et bien que le “socialisme dans un seul pays” est possible.

Pour les pablistes, il faut faire croire, comme l'éditorial de *Quatrième Internationale* (novembre 1961) l'affirme avec assurance, qu'“en URSS (...), l'arbitraire et la terreur ont disparu”. Quant au stalinisme, “le mouvement communiste commence à guérir de cette tumeur dont il a failli mourir. La guérison exige l'intervention de tous les communistes.” Donc, seules des divergences idéologiques à l'intérieur d'un mouvement commun sépareraient la bureaucratie parasitaire du Kremlin de la “Quatrième Internationale”.

Répetons-le, ce serait une erreur de voir là un “débat d'idées”. Cette orientation révisionniste amena, quelques années auparavant, le SI pabliste à jeter toutes ses forces dans la condamnation de l'insurrection antibureaucratique des ouvriers de Berlin-Est, qualifiés d'“éléments douteux, ouvertement provocateurs ou réactionnaires”. Et en 1956, face à la révolution hongroise des conseils ouvriers, les pablistes, dans une déclaration du Secrétariat international, en appelaient à l'intervention des chars de la bureaucratie, déclarant que, dans l'hypothèse où “une épreuve de force ultérieure (...) tournait mal, une intervention de l'armée soviétique qui entourait de toute part le pays restait toujours possible”.

En 1977, Ernest Mandel, le principal dirigeant du SU de cette époque, affirme que la couche bureaucratique est une couche “privilégiée” (mais plus “parasitaire”) et qu'elle “reste adversaire d'un rétablissement du capitalisme en URSS, qui détruirait les fondements mêmes de ses privilèges” (Mandel, *Introduction au marxisme*, 1977). Que signifie, de la part de Mandel, cette affirmation selon laquelle la bureaucratie ne serait plus une couche

“parasitaire” et que cette couche serait “adversaire d'un rétablissement du capitalisme en URSS” ?

Rappelons ce qu'écrivit Trotsky dans *Défense du marxisme* pour décrire la fonction de la bureaucratie stalinienne :

“La fonction de Staline (...) a un caractère double. Staline sert la bureaucratie et par là même la bourgeoisie mondiale, mais il ne peut servir la bureaucratie sans préserver le fondement social que la bureaucratie exploite dans ses propres intérêts. Dans cette mesure, Staline défend la propriété nationalisée contre l'impérialisme et contre les couches trop impatientes et trop avides de la bureaucratie. Il réalise cependant cette défense par des méthodes qui préparent l'effondrement général de la société soviétique.”

La bureaucratie est “parasitaire” dans le sens où elle tire ses privilèges des rapports sociaux instaurés par la révolution d'octobre 1917. Pour survivre, comme tout parasite, la bureaucratie a besoin du corps qu'elle parasite (le “fondement social qu'elle exploite dans ses propres intérêts”). Dans certaines conditions, la bureaucratie peut donc être amenée à défendre la propriété nationalisée... Mais, précise Trotsky, elle ne peut le faire que “par des méthodes qui préparent l'effondrement général de la société soviétique”, donc la “restauration” de la propriété privée, d'où le caractère “restaurationniste” de la bureaucratie.

Conclusion de Trotsky, la défense de l'URSS, principale conquête du prolétariat mondial issue de la révolution d'octobre 1917, ne peut être la tâche que de la classe ouvrière :

“C'est pourquoi il faut renverser la clique stalinienne. Mais c'est le prolétariat révolutionnaire qui doit la renverser. Il ne peut confier cette tâche aux impérialistes. Le prolétariat défend l'URSS contre l'impérialisme, malgré Staline” (“Un Etat non ouvrier et non bourgeois ?”, 25 novembre 1937).

Pour Mandel, en abandonnant le caractère “parasitaire” et “restaurationniste” de la bureaucratie dans les textes de congrès, c'était tenter d'interdire, dans les faits, le combat du prolétariat soviétique et mondial pour la défense de l'URSS et de ses conquêtes, donc le combat pour renverser la bureaucratie parasitaire.

**1991 : LES FAITS ONT TRANCHÉ.
LA BUREAUCRATIE A ÉTÉ JUSQU'AU
BOUT DE SA NATURE PARASITAIRE**

La contribution soumise au Sixième Congrès mondial poursuit : quand, en 1991, la bureaucratie stalinienne est allée jusqu'au bout de sa politique contre-révolutionnaire, provoquant par son implosion en de multiples groupes mafieux l'effondrement de l'Union soviétique (conquête majeure du prolétariat mondial),

“chacun doit le constater aujourd'hui : les faits ont tranché. La bureaucratie a souligné sa nature de parasite, de véritable cancer sur le corps de la propriété d'Etat en ruinant et en pillant cette dernière, et en rétablissant, sous forme destructrice, la propriété privée au profit de groupes mafieux nés dans son sein, poussant ainsi sa nature de parasite à son terme...”

En ce sens, l'effondrement de l'URSS et le cours mafieux engagé par les secteurs issus de la bureaucratie ne sont pas seulement un coup porté aux masses travailleuses de l'ex-URSS et de l'est de l'Europe, mais à toute la classe ouvrière mondiale. D'ailleurs, ce “tournant mondial” de 1991 est marqué par une offensive généralisée de l'impérialisme mondial contre la classe ouvrière et les nations : première intervention militaire contre l'Irak en 1991, guerre de dislocation de la Fédération yougoslave à partir de 1991, constitution du Mercosul en 1991, traité de Maastricht instituant l'Union européenne en 1992, accords d'Oslo de 1993 pour imposer la partition de la Palestine aux dirigeants du mouvement national, invention du concept d’“Afrique inutile” par le Brookings Institute en 1993, etc.

Jusqu'en 1991, l'appareil international du Secrétariat unifié soutient telle ou telle fraction de la bureaucratie, cherchant à bloquer ainsi toute issue politique aux masses, qui cherchent, elles, à renverser la bureaucratie parasitaire. L'organe du Secrétariat unifié en France écrit en décembre 1988 :

“Mikhaïl Gorbatchev porte sur la société soviétique un diagnostic que Trotsky formulait déjà dans les années 1930” (Rouge, n° 1331).

Gorbatchev, qui est crédité de “redonner la souveraineté aux soviets, aujourd'hui

structures croupions de l'Etat” (Rouge, 14 juillet 1988), Gorbatchev aurait donc rétabli ces organes du pouvoir des ouvriers et des paysans que la bureaucratie a expropriés du pouvoir politique !

**LES DIRIGEANTS DU SU TENTENT
DE FAIRE PASSER GORBATCHEV,
PUIS ELTSINE, POUR LES “NOUVEAUX
TROTSKY”... TANDIS QUE CEUX-CI
PRÉCIPITENT L'EFFONDREMENT
DE L'URSS**

Après Gorbatchev, haï par les masses soviétiques, c'est Eltsine que Mandel tente de faire passer pour un “révolutionnaire antibureaucratique”... Pouvait-il y avoir le moindre doute sur les intentions d'Eltsine ? Un journal réactionnaire belge de l'époque rapporte ainsi les propos d'Eltsine après un voyage aux Etats-Unis :

“Le capitalisme n'est pas en train de pourrir, au contraire, il s'épanouit. Tu peux acheter tout pour peu d'argent. Dans la rue, le soir, on ne court pas le moindre danger. Même chez les sans-abri, j'ai trouvé une approche optimiste de la vie” (Gazet van Antwerpen, 18 septembre 1989).

Cela n'empêche pas Mandel d'écrire, six mois après ces propos :

“A l'heure actuelle, le réformateur Boris Eltsine représente la tendance qui est en faveur de la réduction de l'énorme appareil bureaucratique. Ainsi, il marche sur les traces de Trotski” (Mandel, Financieel-Ekonomische Tijd, 23 mars 1990).

Il fallait donc soutenir Gorbatchev, Eltsine, n'importe quelle fraction de la bureaucratie, car en réalité, il fallait jusqu'au bout couvrir la politique restauracionniste de cette dernière, appelée pudiquement “réformes économiques”.

Côté cour, comme l'écrivait la revue du SU *Quatrième Internationale* (n° 37-38, août-octobre 1990), il fallait faire croire que “la bureaucratie en tant que couche sociale n'est pas intéressée à restaurer le capitalisme, ni en état de le faire”.

Mandel répondant à la question “Où va l'URSS de Gorbatchev?” par cette affirmation nette :

“Excluons de prime abord l'éventualité d'une restauration du capitalisme en

URSS” (*Où va l’URSS de Gorbatchev ?*, éditions La Brèche, Montreuil, 1989).

Mais, côté jardin, l’organe pabliste français affirmait, en 1989, que

“l’essentiel de ces revendications, c’est que le pouvoir de décision passe aux travailleurs et aux collectivités locales (soviets), quelle que soit la forme de propriété qui prévaut” (Rouge, 26 juillet 1989).

“Quelle que soit la forme de propriété”...

Si cette question-là est secondaire, alors, la question des privatisations des entreprises d’Etat est secondaire.

Pour des millions d’ouvriers soviétiques, pourtant, cette question va devenir une question de vie ou de mort dans les mois qui suivent, quand l’effondrement de l’URSS provoque une première vague de privatisations, que les partisans de la propriété privée appellent eux-mêmes *“les privatisations criminelles des années 1990”*.

“DÉFENSE DE L’URSS” OU ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DES PRIVATISATIONS ?

Au contraire de quoi, pour les militants de la IV^e Internationale depuis sa fondation, pas de tâche plus importante que la défense de l’URSS issue de la révolution d’Octobre, car, comme le soulignait Trotsky en 1939 dans une *Lettre aux travailleurs de l’URSS*, *“qui ne sait pas défendre les vieilles conquêtes n’en fera jamais de nouvelles”*. Malgré la bureaucratie, nous avons toujours, nous, trotskystes, combattu pour la défense de l’URSS et de ses conquêtes.

Tout comme, aujourd’hui, il n’y a pas de tâche plus importante, en ex-URSS et à l’est de l’Europe, que de préserver les segments, si infimes soient-ils, de la propriété d’Etat comme autant de points d’appui pour la classe ouvrière et son existence même. Pas de tâche plus importante que le combat, en Chine, pour aider ouvriers et paysans à se dresser pour renverser la bureaucratie qui multiplie les attaques remettant en cause la propriété d’Etat. Comme il n’est pas de tâche plus importante que la défense de toutes les conquêtes et de toutes les organisations ouvrières dans le monde entier.

Les pablistes ont soutenu, à mots à peine couverts, cette tentative de restaurer le capitalisme. L’organe international du SU écrivait dès 1989 :

“Peu de gens contesteront le fait que les entreprises soviétiques ont du personnel en surnombre et que l’efficacité économique demande une certaine redistribution, et donc une certaine mobilité de la main-d’œuvre” (Inprecor, septembre 1989).

N’est-ce pas là le langage des “réformateurs”, des privatiseurs qui prétendent bien entendu toujours garantir une “clause sociale” à leurs plans de destruction ?

De ce point de vue, si la bureaucratie stalinienne porte la pleine responsabilité d’avoir provoqué l’effondrement de l’URSS en 1991, on peut dire qu’elle a été aidée jusqu’à la dernière minute par ceux qui, brandissant frauduleusement le drapeau de la IV^e Internationale, ont accompagné jusqu’au bout la politique restaurationniste de la bureaucratie contre le mouvement des masses soviétiques, qui, elles, cherchaient à se débarrasser de la bureaucratie, comme le déclarait le congrès des comités de grève, représentant plus de 200 000 mineurs de charbon soviétiques, réuni en juin 1990 à Donetsk (Ukraine), dans sa résolution :

“A la veille du XXVIII^e Congrès du PCUS, il n’y a pas d’espoir sérieux que le Parti communiste soit capable de se renouveler de façon décisive, c’est pourquoi nous comprenons ceux qui le quittent (...). Nous, ouvriers, nous ne croyons pas que le PCUS soit le parti de la classe ouvrière”,

opposant au parti unique de la bureaucratie et à ses “réformes” ses propres organes de représentation et ses revendications : *“Une vraie indépendance des organisations de travailleurs de toute formation politique, la fin des privilèges des représentants du PCUS et des Komsomols dans les mines”*, ainsi que *“la nationalisation des biens du PCUS créés par le peuple”*.

N’est-ce pas un fait que ceux qui appelaient à soutenir les Gorbatchev, Eltsine et leurs “réformes de marché” s’opposaient frontalement au mouvement de la classe ouvrière soviétique cherchant à constituer ses propres organisations indépendantes ? Et ils osaient mener une telle politique au nom de la IV^e Internationale !

Dès lors que la bureaucratie s’est décomposée en une multitude de mafias, le pabliste s’est donc vu privé de ce qui était

devenu, depuis 1953, la principale force sociale dont il était le complément nécessaire, puisque c'est sous le drapeau de la IV^e Internationale de Trotsky qu'il couvrirait ses crimes, à commencer par le plus grand d'entre eux : celui qui a consisté à détruire l'URSS, principale conquête de la révolution d'octobre 1917.

LES DIRIGEANTS DU SU TROUVENT UN COUPABLE À L'EFFONDREMENT DE L'URSS : LES MASSES

Afin de camoufler leur propre responsabilité et leur propre faillite qui a été démontrée par les faits, les dirigeants du SU avancent de prétendues explications. Dans la revue *Quatrième Internationale* (n° 43, décembre 1991-février 1992), les dirigeants du Secrétariat unifié trouvent le responsable de l'effondrement de l'URSS :

« Dans la mesure où l'ancien régime s'identifiait avec le socialisme (et la propagande aussi bien des conservateurs que des libéraux fait beaucoup d'efforts pour avaliser une telle idée), le rejet du passé devient un rejet du socialisme, ainsi que de toute alternative qualitative au programme de la révolution "par en haut". »

Les masses seraient donc coupables d'identifier leur rejet de la "bureaucratie" à celui du "socialisme", et auraient donc été incapables de s'opposer au cours de la bureaucratie... que le SU a soutenu en permanence. Les masses seraient donc responsables.

Une résolution adoptée par l'exécutif international du SU en octobre 1991 ("L'URSS après le 19 août") enfonce le clou :

"L'effondrement du pouvoir central du PCUS et la désintégration de l'URSS ont accentué le processus par lequel la révolution d'Octobre a cessé d'être le point de référence pour de larges masses en URSS, en Europe orientale, dans les pays impérialistes et dans nombre de pays industrialisés du tiers-monde."

Là encore, les larges masses, dans le monde entier, seraient responsables de tirer comme conclusion de l'effondrement de la bureaucratie l'abandon de leur référence à la révolution d'Octobre.

Ils osent écrire, à cette époque, que ce sont les masses qui, incapables de se dres-

ser contre la dictature bureaucratique, se sont engagées dans "un rejet global d'un système identifié au socialisme et de la recherche illusoire de solutions du côté du marché capitaliste" (10). Conclusion :

"Un travail d'élaboration théorique et politique approfondissant l'analyse du bilan historique de l'URSS et la définition de nos tâches s'impose."

APRÈS L'EFFONDREMENT DE L'URSS : POUR UN "TROISIÈME MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE"

Parmi les points importants de cette "élaboration théorique", l'article indique au point b) :

« Le contenu concret du troisième "modèle" de développement économique, opposé à la fois au despotisme étatique (économie de commandement) et au despotisme du marché et de l'argent (...), une précision des formes et limites de l'utilisation des mécanismes marchands ; un débat sur la combinaison des formes de propriété. »

Que signifie le "troisième modèle" de "développement économique" ? Ne serions-nous donc plus dans le cadre de l'alternative posée, au début de ce siècle, par la grande révolutionnaire allemande Rosa Luxemburg : socialisme ou barbarie ? Ou bien la barbarie, c'est-à-dire la décomposition du système failli de la propriété privée des moyens de production, la destruction en masse des forces productives, à commencer par la force de travail elle-même. Ou bien le socialisme, c'est-à-dire l'expropriation du capital par la classe ouvrière pour sauver l'humanité par la socialisation des moyens de production.

(10) Les prétendues responsabilité et passivité des masses deviennent alors un leitmotiv pour justifier sa propre orientation pour le SU. Citons, entre autres, Alexandre Bouzgaline, dans *Inprecor* (mars 1993) : "Un des ingrédients de la crise actuelle est le conservatisme de la majorité de la population russe (...). Habitée à l'obéissance et au travail suivant des lois bureaucratiques exclusives, mais aussi à certaines garanties sociales, la population a été brutalement plongée dans une nouvelle réalité." En avril 1993, dans *Inprecor*, Poul Finder Larsen dénonce lui aussi "la passivité de la classe ouvrière et de la population en général". *Inprecor*, septembre 1993, à propos de la Pologne (Jan Malewski) : "Présenté comme la seule issue à la crise, le choix de la restauration capitaliste avait été toléré par la population."

Le SU ne donne-t-il pas lui-même une réponse en écrivant que ses recherches théoriques doivent conduire à définir, dans le cadre d'un "troisième modèle", les "formes et limites de l'utilisation des mécanismes marchands" et "la combinaison des formes de propriété" ?

"Combinaison" des formes de propriété... Mais l'effondrement de l'URSS ne montre-t-il pas que, dans le cadre de l'impérialisme mondial en décomposition, il y a incompatibilité absolue entre les intérêts de classes contradictoires, et donc incompatibilité entre l'existence de la propriété privée, d'une part, de la propriété d'État comme premier pas vers la propriété sociale à l'échelle mondiale, de l'autre ? En résumé, "socialisme ou barbarie".

A cela, le SU répond : « troisième "modèle" de développement économique ».

A cette époque, l'état-major pabliste se réunit à plusieurs reprises en 1991 et 1992. Une motion soumise au vote propose même de... dissoudre le Secrétariat unifié. Si cette résolution fut repoussée in extremis, on peut comprendre pourquoi elle a pu être soumise en lisant le "Manifeste programmatique" adopté en 1992 par le SU.

POUR LE SU, LA CHÛTE DE L'URSS A ENTRAÎNÉ UNE PRÉTENDUE CRISE DE CRÉDIBILITÉ DU SOCIALISME

Le "Manifeste programmatique" de 1992 commence par constater que

"le système capitaliste, qui est le principal responsable de ces maux, semble moins contesté dans son ensemble qu'il ne l'était depuis des décennies. L'idée qu'il a remporté définitivement la victoire sur le socialisme faussement identifié avec les sociétés sous domination bureaucratique en URSS et en Europe de l'Est est largement répandue. Cela est avant tout dû à la crise de crédibilité du socialisme en tant qu'objectif social global aux yeux des masses, crise qui se développe au moins depuis le début des années 80."

Cette prétendue crise de crédibilité du socialisme devient le leitmotiv du "Manifeste programmatique" du SU. Pour le SU, la chute de l'URSS, dont la bureaucratie stalinienne est responsable, amène donc à remettre en cause la "crédibilité" d'un ren-

versement du régime de la propriété privée des moyens de production, arrivé pourtant à un stade de putréfaction et de crise que l'on ne peut que constater sur tous les continents.

"Oubliant", au passage, de rappeler le soutien indéfectible des Pablo, Mandel et autres à la répression bureaucratique de la révolution politique, de Berlin-Est à Budapest (11), le manifeste pabliste écrit :

"Le fait que le mouvement ouvrier international ne se soit pas mobilisé pour appuyer les luttes antibureaucratiques entre 1953 et 1981 a contribué à ce que les masses de ces pays aient cherché l'appui idéologique et matériel de la bourgeoisie plutôt que du prolétariat international, au moment où la dictature bureaucratique s'est effondrée."

Les masses travailleuses soviétiques, polonaises, hongroises, etc., seraient donc allées chercher un "appui idéologique" dans l'impérialisme !

Et ils ajoutent :

"Les masses en Europe de l'Est et en URSS n'ont plus abordé les crises d'effondrement des dictatures stalinienne et post-stalinienne en 1989-1991 avec une quelconque initiative politique de classe. Elles ont, sur le plan politique, et dans l'immédiat, laissé le champ libre à des fractions de la bureaucratie, y compris des fractions procapitalistes, et aux "libéraux"."

Là encore, il s'agit de reporter sur les masses la responsabilité écrasante du pabliste soutenant telle ou telle fraction "procapitaliste" de la bureaucratie (Gorbatchev, Eltsine, etc.).

Mais la défaite des masses, qui, selon les pablistes, accepteraient de se soumettre à l'impérialisme, n'est pas seulement le fait des pays de l'est de l'Europe et de l'ex-URSS :

"La bourgeoisie se vante couramment, surtout dans les pays impérialistes, d'avoir réussi à "intégrer" les salarié(e)s à la fois comme consommateurs(trices) et comme citoyen(ne)s. Le constat est sujet à caution, même s'il correspond partiellement à la réalité."

Dans les pays impérialistes aussi, les masses se sont soumises... Affirmation à peine nuancée par :

(11) Lire dans ce chapitre au paragraphe « Jusqu'en 1991, le SU "flanc gauche" de l'appareil stalinien ».

“La crise de crédibilité des perspectives socialistes n'est certes pas absolue.”

Pas “absolue”, mais donc largement engagée.

Y A-T-IL ENCORE DES CLASSES SOCIALES ? Y A-T-IL ENCORE LUTTE DES CLASSES ?

D’ailleurs, le SU ne constate-t-il pas :

“Les masses elles-mêmes n'ont pas non plus déclenché au cours de cette décennie des luttes d'ensemble à dynamique anticapitaliste comparables à celles des années 60 et 70. Il n'y a plus eu une seule révolution victorieuse depuis la révolution nicaraguayenne en 1979. Il n'y a plus eu dans les pays impérialistes une seule grève générale prolongée ou une seule explosion révolutionnaire depuis la révolution portugaise. Il n'y a plus eu à l'Est une seule montée de masse d'ensemble contre la dictature bureaucratique comparable à l'explosion de Solidarnosc en 1980-81.”

Le SU théorise ce prétendu recul de la lutte de classe :

« Le scepticisme des masses quant à un “modèle global de société” (...) reflète aussi une prise en considération instinctive de la détérioration des rapports de force à l'échelle mondiale aux dépens du prolétariat, détérioration qui est incontestable, bien que plus réduite que ne prétendent des idéologues de diverses inspirations. Cette perception freine à son tour un engagement socio-politique d'ensemble de ces mêmes masses. »

Quelle en est la raison ?

“La longue expansion économique après la Deuxième Guerre mondiale dans les métropoles, et ses retombées partielles dans des pays dépendants semi-industrialisés, ont été marquées par une expansion de la consommation de biens durables des classes moyennes et des couches supérieures du prolétariat”,

écrit le manifeste pabliste. Nous sommes en 1991-1992, au moment même où, sur tous les continents, se mène une offensive déchaînée de l’impérialisme — s’appuyant pour la mener à bien sur les appareils contre-révolutionnaires, social-démocrate et stalinien — contre les conquêtes et le niveau de vie des masses travailleuses. Nous sommes au moment précis où est

signé en Europe le “traité de Maastricht”, qui va, au nom de la lutte “pour la baisse du coût du travail”, entraîner une vague sans précédent de chômage, de précarisation... faisant chuter brutalement le pouvoir d’achat des plus larges masses ! Mais pour le SU, la caractéristique dominante du régime de la propriété agonisant, de la barbarie montante, ce serait “une expansion de la consommation de biens durables des classes moyennes et des couches supérieures du prolétariat”, un “développement de la consommation chez des secteurs des masses populaires”, un “accroissement indéniable du niveau de vie de larges secteurs de la classe ouvrière des métropoles et de secteurs plus réduits des pays semi-industrialisés”...

Cela amenant notamment un “regain d’influence des idéologies des formations d’extrême droite dans des secteurs, certes minoritaires, mais non négligeables de la classe ouvrière”. Les masses seraient donc non seulement passives, idéologiquement soumises à l’impérialisme, mais des secteurs “non négligeables” d’entre elles seraient même devenus franchement réactionnaires.

POUR LES BESOINS DE LA CAUSE, UNE FALSIFICATION GROSSIÈRE DU PROGRAMME DE LA IV^e INTERNATIONALE

Dans de telles “conditions”, il faut bien sûr justifier théoriquement la décision prise in extremis en 1992 de ne pas dissoudre le Secrétariat unifié comme appareil international continuant à se revendiquer frauduleusement de la IV^e Internationale. Pour cela, le manifeste pabliste va procéder à une falsification.

Paraphrasant frauduleusement le programme de fondation de la IV^e Internationale (*Programme de transition*), le manifeste pabliste écrit :

“La crise de l'humanité, c'est en dernière analyse la crise de la direction et de la conscience de la classe des salarié(e)s. La IV^e Internationale l'a proclamé dès sa fondation, dans son Programme de transition. Rien de ce qui s'est produit depuis 1938 ne s'oppose à ce constat, bien au contraire.”

Le *Programme de transition*, adopté en 1938 par les délégués qui, avec Léon Trotsky, décident de proclamer la IV^e Internationale pour assurer la continuité du combat révolutionnaire des Première, II^e et III^e Internationales, toutes “mortes pour la révolution”, établi d’emblée que :

“la crise historique de l’humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire”.

Car pour les fondateurs de la IV^e Internationale,

“les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d’être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c’est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire.”

Le régime de la propriété privée n’est plus capable de développer les forces productives, qui “ont cessé de croître”. Ce qui manque à la classe ouvrière, c’est avant tout une avant-garde qui l’aide à renverser ce système failli, système porté à bout de bras par les vieilles directions du mouvement ouvrier, qui ont lié leur sort à la survie de ce système en déroute.

Mais pour les pablistes, la crise de l’humanité ne se “réduit” plus à la direction... mais c’est aussi la crise “de la conscience de classe” ! Ce qui est évidemment tout à fait autre chose. Si le capitalisme en décomposition continue à exister, ce n’est pas (seulement) du fait de la politique des appareils contre-révolutionnaires..., mais aussi de la responsabilité d’une classe ouvrière dont la conscience de classe serait en crise.

Et ils reprennent :

« La crise de crédibilité du socialisme qui prévaut depuis une décennie ajoute une dimension nouvelle à cette crise de direction. L’affaiblissement prononcé de l’emprise des appareils traditionnels sur la classe ouvrière (...) ne débouche point sur l’avènement de nouveaux partis de masse à leur gauche, à quelques exceptions près, ni à un renforcement sérieux des organisations révolutionnaires. Le scepticisme des masses par rapport à un projet global de société, différent de celui du capitalisme “social”, tend à fragmenter les mouvements de protestation et de révolte. Cette fragmentation en réduit la durée. »

**“NOUVEAUX MOUVEMENTS
SOCIAUX”
CONTRE MOUVEMENT OUVRIER
FONDÉ SUR LA LUTTE DE CLASSE**

Ils persistent et signent : la crise de l’humanité “ne se réduit pas” à la crise de la direction du prolétariat. La crise de l’humanité, écrit le SU, c’est d’abord et avant tout la crise... de la classe ouvrière, de sa lutte de classe, de sa conscience... Ses prétendus scepticisme et soumission politique à l’impérialisme... Que veut-on nous faire avaler ici ? Qu’il n’y aurait plus de lutte de classe ? Et quand on parle, à propos de la chute de l’URSS, de “*crise de crédibilité du socialisme*”, ne s’agirait-il pas d’une version “pabliste”, d’une version “gauche” de ce qu’un idéologue de l’impérialisme appelait à l’époque “*la fin de l’histoire*” (12), c’est-à-dire le triomphe définitif du régime de la propriété privée ?

Ce n’est pas un hasard si apparaît pour la première fois dans ce texte et de façon systématique l’expression de “*nouveaux mouvements sociaux*”... “Nouveaux”... donc s’opposant à “ancien”, c’est-à-dire à toutes les formes existantes jusqu’alors du mouvement ouvrier organisé, de la “classe pour soi”. Cette expression va connaître un véritable succès dans les années qui suivent l’effondrement de l’URSS. Elle est utilisée à tout bout de champ pour désigner l’explosion des ONG, de la prétendue “société civile” sans frontière de classes, donc de tous les instruments du dispositif corporatiste qui vise à remettre en cause le mouvement ouvrier tel qu’il est, ses syndicats, ses conquêtes sociales, le concept même de “parti politique” représentant des intérêts de classe et toutes les institutions qui, dans le cadre de la société bourgeoise, reconnaissent l’existence de classes aux intérêts antagoniques (tout cela étant le produit de sa lutte de classe).

Cette ligne est totalement confirmée et poursuivie onze ans plus tard au congrès

(12) Selon l’idéologue américain pro-impérialiste Francis Fukuyama, la chute de l’Union soviétique en 1991 signifie en effet “*la fin de l’histoire*”, c’est-à-dire la fin de la lutte des classes, et l’horizon indépassable du système capitaliste, qui aurait prouvé ainsi sa supériorité.

mondial du SU de février 2003. Dans le document qui y est soumis (13), le SU caractérise les vingt dernières années comme

« la défaite des montées (semi-)révolutionnaires (qui) ont permis l'offensive néolibérale des années 80, une nouvelle restructuration du monde par les classes dominantes, dite "globalisation capitaliste", une nouvelle dégradation du rapport de force de la classe ouvrière, et, suite à l'écroulement de la bureaucratie stalinienne et la restauration du capitalisme à l'est, une crise sans précédent de la conscience de classe, de l'organisation du mouvement ouvrier et des deux courants qui ont dominé celui-ci tout au long du XX^e siècle, la social-démocratie et le stalinisme ».

Résumons : le système capitaliste, basé sur la propriété privée des moyens de production, est dans une nouvelle phase de développement, dite "globalisation capitaliste", puisque les classes dominantes ont la capacité d'ordonner une "nouvelle restructuration du monde".

LA SIGNIFICATION DE L'ABANDON DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

C'est donc en toute logique qu'en 2003, le congrès de la LCR française, l'un des principaux groupes du SU, renonce dans son congrès à toute référence à la dictature du prolétariat.

Un des dirigeants de la LCR, François Ollivier, le justifie ainsi dans *Rouge* (20 novembre 2003) :

« En réalité, cela fait de nombreuses années que les documents adoptés par la LCR n'utilisent plus cette formulation (...). Le bilan que nous tirons aujourd'hui, d'abord de la contre-révolution stalinienne, mais aussi des erreurs des bolcheviks, nous a conduits à écarter cette notion (...). Il faut aussi revenir sur les erreurs des révolutionnaires russes. »

Ce sont donc les "erreurs des bolcheviks" qui justifient cet abandon. Mais quelles sont donc ces erreurs ? Ollivier ajoute :

« Au nom de la dictature révolutionnaire du prolétariat, conçue comme un régime d'exception dans des circonstances exceptionnelles, Lénine, Trotsky et beaucoup d'autres dirigeants bolcheviques ont pris des mesures qui ont progressivement

asphyxié la démocratie au sein des nouvelles institutions révolutionnaires (...). L'exercice de la dictature du prolétariat en Russie, y compris entre 1918 et 1924, s'est traduit par la fusion de l'Etat et du parti, ainsi que par la suppression progressive de toutes les libertés démocratiques. »

Une explication en langage châtié que résume dans une formule lapidaire Alain Krivine (dans le magazine à grand tirage *Paris-Match*, le 13 novembre 2003) :

« La référence à la dictature du prolétariat sentait le goulag, le stalinisme, et le mot "communisme", pour les mêmes raisons, a aussi des relents désagréables pour certains d'entre nous. »

L'identification d'octobre 1917 et du communisme au stalinisme n'est pas un thème nouveau. Mais cette fois-ci, elle est ouvertement reprise par ceux qui continuent à se présenter comme "la IV^e Internationale".

Quel sont donc ces "crimes" que Lénine, Trotsky et les dirigeants de la révolution d'octobre 1917 ont commis, entre 1918 et 1924 ? Ils ont "pris des mesures d'exception"... dans une République soviétique assaillie de toute part par les armées des grandes puissances impérialistes, grandes puissances qui ne pardonnaient pas au gouvernement des commissaires du peuple d'avoir accompli le mandat confié par les soviets de députés ouvriers, paysans et soldats : la paix immédiate, la terre aux paysans, la nationalisation des moyens de production (et l'ensemble des conquêtes sociales et démocratiques permises par la nationalisation des moyens de production : journée de 8 heures, enseignement public, interdiction du travail des enfants, séparation des Eglises et de l'Etat, droit de vote des femmes, droit à l'avortement...).

Voilà le "crime" impardonnable des bolcheviks, qui ont osé défendre — par des mesures d'exception imposées par la tentative d'écrasement de la révolution — ces conquêtes ! Voilà le crime impardonnable des partisans de la dictature du prolétariat, dont Marx et Engels (dans leur *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*), rappellent :

« Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en

(13) Largement analysé dans *La Vérité*, n° 32, par Daniel Gluckstein dans sa contribution "Altermondialisme, les habits neufs du néo-capitalisme".

celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat."

QU'EST-CE QUE LE SECRÉTARIAT UNIFIÉ ?

Pour comprendre ce ralliement ouvert au régime de la propriété privée des moyens de production (tout en gardant la dénomination IV^e Internationale), il faut — en marxistes — en chercher les bases matérielles. Au compte de quelles forces sociales agit le Secrétariat unifié ?

Avant 1991, comme nous l'avons démontré dans le combat pour la reconstruction, puis pour la reproclamation de la IV^e Internationale (1993), le pablisme est un courant issu de la crise de la IV^e Internationale, courant "révisionniste" et "liquidateur" en ralliant la prétendue théorie du "socialisme dans un seul pays", qui maintient sa référence frauduleuse à la IV^e Internationale pour couvrir les crimes de la bureaucratie stalinienne (et le plus grand de ces crimes : son cours restaurationniste, qui conduisit à l'effondrement de l'URSS en 1991).

De ce point de vue, l'effondrement de l'URSS prive le Secrétariat unifié de sa base sociale : la couche parasitaire bureaucratique, dont il s'était constitué comme le "flanc gauche".

Celle-ci se décompose en une multitude de groupes mafieux, qui, dans le cadre de la décomposition du marché mondial, sont incapables de constituer une classe capitaliste et deviennent des mafias compradores au service de l'impérialisme... elles-mêmes facteurs de "mafiosisation" de l'ensemble du régime failli de la propriété privée.

Individuellement, il y a bien sûr une continuité entre le Poutine des années 1980, officier du KGB à Berlin-Est, et le Poutine de 2007. Mais il y a une différence majeure dans la place qu'ils occupent.

Le Poutine des années 1980 est le représentant de la caste parasitaire bureaucratique qui tire ses privilèges de l'Etat ouvrier dégénéré, parasitisme qui prépare l'effondrement de l'URSS.

Le Poutine de 2007, même si c'est biologiquement le même homme, n'occupe plus

du tout la même place. Représentant choisi par l'un des clans mafieux issus de la bureaucratie, son lien avec la propriété d'Etat n'est plus de la "parasiter", mais de la détruire purement et simplement, à coups de privatisations, liquidation. Bien qu'il ait des intérêts propres à défendre (et qu'il puisse y avoir, on l'a vu encore récemment, des contradictions), il ne peut, face à l'impérialisme le plus puissant, que se plier à la volonté de celui-ci.

Ce que nous avons parfaitement pronostiqué en 1991, lorsque nous écrivions :

"Le caractère bourgeois de la bureaucratie se révèle aujourd'hui de façon presque caricaturale dans la manière avec laquelle elle cherche à réintégrer le giron de la bourgeoisie mondiale. Cet ultime stade de son développement ne lui fait perdre à aucun degré (au contraire) son origine et sa nature parasitaire. Elle ne peut pas même devenir une bourgeoisie croupion. Elle n'a pas les moyens (ni l'ambition) de constituer un capital national. Même si les mafieux de l'économie parallèle injectaient leurs 150 milliards de roubles, qui, en tout état de cause, ne s'investiraient que dans les secteurs spéculatifs, la crise énorme de liquidités qui frappe de plus en plus brutalement l'économie mondiale et fonde les plans de sacage du FMI interdit tout espoir d'investissement à la hauteur d'une fraction, même modeste, des gigantesques besoins de l'économie soviétique ; il ne reste donc aux mafieux jaillis des entrailles mêmes de l'appareil qu'à compter les dividendes de sa subordination politique à l'impérialisme américain et les pourboires de la privatisation. La bureaucratie en décomposition n'est qu'une couche annexe et supplétive de l'impérialisme mondial, sans aucun caractère national, une caste de margoullins, de traficoteurs, de mafieux prête à se vendre et à vendre la propriété d'Etat au plus offrant, et même à ceux qui n'offrent à peu près rien" (La Vérité, décembre 1991).

Un tel bouleversement ne pouvait laisser indemne le Secrétariat unifié, ayant ainsi perdu sa base sociale d'avant 1991.

AU COMPTE DE QUELLES FORCES SOCIALES ?

Au compte de quelles forces sociales nouvelles le SU devait-il être maintenu ?

Polémiquant contre les courants opportunistes de la social-démocratie internationale quelques mois avant que ceux-ci ne basculent dans le soutien à leur propre impérialisme (août 1914), Lénine écrivait en 1913 :

“La dialectique de l’histoire est telle que la victoire du marxisme en matière de théorie oblige ses ennemis à se déguiser en marxistes (...). La période de préparation des forces pour les grandes batailles, ils l’interprètent comme une renonciation à ces batailles” (Lénine, *“Les destinées historiques de la doctrine de Karl Marx”*, 1^{er} mars 1913).

Cette affirmation reste plus que jamais d’actualité, mais nous dirions aujourd’hui :

“La victoire de la IV^e Internationale — héritière de l’enseignement de Marx, Engels, Lénine et Trotsky — en matière de théorie oblige ses ennemis à se déguiser en IV^e Internationale.”

Il faut faire barrage à la IV^e Internationale, et la politique des dirigeants de l’Internationale socialiste et des stalinien, portant à bout de bras la survie de l’impérialisme, ne suffit pas. Il faut une prétendue IV^e Internationale, qui, par sa politique de prise en charge directe des plans impérialistes, fasse barrage à la construction de la IV^e Internationale. Car si même les ministres “trotskystes” refusent la terre aux paysans brésiliens, si même les sénateurs “trotskystes” italiens votent les crédits de guerre de l’OTAN et le budget anti-ouvrier dicté par Bruxelles..., n’est-ce pas la preuve qu’il n’y a pas d’issue en dehors du cadre du régime de la propriété privée des moyens de production ?

Il faut, en ex-URSS, le Secrétariat unifié qui se réclame de la IV^e Internationale pour asséner aux ouvriers qui cherchent les voies de la lutte contre les privatisations que « *les formes maintenues, même dégradées, de “socialisation” par les grandes entreprises (...) contribuent à rendre difficiles les luttes collectives* » (Catherine Samary, *Inprecor*, 2001). Ce qui ne peut signifier autre chose que la condamnation de la lutte pour la reconquête de la propriété d’Etat.

Il faut de soi-disant trotskystes qui assèment aux travailleurs d’Ukraine que *“l’orange de la démocratie (...), l’Ukraine, pourrait-elle s’avérer la pionnière d’un mouvement réel de démocratisation d’autres Etats de l’ex-Union soviétique ?”* (Rouge, 2 décembre 2004). C’est-à-dire :

pas d’issue en dehors de l’ingérence américaine, remplaçant par des “révolutions orange” tel groupe de mafieux privatiseurs par tel autre.

De même que le Poutine de 2007 incarne à la fois la continuité et un changement qualitatif par rapport au Poutine d’avant l’effondrement de l’URSS, de même pour le Krivine de 2007 (14). Ses maîtres ont changé. Ceux d’aujourd’hui ont de puissants moyens de financement, depuis l’explosion du phénomène des organisations non gouvernementales (ONG) des années 1990 (15).

(14) Bien qu’il se revendique à juste titre de sa continuité, comme Daniel Bensaïd l’écrit dans *Les Trotskysmes* : *“A la fin des années 1940, les conditions dans lesquelles fut créée la IV^e Internationale avaient considérablement changé. Son projet devait être redéfini. Pablo eut l’audace d’entreprendre cet aggiornamento.”*

(15) Rappelons les termes de ce texte interne au SU rendant compte des débats préparatoires au congrès mondial de 1995 : un des principaux dirigeants avait déposé une motion *“proposant de chambouler les structures de l’Internationale : disparition du SU au profit du seul comité exécutif international, ne se réunissant qu’une fois par an (...), réunion d’un bureau new-look une fois par mois au lieu d’une fois tous les 15 jours”*. Bref, une “autodissolution du SU”, en quelque sorte. Cette proposition est officiellement justifiée par *“la grave crise financière”* du SU. Celle-ci s’explique par le fait, dit ce dirigeant, que *“jusqu’à la fin des années 1980, l’Internationale au plan financier a vécu essentiellement de dons. Depuis cette époque, ils ont considérablement décliné. Tant et si bien qu’en 1992, l’excès des dépenses sur les recettes globales était de 60 % (...). La situation reste extrêmement tendue, dans la mesure où les cotisations ne représentent que 17 % du budget.”* Résumons : jusqu’à la chute de l’URSS — et de la bureaucratie —, une grande partie du budget du SU est composée de “dons” qui complètent les cotisations. Après la chute de l’URSS, la situation est telle qu’un des principaux dirigeants propose de dissoudre le SU. Mais finalement, la proposition est repoussée... Comment le SU a-t-il surmonté ses difficultés financières ? En devenant lui-même une ONG, ou plutôt, à travers de multiples ONG. Prenons-en un exemple. Au Moyen-Orient, la politique pabliste est représentée par Michel Warchavsky, chantre bien connu de la prétendue solution des “deux Etats”. Celui-ci se trouve à la tête d’une ONG intitulée Centre d’information alternative (AIC), dont toutes les publications précisent : *“Les activités de l’AIC sont rendues possibles grâce au soutien de nombreuses organisations, parmi lesquelles : le gouvernement basque, le gouvernement irlandais, le Christian Aid/Development Cooperation Ireland Multi-Annual Partnership Scheme (MAPS), le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), Global Church Ministries, Medico International, etc.”* Il revendique donc d’être financé par des ONG liées à l’Eglise catholique et par des gouvernements ou des gouvernements autonomes

Tout comme, hier, la bureaucratie parasitaire avait besoin d'une prétendue IV^e Internationale soutenant sa politique restaurationniste pour tenter d'empêcher la jonction entre "la sourde révolte des ouvriers et l'organisation de la IV^e Internationale"..., l'impérialisme agonisant a plus que jamais besoin d'une prétendue IV^e Internationale qui fasse barrage à la construction du parti ouvrier indépendant, de l'instrument dont les masses ont besoin pour se libérer des chaînes de l'exploitation et de l'oppression.

Pour cela, il faut faire barrage à la IV^e Internationale, c'est un besoin vital pour l'impérialisme (16).

régionaux comme celui du Pays basque de l'Etat espagnol.

(16) On se rappelle, par exemple, l'empressement du ministre de l'Intérieur-candidat (et futur président français), Nicolas Sarkozy, pour permettre la candidature à l'élection présidentielle française de 2007 du pabliste Olivier Besancenot : "Je trouve qu'il serait dommage qu'un homme comme Besancenot ne puisse pas participer à la compétition présidentielle" (AFP, 5 mars 2007).

Le Secrétariat unifié et le mouvement ouvrier "Société civile" contre lutte de classes

Parce que la classe ouvrière n'est classe que par ses conquêtes et ses organisations, l'offensive mondiale de l'impérialisme vise à briser l'indépendance de classe, à dissoudre les organisations ouvrières dans la prétendue société civile (17) pour détruire l'ensemble des conquêtes sociales, démocratiques et de civilisation.

Après la chute de l'Union soviétique, l'offensive impérialiste contre la classe ouvrière organisée a en particulier pris la forme du développement de ladite "société civile", dont tout l'arsenal d'ONG, de "forums sociaux" a été mis en place et financé par les institutions impérialistes pour tenter d'en faire un instrument de dissolution des organisations, en particulier des organisations syndicales.

LA CSI : UNE "NOUVELLE INTERNATIONALE" ?

Dans les derniers mois, la constitution de la Confédération syndicale internationale (congrès de Vienne, 1^{er} novembre 2006) a été l'un des résultats de cette offensive, puisque cette prétendue confédération s'est constituée en rupture avec toutes les traditions du mouvement ouvrier international, cherchant à encamisoler les confédérations ouvrières nationales.

C'est sous le titre "Une nouvelle Internationale" que *Rouge*, l'hebdomadaire de la LCR de France, consacre une analyse en plein congrès de fondation de la CSI (2 novembre 2006). On y lit :

"Les internationalistes que nous sommes ne peuvent que se réjouir de ce mouvement. Travailler à l'unité de la classe ouvrière mondiale est bien la réponse appropriée à la phase actuelle du développement capitaliste."

Outil pour "travailler à l'unité de la classe ouvrière mondiale", la CSI ?

La CSI elle-même, dans ses documents fondateurs, s'assigne, dans la résolution finale du congrès de Vienne, l'objectif de "changer la mondialisation". On lit :

"Une économie internationale mondialisée nécessite une gouvernance efficace à l'échelle planétaire."

La CSI cherche à accroître la coopération entre les gouvernements (plus loin encore que la collaboration entre syndicats et gouvernements, la CSI voudrait donc être entremetteuse entre les gouvernements

(17) "Société civile", c'est-à-dire la société dans son ensemble, au-delà de la division de la société en classes aux intérêts incompatibles. En dressant la "société civile" contre toute forme organisée défendant des intérêts de classe spécifiques, il s'agit donc d'imposer un nouvel avatar du corporatisme, régime politique niant la lutte des classes, qui réalise l'association capital-travail par l'intégration des organisations ouvrières à l'Etat.

— NDLR), afin de faire en sorte que la dimension sociale de la mondialisation, y compris le travail décent et les droits fondamentaux des travailleurs/euses, soit au cœur même du processus décisionnel des grandes institutions mondiales et régionales de la planète.

Parmi celles-ci, figurent la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation des Nations unies.

Le document de présentation poursuit en proposant d'agir pour "la mise en place du système de gouvernement d'entreprises". Le document sur les campagnes insiste :

"OMC, Banque mondiale et Fonds monétaire international — nous travaillons pour faire en sorte que les stratégies de gouvernance mondiale de ces organisations soient modifiées au profit des travailleurs/euses et des pauvres."

Modifier les stratégies de gouvernance de l'OMC, du FMI, de la Banque mondiale ? Est-ce le rôle d'une organisation syndicale ?

Faudrait-il accepter de mettre en œuvre les plans de ces institutions internationales au sein du régime capitaliste en décomposition ?

Le nouveau secrétaire général de la CSI, Guy Ryder, l'illustre dans le journal financier français *Les Echos* :

"On ne peut pas arrêter les délocalisations, mais on peut mettre en place des règles du jeu pour que ces changements soient acceptables."

Est-ce le rôle d'une organisation syndicale que de faire accepter aux travailleurs la vague de désindustrialisations, la délocalisation du travail, à la recherche d'un "coût du travail" toujours plus bas ?

Le document sur les campagnes affirme :

"En participant à des événements internationaux (par exemple, les réunions ministérielles de l'Organisation mondiale du commerce, les réunions du G 8, le Forum social mondial, etc.)."

Mais qu'est-ce que le G 8 ?

N'est-ce pas le sommet des huit plus grandes puissances industrielles ? Celui-là même qui impose dans le monde entier les plans de déréglementation, de dislocation des acquis collectifs ?

Est-ce cela, le contenu concret de la "nouvelle gouvernance" ?

CONTRE LE "SYNDICALISME NATIONAL"

La CSI est donc l'inverse d'une confédération syndicale mondiale. C'est un outil de destruction de toutes les confédérations syndicales destiné à les transformer en ONG (toutes financées par les institutions internationales comme l'ONU, la Banque mondiale...) parties prenantes de la "gouvernance démocratique mondiale".

Le journal de la LCR poursuit :

"Alors, si ce processus est le bienvenu, (...) il reste à définir sa véritable utilité. Un syndicalisme unifié à l'échelle de la planète, (...) en relation étroite avec le mouvement altermondialiste, serait incontestablement un progrès."

Cela suppose d'en porter la proposition à tous les niveaux où cette perspective peut se discuter."

A l'inverse d'un repli nostalgique sur une FSM idéalisée, ou d'un syndicalisme national coupé des mouvements de radicalisation internationaux, les unitaires doivent travailler à de véritables convergences d'action, dans les structures mondiales ou avec toutes les organisations syndicales qui le veulent, affiliées ou non."

Que signifie, derrière les grandes phrases, cette charge en règle contre le "syndicalisme national" ?

Marx nous enseigne que la lutte de classe, internationale dans son contenu, est "nationale dans sa forme".

Le mouvement ouvrier, dans le monde entier, s'est constitué dans le cadre des nations, et en particulier à travers la constitution de confédérations syndicales nationales.

La base de l'internationalisme prolétarien, c'est l'existence d'un cadre international qui intègre les organisations que le prolétariat a constituées à l'échelle nationale.

Quand *Rouge* prétend opposer le cadre (antisyndical) international de la CSI aux confédérations syndicales nationales, peut-on y voir autre chose qu'un soutien à l'offensive corporatiste, qui, sur chaque continent, dans chaque pays, prétend interdire à la classe ouvrière de disposer d'organisations spécifiques défendant ses intérêts de classe ?

**“CONTESTER L’UTILITÉ
ET L’EFFICACITÉ DU SYNDICALISME”**

On notera au passage le coup de chapeau justifié de *Rouge* au “mouvement altermondialiste” dans la constitution de la CSI. Mouvement dont *Rouge* (n° 2179) rappelle que

“le processus de rapprochement (qui allait aboutir à la création de la CSI — NDLR) s’est accéléré en 2003, lors de rencontres organisées à Porto Alegre, à l’occasion du Forum social mondial, pour finalement être confirmé en 2005”.

Rouge ajoute :

“Les confédérations internationales ont été percutées par la radicalisation antilibérale et par l’action du mouvement altermondialiste, qui, de fait, a contesté en acte l’utilité et l’efficacité du syndicalisme.”

On comprend mieux dès lors l’utilité des “forums syndicaux mondiaux” organisés à l’occasion de chacun des forums sociaux mondiaux tenus ces dernières années à Porto Alegre. Il s’agissait bien d’y entraîner les confédérations ouvrières nationales pour les inclure dans le dispositif corporatiste de la “gouvernance mondiale”.

Forums sociaux dont *Rouge* donne l’essence : “contester l’utilité et l’efficacité du syndicalisme”.

Le mouvement ouvrier organisé, voilà l’ennemi !

Ce qui rejoint parfaitement les déclarations des représentants des ONG intervenant au congrès de la CSI, tel l’un d’entre eux, A. S. Fall, qui y a affirmé :

“Le salariat n’est plus la norme et les syndicats doivent s’y adapter” (AFP).

Que le régime décomposé de la propriété privée tende à détruire la force de travail elle-même et que la désindustrialisation s’étende dans le monde, c’est un fait. Mais faut-il en conclure, comme le dit cet ONGiste, qu’il n’y aurait plus de rapport social d’exploitation, plus de classe ouvrière, et donc plus besoin d’organisations spécifiques de défense des intérêts particuliers des travailleurs ?

Serait-ce là la fonction de la CSI... et du soutien des pablistes, qui voudraient y enchaîner le drapeau de la IV^e Internationale qu’ils usurpent ?

On comprend mieux ainsi pourquoi le “mouvement altermondialiste”, celui des “forums sociaux”, en particulier ceux de Porto Alegre (Brésil) (18), soit aujourd’hui en perte de vitesse. Ils avaient un objectif : unir dans un même cadre organisations ouvrières, d’une part, ONG et institutions impérialistes (avec leur financement), d’autre part, afin de faire un pas vers la destruction des premières par les secondes. Cet objectif a été partiellement atteint avec la fondation de la CSI, et le rôle des forums sociaux initié par les pablistes à Porto Alegre a atteint ses limites (19).

(18) Capitale de l’Etat de Rio Grande do Sul, Porto Alegre fut longtemps administrée par le courant Démocratie socialiste, section du Secrétariat unifié, avant que l’électorat n’inflige à la municipalité une cuisante défaite lors des dernières élections municipales. “Capitale” des forums sociaux pendant plusieurs années, elle fut également la ville où les pablistes inventèrent le “budget participatif”, la “démocratie participative” (thèmes repris aujourd’hui par l’ensemble des courants politiques : staliniens, sociaux-démocrates, et l’impérialisme lui-même et ses institutions). Notre revue expliquait à ce sujet en mai 2002 : “A Porto Alegre (...), on paie la dette rubis sur l’ongle. Et on paie la dette rubis sur l’ongle parce qu’on a mis en place le budget participatif, qui est à ce jour, et dans les conditions actuelles, la forme la plus efficace de l’intégration corporatiste. Et il est normal que le FMI, l’OMC, la Banque mondiale, les multinationales du monde entier reconnaissent à ce budget participatif la qualité de réussir là où les politiques traditionnelles, qui n’intègrent pas les organisations, ont beaucoup plus de mal à réussir. Il est normal qu’ils reconnaissent l’efficacité du gouvernement de Porto Alegre, qui ne se contente pas de contenir dans les limites de 60 % du budget les dépenses publiques, mais est parvenu à les faire descendre à 41 %. Il est normal qu’ils saluent les résultats de la municipalité de Porto Alegre, qui, dans le domaine de la privatisation, de l’externalisation, de la filialisation, est allée plus loin que les autres municipalités en y associant les représentants de la population et de la classe ouvrière. Donc, si l’on comprend bien cela et qu’on constate que l’origine du gouvernement de Porto Alegre — qui est un modèle pour la classe capitaliste du monde entier —, c’est le SU, il en découle que nous devons comprendre que le SU est la pointe avancée de la politique de destruction du mouvement ouvrier” (*La Vérité*, n° 30).

(19) Mais cela ne signifie pas, pour l’impérialisme via ses institutions internationales, qu’il ne faille pas en préserver le cadre... Un cadre auquel il est nécessaire que le Secrétariat unifié participe pour que la prétendue IV^e Internationale y joue le rôle de l’extrême gauche de l’arc-en-ciel qui va de l’impérialisme aux ONG, en cherchant bien sûr à y intégrer les organisations ouvrières. La revue du SU *Inprecor* (avril-mai 2007) se félicite ainsi, à propos du Forum social mondial de Nairobi (Kenya), de la multitude de “l’éventail des forces politiques qui s’inscrivent dans le processus du FSM (...) : il va des sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates gestionnaires du

Ouvrons une parenthèse : malgré l'appui qu'a apporté le SU à cette offensive corporatiste, celle-ci n'a atteint que *partiellement* ses objectifs. Car si la constitution de la CSI est assurément un coup porté au mouvement ouvrier mondial, il représente un processus qui est loin d'être achevé. Nombre d'organisations syndicales nationales ont refusé de s'intégrer à la CSI et la majorité de celles qui se sont affiliées à la CSI gardent, malgré les coups portés, les caractéristiques d'organisations syndicales indépendantes. Ce caractère inachevé — malgré la politique d'une partie des "sommets" des organisations — trouve son origine dans la résistance mondiale de la classe ouvrière, confrontée à la brutalité de l'offensive impérialiste sur tous les continents. Offensive qui amène la classe ouvrière à se saisir de ses organisations construites par sa lutte de classe, donc leur faisant jouer leur rôle d'instruments de défense de ses intérêts de classe (y compris contre l'avis d'une partie des "sommets", qui cherche à s'intégrer dans la "gouvernance"). De ce point de vue, les militants de la IV^e Internationale considèrent que, dans une situation marquée par l'exacerbation de l'offensive impérialiste, les problèmes continuent à se poser en termes de classe, ce qui suppose donc la défense inconditionnelle de l'existence d'organisations de classe indépendantes.

DES FORMES DIFFÉRENTES DANS CHAQUE PAYS ET UN OBJECTIF COMMUN ; LA DESTRUCTION DES CONFÉDÉRATIONS SYNDICALES NATIONALES

Ce soutien ouvert du SU à la constitution de la CSI et au corporatisme ne se limite pas à des déclarations de principe. Il ne fait que confirmer un axe qui, sous des formes différentes dans chaque pays, partage un objectif commun : la destruction des confédérations syndicales nationales. Nous ne prétendons pas être crus sur parole, aussi appelons-nous nos lecteurs à juger par eux-mêmes.

En France, le mouvement ouvrier naquit en 1895 par la constitution de la "vieille CGT", qui détermina en 1906 dans sa

Charte d'Amiens les buts historiques du syndicalisme de lutte de classe :

"Cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe, qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière."

Précisant que l'action syndicale combine

"l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc., mais (que) cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste".

Les formes nationales par lesquelles le mouvement syndical s'est organisé diffèrent considérablement d'un pays à l'autre, selon les traditions historiques, le moment où elles se sont constituées, les influences idéologiques, etc. Mais quelle que soit l'ampleur de ces différences, c'est un fait que, dans l'immense majorité des cas, la classe ouvrière s'est constituée comme classe à travers des organisations, et en particulier à travers des confédérations syndicales nationales, sur la base de la reconnaissance de la lutte de classe, c'est-à-dire de l'existence d'intérêts antagoniques absolus entre la classe capitaliste et la classe ouvrière, et en relation avec le combat pour en finir avec l'exploitation capitaliste.

En France, les confédérations CGT et CGT-Force ouvrière, séparées par les aléas

système jusqu'à des forces révolutionnaires en passant par les grandes confédérations syndicales (Confédération internationale des syndicats libres, CISL et Confédération mondiale du travail, CMT, regroupées aujourd'hui dans la Confédération internationale des syndicats, CIS, sans oublier la Confédération européenne des syndicats, CES), des ONG qui favorisent le dialogue avec les institutions financières internationales que le mouvement antiglobalisation combat, de Global Compact (qui regroupe sous l'égide des Nations unies des entreprises transnationales, des directions syndicales et des ONG) (...). (Le FSM) représente un cadre riche et unique de discussion entre militants de mouvements sociaux du monde entier, et peuvent s'y tisser des liens entre les syndicats. C'est pour cette raison que nous nous y rendons chaque année. Plusieurs organisations de la IV^e Internationale sont également présentes à ce forum."

de l'histoire au lendemain de la guerre, constituent les héritières de la vieille CGT, et il n'est pas de tâche plus importante pour les révolutionnaires que de préserver ces confédérations ouvrières indépendantes contre toute tentative de les remettre en cause.

La politique du Secrétariat unifié en France se concentre, elle, dans la mise en place de "syndicats" intitulés SUD ("Solidaires-unitaires-démocratiques"), à l'origine une scission de la fédération postale du "syndicat" CFDT (héritier de la "doctrine sociale de l'Eglise", opposée à la lutte de classe). Mais quelle est la nature de SUD — et du regroupement interprofessionnel "Solidaires" ?

"Solidaires" est une organisation constituée il y a quelques années en dehors des confédérations ouvrières indépendantes, et contre elles, et qui, sous couvert d'un langage parfois "radical" en apparence, renie les bases mêmes sur lequel le mouvement ouvrier organisé est fondé. "Solidaires" se définit ainsi dans ses statuts :

"Le syndicalisme a une double fonction : la défense des salariés et de leurs revendications, et la transformation sociale, c'est-à-dire l'émancipation de l'homme et de la femme pour qu'ils puissent penser et agir sur leur environnement professionnel et interprofessionnel, et être acteurs de leur vie" (preamble des statuts).

"Emancipation" ? Mais vis-à-vis de qui, de quoi ? N'y a-t-il pas un système d'exploitation, le régime de la propriété privée des moyens de production ? Les statuts de "Solidaires" ne font référence ni à l'existence de classes sociales aux intérêts antagoniques (mais aux "hommes" et aux "femmes") ni au système d'exploitation capitaliste, dont l'abolition reste l'objectif historique du mouvement ouvrier.

Pourquoi cet "oubli" ? Est-ce parce que "Solidaires" "se bat pour une mondialisation au service des êtres humains" (Journal, janvier 2005). Qu'est-ce que la "mondialisation" ? N'est-ce pas la forme que prend aujourd'hui l'impérialisme putréfié, par lequel le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production prétend abattre toutes les barrières aussi bien nationales que juridiques (Codes du travail, systèmes de protection sociale...) qui font obstacle à ce qu'il considère comme son droit

imprescriptible à la surexploitation et à la destruction des forces productives ?

A partir de là, qui peut croire un seul instant que se battre pour une "mondialisation au service des êtres humains" pourrait avoir une autre signification que se battre pour une barbarie plus "civilisée" ?

**UN "SYNDICALISME
(QUI) NE S'ARRÊTE PAS À LA PORTE
DES LIEUX DE TRAVAIL ET S'INSCRIT
PLEINEMENT DANS UN MOUVEMENT
ALTERMONDIALISTE"**

D'ailleurs, les statuts de "Solidaires" indiquent que

"notre syndicalisme ne s'arrête pas à la porte des lieux de travail et s'inscrit pleinement dans un mouvement altermondialiste dont l'importance et l'impact ont déjà permis d'ouvrir des brèches dans l'idéologie libérale".

Or le mouvement "altermondialiste", comme son nom l'indique, combat pour "une autre mondialisation" (sans remettre en cause le régime de la propriété privée). Faudrait-il transformer la nature du syndicalisme, qui aurait pour but "d'ouvrir des brèches dans l'idéologie libérale" ? Chaque délégué syndical, chaque ouvrier syndiqué comprend "qu'ouvrir des brèches dans une idéologie" ne permet ni d'obtenir des augmentations de salaires, ni de défendre le système de protection sociale menacé par les "contre-réformes", ni d'abolir le patronat et le salariat... qui sont les objectifs historiques du mouvement syndical.

Les statuts de "Solidaires" poursuivent :

" Afin de participer à la construction d'un pôle social alternatif qui puisse être efficace contre le libéralisme, Solidaires (...) poursuit un travail "en réseau" avec les associations et mouvements citoyens impliqués dans ce même combat. A ce titre, Solidaires est parmi les membres fondateurs d'ATTAC, (...) s'investit pleinement dans des initiatives tels les forums sociaux..." (20).

(20) ATTAC, dont "Solidaires" est membre fondateur, revendique ouvertement d'être financé par l'Union européenne. Je cite un extrait de la brochure d'Attac, publiée en 2005, sur les sources de financement de l'association : "L'Europe est une source importante de subventions (...). Le Fonds social européen est un

Qu'est-ce qu'un syndicalisme "qui ne s'arrête pas à la porte des lieux de travail" ? Répétons-le : n'y a-t-il plus des classes sociales ? N'y a-t-il plus, d'une part, des ouvriers qui vendent leur force de travail, et des exploités, de l'autre ?

Revendiquer un "autre syndicalisme" qui serait mis sur le même plan que les associations, ONG, forums sociaux..., n'est-ce pas ouvrir la voie à la destruction du syndicalisme ouvrier ? N'est-ce pas ce que les grandes institutions de l'impérialisme appellent la "société civile" (21), c'est-à-dire l'abandon de toute défense des intérêts particuliers de la classe ouvrière, dont les organisations devraient être fondées dans un ensemble d'ONG, de forums, d'associations ?

C'est donc naturellement au nom de ces "principes" que "Solidaires" se prononçait, dans un tract diffusé à la veille du référendum du 29 mai 2005 sur la "Constitution européenne", en faveur d'« imposer une "autre Europe" des droits et de la solidarité entre les peuples ». Une "autre Europe", sans rompre avec l'Union européenne ?

A propos du projet de "Constitution européenne", ce tract déclarait :

« Une renégociation sera d'autant plus nécessaire que les règles actuelles de fonctionnement de l'Union inscrites dans le traité de Nice, présenté par ses signataires en 2000 comme "le meilleur texte européen signé depuis l'existence du Marché commun", ne sont pas adaptées à un fonctionnement à 25 pays et demain plus. Les gouvernements seront donc obligés de renégocier. »

Est-ce le rôle d'un syndicat que d'appeler à "renégocier" les traités européens dont découlent les directives destructrices de la force de travail et des conquêtes arrachées par la lutte de classe ? Pour sa part, "Solidaires" se pose clairement en défenseur de la "construction européenne", c'est-à-dire des institutions totalitaires anti-ouvrières de l'Union européenne :

"Ce débat (sur la "Constitution européenne") n'a pas porté sur la nécessité de la construction européenne, mais sur ses modalités."

Encore une fois, peut-il s'agir d'autre chose que de détruire le mouvement ouvrier organisé avec de tels principes ?

IL S'AGIT D'UNE POLITIQUE MONDIALE

En Grande-Bretagne, au moment où Blair, qu'a remplacé depuis Gordon Brown, tentait d'aller jusqu'au bout dans la destruction du vieux Labour Party, afin de priver la classe ouvrière britannique de tout instrument continuant à exprimer des intérêts de classe spécifiques, le Parti socialiste écossais (SSP), dans lequel les membres du SU occupent des places dirigeantes, concentrait le tir sur la désaffiliation des syndicats du Labour :

"Les dirigeants syndicaux qui persistent à en appeler à leurs syndiqués pour se réapproprier le parti commettent une erreur énorme (...). Là où c'est tactiquement approprié, combattez pour la désaffiliation."

Au Brésil, le I^{er} Congrès du PSOL d'Helena — le même qui se tait sur la politique criminelle du ministre Rossetto — adopte une résolution sur la "réorganisation du mouvement syndical", appelant ses militants à "participer activement à la construction unitaire de la nouvelle centrale", c'est-à-dire à occuper un rôle décisif dans l'opération qui vise à démanteler la CUT, la centrale historique des travailleurs

des quatre fonds structurels de l'Union européenne (...). Il est le principal instrument financier dont dispose l'Union européenne pour réduire les écarts entre les régions et les populations."

(21) Rappelons ce qu'écrivit une brochure officielle du FMI consacrée à la "société civile" : « Simonetta Nardin, agent principal chargé du service des relations extérieures au FMI, s'est rendue à Porto Alegre (Brésil) : le FMI au Forum social mondial. "C'était la première fois que le FMI participait au Forum social mondial (...). J'ai été invitée, en compagnie de collègues de la Banque mondiale et de l'Organisation des Nations unies, à participer à une "table ronde des controverses" organisée par la Bridge Initiative pour y débattre de sujets concernant la campagne Global Call to Action Against Poverty (GCAP, appel mondial à l'action contre la pauvreté), lancée à l'initiative de nombreuses organisations de la société civile (...). Des échanges tels que ceux de Porto Alegre nous donneront la possibilité, espérons-le, d'œuvrer en faveur de nos objectifs communs dans le respect de nos différences". »

Que signifie invoquer les "objectifs communs" de la société civile ? La société civile — qui intègre toutes les classes — peut-elle avoir des "objectifs communs" sans que cela suppose le renoncement à défendre les intérêts particuliers de chaque classe sociale, comme l'exigent les institutions de l'impérialisme (FMI, Banque mondiale, Union européenne) ?

constituée dans le combat contre les “syndicats verticaux” de la dictature militaire, au moment précis où les travailleurs cherchent à s’en saisir dans une “marche nationale” à Brasilia, prévue le 15 août, pour dresser contre la politique de Lula les exigences vitales de la classe ouvrière et de la nation.

Cette politique, finalement, se ramène à une chose : morcellement, atomisation de la classe ouvrière... Détruire les confédérations syndicales pour chercher à porter un coup majeur à ce qui constitue la classe ouvrière comme classe. Politique qui, sous

couvert de “nouvelle gouvernance mondiale” et de ses institutions, vise à démanteler l’ensemble des nations et des forces productives.

Quel travailleur honnête n’y verra pas une politique en tous points opposée à la politique de la IV^e Internationale, qui, dans la continuité du mouvement ouvrier depuis 200 ans, considère comme son devoir la défense, la construction, le renforcement des organisations ouvrières pour que la classe ouvrière puisse se défendre contre la classe capitaliste ?

Le Secrétariat unifié et les “accords” de démantèlement des nations

“APPROFONDIR LE PROJET SOCIAL ET DÉMOCRATIQUE DE L’UNION EUROPÉENNE”

Le 1^{er} janvier 2007, l’Union européenne a intégré la Bulgarie et la Roumanie. Quelques semaines avant cette date, l’hebdomadaire pabliste français *Rouge* écrit :

“A défaut d’approfondir son projet social et démocratique, l’Union européenne (UE) continue d’élargir ses limites géographiques (...). Il est vrai qu’une UE sans projet politique et institutionnel, sans budget conséquent et sans volonté d’harmoniser par le haut les conditions de vie et de travail de l’ensemble de ses Etats membres sur la législation offrant le plus haut degré de protection aux travailleurs ne peut faire de la Bulgarie et de la Roumanie que de nouveaux Etats membres de seconde zone de l’Europe du marché” (n° 2175).

Alors que, depuis deux ans, tous les sommets européens ne cessent de réaffirmer l’impérieuse nécessité de “*sortir l’Europe de la crise*” provoquée par les non français et néerlandais de mai-juin 2005 au traité constitutionnel, alors que les Sarkozy, Merkel et Barroso y vont tous de leur “plan de relance”, alors que la Commission européenne se fixe l’objectif d’un nouveau traité constitutionnel d’ici à 2009, les pablistes déplorent que l’Union européenne n’ait pas de “*projet politique et institutionnel*” et

regrettent qu’elle n’“*approfondisse*” pas “*son projet social et démocratique*”.

Mais qu’est-ce que l’Union européenne ? Une nouvelle fois, il est nécessaire de rappeler qu’il s’agit *dès son origine* d’une institution au service de la domination impérialiste, d’une véritable machine de guerre visant à détruire les droits ouvriers et démocratiques.

En 1924, Trotsky dessine les grandes tendances des rapports entre l’impérialisme américain et le Vieux Continent : le capital américain, dit-il,

“veut réduire l’Europe capitaliste à la portion congrue, autrement dit, lui indiquer combien de tonnes, de litres ou de kilogrammes de telle ou telle matière elle a le droit d’acheter et de vendre” (“Des perspectives de l’évolution mondiale”, 1924).

Mais la survie du régime pourrissant de la propriété privée des moyens de production amène l’impérialisme américain à ne laisser aux impérialismes européens qu’une part de plus en plus réduite du marché mondial, tandis que ces mêmes impérialismes doivent faire face, en particulier au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, à une vague révolutionnaire qui, balayant l’Europe, arrache des conquêtes gigantesques (bien que cette vague révolutionnaire ne put aller jusqu’au bout, de par la politique des directions des appareils, en particulier l’appareil stalinien).

Nous avons rappelé, dans un précédent numéro de *La Vérité* (22), comment les artisans du traité de Rome de 1957 se sont inscrits dans ce rapport de subordination à la politique destructrice de Washington. Ainsi le rapporte un de ses interlocuteurs, Jean Monnet, qui considérait dès 1943 “*que sa première fonction était de trouver un accord susceptible d’éviter une révolution en France*” (23). Le même Monnet, dans le sillage du plan du général américain Marshall de 1947, déclarera en 1950 :

“Nous sommes convaincus que nous pouvons envisager une collaboration étroite avec les Etats-Unis, qui, depuis la proposition faite par M. Schumann le 9 mai 1950, nous ont donné des preuves répétées de leur sympathie active.”

Le mécanisme est enclenché, visant à mettre en place des institutions supranationales imposant aux bourgeoisies européennes le “*talon de fer*” de la politique de l’impérialisme dominant : traité de Rome (1957), mise en place de la “*Communauté économique européenne*”, jusqu’au traité de Maastricht instituant l’Union européenne en 1992, espace défini comme “*une économie de marché*” dans laquelle rien ne doit faire obstacle à la “*concurrence libre et non faussée*”, instrument de remise en cause de tous les acquis : services publics, Codes du travail et conquêtes ouvrières, systèmes de protection sociale et de retraites, etc.

Peut-il y avoir d’issue positive pour les peuples et les nations de toute l’Europe sans la rupture avec le carcan des institutions de Bruxelles-Washington ? Peut-il y avoir une issue positive en dehors de la sortie immédiate de ces institutions antidémocratiques, supranationales et anti-ouvrières ?

QUE SIGNIFIE REVENDIQUER “D’HARMONISER PAR LE HAUT” LES DROITS DANS LE CADRE DE L’UNION EUROPÉENNE ?

Dès lors, il faut s’interroger sur la signification de se prononcer, comme le fait l’organe des pablistes français précédemment cité, pour la

“volonté d’harmoniser par le haut les conditions de vie et de travail de l’en-

semble de ses Etats membres sur la législation offrant le plus haut degré de protection aux travailleurs”.

D’autres prises de position vont dans le même sens ; ainsi, parmi les points du programme du candidat de la LCR à l’élection présidentielle française de 2007, la “*revalidation*” de “*services publics européens*” et d’un “*salaire minimum européen*”.

Est-il possible “*d’harmoniser par le haut*” des droits ouvriers... dans le cadre d’institutions qui n’ont d’autre but que de détruire ces droits ? Est-il possible d’instaurer des “*services publics*” quand les articles 87 et 88 du traité de Maastricht exigent le démantèlement de tout monopole d’Etat gênant la “*concurrence libre et non faussée*” ? Est-il possible d’instaurer un “*salaire minimum européen*” dans le cadre d’institutions qui ont gravé dans le marbre l’objectif de “*réduire le coût du travail*” sur l’ensemble du continent ? Il est évident qu’il n’en est pas question.

Dans toute l’Europe, les gouvernements soumis aux diktats de Bruxelles-Washington sont confrontés à la résistance des classes ouvrières cherchant, pour se défendre, à se saisir de leurs organisations. Cette recherche se heurte aux institutions de l’Union européenne, qui, telle la mal nommée Confédération européenne des syndicats, coélaborent les directives européennes et prétendent imposer ce rôle de “*colégislateurs*” aux confédérations ouvrières nationales.

Mais pour les travailleurs, c’est une question de survie que de préserver toutes les conquêtes arrachées dans le cadre national. Ainsi, par exemple, le salaire minimum a-t-il été imposé par la lutte de classe dans chaque pays et est relié, dans des formes différentes d’un pays à l’autre, à tout l’édifice de conventions collectives, statuts, Codes du travail... que, précisément, les institutions de l’Union européenne veulent mettre en pièces.

Bien évidemment, aucun travailleur ne saurait s’opposer à la conquête de nouveaux

(22) “*L’union libre des nations et des peuples d’Europe exige que soient brisées les institutions de l’Union européenne*” (Christel Keiser, *La Vérité*, n° 55).

(23) Cité par Harold Macmillan, futur Premier ministre britannique, dans *Biographie de Jean Monnet* (Paris, 1996).

droits. Mais qui peut prendre au sérieux cette perspective si le point de départ n'est pas la défense et la reconquête des droits existants ? Or comment cela est-il possible dans le cadre des institutions de l'Union européenne, machine de guerre pour détruire les droits depuis son origine ? Institutions avec lesquelles les représentants du SU se gardent bien de demander la rupture. Cela ne revient-il pas à exiger des organisations ouvrières dans chaque nation, de l'est à l'ouest du continent, qu'elles renoncent à la défense de toutes les conquêtes arrachées dans le cadre national ?

**“DIRE “OUI” À L'INTÉGRATION
DE LA TURQUIE À L'UE, (...) C'EST
DIRE OUI À L'UNITÉ DES EXPLOITÉS”**

Il faut donc aider — tout en se revendiquant frauduleusement de la IV^e Internationale — au maintien de ces institutions contre-révolutionnaires. Tous les arguments sont bons, amenant par exemple la LCR, dans un communiqué de décembre 2004, à déclarer :

« Les travailleurs de Turquie n'ont aucun intérêt au maintien hors de l'Union européenne (...). L'ouverture des frontières, l'intégration de leur pays dans le champ européen, ne changera pas leur vie, mais elle ne peut qu'atténuer la pression qui tire leurs salaires vers le bas (...). Dire “oui” à l'intégration de la Turquie à l'UE, c'est s'affirmer contre les préjugés et les privilèges nationaux, c'est dire oui à l'unité des exploités par-delà les frontières » (Rouge, n° 2090).

Les travailleurs et les peuples de Turquie, qui subissent depuis des années les bases militaires de l'OTAN sur leur territoire, auraient intérêt à intégrer l'Union européenne ?

Si c'était le cas, cela signifierait que l'Union européenne a des aspects positifs. On comprend mieux pourquoi les dirigeants du SU se gardent bien d'en exiger la liquidation.

Remarquons qu'on aurait pu en dire autant de la Pologne avant son entrée dans l'Union européenne le 1^{er} mai 2004 (24). Et quel est le bilan aujourd'hui ?

« La Commission européenne a donné vendredi (20 juillet) un mois à Varsovie

pour présenter un plan “convaincant” de restructuration des chantiers navals de Gdansk, faute de quoi elle demandera le remboursement des aides d'Etat qu'ils ont reçues, ce qui pourrait précipiter leur fermeture (...). La Commission s'est en revanche montrée satisfaite des propositions présentées par Varsovie pour réduire la capacité de production des deux autres grands chantiers du pays, Gdynia et Szczecin » (AFP, 20 juillet).

A peine trois ans après, Bruxelles tente de porter, dans ce pays, un coup fatal à ce qui est le cœur de sa classe ouvrière, au bastion prolétarien des chantiers navals, d'où furent issus ceux qui firent vaciller la bureaucratie parasitaire en août 1980...

**FAIRE BARRAGE À TOUT
REGROUPEMENT SE SITUANT
SUR LE TERRAIN DE LA RUPTURE
AVEC LES INSTITUTIONS
DE L'UNION EUROPÉENNE**

Sauf à faire prendre pour argent comptant la propagande selon laquelle “l'Union européenne, c'est la paix, le progrès...” et autres balivernes, comment expliquer que le dirigeant du SU François Sabado déclare :

« Pour certains, le contrôle des capitaux impliquant une “sortie” de l'Union européenne, un gouvernement vraiment à gauche ne pourrait appliquer ce type de mesure (il s'agit de mesures progressistes — NDLR). A notre avis, le cadre européen ne peut en soi conduire à l'autolimitation des exigences de rupture » (Rouge, n° 2138).

C'est un fait : il est exact qu'“un gouvernement vraiment à gauche ne pourrait appliquer” le retour au monopole public des télécommunications, de l'énergie ou de la poste, l'interdiction des délocalisations, la nationalisation des entreprises qui licen-

(24) C'est précisément ce que faisait la dirigeante du SU Catherine Samary, le 3 octobre 2002, se prononçant pour “défendre le droit d'adhésion des pays qui le souhaitent — mais alors montrer que, si l'UE telle qu'elle est conçue est incapable d'accueillir les pays qui le demandent, il faut, avec eux, changer d'Union (...). Quelles sont les finalités de l'Union, les choix de société ? Discuter ensuite des moyens (y compris monétaires) pour y parvenir.” Joignant le geste à la parole, les “eurodéputés” de la LCR au Parlement européen votèrent “pour” l'élargissement.

cient et le retour aux systèmes de protection sociale dans n'importe quel pays d'Europe... Il se heurterait inévitablement au carcan du "cadre européen". Et n'aurait de choix que d'en sortir... ou de reculer. Mais quelle conclusion en tire Sabado ? "Le cadre européen ne peut en soi conduire à l'autolimitation des exigences de rupture", c'est-à-dire qu'il s'agit d'exiger une "rupture" dans la politique de l'Union européenne tout en s'opposant au combat pour la rupture avec l'Union européenne, son prétendu "Parlement européen", sa Banque centrale et sa monnaie unique !

Il faut donc marteler qu'il n'y a pas d'issue en dehors du combat pour "une autre Europe, sociale et démocratique, fondée sur l'harmonisation des droits sociaux par le haut, avec la reprise, dans chaque domaine, de la législation du pays où elle est le plus favorable" (Rouge, n° 2202)... dans le cadre des institutions existantes. Et de faire ainsi barrage à tout regroupement ouvrier indépendant qui se situerait sur le terrain de la rupture avec l'Union européenne.

Là encore, rien d'idéologique dans ce débat. De 1999 à 2004, deux députés européens pablistes, Krivine et Vacchetta, siègeront au Parlement européen (sans jamais en contester publiquement la nature d'institution croupion antidémocratique).

Parmi leurs nombreuses contributions à l'élaboration des directives européennes supranationales et anti-ouvrières, nous citerons, entre autres, l'amendement concernant une résolution sur le service public ferroviaire, voté par ces dirigeants de la LCR lors de la séance de 23 octobre 2003, qui demande de remplacer le passage suivant :

"Afin de garantir la transparence des décisions du conseil d'administration, des représentants des secteurs concernés devraient assister aux délibérations, mais sans droit de vote, car celui-ci est réservé aux représentants des pouvoirs publics, qui doivent rendre compte devant les autorités de contrôle démocratique. Les représentants du secteur devraient être nommés par la Commission sur la base de leur capacité de représenter au niveau européen les entreprises ferroviaires, les gestionnaires des infrastructures, l'industrie ferroviaire, les syndicats de travailleurs, les passagers et la clientèle des transports de marchandises."

par le passage :

"Afin de garantir la transparence des décisions du conseil d'administration, des représentants des secteurs concernés (entreprises ferroviaires, gestionnaires d'infrastructure, industrie ferroviaire, syndicats, passagers, clients du fret ferroviaire) devraient assister aux délibérations, mais sans droit de vote, car celui-ci est réservé aux représentants des pouvoirs publics, qui doivent rendre compte devant les autorités de contrôle démocratique. Les représentants des secteurs concernés sont désignés par leurs organisations européennes respectives."

Il serait donc problématique que des représentants syndicaux soient ainsi désignés par la Commission (texte de départ), mais pas choquant cependant qu'ils le soient par leur "organisation européenne" (c'est-à-dire, précisons-le, par les branches professionnelles de la prétendue Confédération européenne des syndicats, elle-même institution subsidiaire de Bruxelles) ? Y aurait-il une plus grande garantie quant à l'indépendance par rapport aux institutions de l'Union européenne ?

Par ailleurs, que dire du vote favorable de Krivine-Vacchetta au rapport Morgantini, qui demande, "considérant que l'Agenda pour le développement de l'OMC a précisé pour objectif d'assurer que les pays moins avancés (PMA) puissent bénéficier de la libéralisation des échanges et améliorer ainsi leur niveau de croissance économique, contribuant de cette façon à l'éradication de la pauvreté," que le Parlement européen "demande que le mandat de la Commission pour les négociations à l'OMC, qui date de 1999, c'est-à-dire avant Seattle, soit revu afin de tenir compte de nouveaux objectifs en matière de développement et des nouveaux engagements internationaux de l'UE, notamment à Bangkok, Monterrey, Johannesburg et au sommet du G 8" (25) ?

Peut-on faire confiance une seconde à ces étrangleurs des peuples pour sauver les nations opprimées ?

N'est-ce pas là toute la logique des institutions européennes ?

(25) L'ensemble des textes cités sont consultables sur Internet, sur le site du Parlement européen : www.europarl.eu.int

**LE MERCOSUL,
"EXPRESSION DE LA RÉSISTANCE
AU LIBÉRALISME"**

Cette prise de position n'est aucunement limitée au continent européen. Dans un texte de discussion du Secrétariat unifié adressé au groupe Démocratie socialiste du Brésil, publié dans le numéro d'*Inprecor* de mai-juin 2007, le SU présente, parmi les "positions partagées" avec la DS, une même conception "nouvelle" de l'internationalisme :

« Il est question (dans la résolution de DS) d'appeler le nouvel internationalisme à "se mettre en rapport" avec les nouveaux gouvernements (d'Amérique latine). On mentionne le renforcement du MERCOSUL en tant qu'expression de la résistance au libéralisme. Nous ne nions pas l'importance de tels phénomènes ni la nécessité pour les révolutionnaires d'intégrer de tels "rapports" dans les tâches qu'implique la promotion d'un nouvel internationalisme. »

Le MERCOSUL, expression du "nouvel internationalisme" et de "la résistance au néolibéralisme" ? Rappelons que le MERCOSUL (26) est un traité qui lie à l'origine le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay. Le MERCOSUL, dont le traité qui le fonde, signé en 1991 à Asuncion, lui fixe comme objectif "la libre circulation des biens, des services et des facteurs de production ; l'établissement d'un tarif extérieur commun et d'une politique extérieure commerciale commune ; la coordination des politiques macroéconomiques et sectorielles" (article premier). Il s'agit donc, sur le modèle de l'Union européenne, de fixer des "critères de convergence" (avec notamment l'obligation de rechercher le "déficit zéro", autrement dit de procéder à des coupes drastiques dans les dépenses publiques), de liquider toute forme de souveraineté, de remettre en cause les droits ouvriers, imposer les privatisations...

Et comme pour l'Union européenne, le Mercosul a son prétendu Parlement. Ainsi, le 7 mai dernier, DS donnait la parole sur son site Internet au D^r Rosinha, récemment nommé vice-président du "Parlement du Mercosul". Précisons que le D^r Rosinha, député fédéral, est un des dirigeants de Démocratie socialiste. Et le député pabliste

de souligner, entre autres attributions de ce prétendu Parlement, la "recommandation de normes" et "l'harmonisation des législations des pays membres".

N'est-ce pas exactement la même politique que l'Union européenne, qui, au compte des capitalistes, impose sa déréglementation et sa politique destructrice sous couvert d'harmonisation des législations nationales, aboutissant à ce que, dans un pays comme la France, 80 % des lois votées au Parlement ne sont que la pure retranscription des directives européennes ?

Et comme pour l'Union européenne, tout cela n'est pas possible sans l'intégration-destruction des organisations ouvrières à ces institutions au service de l'impérialisme. Il faut donc, comme le dit Rosinha, que le "Parlement du Mercosul" puisse "offrir aux citoyens et aux mouvements sociaux un espace de participation plus effective au processus d'intégration". Le Mercosul s'est donc doté de l'équivalent d'une Confédération européenne des syndicats, la Coordination des centrales syndicales du Cône Sud (CCSCS), se félicitant sur son site Internet d'avoir

"approuvé comme une de ses priorités de travail la nécessité du rôle de protagonistes que les centrales syndicales doivent avoir dans l'intégration économique et sociale du Cône Sud".

Intégrer les syndicats aux institutions de l'impérialisme, c'est une politique qui se décline dans toutes les langues. Mais est-ce un hasard si l'un des secrétaires généraux de la CCSCS (avant d'en devenir le représentant de la CUT du Brésil dans ses instances) ne fut autre que Rafael Freire, dirigeant de Démocratie socialiste, membre du Secrétariat unifié ?

On notera donc la place centrale jouée par le SU dans la mise en place des institutions du Mercosul : sur le plan politique, Rosinha est vice-président "du Parlement du Mercosul" (on dirait en Europe "du Parlement européen"), et, sur le plan "syndical", Freire est responsable de la CCSCS (on dirait en Europe "de la CES").

(26) On se reportera au dossier publié dans *La Vérité*, n° 47, "A quoi sert le MERCOSUL ?".

DU SOUTIEN À L'UCK ET AU DÉMANTÈLEMENT DE LA FÉDÉRATION YUGOSLAVE...

Au moment précis où ces lignes sont écrites, l'impérialisme américain et l'Union européenne poussent, en mettant à l'ordre du jour la prétendue indépendance du Kosovo, à franchir un nouveau pas dans le démantèlement de la Fédération yougoslave (27) issue de la révolution de 1943-1946, qui vit 500 000 partisans de toutes nationalités unis dans le combat contre le nazisme et ses alliés, les grands propriétaires terriens et les capitalistes. Une "indépendance" dont il est prévu qu'elle intègre elle-même en son sein une "cantonisation ethnique" : Serbes, Albanais, etc.

On se rappelle les différentes étapes du démantèlement de la Fédération yougoslave : guerre de décomposition en 1991-1992, séparation de la Croatie, de la Bosnie "cantonisée" par les accords de Dayton, puis bombardements de l'OTAN sur la Serbie et le Kosovo en 1999, occupation militaire...

C'est un fait : le Secrétariat unifié a accompagné de bout en bout ce démantèlement, en soutenant en particulier ouvertement l'UCK, un groupe que même le très pro-impérialiste *Wall Street Journal* est obligé de caractériser comme ce qu'il est : un groupe mafieux, devenu auxiliaire des forces aériennes de l'OTAN. Le *Wall Street Journal* (20 mai 1999) écrit ainsi :

"Considérée l'an dernier encore par les officiels occidentaux comme un groupe terroriste, l'UCK est aujourd'hui acceptée comme un partenaire de l'OTAN, menant la guerre terrestre contre le président Slobodan Milosevic (...). Princ Dobroschi se proclame le pourvoyeur de l'UCK, mais est aujourd'hui en prison à Prague après avoir utilisé un faux passeport. La police tchèque considère que cet Albanais de 35 ans fournissait des armes à l'UCK financées par le trafic de drogue (...). M. Dobroschi est considéré par la police tchèque comme l'un des plus grands barons du trafic d'héroïne d'Europe."

Les positions de l'organe des pablistes français à l'époque ne laissent pourtant planer aucun doute. Le 6 mai 1999 :

"L'amélioration du rapport de force sur le terrain passe par l'armement de l'UCK."

Le 19 mai :

"La question n'est pas de soutenir toutes les positions de l'UCK. Cette dernière est d'ailleurs composite et, dans l'urgence, se transforme en un mouvement de libération s'élargissant à tous les Kosovars qui veulent se battre."

Et que l'on ne se trompe pas, c'est bien l'UCK, auxiliaire au sol de l'OTAN, qui est ouvertement soutenue ici :

« L'UCK a déclaré : "Soit l'OTAN envoie des troupes au sol, soit on nous donne les moyens en armes de nous défendre." C'est la seconde hypothèse qu'il faut retenir. Il faut donner les moyens aux Albanais et à leur organisation militaire de reconquérir leur droit de vivre au Kosovo et de faire reculer les forces serbes » (Rouge, n° 1822).

AU CONGRÈS DE LA LIGUE DÉMOCRATIQUE DU KOSOVO, AUX CÔTÉS DES REPRÉSENTANTS DE L'OTAN...

Le SU prend logiquement position pour l'occupation du Kosovo. Le 13 mai 1999 :

« Une force d'interposition internationale au Kosovo n'a de sens qu'après un arrêt des bombardements de l'OTAN sur la Serbie, et avec un mandat politique clair : imposer le retrait des troupes serbes du Kosovo, laisser les Kosovars se défendre, "s'interposer" entre les civils et les massacreurs, et non renvoyer victimes et bourreaux dos à dos en "désarmant l'UCK" et en "s'interposant" entre elle et l'armée serbe. »

Occupation dont deux journalistes français, Vidal et Halimi, dressent un tableau on ne peut moins équivoque :

« La Mission des Nations unies pour le Kosovo (MINUSK) n'a pas su non plus empêcher les dirigeants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), officiellement dissoute, et le gouvernement (auto-proclamé) de M. Ashim Thaçi de monopoliser brutalement le pouvoir, et ce malgré le discrédit croissant que leur vaut leur sectarisme. Pour y parvenir, ils s'appuient

(27) Lire dans ce numéro de *La Vérité* la lettre du camarade Pavlusko Imsirovic, qui rappelle que ce territoire de 10 800 kilomètres carrés abrite la plus grande base militaire américaine hors des États-Unis (en superficie), Camp Bondstell.

sur les mafias de toutes sortes et sur le nouveau corps de protection, dans lequel se sont "recyclés" 5 000 combattants, déjà accusé d'arrestations arbitraires, d'extorsions de fonds, de violences et d'assassinats (...). Bref, à l'aune des buts qu'affichait l'OTAN, l'opération du Kosovo se solde par un échec. En revanche, à l'aune de la stratégie réelle des Occidentaux, le succès est là : l'OTAN a pris solidement pied dans le sud-est de l'Europe. Après s'être implantée en Bosnie-Herzégovine, elle a pu installer des bases arrières en Albanie et en Macédoine et — pour la première fois de son histoire — établir un protectorat : au Kosovo. Or, explique l'ancien ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'OTAN, cette province constitue "la porte d'entrée dans des régions d'intérêt primordial pour les Occidentaux — le conflit arabo-israélien, l'Irak et l'Iran, l'Afghanistan, la Caspienne et la Transcaucasie. La stabilité en Europe du Sud est essentielle pour la protection des intérêts occidentaux et la réduction des dangers venant de plus loin à l'est" » (Serge Halimi, Dominique Vidal, mars 2000).

Qui, dans ces conditions, s'étonnera de trouver rapportée dans *Rouge* la participation d'un de ses représentants à la première réunion officielle de la Ligue démocratique du Kosovo, et de voir préciser que "la tribune en ouverture de la réunion remercie les différents invités : la KFOR (l'OTAN), la MINUSK (l'ONU), l'OSCE..." (11 novembre 1999) ? Un dirigeant de la LCR assis à la même tribune que les forces d'occupation de l'ONU et de l'OTAN pour "reconstruire un Kosovo démocratique" sur les cendres de la Fédération yougoslave...

IRAK : UN SIGNE "PLUS" AU PLAN BAKER-HAMILTON...

Inprecor (avril-mai 2007) publie une "résolution sur le Moyen-Orient adoptée par le comité international (CI) de la IV^e Internationale". On y lit notamment :

"La politique de l'administration Bush équivaut à une dangereuse fuite en avant, qui n'est pas surprenante de la part d'une équipe ayant déjà fait preuve d'aventurisme aujourd'hui dénoncé par une majorité croissante de la classe dirigeante étatsunienne.

L'autre option majeure dans les rangs de l'establishment (Baker-Hamilton)

appelle à chercher à sortir les Etats-Unis de l'impasse par des moyens avant tout politiques, notamment en négociant des compromis avec l'Iran et la Syrie.

Il s'agirait ainsi de limiter les dégâts et de tenter de consolider une hégémonie moins absolue et autoritaire que celle qu'envisageait Bush.

Cette dernière rejette une telle option comme représentant une défaite majeure pour le projet d'hégémonie mondiale unipolaire des Etats-Unis, qu'elle poursuit depuis son arrivée au pouvoir."

Ainsi, le plan Baker-Hamilton aurait pour objectif de "limiter les dégâts et de tenter de consolider une hégémonie moins absolue et autoritaire que celle qu'envisageait Bush." La résolution du SU indique qu'il s'agirait, pour l'impérialisme américain, de négocier "des compromis avec l'Iran et la Syrie". Qu'en est-il vraiment ?

Ce plan a été rendu public en décembre 2006, quelques semaines après la défaite électorale du Parti républicain de George Bush (28). Le point de départ du rapport est d'ailleurs le constat suivant :

"La politique étrangère des Etats-Unis est condamnée à l'échec — comme l'est quelque action que ce soit en Irak — si elle ne bénéficie pas du soutien d'un consensus large et durable. L'objectif de notre rapport est de conduire notre pays vers un tel consensus."

Un "consensus" sur quoi ? Baker et Hamilton répondent : "Nous sommes en accord avec l'objectif de la politique américaine en Irak, telle qu'établie par le Président Bush." Il s'agit donc d'atteindre les mêmes objectifs avec des moyens à peine différents. Le plan Baker-Hamilton suggère ainsi :

"Les Etats-Unis doivent augmenter de manière significative le nombre des personnels militaires américains, incluant des troupes de combat embarquées avec les unités de l'armée irakienne."

Il insiste :

"Le gouvernement des Etats-Unis devra encourager le gouvernement irakien à accélérer les contrats nécessaires pour l'exploitation d'ensemble des champs de pétrole du sud, de manière à augmenter la production."

Et tout est à l'avenant...

(28) Lire les "Notes éditoriales" de *La Vérité*, n° 53, pour une analyse détaillée du plan Baker-Hamilton.

... POUR PRÉPARER UNE "ROUE DE SECOURS" À LA POLITIQUE DE BUSH

Quel est l'objectif d'opposer "l'aventurisme" de "l'équipe" Bush et une "autre opinion", incarnée par Baker et Hamilton ?

La bourgeoisie américaine n'est bien évidemment pas homogène. Elle est constituée de différents secteurs, chacun avançant sa solution propre pour atteindre les objectifs d'ensemble de l'impérialisme américain. C'est ainsi qu'il faut comprendre les nuances stratégiques entre Bush et le plan Baker-Hamilton. Mais que signifie l'affirmation du SU, qui crédite le plan Baker-Hamilton de viser à "*limiter les dégâts et de tenter de consolider une hégémonie moins absolue et autoritaire que celle qu'envisageait Bush*" ?

Lénine, polémique contre Kautsky dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, rappelle que

« les capitalistes se partagent le monde, non pas en raison de leur scélératesse particulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices ; et ils le partagent proportionnellement "aux capitaux", "aux forces" en présence ; car il ne saurait y avoir d'autre mode de partage en régime de production marchande et de capitalisme ».

Nul ne saurait contester la "scélératesse" de l'individu George Bush, pas plus que celle de "son équipe". Mais que signifie de laisser croire que c'est en raison de cette "scélératesse particulière" que Bush met la planète à feu et à sang ? Faudrait-il accrédi-ter l'idée que l'issue n'est pas dans la lutte des classes, mais dans le ralliement aux secteurs les plus "démocratiques" de la bourgeoisie ? C'est, très concrètement, conforter le principal obstacle empêchant aujourd'hui que se constitue une représentation politique de la classe ouvrière américaine indépendante des démocrates, un Labor Party basé sur les syndicats, intégrant comme composante un parti noir, porte-parole de tous les opprimés, et en particulier des millions de prolétaires immigrés du Mexique et d'Amérique centrale.

Comment s'étonner dès lors que les mêmes écrivent dans *Rouge*, n° 2203 :

"Devant ce naufrage, une partie importante des acteurs militaires et politiques américains discute publiquement de la possibilité d'un retrait des troupes d'occupation après l'élection présidentielle américaine, c'est-à-dire en 2008. Vu le prix exorbitant que paie le peuple irakien, le plus tôt sera le mieux."

Qu'est-ce là, sinon créditer les démocrates (qui expliquent sans cesse qu'il faut ramener les troupes d'Irak "*le plus vite possible*"), tout en votant les crédits de guerre) et s'opposer aux centaines de milliers d'Américains qui manifestent pour le "*retour immédiat des boys à la maison*" ?

A quel objectif répond alors cette "théorie" selon laquelle certains secteurs de l'impérialisme chercheraient "*à limiter les dégâts*" causés par d'autres secteurs "aventuristes" ? Lénine répond (à propos de Kautsky) :

"C'est consoler, dans un but éminemment réactionnaire, les masses en faisant entrevoir une paix permanente sous le régime capitaliste."

LA RÉSISTANCE IRAKIENNE À LA FOIS "LÉGITIME" ET "RÉACTIONNAIRE"

"Consoler les masses en faisant entrevoir une paix permanente sous le régime capitaliste", c'est une nécessité "éminemment réactionnaire", dit Lénine, pour ceux qui ont renoncé y compris formellement à la dictature du prolétariat, à la lutte pour la révolution prolétarienne.

Mais cette nécessité en implique une autre. S'il faut mettre nos espoirs de "paix permanente" entre les mains des secteurs "démocratiques" de l'impérialisme, c'est en dernière analyse parce les peuples ont perdu leur capacité révolutionnaire "*à faire la paix du monde*". C'est pourquoi la résolution du SU poursuit :

« Les événements des mois écoulés ont confirmé une caractéristique de la "résistance" irakienne apparue depuis le début : celle-ci n'est pas uniquement une résistance nationale à l'occupant impérialiste, mais elle est aussi une force de guerre civile confessionnelle. Les organisations armées nées dans les régions arabes sunnites de l'Irak menaient, depuis leur apparition, à la fois un combat légitime contre l'occu-

pation et un combat réactionnaire contre le règne de la majorité chiite. Depuis un an, le principal courant agissant contre l'occupation parmi les Arabes chiites est à son tour engagé dans une pratique sanglante de représailles confessionnelles. »

L'origine des terribles attentats visant telle ou telle "communauté" religieuse qui ensanglantent quotidiennement l'Irak serait donc à chercher du côté de... la résistance à l'occupation impérialiste, selon le SU. Résistance en partie donc "réactionnaire", car coupable de "guerre civile confessionnelle" entre "sunnites" et "chiïtes" (27).

C'est un fait : l'Irak est frappé par la tragédie provoquée par les attentats visant telle ou telle "communauté" religieuse en Irak : chiïtes, sunnites, chrétiens... Quant aux auteurs de ces bains de sang, il conviendrait pour le moins de rester prudent. Une chose est certaine : ce n'est pas la résistance de la nation irakienne qui pousse à "communautariser" l'Irak, à écarteler les régions kurdes, arabes, chiïtes, sunnites. Ce n'est pas la résistance de la nation irakienne qui consuit les sinistres "murs" séparant les quartiers de Bagdad les uns des autres.

Prétendre cela, répétons-le, c'est s'en remettre à l'intervention "extérieure", "plus démocratique", pour prétendre régler à sa place les affaires du peuple irakien.

... ET EN PALESTINE

Le plan Baker-Hamilton, auquel le SU donne un "signe plus", établit :

"Les Etats-Unis ne seront pas capables d'atteindre leurs objectifs dans le Moyen-Orient sans intervenir directement dans le conflit arabo-israélien (...). Les Etats-Unis doivent s'engager de manière renouvelée et durable dans une paix arabo-israélienne sur tous les fronts : Liban, Syrie, et l'engagement pris par le président Bush en juin 2002 en faveur d'une solution à deux Etats pour Israël et la Palestine."

Ou plutôt "prétendue" "solution à deux Etats", dans le cadre de laquelle rappelons que "l'Etat palestinien" n'a jamais vu le jour. La "solution" des deux Etats est donc d'abord et avant tout un véritable prétexte de l'impérialisme pour refuser, depuis soixante ans, aux Palestiniens le droit au

retour sur les terres dont ils ont été chassés en 1947-1948, et, plus généralement, leur droit de constituer une nation souveraine sur l'ensemble de leurs terres historiques.

Mais force est de constater que cette position est défendue par les pablistes. En France, par exemple, la LCR écrit :

"Les conditions d'une paix durable ont été fixées depuis longtemps (...). Elles résident dans le partage de la Palestine historique, dans l'évacuation totale des territoires occupés par Israël en 1967" (Rouge, 13 janvier 2005).

Le "partage de la Palestine" — imposé par l'impérialisme en 1947-1948 avec la complicité de la bureaucratie stalinienne —, c'est la position des pablistes ! Qui écrivent on ne peut plus clairement :

"La seule issue porteuse de paix pour Juifs et Arabes : la constitution d'un Etat palestinien viable et souverain sur l'ensemble de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, avec Jérusalem-Est pour capitale" (Rouge, 1^{er} novembre 2001).

Les territoires occupés en 1967... c'est-à-dire 20 % de la Palestine historique (Cisjordanie et Gaza), qui deviendraient des petits bantoustans... Et on ose appeler cela une solution "viable" !

Franco Turigliatto, sénateur italien de Sinistra Critica, ajoute, dans le discours au Sénat expliquant pourquoi il vote **pour** la confiance au gouvernement Prodi sur les crédits de guerre en Afghanistan en juillet 2006, que l'Italie doit s'engager

"pour la constitution d'un véritable Etat palestinien, et, dans ce cadre, elle pourra proposer une mission d'interposition de l'ONU non seulement entre le Liban et Israël, mais aussi entre Israël et la bande de Gaza et sur les frontières de 1967 entre Israël et la Cisjordanie".

L'honorable "sénateur" ajoutant :

"Israël a droit à la stabilité."

C'est non seulement la justification de l'existence de l'Etat sioniste (que la IV^e Internationale qualifiait de "piège mortel pour les Juifs" en 1947) contradictoire avec le droit au retour des réfugiés, le soutien à la constitution de bantoustans dans les "territoires de 1967"... mais c'est l'appel sans fard à l'intervention armée de l'impérialisme sous couvert de "mission d'interposition".

Premières conclusions

Nous ne prétendons pas avoir ici, bien entendu, couvert l'ensemble des questions posées en introduction. Mais nous posons la question à nos lecteurs : l'Italie, le Brésil sont-ils des "accidents" dans la politique du Secrétariat unifié, ou bien sont-ils l'expression de la politique du SU ?

Est-il exagéré de dire qu'après 1991, le SU s'est transformé en instrument de la politique impérialiste de destruction des nations et du mouvement ouvrier ?

Comment comprendre, dès lors, cet acharnement à maintenir l'étiquette de IV^e Internationale, alors qu'il est évident que toute

la politique menée par le SU décrite ici n'a rien à voir de près ou de loin avec la politique de la IV^e Internationale ?

S'agit-il d'autre chose que de faire obstacle à la construction de l'outil organisé nécessaire pour aider les exploités et les opprimés à prendre eux-mêmes leurs affaires en main ?

Nous invitons nos lecteurs, les sections et les militants de la IV^e Internationale, les militants ouvriers qui cherchent une issue à mener cette discussion.

Dominique Ferré

DOCUMENTS

Il n'est pas habituel que *La Vérité*, revue théorique de la IV^e Internationale, publie des textes de groupes affiliés ou sympathisants du Secrétariat unifié (SU). Cependant, ces derniers mois, de tels groupes à travers le monde, en réaction à la politique du SU en Italie et au Brésil, ont été amenés à prendre position.

Partageant ou pas telle ou telle analyse développée dans ces textes, la rédaction de *La Vérité* a estimé nécessaire pour contribuer au débat de publier des extraits de trois d'entre eux (pour des raisons de place, nous ne pouvons les publier intégralement, mais nous les mettrons à la disposition de tous nos lecteurs qui le souhaiteraient).

Il s'agit d'extraits d'un texte de Socialist Democracy (section irlandaise du Secrétariat unifié), daté du 19 mars 2007, d'un texte du comité central de l'OKDE (section grecque du Secrétariat unifié), daté du 9 mai 2007, et d'un article de Marc Vassiliev, daté du 6 juin 2007, publié sur le site Internet du "Mouvement socialiste Vperiod" (Russie) et dans la revue, publiée à Moscou, *Levaja Politika*.

**Extraits d'un texte de Socialist Democracy
(section irlandaise du Secrétariat unifié) daté du 19 mars 2007**

Déclaration Scandale au sein de la IV^e Internationale Le Brésil arrive en Europe Les politiques de "pluralisme"

Karl Liebknecht était un membre actif de la II^e Internationale, le mouvement socialiste de masse qui domina la politique européenne avant la Première Guerre mondiale. En 1912, Liebknecht fut élu au Reichstag en tant que

membre de l'aile gauche du SPD. Il s'opposa à la participation de l'Allemagne à la Première Guerre mondiale, mais vota les crédits de guerre en suivant la ligne du parti. Cependant, le 2 décembre 1914, il se trouva être le seul membre du

Reichstag à voter contre la guerre, contrairement aux cent dix autres membres de son propre parti (...).

Au cours des deux dernières décennies, la IV^e Internationale a appuyé un nouveau genre de mouvement ouvrier international (...). Cette tragédie a frappé au Brésil, quand l'organisation de la IV^e Internationale de ce pays, appelée comme nous Démocratie socialiste (DS), chuta à droite. Après des décennies d'activités en tant qu'aile gauche du Parti des travailleurs, conduit par le populiste Lula, DS s'est retrouvée détentrice de ministères dans un gouvernement de coalition avec des représentants de la droite capitaliste avec un programme réactionnaire agréé entre Lula, la Banque mondiale et le FMI.

Il s'ensuivit une période de confusion au cours de laquelle DS se trouva avec un pied dans la IV^e Internationale, l'autre dans un gouvernement capitaliste. Des personnalités au sein de DS qui contestèrent cette ligne furent exclues et eurent du mal à obtenir un soutien international. Notre propre point de vue peut être trouvé sur :

<http://www.socialistdemocracy.org/OnlinePublications.htm#>

La question brésilienne a été "résolue" en ce sens que la IV^e Internationale soutient désormais le nouveau courant oppositionnel. Cependant, il n'y a pas eu de rupture franche avec DS, et, plus important encore, aucune analyse de ce qui conduisit DS à la trahison, ni comment elle découlait nécessairement de la ligne politique suivie par la direction de la IV^e Internationale.

L'échec politique a eu des résultats prévisibles. Des éléments de la débâcle brésilienne se sont aussi produits en Europe, en Italie.

La totalité de la direction du mouvement italien s'est fixée pour but la construction d'un mouvement supposé pluraliste, Rifondazione, en fait un mouvement qui n'a pas rompu avec la politique réformiste du stalinisme, en tant que parti de masse. La section italienne de la IV^e Internationale, Bandiera Rossa, a travaillé à l'intérieur de Rifondazione avec le courant Sinistra Critica (...).

Presque inévitablement, la gauche se trouva dans un gouvernement de coalition dirigé par un social-démocrate de droite, Romano Prodi. Plus inévitablement encore, Prodi, un politicien capitaliste "responsable", mit en marche un programme auquel il était censé s'opposer lors de son élection — une offensive néolibérale au pays et une participation militaire à une offensive impérialiste en Afghanistan. Cela fut soutenu par la direction du mouvement "pluraliste" Rifondazione que la gauche avait mis des décennies à construire.

Il en résulta le chaos. En août 2006, après une campagne internationale contre les plans de guerre du gouvernement Prodi, le leader de Sinistra Critica, Franco Turigliatto, s'associa aux autres "opposants" à la guerre pour voter les plans de guerre dans un vote de confiance au gouvernement. Il déclara que c'était un vote sans

conséquence, dicté par le fait que le gouvernement n'était pas encore installé.

La question refit surface en février 2007, quand il lui fut demandé de voter à nouveau des crédits de guerre dans un programme d'agression et d'austérité en douze points lié à la réduction des pensions et à l'extension d'une base militaire américaine en Italie. Il s'abstint au moment du vote et proposa sa démission au Sénat. La décision conduisit à la démission de Prodi, à la chute du gouvernement et à la décision de Rifondazione d'exclure Turigliatto.

Un appel international fut lancé pour défendre Turigliatto. Cet appel passa sous silence le fait qu'il était difficilement acceptable de défendre l'abstention sur une question de principe et la démission pour ne pas avoir à faire face à d'autres questions de principe. Prodi décida de dissoudre le gouvernement, non pas parce qu'il était menacé par la gauche, mais plutôt parce que cette abstention et cette démission ne présentaient pas de danger. Elles étaient une opportunité de renforcer son autorité en contraignant Rifondazione à un soutien sans critique et permettaient d'écraser la faible opposition parlementaire de gauche. Le gouvernement Prodi est désormais rétabli, plus fort qu'avant, avec l'offensive néolibérale comme politique intérieure et l'agression impérialiste comme politique étrangère.

La campagne en faveur de Turigliatto sombra dans l'embarras à la suite de sa "*Lettre ouverte à ceux qui me soutiennent*", publiée juste une semaine après son abstention, où il annonçait sa décision de maintenir sa démission du Sénat et que, avant celle-ci, il voterait, une fois encore, la confiance au gouvernement Prodi (...).

Une des merveilles de la tragédie grecque est l'inéluctabilité du destin. La trajectoire de Rifondazione pouvait être prévue dès l'origine. Ce n'est pas la première fois qu'elle soutient un gouvernement qui s'attaque à la classe ouvrière. Des milliers d'indices parsèment son évolution. Rifondazione est la conséquence naturelle de la politique d'une Internationale, qui affirme s'opposer au "dogme" du programme marxiste, réfute toute discussion sur le programme révolutionnaire comme sectaire, ou encore maintient, échec après échec, cette méthode pour construire toute alternative cohérente pour la classe ouvrière. Le Brésil en a été la conséquence. L'Italie en a été la conséquence, et il y a d'autres Italie, d'autres Brésil dissimulés dans les coulisses.

Ce qui est le plus instructif est l'absence de discussion, l'absence d'autocritique au sein de l'Internationale. Certaines sections du mouvement semblent être désormais dépourvues d'outils critiques pour mener une analyse des positions en cours, des corrections à appliquer et des leçons à en tirer.

C'est pour cette raison, que nous publions notre point de vue et invitons les membres et sections de la IV^e Internationale à en faire autant et y ajouter leur commentaire.

Texte du comité central de l'OKDE (section grecque du Secrétariat unifié), 9 mai 2007

La IV^e Internationale en danger de mort

1. Cela fait plusieurs années maintenant que la IV^e Internationale (SU-Usec) traverse une crise profonde qui s'aggrave et s'approfondit de jour en jour. Le XV^e Congrès mondial (février 2003), avec le changement de statuts qui a été opéré alors, a été décisif et il a déterminé, dans une large mesure, la crise de la IV^e Internationale et sa marche à la désintégration. Aujourd'hui, la question est de savoir si elle existe en tant qu'entité (en tant que structure), sans même parler d'une organisation révolutionnaire, comme le voulaient ses fondateurs et des dizaines de milliers de militants révolutionnaires qui se sont battus pour sa construction, dans des conditions très difficiles. Un objectif pour eux synonyme de l'émancipation du prolétariat et de la victoire de la révolution socialiste.

2. Dans le passé, la IV^e Internationale a traversé un grand nombre de crises majeures. Cependant, aucune ne peut se comparer à la crise actuelle, puisque la majorité de la direction a pour but — probablement consciemment — sa désintégration (ce qu'ils confessent, de plus en plus ouvertement) et son remplacement par une nouvelle Internationale. Les problèmes auxquels la IV^e Internationale est confrontée aujourd'hui ne sont pas seulement organisationnels, ils sont profondément idéologiques et politiques. Depuis maintenant plusieurs années, sans doute depuis le milieu des années 1980, et particulièrement depuis 1989-1990, il y a un abandon graduel et continu de tous les principes de base du marxisme révolutionnaire et des acquis historiques et programmatiques de la IV^e Internationale. Les changements de statuts de la IV^e Internationale sont le produit de cette trahison idéologique et politique, et ils transforment le parti mondial de la révolution socialiste en une organisation "pluraliste" qui se bat pour le socialisme.

Le cours de cette mutation est en totale contradiction avec les principes et les tâches du marxisme révolutionnaire, et avec la crise profonde du système capitaliste mondial, la montée des luttes de classe et les changements qui se déroulent au sein du mouvement ouvrier, ainsi qu'avec le renversement du système capitaliste et la préparation de la révolution socialiste (...).

Une orientation politique marquée par la participation de sections de la IV^e Internationale à des gouvernements bourgeois et impérialistes

12. La majorité de la direction de la IV^e Internationale semble avoir une orientation en

direction des forces anticapitalistes — c'est aussi ce que disent plus ou moins les "décisions" du XV^e Congrès mondial. Pourtant, en fait, ce n'est pas le cas. Ce qui est mis en œuvre en réalité, c'est l'abandon de l'objectif stratégique de construction de nouvelles sections et de la IV^e Internationale elle-même, et son remplacement par la construction de partis "anticapitalistes" et d'une nouvelle Internationale. Pis, la tactique d'une forme spéciale de front uni avec des organisations anticapitalistes — ce qui, dans la conjoncture actuelle, est un élément essentiel pour le développement du mouvement ouvrier et la construction de nos organisations — a été remplacée par la fusion avec ces organisations, ou même avec des courants petits-bourgeois radicaux, qui constituent la grande majorité des cas.

L'abandon des principes du marxisme révolutionnaire et des acquis tactiques, stratégiques et programmatiques de la IV^e Internationale, ainsi que la mise en œuvre d'une politique de front populaire, aussi bien dans le contenu que dans la forme, ont provoqué des phénomènes sans précédent pour notre mouvement, comme dans les cas flagrants des sections brésilienne, italienne et portugaise (qui ne sont pas les seules). La participation de la section brésilienne au gouvernement bourgeois de Lula et de la section italienne au gouvernement impérialiste de Prodi (il y a une légère différenciation dans l'attitude de cette dernière, récemment), c'est-à-dire à des gouvernements qui adoptent des mesures réactionnaires contre les travailleurs, les pauvres, les couches populaires, la jeunesse et le prolétariat mondial, comme la participation de la section portugaise à la formation réformiste de droite qu'est le Parti de la gauche européenne — après avoir quitté la Gauche européenne anticapitaliste et s'être désintégrée dans le Bloc de gauche — constitue une trahison complète et une honte pour notre mouvement. Les articles critiques de certains camarades, concernant exclusivement la section brésilienne, sont superficiels. Ils ne touchent pas à l'essentiel de la stratégie, de la politique et de la pratique et ne mettent pas en évidence la responsabilité accablante de la majorité de la direction de la IV^e Internationale. Le résultat des idées "nouvelles" qui dominent dans la majorité de cette direction est l'affaiblissement d'un grand nombre de sections, la désintégration des autres dans des courants petits-bourgeois, l'abandon du combat pour leur construction, l'arrêt des journaux et des publications des sections de la IV^e Internationale et, en fin de compte, la disparition de sections chargées d'une

grande tradition et d'histoire (par exemple, en Grande-Bretagne, en Amérique latine, en Australie, etc.), souvent au profit d'autres courants qui apparaissent comme trotskystes (...).

Le danger atteint son point culminant

14. Les I^e, II^e et III^e Internationales n'étaient pas seulement un réseau de solidarité du prolétariat mondial. Elles avaient entrepris de s'atteler à la tâche gigantesque de doter le prolétariat mondial d'une stratégie, d'un programme, d'une tactique et d'une direction révolutionnaire, en mesure d'accomplir le renversement du système capitaliste-impérialiste et l'avènement du socialisme. C'est l'héritage que la IV^e Internationale a reçu, non comme le légataire d'une pièce de musée, mais comme une mission à accomplir dans les circonstances actuelles. L'histoire a justifié en théorie cette aspiration et cet effort gigantesque.

Trotsky a résumé le problème de notre époque en ces termes : *“La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.”* C'est en fonction de ce pronostic qu'il a consacré les dernières années de sa vie à tenter de surmonter la crise de la direction prolétarienne, de la seule manière possible, en construisant la IV^e Internationale.

A présent, plus que jamais, dans l'histoire de l'humanité, la crise de la civilisation est grande, même sa survie est en jeu, du fait de la crise de la direction prolétarienne. La désintégration du stalinisme et la mutation de la social-démocratie, c'est-à-dire des deux tendances principales du mouvement ouvrier, ainsi que d'un grand nombre de courants centristes, a aggravé cette crise depuis l'époque de Trotsky et l'après-guerre, et a rendu encore plus urgente la tâche de surmonter cette crise. C'est d'autant plus vrai que la crise de la direction prolétarienne a imprégné le noyau ancien du parti mondial de la révolution socia-

liste, la IV^e Internationale, comme cela devient évident dans les cas du Brésil, de l'Italie et du Portugal, ainsi que dans la politique de front populaire et la désintégration des sections. Les changements déterminants qui ont lieu dans les courants centristes, tels que Refondation communiste, les sandinistes, etc., sont également significatifs.

15. La majorité de la direction de la IV^e Internationale a gravement dévié — pas seulement au travers des statuts — par rapport aux principes du marxisme révolutionnaire, au programme et aux traditions du mouvement. Le danger d'une désintégration totale apparaît désormais clairement, et il ne peut être évité ni par l'adhésion temporaire des masses, ni par la dynamique d'une ou plusieurs organisations, ni par l'activité intense et la mobilisation, ni par des mesures statutaires ou organisationnelles strictes. Il ne peut être évité que par un retour aux principes du marxisme révolutionnaire, qui est désormais foulé aux pieds par la majorité de la direction de la IV^e Internationale.

Avant qu'il ne soit trop tard, il est nécessaire pour toutes les sections et tous les militants qui pressentent le danger :

- de coordonner leurs efforts et d'arrêter cette dégénérescence et cette désintégration ;
- de commencer un travail d'élaboration de positions politiques et d'un plan de construction des sections de la IV^e Internationale ;
- de commencer une grande campagne pour reprendre le débat autour de la crise de la IV^e Internationale et du mouvement trotskyste ;
- de commencer immédiatement à agir pour constituer des sections dans les pays où le mouvement a eu traditionnellement des forces, ainsi que dans les pays clés émergeant du système capitaliste (*“rising key-countries of the capitalist system”*).

Comité central de l'OKDE, 9 mai 2007

Article de Marc Vassiliev, daté du 6 juin 2007, publié sur le site Internet du “Mouvement socialiste Vperiod” (Russie) et dans la revue, publiée à Moscou, *Levaja Politika*

Rifondazione Comunista vote la guerre

Illusions perdues

Ainsi, la majorité de ceux qui sympathisaient avec le Parti de la refondation communiste d'Italie (RC, “Rifondazione Comunista”) sont en état de choc et totalement désorientés. Ses députés et ses sénateurs membres de la coalition dirigeante “Union de centre gauche” ont définitivement voté pour le financement de l'opération militaire

en Afghanistan avec participation du contingent armé italien et pour l'envoi de troupes italiennes au Liban, ainsi que pour le budget néolibéral préconisé par l'Union européenne et qui prévoit la suppression de 50 000 emplois dans l'enseignement et la réduction du budget de la santé de presque 4 milliards d'euros (...).

En avril 2006, la coalition composée du PDC et des partis de gauche, dont la RC, battit Silvio

Berlusconi aux élections. Les tenants de la théorie du “moindre mal” pouvaient triompher. Mais le triomphe était terni par le très léger avantage en faveur du “centre-gauche” sur la “droite”. Sur un total de 47 millions d’électeurs, Prodi ne recueillit avec “ses camarades” que 25 000 voix de plus que Berlusconi. Cela créa une situation très fragile et très instable dans les deux chambres du Parlement. Et, comme les particularités du système politique italien, notamment l’élection du président et du Premier ministre, supposent l’accord des deux chambres, il devint clair qu’on ne s’en sortirait pas sans tractations secrètes en coulisse avec l’opposition, sans promesses et sans gages. En fait, le compromis par lequel les partisans de Berlusconi passés dans l’opposition se laissèrent convaincre fut l’élection de l’octogénaire Giorgio Napolitano comme président sur proposition de Romano Prodi. Même si en Italie la fonction de président est plus honorifique que réelle, c’est lui qui joue le rôle d’arbitre suprême en cas de crise gouvernementale. Avoir l’un des siens à ce poste n’est donc pas sans importance. Et les députés communistes se condamnaient ainsi à faire de la figuration dans l’arène politique.

Boris Kagarlitski fut l’un des premiers de la gauche russe à évoquer les événements tragiques qui se sont développés en Italie avec la participation de RC (www.vz.ru/columns/2007/2/26/70028.html). Il fit remarquer sarcastiquement : *“Une règle bien connue de la société bourgeoise est que si les communistes et les socialistes créent trop de problèmes, il suffit de leur donner quelques cabinets ministériels pour qu’ils se calment aussitôt. Il n’est même pas nécessaire de leur abandonner des postes importants. Il suffit habituellement de quelques postes dans les ministères de la Culture, de l’Enseignement et de la Sécurité sociale. A eux de se justifier ensuite devant les retraités ruinés qui se demandent où sont passés leurs avantages.”*

La situation en Italie après la victoire de Prodi s’avéra d’ailleurs bien plus difficile pour les parlementaires communistes. Sous la pression conjointe de leurs alliés et de l’opposition, ils étaient tous condamnés, qu’ils le voulassent ou non, à mettre en œuvre l’un après l’autre les 12 points de Romano Prodi, aussi bien dans les affaires intérieures qu’en politique étrangère. Cela se manifesta au grand jour à la fin de l’année dernière, lors de la discussion au Parlement du budget néolibéral et du financement du contingent militaire au Liban “sous la bannière de l’ONU”. Sinistra Critica, associée au “Secrétariat unifié de la IV^e Internationale”, la seule des “tendances trotskistes” dans RC qui ait des représentants au Parlement, se retrouva dans une situation particulièrement inconfortable. Ses deux sénateurs votèrent “pour”, le leader de la fraction, S. Cannavo, sortant de la chambre pour afficher sa non-participation.

Une crise gouvernementale éclata néanmoins le 21 février 2007. Lors d’un second vote au Sénat sur la politique étrangère, deux sénateurs de RC, Franco Turigliatto, membre de Sinistra Critica, et Fernando Rossi, membre du PCI, s’abstinrent. Mais même cette solution, avec une majorité très faible des “centristes de gauche” au Sénat, s’avéra précaire. Les “abstentions” furent comptabilisées dans les “contre” et il n’y eut pas de consensus. Les événements se développèrent à une vitesse vertigineuse. Romano Prodi demanda immédiatement la démission du président, Napolitano (lui-même récemment propulsé par Prodi) refuse de démissionner en proposant de soumettre la candidature de Prodi aux deux chambres. Prodi accepte à condition de rester au poste de Premier ministre avec un vote de confiance sur sa politique. Commencent des consultations parlementaires intenses. Quelques jours avant le second vote, la direction de RC exclut Franco Turigliatto du parti pour “déloyauté”, bien que, dans une déclaration publique à ses partisans, il ait promis sa confiance au gouvernement Prodi. Le 28 février, Prodi obtient le soutien absolu au Sénat, confirmé ensuite par la chambre basse. Et le leader du PDC revient au poste de Premier ministre avec une approbation maintenant totale. Le 28 mars, le Sénat approuve le financement du contingent italien en Afghanistan. L’Afghanistan devient donc (avec le Liban et le secteur de Gaza) l’une des principales lignes de dépense prévues par le décret parlementaire sur la politique étrangère (...).

Que s’est-il passé en réalité ? L’un des dirigeants du “Secrétariat unifié”, Alain Krivine (dont les partisans en Italie sont tombés dans cette situation peu enviable), a déclaré : *“Si nous votons contre le gouvernement Prodi, nous frayons la voie au retour de Berlusconi. Toute la presse et les médias se demandent si les trotskistes seront la cause du retour de Berlusconi.”* Oui, malheureusement, on trouve en politique ce genre de situation “ou bien... ou bien...”. Une autre question est de savoir si cette situation doit prendre ses participants au dépourvu, ou bien si la politique comme “art du possible” suppose la prévision sociale et politique, ainsi que l’élaboration d’actions alternatives, sinon des années à l’avance, du moins quelques mois. Mais même dans cette situation apparemment sans issue, on peut poser une autre question rhétorique : que vaut-il mieux pour la gauche, perdre les élections devant la droite, ou rester au pouvoir et faire une politique de droite à la place de la droite ?

(...) “Sinistra Critica” a pris un autre chemin. Le sénateur dissident Franco Turigliatto, avant d’être exclu de RC pour son abstention lors du vote au Sénat, a publié une lettre ouverte à ses partisans, largement diffusée par les canaux du “Secrétariat unifié”. Elle commençait par ces mots : *« Chers amis et camarades ! J’attends en ce moment que le Sénat accepte ma lettre de*

démission, que je n'ai pas retirée et ne retirerai pas. En même temps, dans l'attente (de cette acceptation), je dois accorder un "gage de confiance" au gouvernement Prodi. Je dois expliquer les raisons qui m'incitent à accorder ce "gage de confiance", que je peux définir comme des raisons "techniques" (!?), mais je rejette en même temps tous les "12 points" de Prodi. Et j'expliquerai très clairement au Sénat qu'ils ne peuvent compter sur mon approbation de la mission en Afghanistan... »

Après une série de phrases sur le fait que son acte n'était pas un "geste politique" ou un "désir de provoquer une crise gouvernementale", Turigliatto ajoutait : « Si le Sénat refuse ma démission, que ce soit pour tout le temps. Tant que je serai au Sénat, je voterai contre la guerre parce que le mot d'ordre "Non à la guerre !" et le lien avec le mouvement ouvrier constituent le moteur de mon action politique et ont toujours été "l'alfa et l'oméga" de la perspective de classe et anticapitaliste. »

Comment a voté Turigliatto le 28 mars, nous n'avons pas pu l'éclaircir, mais c'est un fait que le Sénat a refusé sa démission. Au moment où j'écris cet article, le site web du Sénat de la République italienne informe que le sénateur F. Turigliatto, passé après son exclusion de RC à une autre fraction du Sénat, est membre de quatre commissions sénatoriales, dont la commission pour la justice et la politique de l'Union européenne. Un autre dirigeant de "Sinistra Critica", Salvatore Cannavo, après maintes "absentions", a finalement voté le 28 mars contre le financement des mesures militaires en Afghanistan. Il faut cependant donner deux précisions. Premièrement, après le "vote de confiance" accordé par le Parlement, Prodi disposait d'une telle majorité absolue qu'il était maintenant trop tard pour sauver l'honneur du révolutionnaire. Deuxièmement, Cannavo était député de la chambre basse, où la coalition dirigeante avait la majorité absolue et la direction de RC acceptait avec condescendance sa "dissidence", qui restait sans conséquences organisationnelles.

Dans ce contexte, on peut comprendre Alain Krivine, l'ami politique de Turigliatto et Cannavo, quand il s'exclame : "C'est une situation insupportable et heureusement que je ne suis pas en Italie." On peut penser qu'un homme qui a l'expérience révolutionnaire de 68 comprend ce que signifie marier l'eau et le feu : conserver "les mains propres" et sa conscience révolutionnaire de marxiste, et en même temps la fidélité aux manœuvres des sommets du parti, dont la signification répond à une logique directement opposée. Mais, malgré tout, quand Krivine exprima cela en novembre 2006 à Moscou, au congrès du Mouvement socialiste "Vperiod", la situation en Italie n'avait pas atteint son point d'ébullition. Peut-être aurait-il fallu se rendre là-bas, essayer d'influencer les choses, modifier quelque chose ? Comme s'il avait prévu la ques-

tion, Alain Krivine précisa : "C'est une question complexe. En tout cas, la Quatrième Internationale n'a pas de centralisation. Nous discutons entre nous, mais nous prenons une position commune claire quand il y a danger de trahison. En ce qui concerne les choix tactiques, l'organisation du pays doit décider ce qu'elle a à faire, car elle connaît mieux les problèmes de ce pays." Il est indubitable qu'il est plus facile de critiquer de l'extérieur que de le faire soi-même. Mais espérons que la discussion pour savoir où finissent les choix tactiques et où commence la trahison se mènera dans le "Secrétariat unifié" avec la participation des camarades italiens. Je me permettrai d'exprimer mon avis : le principe organisationnel autonomiste de décentralisation adopté dans RC et largement repris par le "Secrétariat unifié" est bien bon pour les "forums sociaux" où la "discussion est tout et les décisions communes, rien". Il est bon pour la construction de mouvements internationaux "insubmersibles" où chaque organisation du "réseau" est une "chose en soi", un microcosme à moitié perméable. Mais ce principe cesse de fonctionner dans une situation où il faut prendre des décisions politiques, et il a constitué (du moins sous la forme où il existait dans RC et fut adopté par Sinistra Critica) un frein évident à la discussion politique et a fait que les combinaisons ont pris le dessus sur les principes idéologiques (...).

Personnellement, je ne ferai pas un geste pour poser une couronne de martyr sur la tête du sénateur communiste, qui s'est d'abord abstenu lors du vote des crédits de guerre, puis a accordé "pour des raisons techniques" son vote de confiance au gouvernement qui propose ces crédits. Pour exposer cette idée dans le genre grotesque, à quoi ressembleraient les esclaves romains s'ils n'avaient pas pris pour sauveur Jésus crucifié, mais... Ponce Pilate, qui s'en lavait les mains, et que l'empereur Tibère, comme on le sait, a tout de même chassé du poste de procureur de Judée ?

Les opposants nous diront peut-être : "Ne jugez pas et vous ne serez pas jugés." Turigliatto, à la différence de Ponce Pilate, n'avait pas assez de pouvoir pour modifier le cours de l'histoire. Certes, mais nous répondrons : quel pouvoir avaient les cinq dissidents qui sont sortis en 1968 sur la place Rouge pour protester contre l'envoi de troupes en Tchécoslovaquie ? Eux non plus n'ont pas modifié le cours de l'histoire, mais ils ont créé de nombreuses années à l'avance une image de combattants pour le mouvement dissident en URSS, même lorsque son contenu s'est fortement éloigné de ce qu'il était au début. Curieusement, en lisant dans *Inprecor* l'article sur l'assemblée de Sinistra Critica, avec tout mode majeur mesuré de la gauche, je me suis souvent de la ballade de Galitch :

« Le temps consciencieux, immortel potier
Penché sur son tour chante la mitrailleuse.

*Mais les tanks s'avancent sur la place Ven-
ceslas*

*Et notre train blindé est déjà devant Hrad-
čany!*

*Mais la chanson s'enfle : "Convulsez-vous
de brasiers!"*

Cendre et braise, où que tu pose le pas.

*Se convulsent les nuits de brasiers à Ostrava,
Dans les forêts de Mordovie et la steppe
kazakhe.»*

*... Apparemment parce que les navires de
guerre du contingent italien avancent en direc-
tion de l'Afghanistan, pour le moment...*



Léon Trotsky devant son train blindé.

1947-2007 : soixante ans de partition de la Palestine

*Par François Lazar
et Lucien Gauthier*

En cette année 2007, la situation du peuple palestinien a connu une brusque aggravation. Le bombardement des camps de réfugiés palestiniens au Liban n'était qu'une expression de la situation générale faite à l'ensemble des réfugiés palestiniens. En Irak, par exemple, les réfugiés palestiniens sont soumis à la répression des troupes d'occupation américaines et de leurs supplétifs irakiens.

Cela s'exprime avec force dans la situation des masses palestiniennes en Cisjordanie et à Gaza. Un blocus est tombé sur la bande de Gaza sous l'égide des Etats-Unis, l'armée israélienne, mais également l'Autorité palestinienne coupant du monde extérieur les 1,5 million de réfugiés palestiniens qui vivent dans cette bande. On apprend qu'en août, les autorités israéliennes ont demandé de réduire, voire de couper les fournitures d'électricité à la population de Gaza. Le peuple palestinien, divisé entre ceux qui vivent à Gaza et ceux qui vivent en Cisjordanie, ceux qui vivent dans les camps de réfugiés dans les pays alentours, ceux qui vivent en Israël, et qui, depuis soixante ans, lutte pour son unité et son émancipation nationale, est face aux plus grands dangers.

L'appel à une conférence internationale initié par Salah Salah, membre du Comité national palestinien et responsable des réfugiés, et par Daniel Gluckstein pour la revue *Dialogue* (1), contresigné par les militants et syndicalistes de tous les continents, souligne notamment :

“En cette année 2007, il y a 60 ans que l'ONU a voté la partition de la Palestine (...).

Depuis la partition de la Palestine en 1947-1948, ce n'est qu'une succession de guerres, de répression, de tueries, de cessez-le-feu avant de nouvelles explosions.

Est-il possible que des millions d'enfants, de femmes et d'hommes vivent ainsi sous une menace de mort permanente ?

Depuis des décennies, on nous parle de paix, de plans de paix, de feuille de route pour que deux Etats coexistent. Mais quel est le résultat ? Toujours plus de morts et de blessés de toute part. Peut-on continuer ainsi ?

La solution résiderait-elle dans la construction d'un mur détruisant villages et

(1) *Dialogue* est une revue indépendante qui a pour but d'organiser la discussion entre militants juifs et arabes dans la perspective d'un seul Etat.

récoltes sur son passage, séparant des centaines de milliers de personnes, confisquant leurs terres, avec pour résultat de nouveaux réfugiés ?

(...) Nous considérons, pour notre part, que la plus large discussion doit se mener pour contribuer, ensemble, à la recherche d'une solution. Sans a priori, nous devons débattre librement de toutes ces questions.

Et à cette libre discussion, nous soumettons la question suivante : pour le rétablissement de la paix, est-il une autre voie que la constitution d'un seul Etat sur tout le territoire de la Palestine, un Etat libre, laïque et démocratique, qui assurera l'égalité de tous les citoyens, qu'ils soient Arabes ou Juifs ? Et pour cela, n'est-il pas nécessaire de garantir le droit au retour pour tous les réfugiés palestiniens ? »

A juste titre, cet appel propose de tenir une conférence sur la situation actuelle en Palestine en revenant aux racines de la partition de celle-ci il y a 60 ans, et non, comme le prétendent beaucoup de textes ou de conférences qui ont lieu, il y a 40 ans. Il ne s'agit pas d'une question de chiffres. Il y a 40 ans, en 1967, l'Etat d'Israël occupait les territoires — Gaza et Cisjordanie — qui, jusqu'alors, n'étaient pas sous son contrôle, Gaza relevant de l'Egypte et la Cisjordanie du royaume de Jordanie depuis la partition de 1947-1948.

Il est depuis lors convenu de parler de "territoires occupés" comme si la Palestine historique se réduisait à ces deux territoires. Ce n'est pas en 1967 que se sont opérées la partition de la Palestine et son occupation, mais en 1947-1948, c'est-à-dire il y a soixante ans.

Le vote de l'ONU en 1947 sous l'impulsion des Etats-Unis et avec le plein soutien des délégués de Staline organisait la partition de la Palestine en accordant aux sionistes 55 % des territoires et 40 % aux Arabes, qui représentaient pourtant les deux tiers de la population.

La première guerre, en 1948, voit les sionistes occuper 80 % de la superficie de la Palestine — c'est-à-dire plus que les 55 % accordés —, à l'exception de la Cisjordanie et de Gaza. C'est la logique de la partition, la logique du sionisme.

Ne pas établir l'origine de la situation actuelle dans la partition de 1947-1948, mais dans la guerre de 1967, vise en fait à accepter la partition de la Palestine réalisée

par l'ONU en 1947 en réclamant un "Etat" palestinien sur les deux territoires — Gaza et la Cisjordanie — que n'avaient pas occupé les milices sionistes en 1947-1948.

Il y a pourtant une réalité incontournable : 6 millions de réfugiés palestiniens issus de la partition de 1947-1948 vivent dans des camps dans les pays alentour. Il y a une autre réalité incontournable : 1,5 million de Palestiniens vivent toujours dans les frontières de 1947-1948, c'est-à-dire à l'intérieur de l'Etat d'Israël. Le droit au retour de l'ensemble de ces réfugiés sur leurs terres et dans leurs maisons, qui est un droit démocratique imprescriptible, se heurte brutalement à l'idée même de la constitution d'un prétendu Etat palestinien dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

Cette question du droit au retour pose de manière immédiate l'exigence d'une Palestine libre, laïque et démocratique sur tous les territoires de la Palestine, accordant de ce fait l'égalité en droit à tous ses citoyens, qu'ils soient Juifs ou Arabes.

1917 : DÉFINITION DES INTÉRÊTS COMMUNS ENTRE LA DOCTRINE SIONISTE ET L'IMPÉRIALISME BRITANNIQUE

La politique de division entre les peuples est une constante de l'impérialisme britannique, tant en Palestine mandataire qu'en Irlande, en Inde, à Chypre (ou au Liban pour la France). L'objectif étant de chercher à détourner la classe ouvrière de ces pays d'une lutte émancipatrice anticoloniale tournée contre la puissance occupante en créant des affrontements "ethniques" ou religieux. Dès 1917, cette politique est mise en œuvre en Palestine avec la déclaration Balfour, qui entend y fixer un "foyer national juif" sur une terre déjà densément peuplée, où vivaient près d'un million de Palestiniens et une population juive de quelque 30 000 personnes.

Etablie le 2 novembre 1917, la déclaration Balfour ne saurait être indépendante du contexte de son temps, celui de la Première Guerre mondiale, qui en est à sa troisième année. Nous sommes alors en plein déclenchement de la révolution russe. L'Empire ottoman, qui régnait jusqu'alors sur la Pa-

lestine, est miné de l'intérieur par les impérialismes français et britannique, qui s'en disputent les régions et les richesses.

La révolution russe, qui a libéré les peuples opprimés par le tsarisme et qui, en quelques mois, a rassemblé dans une Union des républiques près de 100 peuples sur une base d'égalité, a constitué un appel et un encouragement à la mobilisation des peuples du monde entier pour leur émancipation nationale et sociale. Dès sa constitution, la III^e Internationale a mis en son centre la lutte pour la libération des peuples colonisés. Elle a organisé une conférence internationale des peuples d'Orient en 1920, dont la résolution aux peuples d'Orient déclarait notamment :

“Que fait de la Palestine la Grande-Bretagne ? Tout d'abord, pour le profit des capitalistes anglais, elle chasse les Arabes de leurs terres pour les donner à des colons juifs, puis, utilisant le mécontentement des Arabes, elle les incite à se tourner contre les mêmes colons juifs, semant la discorde et la haine entre ces différentes composantes, les affaiblissant dans le but de dominer et commander.”

L'impérialisme britannique, confronté aux mobilisations dans son empire colonial et au combat de l'Internationale communiste, ne pouvait pas ne pas en tenir compte.

L'impérialisme britannique estime alors qu'il peut trouver un intérêt politique pour l'enracinement et la préservation de sa domination en s'appuyant sur l'existence d'un courant juif minoritaire, le courant sioniste, qui avait à ce moment d'ores et déjà engagé pour son propre compte une politique d'installation sur les terres agricoles arabes. Selon les propos de Moussa Khazim el-Husseini, chef des partis arabes de Palestine, rapportés par l'historien Henry Laurens,

“la déclaration Balfour fait de nous des étrangers dans notre propre pays, parce que vous ne nous accordez que des droits civils et religieux (...). C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons admettre le mandat, non pas parce que nous ne voulons pas être gouvernés par les Britanniques, qui sont des gentlemen, mais nous ne pouvons accepter ce projet sioniste (...). Aucun compromis politique avec les Britanniques n'est possible qui passerait par l'acceptation de la déclaration Balfour, parce que si nous l'acceptons, nous deviendrons des étrangers chez nous” (2).

C'est vers cette époque que le dirigeant sioniste Chaïm Weizmann, qui deviendra le premier président de l'Etat d'Israël, déclare :

“Nous pouvons tout à fait affirmer que si la Palestine devait tomber dans la zone d'influence britannique et si l'Angleterre devait y encourager les implantations de Juifs comme dépendance de l'Angleterre, nous pourrions avoir d'ici 20 à 30 ans un million de Juifs sur place, peut être plus ; ils développeraient le pays, y ramèneraient la civilisation et constitueraient une protection efficace pour le canal de Suez.”

L'orientation de Weizmann est claire. Il s'agit de démontrer à l'impérialisme en place que son mouvement partage les mêmes intérêts.

Après le démantèlement de l'Empire ottoman, la Société des nations (SDN, ancêtre de l'ONU) confie le mandat de la Palestine à l'impérialisme britannique, qui doit

“placer le pays dans des conditions politiques, administratives et économiques qui permettront l'établissement d'un foyer national juif et le développement d'institutions d'autogouvernement”.

La puissance mandataire devra également *“faciliter l'immigration juive et encourager l'installation compacte des Juifs sur les terres”*. Confirmant les craintes d'el-Husseini, le mandat ne fait aucunement référence à d'éventuels droits politiques pour la population palestinienne, qui est définie négativement comme *“non-juive”*. La *“communauté internationale”* de l'après-Première Guerre mondiale entend nier — déjà — à la population palestinienne le droit à toute émancipation politique et sociale sur sa propre terre.

L'opération britannique intègre à la fois la nécessité pour l'empire d'établir une base coloniale occidentale supplétive et la volonté de contrer le mouvement émancipateur des masses, tant au Moyen-Orient qu'en Europe. Le 8 février 1920, Winston Churchill, alors secrétaire d'Etat britannique à la Guerre, commet un article dans le *Sunday Herald*, où il formule les craintes de la vieille bourgeoisie européenne antisémite. Dénonçant la lutte révolutionnaire des communistes comme une conspiration de *“Juifs bolcheviques”*, auxquels il reproche leur athéisme et leur internationalisme, il écrit :

(2) *La Revue d'études palestiniennes*, n° 104, été 2007.

“Le sionisme offre une troisième voie aux conceptions politiques de la race juive. Dans un violent contraste avec le communisme international, le sionisme est d’ores et déjà devenu un facteur dans les convulsions politiques de la Russie, comme une puissante influence concurrente dans les cercles bolcheviques avec le système communiste international. Rien ne pouvait être plus significatif que la fureur avec laquelle Trotsky a attaqué les sionistes en général, et le D^r Weizmann en particulier. La cruelle intelligence de sa pensée ne laisse pour lui aucun doute sur le fait que ses plans pour établir un Etat communiste à l’échelle mondiale, sous domination juive, sont directement contrariés et gênés par ce nouvel idéal, qui dirige les énergies et les espoirs des Juifs de tous les pays vers un dessein plus simple, plus vrai, et de loin plus facile à atteindre. Le combat qui commence à présent entre les sionistes et les Juifs bolcheviques n’est rien de moins qu’un combat pour l’âme du peuple juif.”

En 1920, la révolution russe a acquis une influence considérable auprès des peuples sous domination coloniale, mais aussi dans les classes ouvrières européennes. S’il faut noter ici que Churchill prenait ses désirs pour des réalités — en 1920, le sionisme demeure un mouvement très minoritaire chez les Juifs de Russie —, sa mise en avant du caractère réactionnaire du sionisme et, par voie de conséquence, de son potentiel contre-révolutionnaire, demeure pertinente.

UNE RÉGION HAUTEMENT STRATÉGIQUE POUR L’IMPÉRIALISME

Au sortir de la Première Guerre mondiale, le président du Conseil français, Georges Clemenceau, constate que *“l’essence est devenue aussi indispensable que le sang pour les batailles de demain...”*. La guerre a vu s’envoler la production de pétrole : de quarante millions de tonnes en 1910, elle est passée à cent millions de tonnes en 1921 (+ 130 %). Les dividendes de la compagnie pétrolière Royal Dutch Shell ont été multipliés par quatre entre 1914 et 1919 (3).

La situation de la Palestine revêt ainsi un caractère hautement stratégique pour l’impérialisme britannique. Cet article n’a pas pour objet de retracer l’évolution de la

situation en Palestine entre la déclaration Balfour et la partition de 1947, mais il convient néanmoins de souligner que la politique coloniale britannique s’est appuyée sur l’essor d’une immigration juive aisée fuyant l’Allemagne nazie et contrainte de choisir la Palestine plutôt que les Etats-Unis ou le Canada en raison des quotas d’immigrés imposés outre-Atlantique. Face à la montée de l’antisémitisme, le ghetto européen se déplace alors en Palestine, aggravant les rapports d’exploitation entre le prolétariat juif et les détenteurs de capitaux. Dans le même temps, les revendications sionistes sur les terres arabes se font de plus en plus pesantes. Comme l’explique Henry Laurens :

« Tout cela a créé un climat de tension croissante jusqu’à la première explosion de violence de l’été 1936, qu’on appelle “la grève générale”, et ensuite (...) jusqu’au grand soulèvement palestinien de septembre 1937, qui a duré jusqu’au début de la Seconde Guerre mondiale. »

Les groupes armés sionistes participent activement, aux côtés de l’armée britannique, à la répression, affirmant par là l’engagement du sionisme à défendre les intérêts pétroliers occidentaux dans l’ensemble de l’Orient arabe. Le mouvement sioniste s’engage alors dans la constitution d’un corps d’armée qui comptera jusqu’à 20 000 hommes à la fin de la Seconde Guerre mondiale. A la suite du déclenchement de la révolte arabe, le gouvernement britannique dépêche sur place une commission, dirigée par lord William Peel. C’est devant cette même commission que Winston Churchill déclare en 1937 (cité par le *Guardian*, 28 novembre 2002) :

“Je ne suis pas d’accord pour dire (...) qu’on a fait un grand tort aux Indiens d’Amérique ou aux Noirs d’Australie (...) du fait qu’une race plus forte, une race d’un niveau plus élevé (...), s’y est introduite et s’y est installée.”

Etant donné son caractère colonial, la commission prendra ouvertement position pour l’affermisssement des positions sionistes alliées. Le 7 juillet 1937, elle évoque une abolition du mandat britannique et la répartition du territoire entre un Etat “arabe” et un Etat “juif”, en précisant que

(3) Selon l’historien Philippe Conrad, éditions Clio.

“l'établissement d'un gouvernement unique et autonome en Palestine demeurera aussi impraticable demain qu'il l'est aujourd'hui”.

La proposition de la commission Peel découle de l'orientation fixée vingt ans plus tôt par la déclaration Balfour : celle de la division sur des bases “ethniques” excluant la population autochtone et majoritaire de tous les droits politiques. Henry Laurens, cité plus haut, poursuit :

“Ce soulèvement palestinien est la plus grande révolte anticoloniale de l'histoire britannique dans l'entre-deux-guerres. A un moment, près du quart de l'armée britannique se bat en Palestine pour soumettre la population arabe. Une répression terrible frappe une société qui ne s'attendait pas à ce qu'on la traite avec une telle dureté. Il y aura des milliers de morts du côté palestinien (...). Ce qu'il faut retenir, c'est qu'en 1937-1938, c'est le paysan palestinien qui s'engage dans la révolte, et non l'intellectuel, qui a déjà été éliminé par les Britanniques.”

Pour l'historien palestinien Ghassan Kanafani,

« les meilleures estimations des pertes humaines arabes durant la révolution de 1936-1939 donnent 19 972 tués ou blessés durant les quatre années, incluant les pertes arabes palestiniennes victimes des bandes sionistes. Cette estimation est basée sur les premières conclusions contenues dans les rapports officiels britanniques, comparées à d'autres documents. On estime, selon ces calculs, que 1 200 Arabes furent tués en 1936, 120 en 1937, 1 200 en 1938 et 1 200 en 1939. De plus, 112 Arabes furent exécutés et 1 200 autres tués dans diverses opérations terroristes. Ce qui donne au total 5 032 tués durant la révolution de 1936-1939 et 14 760 blessés. Le nombre des détenus fut de 816 en 1937, 2 463 en 1938 et 5 679 en 1939.

La signification réelle de ces chiffres peut être comprise par comparaison. En relation avec le nombre d'habitants, les pertes palestiniennes en 1936-1939 auraient signifié la perte de 200 000 Britanniques, 600 000 blessés et 1,22 million de détenus. Dans le cas des États-Unis, 1 million de tués, 3 millions de blessés, 6 millions de détenus !

Mais le dommage le plus sérieux et réel tient dans le développement rapide des secteurs économiques et militaires, qui permit les fondations de l'entité coloniale sioniste en Palestine. Il n'y a pas d'exagération à affirmer que la présence militaire

et économique sioniste, dont les liens avec l'impérialisme augmentaient fortement, a établi ses principales fondations durant cette période, et un historien israélien a même été jusqu'à dire que “les conditions de la victoire sioniste de 1948 ont été créées durant la période de la révolte arabe” » (4).

C'est dans ce contexte que se refermait déjà ce que Trotsky appelait “le piège de la Palestine” pour les Juifs. Dans un article publié le 18 janvier 1937, il note que

“le conflit entre Juifs et Arabes en Palestine prend un caractère toujours plus tragique et menaçant. Je ne crois absolument pas que la question juive puisse être résolue dans le cadre du capitalisme pourrisant sous le contrôle de l'impérialisme britannique (...).”

Cela à un moment où les formes les plus barbares et les plus meurtrières de l'antisémitisme se mettaient en place en Europe. La quasi-destruction des Juifs d'Europe, perpétrée par le nazisme pendant la Seconde Guerre mondiale, crée une situation nouvelle, qui sera immédiatement récupérée et utilisée par le mouvement sioniste pour accélérer la réalisation de son objectif. Comme l'écrivait Pierre Lambert dans un article de *La Vérité* publié en juin 1970 :

“C'est dans ces conditions que le problème juif, qui aurait pu être réglé par la révolution prolétarienne, a été conduit à l'impasse.

C'est un des problèmes soulevés parmi de nombreux autres et qui touche à l'avenir de la civilisation humaine : les camps nazis sont la préfiguration de la barbarie où risque de s'engloutir la société si le système capitaliste se perpétue. Il est non moins évident que des masses de millions d'êtres humains doivent en toutes circonstances chercher des solutions à leurs problèmes.

Elles ne peuvent attendre le socialisme sans essayer de réagir d'une manière où d'une autre.

Le retard de la révolution prolétarienne a amené près de 3 millions de Juifs à considérer leur installation dans la prétendue terre de leurs ancêtres comme l'issue pour échapper aux terribles persécutions qu'ils venaient de subir.”

(4) *La révolte de 1936-1939 en Palestine*, publié en français par la Fondation culturelle Ghassan Kanafani, <http://fcgk44.free.fr>

LE CONTEXTE DE LA PARTITION DE 1947

La Grande-Bretagne, qui combat en Europe, doit faire face à une montée du nationalisme arabe dans les pays qu'elle contrôle au Moyen-Orient. Le mouvement sioniste comprend alors que la préservation de ses intérêts implique de se tourner vers l'impérialisme américain, qui, au sortir de la guerre, affirme sa domination mondiale au détriment des impérialistes britannique et français, et marque son empreinte dans la région. C'est à New York, en 1942, devant le congrès de l'organisation sioniste américaine, que la direction sioniste décide de rompre son alliance avec l'impérialisme britannique.

De concert avec les organisations sionistes, l'impérialisme américain décrète dès 1944 l'interdiction de délivrance de visas pour les Juifs d'Europe centrale et orientale, afin de les canaliser vers la Palestine. Dès 1944, les sections de la IV^e Internationale au Canada et aux États-Unis mènent campagne pour la levée de cette interdiction et pour l'accueil des Juifs d'Europe confrontés au génocide nazi.

Nous l'avons vu, le Moyen-Orient revêt une importance stratégique très particulière pour les impérialismes européens et américain. C'est une route maritime et terrestre privilégiée pour les relations commerciales avec l'Asie. C'est également le plus grand terrain d'extraction de pétrole et de raffinage, et, par voie de conséquence, un champ d'investissement du capital et de réalisation de profits considérables. A travers le canal de Suez transite une très large proportion des importations européennes depuis l'Asie. En 1945, la Grande-Bretagne contrôle la plupart des sources d'approvisionnement en pétrole du Moyen-Orient (soit environ 79 % de la production en barils/an). En 1947, on compte cinq grandes raffineries dans le Moyen-Orient : Abadan, en Irak, Haïfa, en Palestine, Tripoli, Bahreïn et Suez, en Egypte, dont 80 % de la production sont sous contrôle britannique. L'unique gazoduc de la région s'étend de Kirkouk, en Irak, au port d'Haïfa. A ces considérations s'ajoute la politique contre-révolutionnaire de l'impérialisme. Entre 1945 et 1948, la vague révolutionnaire qui

s'exprime cherche à en finir avec le système qui a engendré le fascisme et le nazisme, et se heurte au maintien par la force des régimes coloniaux. En Egypte, en Irak, en Syrie, au Liban, en Iran, en Algérie, de puissantes manifestations et des grèves se succèdent.

Dans les *“Projets de thèses sur la question juive à l'issue de la seconde guerre impérialiste”* publiés par le secrétariat international de la IV^e Internationale en 1947, on peut lire :

« Le problème palestinien a reçu une importance nouvelle et particulière depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale par suite d'une série de “facteurs nouveaux” qui changent profondément sa physionomie (...). La transformation du Moyen-Orient est un des enjeux principaux de la rivalité entre les “trois grands”. Avant la guerre, le Moyen-Orient était le secteur du monde où l'influence prédominante de l'impérialisme britannique était le moins menacée. Depuis lors, la poussée de Rommel jusqu'à El Alamein, l'installation d'“observateurs” américains dans le royaume d'Ibn Saoud, le déclenchement de la dispute anglo-américaine pour le pétrole iranien, la pénétration de l'Eglise orthodoxe dans tout le Moyen-Orient comme une grande agence de la diplomatie du Kremlin — tous ces événements ont remis en question la domination exclusive britannique sur cette partie du monde et ont transformé celle-ci en un terrain de conflits constants entre les grandes puissances. Le Moyen-Orient constituant en outre le réservoir le plus vierge et le plus important de pétrole dans le monde entier, il devient également à l'étape actuelle le terrain de dispute principal dans la lutte mondiale pour cette matière première stratégique, dont les réserves aux États-Unis et en URSS sont fortement atteintes. »

A l'issue de la guerre, l'impérialisme américain entendait donc mettre en œuvre des plans précis pour imposer sa présence et extraire le pétrole pour son propre compte. De son côté, la bureaucratie stalinienne considérait officiellement que le conflit ouvert qui se développait depuis 1945 entre l'impérialisme britannique et le sionisme relevait de la lutte anti-impérialiste. Derrière les mots, il y a une réalité. La bureaucratie stalinienne couvre par là son adaptation au nouveau cadre mondial fixé par l'impérialisme américain avec une rhétorique *“anti-impérialiste”* : les délégués de Staline à l'ONU vont concentrer leurs

coups contre l'impérialisme britannique déclinant et, également, contre les masses arabes pour défendre les droits des sionistes et de l'impérialisme américain. Gromyko, jeune diplomate soviétique, est l'un des artisans de cette opération. Il sera pendant longtemps, jusqu'à des années 1980, membre du bureau politique du PCUS et responsable des Affaires étrangères de l'Union soviétique. Le Parti communiste palestinien présente la guerre de 1948 comme une "guerre de libération nationale" pour les Juifs. C'est par son intermédiaire que des milliers d'armes automatiques en provenance d'URSS via la Tchécoslovaquie permettent aux groupes paramilitaires sionistes d'asseoir leur supériorité militaire dès juin 1948. De son côté,

« appuyé sur ses nouveaux parrains américains, Ben Gourion instaure un commandement politico-militaire centralisé et unique, la Haganah, destinée à "avalier" les mini-armées irrégulières des partis politiques sionistes pour les refondre dans un moule étatique » (5).

Selon Ghassan Kanafani,

"le mouvement sioniste dans le milieu des années quarante (put) mettre sur pied son premier conflit contre le colonialisme britannique après des années d'alliance. Ainsi, en 1947, les circonstances devinrent favorables pour récolter les fruits de la défaite de la révolution de 1936, ce qui avait été retardé par l'explosion de la Seconde Guerre mondiale. Le temps mis pour achever le second chapitre de la défaite palestinienne, de la fin 1947 au milieu de 1948, s'écoula rapidement parce qu'il n'était que la conclusion d'un long et sanglant chapitre qui s'était écrit d'avril 1936 à septembre 1939."

Contrairement au vieil impérialisme britannique en déclin, l'impérialisme américain ne préconise pas à cette époque d'occupation militaire directe par l'intermédiaire de ses troupes. Il cherche à exercer son contrôle par des liens de subordination économique sur les Etats "indépendants" qui émergent au sortir du conflit mondial. Déjà, les troupes sionistes avaient montré leur capacité à maintenir l'ordre et à réprimer violemment le mouvement des masses. Pour autant, lorsque le plan de partition est élaboré, puis adopté par l'ONU le 29 novembre 1947, personne ne sait comment celle-ci pourra être appliquée sur le terrain : le découpage du mandat britannique en un Etat "juif" et un Etat "arabe" ressemble à

une mosaïque. Les frontières de l'un et de l'autre sont souvent discontinues et ne respectent en aucune manière une implantation territoriale arabe très dense et diffuse. En 1947, les sionistes ne possédaient que 6 % de la superficie totale du mandat. L'ONU propose néanmoins l'établissement de l'Etat hébreu sur 55 % du territoire, incluant les zones côtières et industrielles. Les Arabes palestiniens, qui représentent les deux tiers de la population, reçoivent quant à eux 40 % de la superficie de leur terre ancestrale. Les Arabes, qui cherchent à s'opposer à ce plan, sont très vite surpris par la violence et la rapidité de l'offensive sioniste, dont les troupes sont armées jusqu'aux dents. La première guerre d'Israël vient de commencer. Au terme de cette offensive, l'Etat hébreu conquiert 80,48 % de la superficie totale du mandat britannique (à l'exception de la Cisjordanie et de la bande de Gaza) et établit sa fondation par l'expulsion massive et brutale de 750 000 à 800 000 Palestiniens sur une population de 950 000, et la destruction de 531 villages. En juin 1948, le président américain reconnaît le nouvel Etat, sur la base de la défaite des régimes arabes, pour en faire son relais principal dans le contrôle militaire du Proche-Orient.

La constitution de l'Etat hébreu (6) a été réalisée sur la base de la transformation du peuple palestinien en un peuple de réfugiés et de parias, à travers une politique préméditée et revendiquée de purification ethnique, qui n'est d'ailleurs toujours pas terminée dans l'esprit des dirigeants sionistes aujourd'hui. En 1948, le comte Bernadotte — pourtant médiateur de l'ONU en Palestine — disait des réfugiés palestiniens que

"ce serait une offense scandaleuse des principes les plus élémentaires de la justice que de nier à ces victimes innocentes leur droit à retourner dans leurs maisons alors que les immigrants juifs ne cessent d'arriver en masse en Palestine. Ces derniers représentent en fait la menace d'un remplacement permanent des réfugiés"

(5) Ilan Halevi, *Sous Israël, la Palestine*.

(6) Les sionistes prétendent frauduleusement représenter les "Juifs" en général et les traditions du judaïsme. Prétendument constitué pour chercher à régler la question juive dans l'histoire, qui est celle du combat pour l'intégration et l'égalité des droits, le sionisme en est devenu le principal fossoyeur. Il n'y a pas d'Etat "juif", mais un Etat compradore "hébreu" ou "israélien".

arabes, qui ont des racines sur cette terre depuis des siècles. La responsabilité du gouvernement israélien provisoire est évidente dans la restitution des propriétés privées à leurs propriétaires arabes.

Pour toute réponse, le comte Bernadotte fut assassiné le 17 septembre 1948 par le groupe Stern, dirigé par le futur Premier ministre Yitzhak Shamir.

LA IV^e INTERNATIONALE SE PRONONCE CONTRE LA PARTITION

L'éditorial de la revue *Quatrième Internationale* de novembre-décembre 1947 affirme sa position contre la partition. Ce texte élaboré il y a soixante ans, caractérisant le "sionisme criminel" et évoquant "l'expérience terrible qui attend les Juifs dans l'Etat miniature", ne demeure-t-il pas d'actualité :

« La position de la IV^e Internationale face au problème palestinien reste claire et nette, comme auparavant. Elle sera à l'avant-garde de la lutte contre le partage, pour une Palestine unie et indépendante, dans laquelle les masses détermineront souverainement leur sort par l'élection d'une Assemblée constituante. Contre les effendis et les agents impérialistes, contre les manœuvres de la bourgeoisie égyptienne et syrienne, qui s'efforce de détourner la lutte émancipatrice des masses en une lutte contre les Juifs, elle lancera des appels à la révolution agraire, à la lutte anticapitaliste et anti-impérialiste, moteurs essentiels de la révolution arabe. Mais elle ne pourra mener cette lutte avec des chances de succès qu'à condition de prendre position, sans équivoque, contre le partage du pays et contre l'établissement de l'Etat juif.

Plus que jamais, il est en même temps nécessaire d'appeler les prolétariats américain, anglais, canadien, australien, les prolétariats de tous les pays à lutter pour l'ouverture des portes de leurs pays, sans discrimination aucune, aux réfugiés, aux personnes déplacées, à tous les Juifs qui veulent émigrer. C'est seulement à condition de mener cette lutte, effectivement et avec succès, qu'on pourra expliquer aux Juifs les raisons pour lesquelles ils ne doivent pas se rendre dans le guet-apens palestinien. La terrible expérience qui attend les masses juives dans "l'Etat miniature" créera en même temps les pré-

mices pour une rupture de couches plus larges avec le sionisme criminel. Si cette rupture ne se fait pas à temps, "l'Etat juif" sombrera dans le sang. »

En 1948, l'Etat sioniste a été fondé et reconnu par l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, avec le soutien de l'Internationale socialiste, comme obstacle majeur à la lutte des peuples du Proche et du Moyen-Orient contre la domination de l'impérialisme. Notons également que les prétendus régimes "frères" portent aussi une responsabilité. Les dynasties hachémites et celle d'Égypte ont interdit qu'une véritable mobilisation populaire et militaire s'oppose aux milices sionistes surarmées par la bureaucratie stalinienne et l'impérialisme américain. Il faut souligner, par exemple, que la Jordanie est une création de l'impérialisme britannique à l'issue de la Première Guerre mondiale, rapatriant sur ce territoire la tribu des Hachémites, qui vivait alors dans le désert saoudien, pour l'installer comme royauté dirigeante en Jordanie, où vivaient pour l'essentiel des Palestiniens, puisqu'il s'est toujours agi là d'un territoire qui était une partie de la Palestine historique. Le refus de la dynastie hachémite de Jordanie de combattre les milices sionistes s'explique aisément par sa volonté de préserver ce royaume né des Britanniques parce que la constitution d'une Palestine indépendante aurait soulevé la question de l'intégration de la Jordanie à une république palestinienne. Ce sont les conditions mêmes de la fondation de l'Etat hébreu qui expliquent pourquoi toute la situation du Moyen-Orient est depuis lors principalement concentrée sur la question du droit à la nation pour le peuple palestinien arabe.

Nous avons expliqué, en introduction de cet article, que la situation actuelle, en 2007, est le fruit de la partition de 1947, et plus récemment des accords d'Oslo de 1993 entre l'OLP et l'Etat d'Israël imposés par l'impérialisme américain. Les rapports entre le sionisme et l'impérialisme sont essentiellement stratégiques. L'impérialisme, qui cherchait avant tout à asseoir sa puissance et à assurer l'extraction paisible du pétrole, s'est appuyé sur son allié sioniste, dont la politique de terreur à l'encontre des Palestiniens et des peuples arabes de la région a représenté pendant toute la période le principal facteur contre-révolutionnaire du Moyen-Orient.

Les visées expansionnistes israéliennes à travers l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza en juin 1967 plongent les populations de ces territoires sous un contrôle militaire absolu. En trente ans, les deux tiers des hommes adultes passeront au moins une fois par les prisons israéliennes. La colonisation et son corollaire, le vol des terres, s'intensifient de manière exponentielle et suscitent un renouvellement permanent de la résistance. A partir de décembre 1987, la première Intifada, appelée la "*révolution des pierres*", à travers le surgissement de la jeunesse palestinienne, ébranle le dispositif militaire de l'Etat hébreu, qui ne parvient pas à écraser la révolte. On peut lire à ce sujet dans *l'International Herald Tribune* (12 février 1988) que

"la révolte palestinienne dans les terres bibliques de Gaza, de Judée et de Samarie (7) est le fer de lance d'un défi ample et direct à l'ordre établi dans toute la région. Ils se soulèvent non seulement contre les Israéliens qui les oppriment, mais aussi contre les dirigeants arabes qui n'ont pas répondu à leur attente (...). La cause palestinienne redevient une arme utilisable contre des régimes apparemment indifférents et incapables. Cela aide à comprendre pourquoi les dirigeants arabes craignent et détestent les Palestiniens au moins autant que les Israéliens. Et c'est pourquoi ces dirigeants mettent tant d'insistance à ce que l'on donne aux Palestiniens une terre à eux, où ils pourraient s'installer sous l'œil vigilant des armées israéliennes et jordaniennes."

La forme prise par les événements en Palestine montre que l'impérialisme n'a pas une maîtrise complète des processus en cours : à la base de cette difficulté, il y a l'action des masses, à savoir la persistance de la révolution palestinienne, fondée sur le mouvement des réfugiés qui veulent retourner chez eux. Principal ferment de la mobilisation des peuples dans toute la région, pour leur émancipation politique et sociale, la révolution palestinienne — malgré les coups considérables qui lui ont été portés — est depuis plus 60 ans un facteur d'instabilité pour les régimes réactionnaires du Moyen-Orient, et, par voie de conséquence, pour la domination de l'impérialisme. Ainsi, pour l'écrivain égyptien Sidi-Ahmed Mohamed,

"(...) la guerre du Golfe (en 1990- 1991) a prouvé aux Américains que les atouts stratégiques d'Israël, qui leur avaient été

certes inestimables au temps où la guerre avec l'URSS était une hypothèse vraisemblable, se transformaient en lourds handicaps en cas de guerre interarabe. Voire, avec la vulnérabilité du pétrole arabe que l'invasion du Koweït mettait en relief, qu'une solide alliance avec les Arabes adversaires de Saddam Hussein leur devenait indispensable" (8).

Face à l'Intifada populaire et à la crise issue de la première guerre du Golfe, la solution à "deux Etats", dont l'évocation remonte au mandat britannique, va être remise à l'ordre du jour par l'impérialisme américain. La solution "juste" véhiculée par les accords d'Oslo et applaudie par les "démocrates" du monde entier devait clore une longue période de conflits meurtriers. Comme si la politique de la partition, soutenue par l'impérialisme, n'était pas à l'origine des guerres et des massacres qui ravagent la région depuis 1948 ! L'Etat palestinien, qui n'est en définitive qu'un prétexte diplomatique américain dans les relations avec les Etats arabes, est régulièrement renvoyé à un règlement définitif qui n'aura jamais lieu. Les accords d'Oslo adoptés par la direction en exil de l'OLP et l'Etat d'Israël ne prévoyaient d'ailleurs pas la création d'un mini-Etat, mais établissaient la constitution d'une Autorité palestinienne, ainsi que la division de la Cisjordanie en trois zones : la zone A, représentant les villes sous le contrôle policier et administratif de l'Autorité palestinienne ; la zone B, représentant les surfaces rurales, donc la majorité du territoire, sous contrôle militaire israélien ; et la zone C, les implantations israéliennes.

LES ACCORDS D'OSLO ENTÉRINENT LA PARTITION

Dans une déclaration sur les accords d'Oslo, en 1993, la IV^e Internationale affirmait :

(7) Noms bibliques de la Cisjordanie. Systématiquement utilisées par les sionistes, y compris lors des négociations dites "sur le statut final", ces appellations rappellent que l'objectif israélien demeure l'accaparement de la terre palestinienne avec le moins de Palestiniens possible à l'intérieur.

(8) *Problèmes politiques et sociaux*, n° 738, 18 novembre 1994.

« 1. — Sous le regard vigilant du président des Etats-Unis, Bill Clinton, le lundi 13 septembre, a eu lieu la signature en grande pompe des prétendus accords de paix entre le comité exécutif de l'OLP et l'Etat d'Israël.

2. — Tous, à l'instar des dirigeants américains, disent que ce prétendu accord de paix est une étape vers l'indépendance et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien. La IV^e Internationale se base sur les faits, pour les analyser et dire la vérité. Quel est le contenu de cet accord ?

Dans son article premier, il est dit : « Le but des négociations est d'établir une autorité intérimaire palestinienne de l'autonomie, le Conseil élu (...), et amenant à un arrangement permanent basé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU. »

En un mot, le cadre est fixé : le « conseil » palestinien n'a d'autre autorité que d'appliquer ces résolutions — que l'OLP a condamnées durant des années avant de s'y rallier —, qui entérinent la partition de la Palestine, qui entérinent le démembrement du peuple palestinien, de mettre en œuvre une politique décidée ailleurs, c'est-à-dire par l'impérialisme américain.

En effet, l'article 3 indique que, « pour les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza (...), des élections politiques générales libres et directes seront organisées par le Conseil sous supervision mutuellement agréée et sous observation internationale, tandis que la police palestinienne assurera l'ordre public ».

Ainsi, pour ces « élections libres », qui devront avoir lieu d'ici un an, non seulement ne votera qu'une fraction du peuple palestinien, mais ils ne voteront que dans le cadre fixé par l'étranger, c'est-à-dire l'impérialisme américain.

Elections libres dont on décide par avance d'exclure 5 des 6 millions de Palestiniens, qui, eux, ne sont ni à Gaza ni à Jéricho.

Ainsi, se dessinent les conséquences concrètes de cet accord. Pour les Palestiniens, enfermés à Gaza ou à Jéricho, un sort comparable à celui des populations juives durant la Seconde Guerre mondiale, des ghettos et des massacres de toute part. Quant aux millions d'autres Palestiniens, en Syrie, au Liban, en Jordanie et dans les autres pays arabes, ils devront accepter de perdre leur droit au retour, de se voir dénier leur identité nationale par une implantation forcée sur place. Il s'agit bien de la négation du droit des peuples. La

nouvelle partition qui s'opère en Palestine, à travers l'option Gaza et Jéricho, en prépare d'autres où, sous contrôle de l'ONU, bras armé de l'impérialisme américain, se prépare la constitution de nouvelles « réserves », dans lesquelles on va parquer d'autres fractions du peuple palestinien, dans des prétendues zones humanitaires réservées, « protégées » par l'ONU.

4. — Aujourd'hui, on nous présente l'accord sous l'égide des Etats-Unis et sous le drapeau de l'ONU comme celui qui va clore une longue période de conflits meurtriers et de guerres, d'un long conflit historique. Comme si la responsabilité de l'impérialisme et de l'ONU n'était pas pleinement engagée dans les guerres et les massacres qui ravagent cette région depuis cinquante ans. Car l'Etat d'Israël n'est pas né d'un développement national aboutissant à la constitution d'un Etat, mais d'une décision de l'ONU prononçant la partition de la Palestine et approuvant la constitution de l'Etat d'Israël.

A l'heure où l'accord signé entre la direction de l'OLP et l'Etat d'Israël annonce, sans aucun doute, de nouvelles épreuves pour le peuple palestinien et pour tous les peuples de la région, il apparaît nettement que le chemin de la paix ne saurait différer du chemin de la démocratie, c'est-à-dire du droit de tous les peuples à vivre libres sur leur terre, à commencer par le droit du peuple palestinien au retour et à l'indépendance nationale ; telle est la seule voie réaliste. Aujourd'hui, plus que jamais, la paix au Proche-Orient, c'est le droit au retour pour tous les Palestiniens, c'est un seul Etat laïque et démocratique, une seule Palestine laïque et démocratique, se constituant dans l'égalité de ses composantes arabe et juive sur tout le territoire de la Palestine. »

Oslo marque ainsi une reprise en main directe de la situation par l'impérialisme américain, en assignant aux forces de sécurité de l'Autorité palestinienne le but essentiel d'éviter toute action militaire contre Israël, les colons et l'armée d'occupation. Pour Joseph Massad, universitaire américain d'origine palestinienne :

« Comme le financement venant du pétrole s'est tari après la guerre du Golfe de 1990-1991, l'OLP a eu besoin de nouveaux financiers. Les Etats-Unis et leurs alliés ont fait leur entrée (à ce moment-là), et leurs conditions incluaient non seulement la capitulation d'Oslo, mais également que la nouvelle Autorité palestinienne contrôlée par le Fatah serait bien armée et que ses armes auraient une nou-

velle cible : les Palestiniens eux-mêmes (...). Un retour au financement régulier s'est poursuivi après la mort d'Arafat à la condition que Mahmoud Abbas apporte "du sérieux" au fait de tourner les armes palestiniennes contre les Palestiniens eux-mêmes, ce que lui et les voyous des appareils sécuritaires ont fait. Cependant, ils n'ont pas été aussi efficaces que l'avaient souhaité les Etats-Unis et Israël. »

Joseph Massad poursuit :

"Nous en sommes ici aujourd'hui. La victoire électorale du Hamas change les règles du jeu du financement. Les Etats-Unis et l'Union européenne insistent pour que le Hamas s'engage à ce que ses armes n'aient pas d'autres cibles que les Palestiniens qui résistent à Israël, sinon tous les financements seront arrêtés" (9).

Les accords d'Oslo ratifiaient une "autonomie" sans souveraineté nationale, dans laquelle il n'y aurait pas de démocratie politique, et surtout qui ne verrait pas de solution à l'existence misérable des millions de réfugiés palestiniens, originaires pour leur écrasante majorité du territoire accaparé par l'Etat d'Israël en 1948. Comme l'a écrit l'historien israélien Ilan Pappé, les

"accords d'Oslo n'étaient rien de plus qu'un arrangement politique et militaire destiné à remplacer l'occupation israélienne par une autre forme de contrôle".

Pour Adel Samara, militant palestinien de Ramallah, en Cisjordanie, « l'assistance financière qui a coulé à flots vers l'Autorité palestinienne a été, par essence, "une rente politique" versée à l'AP pour avoir reconnu l'Etat d'Israël », c'est-à-dire la reconnaissance de l'occupation militaire et le renoncement implicite au droit au retour des réfugiés. Adel Samara explique que

"cette assistance n'a jamais été conçue ni versée pour le développement de l'économie de l'AP (...). La démocratie capitaliste occidentale a en réalité lancé une bombe à la tête des Palestiniens essentiellement en leur disant : ou bien vous abandonnez vos droits nationaux, ou vous serez confrontés à la famine."

Depuis Oslo, on ne compte plus les sommets et les accords : Washington, Le Caire, Sharm el-Sheik, Taba, Wye Plantation, la "feuille de route"... : rien n'a été tenu par l'Etat d'Israël, sauf le retrait de la bande de Gaza, qui n'était qu'une opération pour mieux contrôler le territoire de l'extérieur. En outre, entre la signature des accords

d'Oslo en 1993 et le début de la deuxième Intifada en 2000, la colonisation a dépassé en proportion celle qu'il y a eu entre 1967 et 1993. Que signifie, dans ce cadre, l'objectif de l'impérialisme américain visant à la création d'un "Etat palestinien indépendant, viable et contigu" ? Il sait très bien que, dans les faits, dans les limites d'un Etat palestinien enclavé, les millions de réfugiés ne pourront réaliser leur droit au retour. Comme l'analyse Joseph Massad cité plus haut,

"le processus d'Oslo était une étape nécessaire et historiquement limitée, mise en œuvre pour coopter la direction palestinienne, renforcer l'étreinte israélienne sur les territoires palestiniens volés et normaliser les relations diplomatiques d'Israël avec le monde arabe et dans le monde entier. Les Israéliens ayant obtenu tous ces objectifs, le processus ne leur sert plus à rien" (10).

Quinze ans après les "accords d'Oslo", les faits ont démontré la réalité de ce que nous écrivions alors : l'"Autorité palestinienne" n'est pas un gouvernement, le "Parlement" n'en est pas un, les bandes de territoire morcelées et découpées par les "colonies sionistes", les check-points, le mur, ne sont pas un Etat. Il fallait, dans le contexte de crise et d'impasse de l'impérialisme, d'incapacité de l'armée et de la police israélienne, obtenir, de la part des dirigeants palestiniens, la reconnaissance de la partition de 1947-1948 et la défense de l'Etat d'Israël, et, pour ce faire, leur donner la perspective mythique d'un "Etat" palestinien pour imposer aux masses palestiniennes la fin du combat d'émancipation nationale.

Il est d'ailleurs significatif qu'en préalable aux "accords d'Oslo" — en réalité une condition mise dans les pourparlers secrets —, une partie de la direction palestinienne ait déclaré "caduque" la charte de l'OLP.

Le point crucial de cette charte réside dans la perspective politique suivante :

"Le mouvement de libération palestinien déclare solennellement que l'objectif final de cette lutte réside dans la restauration de l'Etat indépendant et démocratique"

(9) "Le Hamas et les conditions du financement", *Al Ahrām Weekly*, 15 février 2006.

(10) *Al Ahrām Weekly*, 15 juin 2006.

de Palestine, où tous les citoyens, quelles que soient leur race, leur religion, jouiront de droits égaux."

Chacun des différents groupes et organisations palestiniens (Fatah, FPLP, FDLP, etc.) — qui avaient des divergences sur une série de questions — se référaient à cette charte, et, avec leurs différences, participaient à l'OLP, regroupement de l'ensemble des composantes du mouvement national palestinien.

Cette position, basée sur le refus de la partition de 1947-1948, n'appelait pas, comme on a trop voulu le faire croire, à "jeter les Juifs à la mer", au contraire. En 1970, le II^e Congrès mondial palestinien déclarait :

"Tous, les Juifs, musulmans et chrétiens, auront droit à la citoyenneté palestinienne."

Cette position était l'expression du combat national de l'ensemble du peuple palestinien, une perspective correcte et une réalité pour les millions de réfugiés dans les camps, pour ceux de Gaza et de Cisjordanie, pour les 1,5 million qui vivent en Israël, mais aussi pour les populations juives, pour la paix et la démocratie.

La décision d'abandonner cette perspective, la reconnaissance de fait de la partition de 1947-1948 par la notion de "deux Etats" ouvrait une phase de division et de contradictions au sein du mouvement national palestinien et avec le peuple qui le soutenait. La transformation des combattants en "milice policière", la multiplication de ses "services" liés à telle ou telle fraction de l'"Autorité", les millions de dollars qui alimentent l'"appareil d'Etat" aboutissaient à un processus de décomposition des forces du mouvement national. Les forces qui jusqu'alors avaient combattu le sionisme devenaient — non sans contradictions et résistances — les forces chargées d'imposer la reconnaissance de la partition.

Le cas de la Cisjordanie est significatif. L'armée sioniste en prend le contrôle après la guerre de 1967. Il y a, dès lors, trois colonies. En 1993, il y a une population de 247 000 colons. Les "accords d'Oslo" censés fournir aux Palestiniens un "Etat" sont, au contraire, le cadre d'accélération des implantations. Fin 2001, il y a 380 000 colons, ils sont près de 450 000 aujourd'hui. Le fondement du sionisme, la base

même de son existence, c'est la recherche permanente de l'expansion territoriale. Dès 1930, l'agence juive préconisait d'ailleurs *"l'occupation de la terre pour qu'elle devienne une propriété juive et qu'elle reste une propriété juive irrévocable"*.

Accepter de reconnaître la partition, c'est, de manière inexorable, accepter le fait expansionniste sioniste, dont la logique est celle des "bantoustans", de l'apartheid ou de l'expulsion des Palestiniens.

Renoncer à la perspective politique contenue dans la charte de l'OLP, c'est abandonner — dans les faits et non en paroles — la référence à la "Nakba", la "catastrophe" à laquelle tout Palestinien se réfère pour parler de la création de l'Etat d'Israël en 1947-1948.

Il ne s'agit pas d'une référence historique datée, car la "Nakba" ne s'est en fait jamais arrêtée et est devenue un long processus d'exclusion, de spoliation, de négation du simple droit à l'existence pour le peuple palestinien.

Accepter la partition de 1947-1948 sous la forme de la revendication de "deux Etats", c'est accepter le cadre de l'occupation de la Palestine qui aboutit à la cantonisation, à la division et à l'émiettement du peuple palestinien, qui s'exprime avec force aujourd'hui dans la situation de Gaza.

En 1993, un tournant s'opère donc pour le peuple palestinien — dans le cadre du tournant mondial — avec la constitution de l'"Autorité palestinienne" reconnue par les Etats-Unis, qui entendent lui imposer sa loi.

Depuis les "accords d'Oslo", les Palestiniens n'ont cessé de subir la répression et la dislocation de tous côtés. Mais, dans le même temps, la résistance et l'acharnement des Palestiniens à récupérer leurs terres, une patrie, n'ont cessé de s'opposer au plan de "paix" imposé.

La politique américaine vise au démantèlement des nations, parce qu'elles sont le cadre constitutif des droits historiques des peuples sur la terre qu'ils occupent. L'objectif de l'impérialisme est la destruction de la démocratie politique, de toutes les conquêtes ouvrières, y compris aux Etats-Unis. Le cadre actuel des nations est un frein à la liberté de piller les peuples du monde entier. Le règlement de la question palestinienne pour Bush ne se concentre pas

dans la refondation de la nation palestinienne et le recouvrement de ses droits, à commencer par le droit au retour, mais dans son atomisation, comme il cherche à le faire avec la nation irakienne. Ne pas placer au centre le droit au retour et la revendication d'un seul Etat, n'est-ce pas reconnaître le droit à Israël d'opprimer le peuple palestinien ? La constitution d'un pseudo-"Etat palestinien", qui n'aura d'Etat que le nom, implique l'intégration forcée et la destruction des Palestiniens qui vivront en dehors de cet Etat.

UN "NOUVEL ORDRE MONDIAL" DISLOQUANT LES NATIONS

Les accords d'Oslo étaient le produit du tournant de la situation mondiale caractérisé par l'effondrement de l'URSS et par la première guerre du Golfe. Le président Bush père avait déclaré à ce sujet :

"Un monde autrefois divisé en deux camps ne reconnaît maintenant qu'une seule puissance prééminente, les Etats-Unis d'Amérique."

Il prétendait instaurer un nouvel ordre mondial. La volonté de "prééminence", pour reprendre le terme de Bush, a entraîné l'humanité dans la marche à la barbarie. L'"ordre" dont se réclamait l'impérialisme américain n'était pas la stabilité, la paix et la démocratie pour la planète. Le "nouvel ordre mondial", c'était la défense de l'ordre de la propriété privée des moyens de production. C'était la liberté sans frein ni limite de l'exploitation, du pillage. La crise de décomposition du système capitaliste avait atteint un tel stade qu'il était devenu indispensable à son maintien de faire sauter toutes les barrières pouvant s'opposer à ses appétits. C'est en ce sens que, sur tous les continents, par tous les moyens — la guerre, les pressions... — l'administration américaine continue à remettre en cause les cadres étatiques, les nations considérées comme autant d'obstacles à sa domination. C'est de ce point de vue que l'Union européenne correspond aux exigences des Etats-Unis en remettant en cause droits, garanties et acquis attachés aux cadres nationaux. C'est également la fonction des traités de libre commerce en Asie, en Amérique latine. Et, dans cette marche dislocatrice de la civi-

lisation humaine, la guerre est l'un des moyens vitaux pour l'impérialisme.

Depuis cette date, les guerres et les conflits n'ont cessé de se multiplier. Nombre d'Etats et de nations ont été disloqués. Dans le même temps, les peuples cherchaient à résister à cette barbarie. Et c'est précisément le cadre du développement de contradictions mondiales majeures, de l'incapacité de l'impérialisme américain de les maîtriser, qui a conduit à la signature des accords d'Oslo. En effet, l'appareil militaire et policier du sionisme s'était avéré incapable de mater la révolte de la jeunesse palestinienne, dite "Intifada", qui, depuis 1988, exprimait la résistance de la totalité du peuple palestinien. Il fallait associer la direction du mouvement palestinien à l'écrasement de cette révolte, en prétendant, en échange, vouloir constituer un pseudo-Etat palestinien.

En aucun cas il ne s'agissait pour l'impérialisme américain de reconnaître les droits à la nation palestinienne, alors que, de toute part, la politique de l'impérialisme américain démantelait les nations et les Etats constitués.

LE 11 SEPTEMBRE

Dix ans après la première guerre du Golfe, se produisaient les événements du 11 septembre 2001. Un nouveau tournant dans la situation mondiale se produisait alors. Face au basculement généralisé, l'impérialisme américain se devait, pour assurer la survie du régime de la propriété privée des moyens de production, d'aller plus loin encore dans la voie de la remise en cause des nations, des peuples et de l'humanité tout entière.

La guerre en Afghanistan, puis en Irak, la dislocation généralisée qui en ressort, les conséquences mondiales de cette situation sont la marque de ce système en crise, qui cherche à se survivre en écrasant toute l'humanité.

Dans une déclaration publiée après le 11 septembre 2001, la IV^e Internationale écrivait :

« Dans le monde entier, les peuples se tournent avec angoisse vers le futur. Que va-t-il se passer dans les prochains jours,

dans les prochaines heures ? Par la voix de George Bush, l'administration américaine a déclaré ce 18 septembre : "Nous sommes en guerre", engagés dans "une campagne massive et durable". Il s'agira, a précisé le secrétaire d'Etat à la Défense, Donald Rumsfeld, d'un "effort long, large, soutenu", qui s'étendra "non sur des semaines ou des jours, mais sur des années".

"Sur des années" ? Une guerre qui s'étendra sur des années ? Partout dans le monde, y compris aux Etats-Unis, des milliards d'êtres humains s'interrogent : que signifie une guerre qui s'étendra sur des années ? S'agit-il de déchaîner des misères sans fin, d'accumuler des destructions de toutes sortes, qui accableront plus encore les masses exploitées et opprimées ?

Les convulsions qui secouent la planète ne viennent-elles pas confirmer, de manière tragique, la justesse des positions de la IV^e Internationale ? Inlassablement, au travers des difficultés de toutes sortes, les partisans de la IV^e Internationale ont affirmé — et démontré par les faits — que l'exploitation ne peut qu'entraîner la guerre.

Qui peut nier, aujourd'hui, que le "nouvel ordre mondial" imposé par les dirigeants américains et leurs alliés, non seulement n'a ouvert aucune issue aux peuples et aux nations, mais qu'il a, plus encore, aggravé, au nom de l'économie de marché, toutes les contradictions du système de la propriété privée des grands moyens de production ?

Dix ans se sont en effet écoulés depuis que le président Bush (père de l'actuel président) a décrété l'avènement d'un "nouvel ordre mondial" (...).

Depuis dix ans, les "accords de paix" imposés par les grandes puissances capitalistes n'ont fait que déboucher sur de nouvelles "divisions ethniques", de nouveaux massacres (...).

Dans le monde entier, ce 11 septembre, les travailleurs ont été saisis d'horreur de voir les milliers de victimes sacrifiées dans les attentats de New York, de Washington, de Pennsylvanie, milliers de victimes qui, dans leur immense majorité, sont des travailleurs comme eux (...).

Aujourd'hui, la guerre menace.

Qui peut croire un seul instant que les masses affamées d'Afghanistan menaceraient la paix du monde ? Qui peut croire un seul instant que la guerre pourrait assurer l'indépendance des nations ? Regardez ce qui se passe en Palestine. N'y

aurait-il pas, au lieu de cette guerre interminable qui se poursuit depuis un demi-siècle, une solution progressiste et de paix ? Cette solution ne pourrait-elle pas être la constitution sur tout le territoire de la Palestine d'une République palestinienne laïque sans distinction de race ni de religion ?

Aujourd'hui, la guerre menace.

Les attentats du 11 septembre sont mis à profit par les dirigeants des Etats-Unis pour engager pleinement leur gouvernement — et à sa suite les gouvernements du monde entier — dans des préparatifs de guerre à outrance : guerre directe contre les peuples des pays désignés comme "complices des terroristes", guerre sociale et économique contre les travailleurs des Etats-Unis et du monde entier. »

Peu avant le 11 septembre, Sharon avait été élu Premier ministre. L'impérialisme américain, engagé dans un processus de guerres dislocatrices des nations, était amené à s'opposer avec de plus en plus de force à tout pas en avant dans la défense de la souveraineté nationale, et donc à la question palestinienne. Mais il se trouvait aussi placé devant les conséquences de l'embrasement en Irak, facteur de crise aux Etats-Unis mêmes, notamment en relation avec la mobilisation massive du peuple américain contre la guerre. Il n'avait d'autre voie que d'encourager la politique de "fermeté" de Sharon contre les Palestiniens.

Mais la situation d'impasse totale, la crise qui en découle pour l'impérialisme américain n'est pas sans conséquences pour l'Etat sioniste. A la crise politique s'ajoute la crise économique. Les millions de dollars de subventions américaines ne suffisent plus à assurer une certaine stabilité économique de l'Etat israélien, dont l'essentiel des ressources sert à la répression contre le peuple palestinien. Création artificielle de l'ONU en 1947 sous l'égide de l'impérialisme américain, l'Etat sioniste est totalement dépendant non seulement des subventions de l'administration américaine, mais également de l'économie américaine en général. La crise économique et sociale, corollaire de la crise politique et de l'impasse qui en découle, menace les fondements même de l'entité sioniste.

C'est dans ce cadre que, près de dix ans après les accords d'Oslo, s'était développée la deuxième Intifada. Cette deuxième Intifada était également l'expression du rejet

par une part grandissante de la population palestinienne de ces accords, qui n'iaient les droits à une nation et à un Etat pour le peuple palestinien.

La mobilisation spontanée des masses palestiniennes pour la reconquête de leurs droits se heurte alors à la "police" de l'Autorité palestinienne. Celle-ci est débordée par le mouvement. Elle s'avère incapable de freiner cette mobilisation. De formidables contradictions se développent au sein même de l'appareil politique de l'Autorité palestinienne. Nombre de policiers refusent de réprimer les manifestants et se joignent à eux. Le dispositif mis en place par les "accords d'Oslo" vole en éclats. L'armée israélienne doit se substituer à l'Autorité palestinienne.

C'est par le feu et par le sang que les chars du gouvernement israélien massacraient des centaines de Palestiniens. Mais ce qu'il faut noter, c'est que, pour la première fois depuis 1947, des milliers de Palestiniens qui vivent dans les territoires de 1947-1948, c'est-à-dire dans les frontières de l'Etat d'Israël, sont à leur tour descendus dans la rue, manifestant ainsi qu'ils étaient une partie du peuple palestinien et que la question du droit du peuple palestinien à un Etat était également leur question. La brutalité de la répression était à la mesure du danger pour l'existence même de l'Etat d'Israël, car la mobilisation des "Arabes d'Israël", comme on les nomme, traduisait le fait qu'ils étaient membres du peuple de Palestine, qu'ils étaient des Palestiniens.

Il fallait écraser dans le sang la résistance du peuple palestinien.

C'est à cette même époque que l'intervention militaire en Irak et son occupation aboutissaient à une situation de dislocation, de division du peuple irakien entre chiites et sunnites, Kurdes et Arabes. C'était l'impasse au Moyen-Orient.

Cette situation perdure toujours aujourd'hui : l'enlèvement de l'impérialisme américain est l'un des moteurs de la crise de l'impérialisme lui-même, confronté à la résistance de son propre peuple, de sa classe ouvrière, qui, en combattant pour la défense de ses droits à la santé, à l'instruction, se dresse contre son propre gouvernement qui utilise l'argent à des fins de guerre et de destruction.

La guerre en Irak est non seulement le ressort d'un développement considérable du budget militaire et de l'économie d'armement, mais également celui du pillage des ressources énergétiques de l'Irak, et plus généralement de la région. La "proposition" de George Bush de constituer un "Grand Moyen-Orient" redessinant la carte de la région n'est en réalité que la nécessité pour l'impérialisme américain de remettre en cause tous les cadres nationaux et les Etats existants pour satisfaire ses besoins de pillage de cette région riche en hydrocarbures.

C'est pourquoi, en prolongement de sa guerre en Irak censée introduire la "démocratie", George Bush a annoncé sa volonté de constituer un "*Grand Moyen-Orient* (visant à) *introduire des réformes démocratiques*" du Pakistan jusqu'au Maghreb. Derrière les références à la "démocratie", ce qui est en cause, c'est, en réalité, "l'irakisation" de toute la région. Au soir des "élections" en Irak, le 30 janvier 2005, Bush s'est félicité de ce "*succès, (qui) légitime son extension aux autres pays de la région*" ! Deux ans plus tard, on voit le résultat.

Sous couvert d'une "carte pour réorganiser la région", il s'agit en réalité, à travers le "Grand Moyen-Orient", d'appliquer la même politique internationale, qui conduit, sous des formes particulières à chaque continent, à disloquer le cadre des nations.

En février 2005, dans *La Vérité*, n° 42, un article était consacré au "Grand Moyen-Orient". On y lit :

« *Le "Grand Moyen-Orient", pour la Palestine, c'est la situation ouverte après la mort d'Arafat et l'intronisation d'Abu Mazen, selon les recommandations de Bush.*

Sous la pression américaine et européenne, Mahmoud Abbas, qui a multiplié les initiatives contre la résistance palestinienne et contre l'Intifada, offensive qui a culminé dans le sommet de Charm el-Cheikh, le 8 février, à travers la signature d'un accord de cessez-le-feu, réunit les conditions pour la guerre civile interpalestinienne, en exigeant l'arrêt de l'Intifada et de la résistance palestinienne.

Pour les besoins de sa "stratégie", l'impérialisme américain contraint Sharon à signer le cessez-le-feu. »

Deux ans plus tard, on peut juger, à la lumière de ce qui se passe à Gaza et en Cisjordanie, de la validité de cette analyse.

L'article de *La Vérité* se poursuivait ainsi :

"(...) Les conditions objectives, tant pour les populations palestiniennes que pour les populations juives, sont si intenablement que ni l'Autorité palestinienne ni Sharon n'ont les moyens de garantir l'application du plan américain de cessez-le-feu.

Lundi 14 février, une gigantesque explosion a secoué Beyrouth, ciblant Rafic Hariri, ex-Premier ministre du Liban, et son cortège, à deux mois des élections.

En fait, les moteurs de toutes les voitures étaient piégés. L'administration américaine et Israël ont immédiatement pointé un doigt accusateur contre la Syrie. L'Union européenne, appuyée par Condoleezza Rice, a demandé une commission d'enquête internationale. La Syrie est, après l'Iran, la deuxième cible de Bush au Moyen-Orient inscrite dans "l'axe du mal".

Sommé de retirer ses troupes du Liban et de désarmer le Hamas syrien par une résolution américano-française (résolution 1559) approuvée par la majorité du Conseil de sécurité de l'ONU en octobre 2004, le régime syrien a procédé au redéploiement partiel de ses soldats et a même affiché sa disposition à négocier sans conditions avec Israël sur la question du Golan, mais rien n'y fit.

Le Liban, non encore remis de la longue guerre civile qui l'a ravagé, a connu durant l'année 2004 plusieurs grèves générales contre la misère et le plan d'ajustement structurel, et subi des provocations orchestrées par des centres liés à l'impérialisme américain.

Dans ce cadre, une crise politique a été provoquée lorsque le Parlement libanais a reconduit l'actuel président, Emile Lahoud, considéré comme "proche de la Syrie", malgré les mises en garde de l'administration américaine. Rafic Hariri, alors Premier ministre, qui a mis en œuvre les privatisations au Liban, un pays accablé par une dette extérieure de 35 milliards de dollars (l'équivalent de 50 % de son PIB), avait démissionné et joint sa voix à celle de l'administration américaine et de l'Union européenne concernant le retrait des troupes syriennes.

Au Liban, l'Etat est construit sur la base d'un équilibre communautaire institutionnalisé : en permanence, le président est issu de la communauté chrétienne, maronite, le Premier ministre est sunnite et le président du Parlement est chiïte.

Après la Jordanie, où 80 % de la population sont d'origine palestinienne, c'est au Liban, puis en Syrie, que se concentre le plus grand nombre de réfugiés palestiniens porteurs de la revendication du droit au retour chez eux, d'autant qu'ils sont, au Liban, interdits d'exercer 70 métiers et professions, et vivent dans des conditions de totale précarité.

Dans un mouvement similaire à celui en cours au Togo, les télévisions arabes avaient diffusé en octobre 2004 des images "d'opposants" manifestant devant le Parlement pour "dénoncer la présence militaire syrienne".

Le sort du Liban était déjà scellé (...). »

LE "GRAND MOYEN-ORIENT" EN MARCHÉ...

"Le sort du Liban était scellé", écrivions-nous en 2005. En juillet-août 2006, un an plus tard, l'armée israélienne pénétrait au Sud-Liban, puis bombardait systématiquement le Liban, détruisant les infrastructures du pays. Le "Grand Moyen-Orient" était en marche. C'est Condoleezza Rice elle-même, qui, en pleine intervention militaire au Liban, déclarait :

"C'est le premier acte qui doit conduire à la mise en place du nouveau Moyen-Orient. Ce à quoi nous assistons, c'est d'une certaine manière aux douleurs de l'enfantement d'un nouveau Moyen-Orient."

Dans le même temps, la résistance des populations libanaises aboutissait à un retrait de l'armée israélienne, provoquant une crise majeure en Israël. En 2007, un an après cette guerre, c'est le gouvernement libanais "pro-occidental" qui fait donner son armée contre les camps de réfugiés palestiniens au Liban, sous le prétexte de "lutte contre le terrorisme".

Le Liban n'était qu'un maillon de la chaîne des guerres et des conflits que provoque l'impérialisme américain pour la survie du régime de la propriété privée des moyens de production. Le déchaînement de violence au Moyen-Orient est le produit de la décomposition qu'introduit pour toute la région la barbarie en Irak du fait de l'occupation militaire américaine. L'incapacité de l'impérialisme d'ouvrir une issue à sa propre crise autrement que par la destruction en masse des forces productives, le recours

à l'économie d'armement, le pillage, menace l'existence des nations, des Etats et des bases mêmes de la civilisation humaine.

Le Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale, en 2006, affirmait :

“(…) Pour l'impérialisme le plus puissant du monde, qui a sur ce point beaucoup hésité et tergiversé avant le 11 septembre, il y a désormais la conviction qu'il n'y a pas d'autre choix, pour pouvoir préserver ses intérêts d'impérialisme dominant sur tous les continents, dans tous les pays, et pour pouvoir préserver son droit imprescriptible au pillage et à la surexploitation, que de prendre en charge directement les conditions militaires, économiques et politiques de la préservation du système d'exploitation basé sur la propriété privée des moyens de production dans le monde entier.

Directement ne veut pas dire qu'il ne va pas chercher à faire jouer à tous les impérialismes secondaires et à tous les gouvernements un rôle subsidiaire. Cela veut dire qu'il ne s'arrêtera pas aux risques soupesés d'une intervention militaire supplémentaire ou pas (...).

Aujourd'hui, tous les efforts de l'impérialisme dominant et des gouvernements qui y sont reliés, notamment les gouvernements d'Europe, se concentrent sur une entreprise de désagrégation des nations, et ce qu'on a vu dans la dernière période se dérouler par étapes successives dans les Balkans, c'est ce qu'on voit s'opérer aujourd'hui sous nos yeux à travers l'offensive de désagrégation de la nation afghane (...).

Dans cette situation où la survie du régime de la propriété privée des moyens de production conduit l'humanité non seulement à l'impasse, mais à un désastre généralisé, il nous faut revenir sur les conditions mêmes de la lutte de classe (...).

Il ne peut pas y avoir de super-impérialisme.

En d'autres termes, aussi puissant que soit l'impérialisme dominant, l'impérialisme par lui-même ne peut pas résoudre sa propre crise, parce que les ressorts de cette crise renvoient au caractère historiquement condamné de la propriété privée des moyens de production, son impuissance à donner un nouvel essor au développement des forces productives, et, par conséquent, le fait que la survie du régime capitaliste dans ces conditions de décomposition met à l'ordre du jour de façon immédiate l'alternative “socialisme ou barbarie”. »

C'est dans ces conditions que l'on doit saisir ce qui s'est passé en 2007 en Cisjordanie et à Gaza. L'incapacité de l'Etat sioniste au compte des Etats-Unis, mais également celle de l'Autorité palestinienne, à détourner les masses palestiniennes du combat pour la reconquête de tous leurs droits a abouti à de véritables provocations, qui ont elles-mêmes amené à la situation de désarticulation du peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie.

L'Etat d'Israël participe non seulement de la crise de l'impérialisme américain, de l'impasse dans laquelle il se trouve, mais développe, dans ce cadre, sa propre crise. L'Etat d'Israël connaît une crise qui menace ses fondements : la constitution d'un gouvernement d'“union nationale” en est l'expression. L'Etat d'Israël, même avec l'aide des Etats-Unis, est incapable de régler la question palestinienne, de même que l'impérialisme américain est incapable de régler la question irakienne.

Les contradictions politiques aux Etats-Unis, la mobilisation des travailleurs et de la jeunesse ont conduit le gouvernement Bush dans une crise majeure. Au lendemain des élections américaines, qui ont vu la défaite du Parti républicain, de nouvelles et puissantes manifestations contre la guerre se sont déroulées aux Etats-Unis mêmes, avec — pour la première fois dans l'histoire — une prise de position en tant que telle de l'AFL-CIO contre la guerre. Mois après mois, l'impérialisme américain s'enfonçait davantage encore dans le bourbier irakien. Rejetés par la majorité de la population américaine, confrontés à la résistance du peuple irakien, à la condamnation des peuples du monde entier, les dirigeants américains se sont lancés dans une véritable fuite en avant. En décembre 2006, *La Vérité* analysait le plan Baker-Hamilton (l'un est républicain, l'autre démocrate), qui, loin de recommander le retrait des troupes américaines, s'interrogeait sur la manière d'établir un plan méthodique d'intervention impérialiste dans le monde entier, et notamment au Moyen-Orient. Après la publication de ce rapport devant servir de base “non partisane” (c'est-à-dire alliant républicains et démocrates), Bush annonçait une “réorientation” de sa politique : l'envoi de 30 000 soldats supplémentaires. Cette décision provoquera d'énormes contradictions dans la classe

dominante américaine, les démocrates fraîchement élus par un vote massivement anti-Bush s'opposant à ces mesures... par un vote non contraignant, n'empêchant donc pas Bush d'agir.

Bush cherche, depuis l'élection d'une majorité démocrate, à réaliser à son tour une "union nationale", et l'appui des démocrates, qu'il obtient. Il cherche également, à l'échelle internationale, à un partage du fardeau avec notamment ses "alliés" européens pour la défense de l'"ordre", sous son égide. C'est la "Pax Americana", à laquelle tout le monde doit se soumettre.

En ce qui concerne le Moyen-Orient, tout en soutenant Israël, les Etats-Unis l'utilisent dans le cadre d'un marchandage avec les Etats de la région, Syrie et Iran au premier chef, pour qu'ils s'intègrent à sa politique. Pour ce même objectif, ils menacent la Syrie et l'Iran d'intervenir.

C'est dans ces conditions que Bush, après avoir poussé à l'intervention israélienne au Liban il y a un an, avait mis un frein à cette intervention face au risque d'une déstabilisation accrue de la région, du fait de la résistance populaire libanaise. Mais dans une impasse, l'impérialisme américain et son vassal Israël n'avaient d'autre voie que d'aller de l'avant dans la dislocation.

Se saisissant de la victoire électorale du Hamas lors d'"élections" législatives que tous les observateurs internationaux avaient validées comme un "exemple" pour tout le Moyen-Orient, l'impérialisme préparait une nouvelle provocation. Le refus de reconnaître le droit du peuple palestinien à la terre, au retour et à la nation, conduit à une situation de décomposition pour toute la région. Les pressions exercées par l'administration Bush depuis la guerre du Liban sur le gouvernement israélien pour contenir sa politique dans certaines limites ont provoqué une crise majeure dans l'appareil d'Etat israélien en véritable décomposition, s'accompagnant d'une pression considérable sur les dirigeants de l'Autorité palestinienne.

Après la victoire électorale du Hamas, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, avait déclaré que la condition à la reconnaissance du gouvernement impliquait de se situer "clairement du côté de la feuille de route à deux Etats du président Bush".

Mais pas plus et pas moins que le précédent "gouvernement" de l'Autorité palestinienne, le nouveau gouvernement est dans l'incapacité de faire accepter par la masse des Palestiniens la renonciation à son unité et à son émancipation nationale.

Le vote lors des "élections" dans les territoires de Gaza et de Cisjordanie sous bouclage israélien traduisait le rejet par les masses palestiniennes de l'Autorité palestinienne incarnant "Oslo" et la corruption. L'impérialisme, lui, dénonçait un nouvel avatar de terrorisme et organisait la pression sur l'Autorité palestinienne pour encadrer le Hamas. La multiplication de provocations, d'affrontements entre milices durant l'année 2007 a conduit aux événements de Gaza. La prise de contrôle de Gaza par le Hamas a permis d'organiser le bouclage hermétique de cette bande de terre, où vivent dans le dénuement 1,5 million de Palestiniens. Non seulement Israël bloque Gaza, mais également l'Egypte et l'Autorité palestinienne, laquelle vient d'annoncer que les succès au bac à Gaza n'étaient pas reconnus et que, de ce fait, aucun jeune Gazaoui ne pouvait aller à l'Université.

Les autorités américaines, non sans cynisme, ont déclaré à propos de "l'autonomie" de Gaza : "Et pourquoi pas deux Etats palestiniens ?"

D'ores et déjà, Israël comme les Etats-Unis inondent par millions de dollars l'Autorité palestinienne en Cisjordanie. La préservation de "l'ordre" américain, de l'existence d'Israël, exige un pseudo-"Etat" palestinien y compris sur le minuscule territoire de Cisjordanie, excluant ainsi l'écrasante majorité du peuple palestinien.

C'est là la logique des accords d'Oslo, qui, en 1993, ont dénié le droit à la nation et à l'Etat au peuple palestinien. Et demain, pourquoi pas deux ou trois Etats dans les territoires de Cisjordanie ?

Pour Henri Siegman, ancien président du Congrès juif américain (*London Review of Book*, 16 août 2007),

« le processus de paix au Moyen-Orient pourrait bien être la tromperie la plus spectaculaire de toute l'histoire diplomatique moderne. Depuis l'échec du sommet de Camp David en 2000, et en fait bien avant lui, l'intérêt d'Israël dans le processus de paix (...) a été une fiction, qui a essentiellement servi à fournir une couverture pour sa confiscation systématique de

la terre palestinienne et pour une occupation dont le but, selon l'ancien chef de l'armée israélienne Moshé Yaalon, est de "marquer au fer rouge très profondément dans la conscience des Palestiniens qu'ils sont un peuple de vaincus" (...).

Après avoir indiqué que les territoires palestiniens sont voués à devenir des bantoustans enclavés, Siegman note que

"la situation à Gaza nous montre à quoi ces bantoustans ressembleront si leurs résidents ne se comportent pas comme Israël veut".

Voilà dépeints le contour et la forme que prendra l'Etat palestinien prôné par George W. Bush : une série de bantoustans palestiniens entièrement soumis au pouvoir militaire de l'Etat hébreu. L'opposition, qui semble irrévocable, entre les deux parties dirigeantes de l'Autorité palestinienne n'est-elle pas le produit de ce cadre, renforcé par une multitude de "plans de paix" dont les résultats n'ont jamais rien fait d'autre que de réaffirmer le droit de l'Etat hébreu d'opprimer le peuple palestinien ?

LA IV^e INTERNATIONALE COMBAT DEPUIS 60 ANS CONTRE LA PARTITION DE LA PALESTINE

Depuis 1946, puis en 1947-1948, la IV^e Internationale n'a cessé de lutter contre la partition de la Palestine, pour une Palestine libre, laïque et démocratique.

En janvier 1948, le groupe trotskyste en Palestine écrivait :

« La tâche des révolutionnaires juifs en Israël est de préparer cette rupture. Leur ligne politique doit rester inébranlablement celle de la lutte contre le partage de la Palestine, pour la réintégration du territoire d'Israël dans une Palestine unie, dans le cadre d'une Fédération des Etats arabes du Moyen-Orient, qui garantira à la minorité juive tous les droits d'autonomie culturelle nationale.

Les potentats féodaux arabes Farouk et Abdullah, loin de lutter contre le partage de la Palestine, cherchent surtout à partager ce malheureux pays entre leurs propres royaumes (...).

Quelques semaines de guerre ont suffi à dévoiler l'organisation lamentable de leurs forces militaires. Ce n'est pas sous leur direction que les masses arabes pour-

ront réunifier la Palestine. Encore moins la lutte contre l'impérialisme se développera-t-elle sous leur égide, alors que, même dans l'affaire de la Palestine, les souverains arabes sont prêts à se laisser imposer finalement le compromis élaboré actuellement par les grandes puissances.

Il en va tout autrement de l'opposition que les masses arabes manifestent de toute part contre l'Etat d'Israël et l'intervention de l'impérialisme dans cette partie du monde. Cette opposition est une force incontestablement progressive, qui, demain, ira renforcer le courant général de la révolution arabe au Moyen-Orient (...).

Préparer dès aujourd'hui cette convergence est la tâche des révolutionnaires du Moyen-Orient, qui, tout en luttant contre tout courant chauvin et antisémite, concentreront leur propagande sur les mots d'ordre suivants :

— A bas le partage de la Palestine ! Pour une Palestine arabe unie et indépendante, avec pleins droits de minorité nationale à la communauté juive.

— A bas l'intervention impérialiste en Palestine ! Hors du pays toutes les troupes étrangères, les "médiateurs" et "observateurs" de l'ONU ! Pour le droit des masses arabes à disposer d'elles-mêmes.

— Pour l'élection d'une Assemblée constituante au suffrage universel et secret ! Pour la révolution agraire !

— A bas la Ligue arabe, instrument de l'impérialisme ! A bas les rois corrompus et les féodaux exploités ! Vive la révolution socialiste arabe dans le Moyen-Orient ! »

Ces militants juifs en Palestine membres de la IV^e Internationale se situent, dans la pire des tourmentes, et ce, au lendemain du génocide des Juifs par Hitler, sur le terrain de l'internationalisme prolétarien. Ils ne considèrent pas que la partition de la Palestine et la création d'Israël vont aider au règlement de la question juive. Au contraire, en 1948, ils écrivent :

« Le nouvel "Etat" d'Israël, loin de résoudre la question juive, va lui donner une acuité encore plus tragique en accentuant les tendances antisémites. »

Car la création de l'Etat d'Israël ne visait, pour l'impérialisme américain et avec le soutien de la bureaucratie stalinienne, qu'à parachever l'expulsion de l'impérialisme britannique de la région et à en prendre le contrôle. La question juive ou son règlement n'est pas son problème. Le

sionisme, en utilisant l'horreur de la Seconde Guerre mondiale, a canalisé des millions de Juifs dans un ghetto dépendant de l'impérialisme, et qui subit lui aussi les conséquences de la décomposition impérialiste qui frappe tous les peuples.

Il ne s'agit pas d'une simple "agence" de l'impérialisme comme peuvent l'être les classes dominantes d'Arabie Saoudite, d'Égypte ou de Jordanie, mais un prolongement de l'impérialisme mondial. Il n'y a pas un "Etat juif", mais un Etat sioniste (Israël), qui, loin de régler la question nationale juive, ne fait que l'aggraver. C'est un "Etat" fondé sur un particularisme ethnique et religieux, un Etat théocratique, qui prétend que les Juifs ne sont d'aucun pays, ont tous les mêmes intérêts fondés sur une religion commune. Il ne s'agit là, en négatif, que de la position d'antisémites déclarant qu'un Juif n'est pas Français, Anglais ou Italien, car il est Juif.

Dans une réédition de Marx *Sur la question juive*, Daniel Bensaïd, "philosophe", mais aussi dirigeant du Secrétariat unifié, écrit dans une "présentation" (on trouvera une critique détaillée de cette "présentation" dans *La Vérité*, n° 51 [septembre 2006] et 52 [octobre 2006]) qu'il existait "une nation juive externalisée", il faut comprendre sans terre, qui devient une "nation israélienne" produit de "la fondation de l'Etat d'Israël et d'une nation territorialisée", c'est-à-dire sur la base de l'expulsion des Palestiniens de ce territoire !

Un camarade de Bensaïd, Nathan Weinstock, dans un ouvrage sur lequel Bensaïd s'appuie, *Le Sionisme contre Israël* (le titre est éloquent...), écrit :

"La constitution d'une nationalité nouvelle au Proche-Orient issue du processus spécifique de la colonisation sioniste séparatiste et du melting-pot palestinien : la nation israélienne en gestation."

Pour ces éminents membres du Secrétariat unifié, bien que "réactionnaire", le sionisme a permis d'avancer dans le règlement de la question juive en ouvrant la possibilité que naisse une "nation israélienne". C'est là une position totalement contradictoire avec celle prise par la IV^e Internationale en 1947 et depuis, car elle considère l'Etat d'Israël comme un cadre national pour les Juifs.

Elle avalise de facto la "loi fondamentale" d'Israël : la loi du retour reconnaît la nationalité israélienne à tout Juif et dresse des obstacles majeurs à tout non-Juif. Elle établit également un régime discriminatoire entre Juifs et Arabes citoyens israéliens. Et enfin, la loi *Queren Ha qayennet* (créant le Fonds national juif) légalise rétrospectivement les expropriations des terres palestiniennes et interdit de les vendre à des Palestiniens.

Les statuts du Fonds national juif spécifient qu'en cas de vente par le fonds de terre à des Juifs (et exclusivement), la terre doit être livrée "*vide de ses occupants*". L'Etat sioniste ne vise pas, comme un Etat colonial, à asservir les Palestiniens, mais à les expulser. Il vise à leur disparition.

Voilà la réalité de l'Etat sioniste, à l'inverse d'une prétendue nation.

Il y a en Palestine, en revanche, une population juive comme produit de l'histoire récente d'après 1945. Cette population n'est pas libre. Elle est enfermée dans le rapport d'oppression inné à l'existence de l'Etat sioniste fondé sur le racisme contre le peuple palestinien. Elle ne peut se libérer de cette situation qu'en rompant avec le statut d'opresseur que lui impose le sionisme.

Et cela ne peut se faire que sur la voie de la démocratie : par la reconnaissance de droits égaux entre Palestiniens et Juifs, qui s'opposent ligne à ligne à la loi fondamentale de l'Etat sioniste.

La solution démocratique implique la rupture avec le sionisme et la soumission aux Etats-Unis pour établir l'égalité en droits dans une Palestine libre, laïque et démocratique.

Et cette orientation est contradictoire avec le projet des "deux Etats".

Au moment même de l'écrasement dans le sang de la deuxième Intifada, en 2003-2004, les responsables du Secrétariat unifié écrivaient :

« Bush vient de dire : un Etat palestinien, oui, mais d'ici 2009. Alors que la dernière "feuille de route" foulée aux pieds par Israël l'envisageait pour 2005 » (déclaration de la LCR du 15 novembre 2004 : "*Un Etat palestinien maintenant !*").

"Ils n'envisagent aucun calendrier pour l'application de leurs mesures lenifiantes" (*Rouge*, n° 2087, 18 novembre 2004).

Ils se réclament de la “feuille de route” de Bush, lui reprochant seulement ses délais ! Et ils ajoutent, devant les développements sanglants à l’époque :

“Seule la coexistence démocratique de deux Etats, libres et indépendants, laïques, pourra déboucher sur la paix durable et avec un développement économique et social régional maîtrisé par les populations” (déclaration de la LCR, 15 novembre 2004).

Ainsi, l’Etat d’Israël pourrait être un Etat libre et laïque ? Et un “Etat” palestinien pourrait voir le jour en “Etat libre et indépendant” sur 12 % du territoire de la Palestine et en écartant les deux tiers du peuple palestinien ?

Fin septembre 2006, après la guerre au Liban, Rouge ose encore écrire :

“Ce n’est pas d’une politique de la canonnière dont le Liban et la région ont besoin, mais de justice et de respect du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes, conditions pour que puisse s’instaurer une paix durable. Au Liban, l’Etat d’Israël doit, par conséquent, évacuer les terres qu’il occupe, libérer les prisonniers entre ses mains, respecter la frontière et l’espace aérien du pays, verser des indemnités correspondant aux destructions causées. En Palestine, il doit, de la même façon, se retirer de la totalité des territoires occupés en 1967, libérer les prisonniers, reconnaître le droit des réfugiés au retour, afin qu’un Etat palestinien souverain puisse se constituer avec Jérusalem-Est pour capitale. Et si une conférence internationale devait se tenir, comme l’évoque Chirac, ce devrait être pour faire appliquer toutes les résolutions des Nations unies concernant les occupations de Palestine, du Liban, de Syrie. Si une force de protection des populations s’avérait nécessaire, elle ne pourrait être composée de troupes provenant de pays ayant une responsabilité dans le désastre présent.”

Rouge se prononce donc une nouvelle fois pour la création aux côtés d’Israël d’un “Etat” palestinien et pour l’envoi d’une armée composée de soldats de pays non impliqués dans le conflit pour appliquer “toutes les résolutions de l’ONU”, dont la première est la partition de la Palestine de 1947, qui est à la base des “accords d’Oslo” sur les “deux Etats”.

Or précisément, pour établir la paix et la sécurité dans la région, la première des tâches est de revenir sur la partition de la

Palestine, donc à la fois sur la “purification ethnique” continuelle du peuple palestinien et sur le fait que l’Etat sioniste a besoin d’un état de guerre permanent, maintenant ainsi sa population sous une pression permanente et conduisant à sa décomposition.

Il n’y aura pas d’“Etat palestinien” en excluant deux tiers de ce peuple condamnés à n’être que des réfugiés. Le droit au retour des millions de réfugiés palestiniens sur leurs terres et dans leurs villages est un droit imprescriptible. Mais ce droit au retour est incompatible avec un ou deux Etat à Gaza et en Cisjordanie. Il est incompatible avec l’existence d’un “Etat” théocratique qui maintient 1,5 million de ses “citoyens” comme citoyens de seconde zone parce qu’ils sont Arabes. Il est incompatible avec le sionisme basé sur la terreur et la prétention au droit exclusif des seuls Juifs à vivre en Palestine.

Le droit au retour des millions de réfugiés palestiniens exige que soit mis fin aux découpages territoriaux, au territoire de Cisjordanie, à la bande de Gaza, à l’Etat d’Israël pour que se constitue une Palestine unifiée, libre, laïque et démocratique, où seraient reconnus les droits égaux des populations juives et arabes. Une telle situation ouvrira une ère nouvelle au Moyen-Orient, mais aussi à l’échelle mondiale.

Mais, rappelons-le, une telle perspective implique de remettre en cause la partition organisée par l’ONU en 1947-1948. C’est là la voie de l’émancipation et de la libération pour les masses palestiniennes, mais aussi pour les populations juives vivant en Palestine.

C’est là une constante dans les positions de la IV^e Internationale depuis 1947.

Soixante ans d’histoire le démontrent : aux guerres succèdent les massacres, la répression, les conflits, avec leur cortège de barbarie.

La IV^e Internationale combat pour la défense des nations menacées par l’impérialisme comme cadre pour les peuples de décider souverainement de leur avenir.

Défendre le droit à la souveraineté des peuples et des nations, c’est assurer avec intransigeance le combat internationaliste permettant, à une autre étape, d’aller vers une Union des républiques libre et indépendante au Moyen-Orient, vers une Union des

républiques à l'échelle mondiale. La voie de la paix, de la fraternité et de la coopération entre les peuples est contradictoire avec la politique mondiale de l'impérialisme.

Cette discussion, dans le cadre de la conférence internationale sur soixante ans

de partition de la Palestine, est un élément capital du combat pour la paix, la démocratie, le droit des peuples, et pour l'avenir de la civilisation humaine.

**François Lazar
et Lucien Gauthier**



La Palestine en 1947.

70^e anniversaire des journées de mai 1937

L'insurrection de mai 1937 à Barcelone, décisive pour le sort de la révolution et de la guerre

Par L. Gonzalez, B. Ortega et J. A. Pozo

INTRODUCTION

Du 3 au 7 mai 1937, a lieu, à Barcelone et dans d'autres villes catalanes, une insurrection ouvrière qui échoue. Une semaine après ces "événements de mai", Léon Trotsky analysait précisément leur signification : la classe ouvrière veut mener à son terme la révolution commencée en juillet 1936 en prenant le pouvoir pour battre le fascisme, mais les dirigeants des organisations ouvrières, y compris le POUM (1), ne veulent pas et conduisent le soulèvement dans l'impasse.

En effet, en 1936, la mobilisation révolutionnaire des travailleurs s'étend à travers toute l'Europe : grève générale en Belgique, grève générale en France (2)... Dans l'Etat espagnol, où s'était ouvert en 1931 un processus révolutionnaire, avec la proclamation de la République, lorsque Franco et d'autres généraux se soulèvent le 19 juillet 1936, ce sont les ouvriers organisés dans l'UGT et la CNT (3) qui, sur les deux tiers du territoire et dans les principales villes, leur barrent la route en

prenant les armes et en organisant la guerre contre les putschistes.

L'Etat républicain éclate en morceaux. Le pouvoir réel est entre les mains des ouvriers armés. Il est exercé par des comités ouvriers, qui, sous des noms divers, organisent la guerre, la production et la distribution dans toute l'Espagne, entamant ainsi une profonde révolution sociale. Les grands propriétaires terriens sont expropriés et leurs terres collectivisées. Les industries sont saisies. Les services publics sont administrés par des comités UGT-CNT.

La tête de cette insurrection ouvrière est en Catalogne, la principale concentra-

(1) Partido Obrero de Unificación Marxista, où était rentrée la Gauche communiste d'Espagne, qui auparavant représentait dans l'Etat espagnol les positions de la IV^e Internationale.

(2) Voir *La Vérité*, n° 49-50, mai 2006. Numéro spécial consacré aux événements révolutionnaires de 1936 dans le monde entier. Et, dans ce numéro, une étude détaillée sur "*L'Espagne : guerre, révolution et Front populaire*".

(3) La Confédération nationale du travail, anarcho-syndicaliste, et l'UGT étaient les deux grandes centrales ouvrières.

tion ouvrière. Là, le pouvoir révolutionnaire prend toute sa dimension avec la formation du comité central des milices antifascistes.

Mais les institutions de la République bourgeoise subsistent, le président Azaña, le gouvernement de Madrid et la Généralité de Catalogne, bien qu'elles n'aient presque aucun pouvoir réel. Elles n'existent que parce que les dirigeants ouvriers ont décidé de ne pas les remplacer. Et c'est à partir d'elles que "*l'ombre de la bourgeoisie*" essaiera de paralyser, de disloquer et d'asphyxier le mouvement socialiste des masses sur le territoire républicain. La situation de double pouvoir dans l'Espagne républicaine devait se résoudre dans un sens ou dans l'autre. Les organisations ouvrières se divisent entre celles qui veulent mener jusqu'au bout l'œuvre révolutionnaire et celles qui veulent collaborer avec la bourgeoisie républicaine et rechercher l'appui des prétendues "puissances démocratiques", la France et l'Angleterre, qui resteront sourdes à leurs appels. Le 4 septembre 1936, le dirigeant de l'aile gauche du PSOE, Francisco Largo Caballero, une figure respectée parmi les ouvriers, est nommé président du gouvernement. Ce gouvernement, qui comprend des ministres républicains bourgeois et des représentants du PSOE, du PCE, de l'UGT et de la CNT, propose de reporter les tâches révolutionnaires jusqu'à la victoire militaire. En attendant, il se consacre à la reconstruction de l'Etat bourgeois et à la destruction du pouvoir des milices et des comités ouvriers.

En Catalogne, la dissolution du comité central des milices amène la constitution, sous la présidence de Lluís Companys (de l'ERC), d'un gouvernement qui comprend les mêmes forces que le gouvernement central, plus le POUM, et qui suit la même ligne que lui.

Mais, malgré l'action des gouvernements de Caballero et de Companys, les conquêtes révolutionnaires de juillet 1936 restaient debout. Une opposition révolutionnaire, qui s'organise peu à peu, lutte pour les défendre.

La lutte entre révolution et contre-révolution culmine avec les journées de mai 1937. Les termes de l'alternative posée étaient les suivants :

— soit l'insurrection de Barcelone ouvrait la possibilité d'une victoire de la révolution ouvrière — continuation de la révolution russe d'octobre 1917 — sur le fascisme, entraînant un soulèvement des classes ouvrières d'Europe ;

— soit, en coupant la voie à la révolution, la trahison des dirigeants aurait des conséquences terribles pour la classe ouvrière de l'Etat espagnol et pour toute l'Europe.

Nous ne prétendons pas ici faire le récit détaillé des événements de mai (4). En revanche, les conditions dans lesquelles se déroule ce 70^e anniversaire de l'insurrection de Barcelone exigent que nous essayions d'avancer dans la clarification de certains de ses aspects.

Nous assistons ces dernières années à un effort redoublé visant à brouiller le sens de la révolution et de la guerre des années 1930. D'un côté, l'on cherche à ressusciter les mythes franquistes, effort généreusement financé par des intérêts qui cherchent à plonger aujourd'hui les peuples de l'Etat espagnol dans l'affrontement. De l'autre, l'on assiste à une campagne tenace visant à réhabiliter le gouvernement Negrín, qui s'est constitué précisément sur la base de l'asphyxie de l'insurrection de Barcelone. Divers historiens et commentateurs prétendent que l'Espagne républicaine n'avait pas d'autre solution que de se subordonner aux impérialismes "démocratiques" de la France et de l'Angleterre, et de s'appuyer sur Staline, subordonné à son tour à la France. Cette position ignore, ou, mieux, ôte toute légitimité à l'élan révolutionnaire de millions d'ouvriers et de paysans, qui, depuis la proclamation de la République en 1931, se fraie un chemin dans l'insurrection des Asturies d'octobre 1934, l'insurrection du 19 juillet 1936 et culmine dans les journées de mai. La façon la plus cynique de discréditer la révolution ouvrière espagnole est de dire qu'elle ne pouvait pas triompher, et que, par conséquent, les dirigeants de la CNT et du POUM ont bien fait de mener dans l'impasse le soulèvement de la classe ouvrière en mai 1937.

(4) Pour un plus ample exposé, voir dans le numéro spécial de *La Vérité*, publié en 1997, "*Faits, signification et leçons de l'insurrection ouvrière de mai 1937 à Barcelone*".

Ce genre de falsification historique — dont se revendiquent les staliniens, Carrillo en tête (5) — s'intègre dans les efforts qui, depuis 1991, visent à nier que la révolution russe d'octobre 1917 ait ouvert la route de l'avenir à l'humanité.

Revendiquer la vérité historique, la formidable poussée révolutionnaire de la classe ouvrière dans l'Espagne de 1936-1937, c'est aussi affirmer que l'avenir de l'humanité est incarné par la révolution russe.

1. Les antécédents et les événements de mai 1937

LE CONFLIT SUR LA QUESTION DE L'ORDRE PUBLIC

A la fin de 1936 et au début de 1937, le processus de substitution de l'ordre révolutionnaire que les ouvriers avaient imposé lors des journées de juillet, après la victoire sur les militaires insurgés, commençait à se faire sentir dans toute l'Espagne. La réaction "démocratique" contre la révolution ouvrière commença à se manifester, particulièrement après la dissolution, en Catalogne, du comité central des milices antifascistes de Catalogne, et ensuite avec la constitution d'un gouvernement d'unité antifasciste avec la participation de la CNT et du POUM. Et spécialement aussi à partir de la formation du second gouvernement de Largo Caballero (6) début novembre, qui précéda également à la dissolution d'autres gouvernements ou pouvoirs révolutionnaires, toujours selon le même processus : l'intégration des dirigeants de ces organismes révolutionnaires aux structures du "nouvel" Etat républicain. Il est certain que, pour les partisans de l'ordre républicain et de l'enterrement de la révolution sociale, la formation de ces gouvernements constitua un événement politique majeur, dont ils tirèrent une conclusion : une fois que les dirigeants de la CNT et ceux du POUM eurent franchi le pas de la collaboration gouvernementale à Barcelone et à Madrid, il fallait neutraliser tous les secteurs qui, dans les diverses organisations, au nom des conquêtes de juillet, se refusaient à accepter le nouvel état de choses. Il fallait liquider effectivement, pied à pied, chaque conquête.

La tâche n'allait pas être facile malgré les campagnes qui, avec de grands moyens, se développèrent à partir de l'automne 1936 et pendant les mois suivants contre, par exemple, les prétendus "incontrôlés" — c'est-à-dire contre tous ceux qui, d'une façon générale, n'acceptaient pas la discipline "antifasciste" que voulaient imposer les dirigeants — ou en faveur de "l'Armée populaire" (7) — en réalité, contre les milices et en faveur d'une armée "républicaine" dépourvue de tout contenu révolutionnaire —, ou la campagne qui, en Catalogne, sur le mot d'ordre "*des armes pour le front*", avait comme objectif essentiel de désarmer l'arrière pour imposer ainsi plus facilement les décisions du gouvernement. C'est précisément en Catalogne qu'allait se manifester, peut-être mieux qu'ailleurs, le choc entre la révolution et la contre-révolution intérieure.

Même si cet affrontement se produisit dans tous les domaines — municipal, industriel, militaire, judiciaire, alimen-

(5) Les staliniens : l'appareil international de la bureaucratie stalinienne de Moscou, dont faisait partie le PCE, et, en Catalogne, le PSUC. Santiago Carrillo, secrétaire général des Jeunesses socialistes unifiées en 1936, les livra au PCE. Comme secrétaire général du PCE, il accepta en 1977 la monarchie et signa le pacte de la Moncloa.

(6) Gouvernement central dirigé par le principal dirigeant de l'UGT et de la gauche du PSOE, Francisco Largo Caballero, et auquel participe aussi la CNT aux côtés du PSOE, du PCE et des républicains bourgeois.

(7) Après le soulèvement de Franco et des autres généraux factieux, la République décida de dissoudre l'armée. Les milices ouvrières furent la force armée fondamentale. Par la suite, fut promulgué un décret sur la formation d'une nouvelle armée populaire.

taire... —, la question sur laquelle une bataille allait s'engager sans merci, dès le début 1937, fut de savoir qui contrôlait l'ordre public à Barcelone et dans les autres provinces catalanes : était-ce les Patrouilles de contrôle ou autres organismes qui existaient dans la plupart des agglomérations, ou bien les corps de police officiels, à savoir la Garde nationale républicaine — ex-Garde civile —, les carabinières, le corps des gardes de sécurité et d'assaut, et celui d'enquête et de surveillance — la police en civil —, qui existaient toujours et que le gouvernement voulait utiliser contre les premiers, et comme instruments pour rétablir "l'ordre" ? Tel était le sens de la campagne gouvernementale "*Des armes pour le front*", qui, de manière indirecte, cherchait à associer l'existence de ces patrouilles au manque d'armement et aux difficultés de réapprovisionnement en armes sur les fronts — et ainsi créer un état d'opinion hostile à leur existence —, alors qu'en réalité le problème n'était pas là. En effet, il est démontré que ce qui manquait sur le front, c'était autant les fusils que les balles. En septembre 1936, un rapport du commandant Guarner — un militaire qui conseillait la Généralité et qui collabora avec le comité central des milices — affirmait que la prise de Huesca dépendait d'un million de balles. C'est certain, mais aussi et surtout elle dépendait de meilleurs fusils, qui manquaient cruellement. Mais, en général, les armes que l'on pouvait trouver à l'arrière étaient d'une utilité douteuse au front, bien que, et c'était probablement ce qui posait problème au gouvernement, elles fussent pour l'instant très efficaces pour préserver les conquêtes révolutionnaires dans les villes et les villages (8).

La campagne générale adopta d'autres formes et d'autres thèmes ("*Plus de pain et moins de comités*"), mais le processus de restauration de l'Etat bourgeois républicain ne parvenait pas encore à vaincre la résistance des masses, qui se méfiaient de l'idée que leur proposait la majorité des dirigeants selon laquelle, pour gagner la guerre, il fallait mettre entre parenthèses la révolution. En fait, cette résistance avait déjà mis en difficulté le gouvernement Tarradellas formé en septembre (9), à l'occasion du vote des premiers décrets

qui faisaient référence à la dissolution des comités et à la réorganisation municipale, et qui furent vivement contestés. Cependant, s'appuyant sur la collaboration des dirigeants de la CNT, la pression se faisait de plus en plus forte et audacieuse. En décembre 1936, se produisirent deux faits d'une grande portée. Le premier, l'expulsion du POUM du gouvernement de la Généralité, à la demande du PSUC (10) ; et, en deuxième lieu, la nomination le 22 décembre d'un militant du PSUC, Rodríguez Salas, comme nouveau commissaire à l'Ordre public en Catalogne. Cela avait une énorme signification : pour la première fois depuis juillet, quelqu'un qui n'était pas de l'ERC ou ayant toute sa confiance était désigné pour occuper la plus haute instance — après le conseiller de la Généralité — en matière d'ordre public.

Lors de sa prise de fonction, Rodríguez Salas déclara qu'il était "*absolument décidé à en finir avec tous les incontrôlés*" (11). C'était le signe que toutes les forces intéressées à la restauration de la légalité républicaine contre l'ordre révolutionnaire étaient décidées à passer à l'action lorsque les circonstances seraient favorables. De fait, à mesure que le gouvernement autonome catalan mettait en marche tout l'arsenal législatif destiné à reprendre le contrôle de tout le territoire sous sa juridiction, en éliminant les divers pouvoirs révolutionnaires et en "canalisant" — ou plutôt en comprimant — la

(8) Au meeting de la Monumental, organisé pour faire connaître le Comité de liaison CNT-FAI-PSUC-UGT, le secrétaire général du PSUC, Comorera, s'indignait contre les vingt mille fusils qui se trouvaient à l'arrière en Catalogne et les trois millions de cartouches qui manquaient au front, tandis que, parallèlement, le parti qu'il dirigeait poussait ses militants à se doter d'armes courtes. Le discours officiel reprit inlassablement ce thème, tandis que la direction de la CNT hésitait entre participer à celui-ci — en fait, comme geste de bonne volonté, les dirigeants de la CNT de Catalogne remirent quelque quatre cent fusils — ou rester à l'écart, étant donné que le gouvernement faisait revenir du front tous les membres des corps policiers qui, dans les premiers jours, avaient rejoint les colonnes de miliciens.

(9) Tarradellas, de l'ERC, dirigeait, sous la présidence de Companys, le gouvernement autonome catalan "d'unité antifasciste".

(10) Le Partido Socialista Unificado de Cataluña, constitué en juillet 1936, était le parti stalinien de Catalogne, lié au PCE.

(11) *La Humanitat* (26 décembre 1936).

révolution dans le sens de la soumission, les problèmes et les affrontements politiques se multiplièrent à l'arrière en Catalogne.

L'étape suivante fut le vote, début janvier 1937, du "Plan Tarradellas", consistant en une série de dispositions qui, sous prétexte de mettre de l'ordre dans la situation financière des municipalités, visait en réalité à augmenter la pression sur tous les conseils municipaux qui cherchaient à défendre les conquêtes révolutionnaires, en les asphyxiant financièrement jusqu'à ce qu'ils se soumettent. Les secteurs souhaitant un retour à la situation antérieure au 19 juillet ou qui se plaignaient des collectivisations redressèrent la tête, encouragés directement ou indirectement par le PSUC et l'ERC, et par le discours du gouvernement. C'est dans ce contexte qu'il convient de situer les "soulèvements" survenus dans les localités de La Garriga (1^{er} janvier 1937) et La Fatarella (25 janvier), ainsi que les affrontements fréquents qui, à partir de ce moment-là, se succéderont entre les Gardes d'assaut (12) et la GNR et les Patrouilles de contrôle.

Ainsi, pendant les premiers mois de 1937, tous les éléments annonçant une confrontation de grande envergure étaient en train de s'accumuler. L'initiative de la pression sur le gouvernement pour qu'il adopte une position plus ferme contre les "incontrôlés" revint au PSUC. Déjà, lors de la réunion organisée le 25 décembre par le gouvernement de la Généralité constitué peu après l'expulsion du POUM, les conseillers du PSUC se montrèrent clairement partisans de l'emploi de la force s'il le fallait. Son secrétaire général, Comorera, déclara que l'organisation qu'il représentait donnerait son soutien plein et entier au conseiller à la Sécurité intérieure pour qu'il agisse avec la plus grande énergie. Encouragés par le parapluie qu'offrait le stalinisme, les membres d'ERC se lancèrent aussi à l'attaque pour essayer de démanteler le pouvoir armé des cénétistes et le contrôle qu'ils exerçaient sur l'ordre public.

Le conseiller à la Sécurité, Artemi Aiguadé (de l'ERC), présenta en février un plan pour réorganiser les services de police. Ce plan comportait trois aspects, qui signifiaient un renversement complet de la situation : en premier lieu, la propo-

sition de dissolution de tous les corps policiers — à condition que soient aussi dissoutes les Patrouilles de contrôle — pour ensuite en créer un nouveau ; en deuxième lieu, la dissolution également des conseils d'ouvriers et de soldats qui opéraient dans les divers corps policiers et qui constituaient une garantie par le contrôle qu'ils exerçaient ; et en troisième lieu, que soient retirées aux municipalités qui les conservaient les fonctions se rattachant à la Sécurité et la Défense. Il était de plus proposé un décret rétablissant la censure.

Les mesures proposées étaient d'une grande portée. Les représentants de la CNT au gouvernement leur opposent au début une timide résistance, mais finissent par céder face à la menace de démission du président catalan, Companys. Le POUM qualifie le projet présenté par le conseiller Aiguadé de "*franchement contre-révolutionnaire*" et dénonce la manœuvre contre la révolution. Un éditorial de leur journal, *La Batalla*, disait :

"On veut créer, ou plutôt réorganiser, des corps ou des institutions qui devraient avoir disparu comme tels. On cherche à ce que ce soit ces institutions qui effectuent la surveillance et le contrôle de l'arrière. Sur ce point d'une importance fondamentale, la classe ouvrière ne peut faire la moindre concession (...). Les Patrouilles de contrôle, quels que soient leurs défauts, sont actuellement le seul corps d'ordre public qui peut nous offrir des garanties révolutionnaires. C'est une conquête de la révolution — une conquête fondamentale — qu'il est nécessaire de défendre" (13).

Dans le journal anarchiste *La Noche*, Jaime Balius — l'un des futurs initiateurs du Groupe des Amis de Durruti — prenait aussi la défense des Patrouilles de contrôle et affirmait que l'on se trouvait face à "*une puissante vague contre-révolutionnaire*" (14).

(12) La police de l'époque.

(13) *La Batalla*, 19 février 1937 et 24 février 1937. Les dirigeants du POUM, après leur expulsion du gouvernement catalan, radicalisent leur position. Leur organisation de jeunesse, la Juventud Iberica, va plus loin et se prononce pour la dissolution du Parlement et pour une Assemblée constituante élue sur la base des comités d'usine, des assemblées de paysans et de combattants.

(14) *La Noche*, 26 février 1937, 2 mars 1937 et 6 mars 1937.

La CNT, de son côté, prisonnière de sa participation au gouvernement à l'origine de ce projet, ne parvenait pas à réagir. Ceux qui défendaient la proposition du conseiller de l'ERC en profitaient : l'enterrement à Barcelone d'un membre des corps de police mort dans des circonstances obscures débouche sur une manifestation qui demande la démission de l'anarchiste Dionisio Eroles — coordinateur des Patrouilles de contrôle qui occupait le poste de chef des services du commissariat général à l'Ordre public —, qu'ils considèrent comme un "intrus" dans l'appareil policier. Par la suite, une délégation d'agents exige de Companys que les ordres émanent exclusivement de leurs chefs et du gouvernement lui-même et réclament la dissolution des Patrouilles de contrôle.

Le 1^{er} mars, le jour même de la manifestation organisée dans la capitale catalane en faveur de la constitution d'une armée régulière, le gouvernement adopte tous les décrets concernant l'ordre public. Mais, de nouveau, il se trouva confronté à la résistance des militants cénétistes, qui obligea leurs représentants au gouvernement à remettre en question certaines des dispositions qu'ils avaient eux-mêmes acceptées. Le porte-parole du mouvement libertaire du Bas Llobregat demandait la démission de Aiguadé "*parce que c'est un contre-révolutionnaire, un fasciste patenté*" (15). Le 26 mars, le gouvernement se déclarait en crise, crise qui apparemment se résolvait un mois plus tard, le 26 avril, après que toutes les organisations eurent accepté les modifications que la CNT avait introduites dans les décrets en question. Comme nous le verrons, ce gouvernement dura à peine trois jours.

Bien qu'ici nous ayons concentré notre propos sur les événements de Catalogne, rappelons que le même processus se développait dans tout l'Etat espagnol sous le gouvernement Caballero. La répression s'aggravait et les provocations se multipliaient à Madrid, Valence et Bilbao, avec des assassinats impunis de militants de la CNT par les stalinien, l'interdiction de journaux du POUM et anarchistes, et l'arrestation de centaines de militants. Et dans ce processus, rendu possible par l'implication des dirigeants de l'UGT et de la CNT, des secteurs décidés à aller

plus loin dans la contre-révolution se renforçaient, et il se constituait une alliance entre les "républicains" bourgeois, les stalinien et la droite du Parti socialiste, alliance qui finira, après les événements de mai, par chasser du gouvernement Caballero et les dirigeants de la CNT.

En Catalogne, le PSUC, suivi par l'ERC, était déjà décidé à réaliser une démonstration de force. En profitant de l'attentat contre son dirigeant Roldán Cortada le 25 avril, le PSUC présentait au conseil de gouvernement de la Généralité un document où il détaillait les raisons pour lesquelles il fallait dissoudre les Patrouilles de contrôle. Le 27, le maire cénétiste de Puigcerdá, Antonio Martín, est assassiné, après que le gouvernement eut envoyé des forces de police pour prendre le contrôle de la frontière, à la place des milices qui la contrôlaient depuis juillet.

Le 29 avril, le gouvernement catalan, assiégé, interrompt ses travaux et s'en remet entièrement au président. Companys et son conseiller à l'Intérieur, Aiguadé, proche du PSUC, prennent des mesures d'exception et en particulier dissolvent les tribunaux populaires, interdisent les manifestations du 1^{er} Mai et décident que ce jour ne sera pas chômé.

Le 2 mai, les centraux téléphoniques de Tarragona, Vic et Tortosa, ainsi que divers locaux de la CNT sont attaqués par des agents de police. Ce même jour, se tient une réunion entre le comité régional de la CNT et le comité exécutif du POUM.

LES JOURNÉES DÉCISIVES DE MAI

Le 3 mai, trois camions remplis de Gardes d'assaut, commandés par Rodríguez Salas, essaient d'occuper l'édifice de la Telefonica à Barcelone, contrôlé par la CNT et l'UGT, mais ne parviennent à occuper que le rez-de-chaussée. La direction du PSUC préparait l'assaut depuis plusieurs jours (16). Salas est porteur d'un

(15) *Ideas*, 11 mars 1937.

(16) Déclarations de Pere Riba, collaborateur de Comorera. D'autre part, une lettre d'un stalinien, sur

ordre du conseiller à la Sécurité intérieure, Aiguadé, de l'ERC. Bientôt, arrivent des camions de miliciens de la CNT, de la FAI (17) et des Jeunesses libertaires.

Le contrôle ouvrier de la Telefonica avait été sanctionné par les décrets de collectivisation. L'assaut contre la Telefonica était une étape pour enlever aux travailleurs les industries et les centres stratégiques.

En apprenant la nouvelle, de manière spontanée, des groupes de travailleurs dressent des barricades, les commerces ferment et les transports s'arrêtent. La nouvelle embrase les quartiers ouvriers. Des centaines de Gardes d'assaut sont faits prisonniers sans résistance. Azaña, président de la République, se retrouve séquestré dans sa propre résidence.

Les conseillers (*ministres* — NDT) CNT exigent de Companys la destitution d'Aiguadé et de Rodríguez Salas. Companys les défend. Le PSUC organise des contre-barricades à certains endroits.

Mais il n'y a pas d'assaut des centres de pouvoir, personne ne dirige le mouvement.

Les dirigeants du POUM dirent à ceux de la CNT que c'était le moment décisif et qu'il fallait écraser la contre-révolution, mais ils ne le dirent pas aux travailleurs, aux militants qui étaient sur les barricades.

Le 4, l'insurrection est un fait, et les ouvriers armés contrôlent toute la ville. Des casernes de la Garde civile se rendent, la police se décompose, la Généralité est assiégée. Le château de Montjuich tombe entre les mains de la CNT et ses canons sont pointés sur la Généralité.

Face à la demande de renforts que lui adresse la Généralité, le gouvernement de Valence est divisé. Le PCE, Prieto et les républicains demandent l'envoi de forces et que le gouvernement prenne en charge directement le maintien de l'ordre public en Catalogne.

Largo Caballero préfère envoyer d'abord des ministres de la CNT et de l'UGT, et, plutôt que d'envoyer des troupes, préfère prendre en charge directement l'ordre public pour ne pas apporter des renforts à ceux qui sont peut-être à l'origine du conflit. Companys accepte cette condition.

Prieto, ministre de la Marine et de l'Air, n'attend pas et donne l'ordre à deux destroyers de faire route vers Barcelone (où se produisent des scènes de fraternisation entre les marins et les ouvriers), et à deux escadrilles de bombardiers et une de chasseurs de s'emparer de Reus avec un détachement de forces terrestres.

Les dirigeants de la CNT et de la FAI appellent à la radio au cessez-le-feu, à déposer les armes et à la reprise du travail sans la moindre contrepartie. Ces appels provoquent quelques remous, mais pas la levée des barricades. Il était impossible de contenir les hostilités. Dans la soirée, le comité de défense de la CNT-FAI et divers syndicats se préparaient à prendre d'assaut la Généralité et les bastions staliniens. Le dirigeant cénétiste et ministre García Oliver, arrivé de Valence, demande qu'au moins il y ait un cessez-le-feu pendant que se mènent les négociations avec la Généralité. Initialement, la condition des anarchistes était la destitution de Rodríguez Salas et d'Aiguadé.

A la Généralité, Companys se réunit avec García Oliver, Mariano R. Vazquez, Santillán, pour la CNT, Hernández Zancajo et Pascual Tomás, pour la commission exécutive de l'UGT. La proposition de former un nouveau gouvernement (avec une majorité de putschistes) se heurte encore à l'exigence du PSUC qu'au préalable les combats cessent.

A 20 h 30, des dirigeants de l'UR (18), du PSUC, de l'UGT et de la CNT avec Companys en personne font une intervention à la radio en demandant le retour au calme et l'arrêt des combats.

Le POUM et la Jeunesse communiste ibérique (JCI) (19) publient un communiqué dans lequel ils qualifient les événements de la Telefónica de "*provocation de la contre-révolution*", parlent des "*barricades de la liberté*" et affirment que l'esprit du 19 juillet s'est de nouveau emparé de Barcelone.

"Il faut rester sur nos gardes et le fusil à la main. Il faut maintenir ce magnifique

le front, datée d'avant le 2 mai, "informait" qu'il y avait déjà eu un coup de force à Barcelone.

(17) Fédération anarchiste ibérique.

(18) Unión Republicana, formation bourgeoise de droite.

(19) Les Jeunesses du POUM.

esprit de résistance et de lutte, garantie de notre triomphe. Et il faut éviter que la contre-révolution ne redresse la tête. Pour cela : démission de Rodríguez Sals, commissaire à l'Ordre public et responsable direct des provocations. Annulation des décrets sur l'ordre public : l'ordre public entre les mains de la classe travailleuse. Front ouvrier révolutionnaire des organisations qui acceptent le triomphe sur le fascisme sur le front et la victoire de la révolution à l'arrière. Création de comités de défense de la révolution dans tous les quartiers, dans toutes les agglomérations et tous les lieux de travail."

Le tout en respectant le pouvoir de la Généralité et l'ensemble des institutions républicaines.

Le groupe bolchevique-léniniste (section de la IV^e Internationale) distribue un tract où il dit :

"Pas de compromis. Désarmer la Garde nationale républicaine et les Gardes d'assaut réactionnaires. C'est le moment décisif. Ensuite, il sera trop tard. Grève générale dans toutes les industries, sauf dans celles qui se rattachent à la poursuite de la guerre, jusqu'à la démission du gouvernement réactionnaire. Seul le pouvoir prolétarien peut garantir la victoire militaire. Armement total de la classe ouvrière. Vive l'unité d'action CNT-FAI-POUM. Vive le front révolutionnaire du prolétariat. Comités de défense de la révolution dans les ateliers, les usines et les quartiers."

Le 5 mai, les combats de rue s'intensifient. Les dirigeants de la CNT font tout ce qu'ils peuvent pour démobiliser. Mais la lutte continue sans diminuer à Barcelone, Tarragona, Tortosa, Mora la Nueva... Et, sur le front d'Aragon, l'inquiétude se répand, les officiers et les commissaires de la 29^e division (POUM) sont divisés.

Le Groupe des Amis de Durruti distribue un tract dans lequel ils exigent :

"Une junte révolutionnaire ! Exécution de tous les coupables ! Ne rendons pas la rue. La révolution avant tout. Nous saluons nos camarades du POUM qui ont fraternisé dans la rue avec nous. Vive la République sociale ! A bas la contre-révolution !"

Ils exigeaient tout le pouvoir aux comités d'ouvriers, de paysans et aux syndicats, le retrait des représentants anarchistes du gouvernement de Valence, le

désarmement des organisations staliennes à l'arrière. Et ils cherchaient l'appui du POUM, dont les dirigeants ne voulurent pas se désolidariser publiquement des appels de la direction de la CNT à la capitulation.

La police saisit les ateliers de *La Batalla*, le journal du POUM, et des attaques ont lieu contre les sièges du PSUC et de la Généralité.

Largo Caballero, sous les menaces des ministres du PCE, des républicains et des partisans de Prieto, en plus de la menace de démission d'Azaña, décide de prendre en charge directement l'ordre public en Catalogne. Il nomme délégué à l'ordre public le colonel de la Garde nationale républicaine (la Garde civile) Antonio Escobar et capitaine général de la IV^e région le général Sebastián Pozas, militant du PCE. La Généralité annonce, soulagée :

"Le gouvernement de la République, de sa propre initiative, a décidé de se charger de l'ordre public en Catalogne (...). L'heure n'est pas aux commentaires (...). Vive la République ! Nous faisons de nouveau appel à vous pour que vous déposiez les armes et que cessent les troubles dans la rue."

Companys essaie de manœuvrer et, avec l'annonce d'un remaniement du gouvernement, demande le cessez-le-feu. Le nouveau gouvernement est composé de Martín Feced pour l'ERC, de Valerio Mas pour la CNT, d'Antonio Sesé pour l'UGT et de Joaquín Prou pour l'UR. Le nouveau cabinet devait prendre ses fonctions à une heure de l'après-midi, mais, alors qu'il se dirigeait vers la Généralité, la voiture où voyageait Sesé est attaquée, et il meurt. Dans un autre affrontement, meurt également un frère d'Ascaso, et les dirigeants anarchistes Barneri et Barbieri sont arrêtés par des gardes. Leurs corps seront retrouvés plus tard.

Le PSUC, direction effective du nouveau gouvernement, explique :

"N'écoutez pas les provocateurs, les trotskystes qui veulent que la lutte continue. Unissons-nous autour du gouvernement de la Généralité."

Pendant tout l'après-midi, la radio diffusa un appel conjoint CNT et UGT à reprendre le travail. Le comité exécutif du POUM ne tarda pas à les rejoindre.

Le 6, une colonne de cinq mille gardes d'assaut venant de Valence participe à la répression de la CNT à Tarragona et à Reus. L'organisation confédérale affirme que *"la situation est plus grave que jamais"*.

Del Barrio est nommé secrétaire général de l'UGT de Catalogne — en remplacement de Sesé — et les dirigeants syndicaux du POUM sont exclus du syndicat.

La Batalla dit :

"Maintenant que la manœuvre contre-révolutionnaire est déjouée, les travailleurs doivent se retirer de la lutte (...). Le POUM donne l'ordre à tous ses militants armés de se retirer des barricades et des rues, et de reprendre le travail."

Incapables de dire la vérité aux travailleurs même à ce moment précis, les dirigeants du POUM prétendaient que le prolétariat avait

"obtenu une importante victoire partielle (...). A l'appel réitéré de leurs dirigeants, les masses ont commencé à se retirer de la lutte. Elles montrent ainsi un grand esprit de discipline."

Voyant que les ouvriers révolutionnaires, avec les Amis de Durruti, restent sur la brèche, la direction du POUM donne des contre-ordres par téléphone.

Mundo Obrero, organe du PCE, dit :

"Derrière les événements actuels qui ensanglantent Barcelone, on trouve le POUM, on trouve l'appareil trotskyste (...). Le moment est venu d'exterminer le POUM et tous les hommes et femmes qui, dans d'autres organisations, font son jeu et sont ses complices, inspirés par Franco, Hitler et Mussolini."

Mariano Vázquez (20), depuis Barcelone, informe le ministre anarchiste García Oliver :

"Ce matin, la situation semblait sur le point de se résoudre... A midi, elle a commencé à empirer du fait que la force publique s'en prenait aux syndicats et se préparait à les attaquer (...). Dans de nombreux endroits, des militants ont déchiré leur carte de la CNT (...). Actuellement, impossible de prévoir ce qui va se passer. Sans une rectification rapide de la direction et une attitude positive de la force publique, il sera impossible d'éviter à nouveau la généralisation de la lutte... Il n'est pas possible que l'on donne la sensation que l'on pré-

pare des représailles de grande ampleur contre l'organisation et ses militants... Si la force publique qui vient de Valence continue d'avancer, il sera inévitable que leur passage crée de violentes réactions dans des villages qui, jusqu'à présent, n'ont rien fait."

Face aux provocations, les ouvriers faisaient un dernier effort pour resserrer leurs rangs en vue de la bataille définitive. Ils se sont heurtés à la plus brutale réaction de toutes les directions officielles du mouvement ouvrier. Depuis Valence, García Oliver répondit à Vázquez et à Federica Montseny, également dirigeants cénétistes, qui étaient venus à Barcelone pour soutenir la démobilisation :

"Les forces d'assaut qui se dirigent vers Barcelone doivent absolument arriver à leur destination (...). Il faut que vous le compreniez bien, et que vous le fassiez comprendre aux comités et aux camarades. (Sinon), le conflit, loin de se résoudre, s'aggraverait, en s'étendant à toute la Catalogne et au reste de l'Espagne, ce qui constituerait un échec politique et militaire pour le gouvernement (...). Les camarades dans les villes et villages ne doivent pas s'opposer au passage de ces forces de pacification (...) et doivent les accueillir affectueusement" (c'est nous qui soulignons).

Ainsi, Montseny et Vázquez firent tout leur possible pour que la CNT organise dans chaque ville et village une réception "affectueuse" des forces qui allaient occuper la Barcelone révolutionnaire. En accord avec le gouvernement Caballero, ils organisèrent une trêve pour le lendemain, de 6 heures à 9 heures du matin, pour permettre aux militants de se retirer.

Le soir, la Généralité annonce que les patrouilles de contrôle ont accepté le cessez-le-feu grâce aux pressions des dirigeants de la CNT.

Le vendredi 7, la reprise du travail commence. Dans la soirée, cinq mille Gardes d'assaut et deux compagnies motorisées arrivent à Barcelone dans quatre-vingts camions. Les barricades sont démantelées, même si celles du PSUC se maintiendront jusqu'en juin. Les comités régionaux de la CNT et de la FAI manifestent *"leur volonté unanime de collaborer de la façon la plus efficace et"*

(20) Secrétaire général de la CNT.

loyale au rétablissement de l'ordre public en Catalogne", et, après avoir offert leur concours au gouvernement de la Généralité et au nouveau délégué à l'ordre public, demandent aux travailleurs "Unité, confiance, loyauté et égalité de droits et de devoirs pour tous les secteurs antifascistes".

Pendant ce temps, à Gérone, les affrontements sanglants et les escarmouches durent toute la journée.

Le 8 mai, le journal du PSUC, *Treball*, désigne le POUM comme le principal coupable, tandis que celui-ci affirmait dans *La Batalla* que "la tentative (de provocation) ayant été écrasée par la magnifique réaction de la classe ouvrière, la retraite s'impose", et, sur la même ligne que ce que *Solidaridad Obrera* (organe de la CNT) avait maintenu pendant les dernières heures et réaffirmé dans le numéro de ce jour-là :

"Détruisez les barricades ! Déposez les armes ! Tous les ouvriers au travail !"

En même temps, le POUM affirme :

"Notre parti a été, que personne n'en doute, l'un de ceux qui ont le plus contribué au retour à la normalité."

Les Amis de Durruti disent :

"Nous ne pouvons pas accepter le fait contre-révolutionnaire de constituer un nouveau gouvernement avec les mêmes partis."

Ils exigent

"la constitution immédiate d'une junte révolutionnaire, l'exécution des coupables, le désarmement des corps armés, la socialisation de l'économie et la dissolution de tous les partis politiques qui ont agressé la classe travailleuse".

Ils accusent les dirigeants de la CNT de "trahison de la révolution". Ils estiment que

"l'arrêt de la lutte ne signifie pas une défaite (...), restons prêts à terminer l'œuvre grandiose commencée dans ces mémorables journées (...). Restons sur le pied de guerre. Ne cédez pas. Soyez attentifs au premier appel."

Le 9 mai, *La Pravda* affirme :

"Désormais, le rôle provocateur joué ces derniers temps par la bande trotskyste fasciste du POUM est parfaitement clair, en liaison avec de sombres contacts avec des groupes de voyous anarchistes, parmi lesquels il y avait un bon nombre d'agents armés de Franco."

2. Mai 1937 et le sort de la révolution espagnole

DES JOURNÉES PAS SEULEMENT BARCELONAISES

"Lorsque la Telefónica est attaquée, une partie importante de la classe ouvrière de Barcelone et aussi des autres localités du Bas Llobregat, ainsi que de Gérone, Tortosa, Tarragona et Lérida, se lance immédiatement à la défense des conquêtes de juillet contre l'offensive bourgeoise" (21) (c'est nous qui soulignons).

Il faudrait ajouter les soulèvements révolutionnaires de Reus, Gandesa et autres localités.

D'autre part, à ce moment-là, une partie substantielle du mouvement ouvrier cata-

lan est sur le front d'Aragon et sur celui de Madrid, et suit ce qui se passe sur les barricades de Barcelone en retenant son souffle, bien que les dirigeants font les plus grands efforts pour dissuader les milices d'intervenir.

Malgré les ordres et les pressions des sommets, le 5 mai, une section de la colonne Durruti (La Rojinegra, "La Rouge et Noire") et 500 soldats des divisions du POUM partirent vers Barcelone avec leurs mitrailleuses et leurs tanks, et se retrouvèrent à Lérida. Là, les dirigeants de leurs

(21) Introduction de C. García, H. Piotrowski et S. Rosés à l'excellent livre dont ils sont les éditeurs : *Barcelone, mai 1937. Témoignages depuis les barricades.*

organisations les convainquirent de retourner au front, en leur montrant la presse de la CNT et du POUM qui expliquait que tout était terminé. Et avec la menace que, s'ils marchaient sur Barcelone, le gouvernement enverrait des troupes depuis Valence (ce qu'il fit).

Pendant ce temps, les regards de la classe ouvrière de toute l'Espagne étaient tournés vers les barricades de Barcelone. Ce n'est pas pour rien que la CNT "*décida d'envoyer une délégation à chaque comité régional pour empêcher la propagation de l'inquiétude et la reproduction du conflit catalan*" (22). Dans les rangs des factieux, on tremblait à cause de la répercussion qu'une poussée révolutionnaire pourrait avoir sur la guerre.

C'EST L'INSURRECTION DE LA CLASSE OUVRIÈRE DE L'ÉTAT ESPAGNOL

Sur les barricades de mai 1937, plus qu'à n'importe quel autre moment historique, la classe ouvrière de Barcelone représente toute la classe ouvrière de l'Etat espagnol. L'affrontement entre les collectivisations, les comités ouvriers, les milices et les patrouilles de contrôle, d'un côté, et la reconstruction de l'Etat bourgeois, de l'autre, s'est développé dans toute l'Espagne dès le 19 juillet. Comme nous l'avons signalé, ce conflit a atteint un niveau aigu en Catalogne en mars et avril, et s'est manifesté par des crises répétées du gouvernement de la Généralité et des affrontements armés dans toute la Catalogne. Le 3 mai, le conflit se concentre à Barcelone, où il pouvait aussi être tranché, car c'était là que se concentrait l'essentiel de la force des travailleurs et de leurs organisations (23).

La question concernant le caractère spontané de la grève générale et des barricades qui répondent au coup d'Etat de la Telefónica est dans une certaine mesure superflue. Les patrouilles de contrôle étaient là, encadrant des milliers d'ouvriers révolutionnaires de la CNT-FAI et du POUM, les armes étaient entre les mains des ouvriers depuis juillet 1936. Les syndicats de la CNT étaient là. Le

comité régional de la CNT n'a pas appelé aux barricades, au contraire. Mais c'est à partir de son siège et de ses organisations que la résistance s'est construite, en particulier à travers les comités de défense des différentes zones et leur coordination, ainsi que des secteurs des Jeunesses libertaires et des comités locaux de la FAI. C'étaient les détachements les plus puissants de la classe ouvrière de tout l'Etat espagnol, qui combinaient une tradition séculaire avec l'énergie de larges couches d'un prolétariat jeune, convaincu de sa force.

"Tant que nous garderons entre nos mains nos armes et nos usines, ni les staliniens ni Franco ne passeront" (24).

Répondant à l'assaut contre la Telefónica, en un clin d'œil, la classe ouvrière tout entière est sur le pied de guerre, des milliers se retrouvent sur les barricades. Le siège de la Généralité, le commissariat de police et le siège du PSUC, bastions de l'Etat, sont des réduits relativement isolés dans une ville dominée, comme en juillet 1936, par les détachements ouvriers de la CNT et du POUM.

LES ORGANISATIONS FACE AU SOULÈVEMENT DU PROLÉTARIAT À BARCELONE

Sur les barricades de la réaction, bien entendu, nous trouvons les républicains bourgeois, depuis les plus à droite (Unión Republicana) jusqu'à ceux de la Gauche républicaine (le président de la République, Azaña, passe ses journées enfermé dans le parc de la Ciudadela, essayant de ne pas faire de bruit, à quelques mètres d'un croisement de rues avec des barri-

(22) Déclaration à Madrid du secrétaire de la CNT, Mariano Vazquez, recueillie par *Solidaridad Obrera* (15 mai).

(23) Quelque 125 000 travailleurs participaient en Catalogne à la production de guerre nuit et jour. Il y a 350 000 réfugiés d'autres régions d'Espagne. Les milices, en voie de transformation, venant de Catalogne, tiennent le front d'Aragon avec 60 000 hommes et en ont envoyé 25 000 autres pour défendre Madrid.

(24) Cité par Clara et Paul Thalman dans *Revolution für die Freiheit*.

cadés des deux camps adverses). Pendant ce temps, il conspire avec Prieto et les stalinien, et exige de Largo Caballero qu'il écrase les ouvriers de Barcelone.

A côté des républicains bourgeois, nous trouvons le PCE et le PSUC, dirigés par les représentants de Staline. A Valence, à Madrid, l'agitation stalinienne contre les ouvriers insurgés consiste à les identifier à Franco et à Hitler, en prenant le POUM comme principale cible. Sur le terrain, les forces du PSUC et de l'UGT elle-même, dirigée par les stalinien, sont limitées et ne peuvent pas se comparer à la grande force ouvrière organisée par la CNT et le POUM. Le travail des stalinien est celui de francs-tireurs et de commandos sanguinaires, qui assassinent le militant qu'ils arrivent à coincer. Pour une large part, ils utilisent comme troupe de choc les Gardes d'assaut, infiltrés par d'anciens miliciens qu'ils ont fait venir du front pour contrôler la police. Ils auraient été facilement balayés.

Et l'ERC ? Sa place n'est pas toujours claire dans certains récits. Cette formation petite-bourgeoise avait été entraînée par la révolution de juin et alla jusqu'à envoyer, assez tard, quelques colonnes sur le front d'Aragon. Le PSUC, dans son combat contre les collectivisations, lui avait enlevé le contrôle des secteurs de commerçants. Mais Companys est, depuis juillet, l'incarnation de l'Etat bourgeois en Catalogne et manœuvre cyniquement pour récupérer progressivement le pouvoir effectif, qui était entre les mains de la CNT. Après l'insurrection de juillet, il se met à la disposition des chefs anarchistes. En septembre, après avoir réussi à obtenir la dissolution du comité central des milices antifascistes, Companys et Tarradellas dirigent pendant des mois des gouvernements de collaboration tendue avec la CNT, d'abord avec le POUM et ensuite sans lui. Au printemps 1937, cette cohabitation est en crise. Companys personnellement, mettant sur la touche Tarradellas, négocie de façon serrée avec la CNT, et ils mettent sur pied plusieurs gouvernements sans réussir à résoudre le conflit. Rappelons que le 29 avril, alors que l'affrontement civil est près d'éclater, le gouvernement catalan interrompt ses travaux, et Companys et Aiguadé lancent des mesures d'exception. Le 3 mai,

Companys se rend opportunément à Benicarló pour rencontrer Caballero, tandis que Aiguadé assume la responsabilité de l'assaut de la Telefónica. Mais tout indique qu'il a eu lieu avec l'accord de Companys. Celui-ci, bien entendu, a donné son aval le soir même de l'assaut en repoussant l'exigence de la CNT de démission d'Aiguadé et de Rodríguez Salas.

Ce même soir du 3 mai, Companys fait à la radio un discours où il nie toute responsabilité dans l'assaut de la Telefónica, attribuant la décision au gouvernement de Valence. Quelques heures plus tard, ayant reçu le soutien des dirigeants syndicaux, il prononce un nouveau discours, sur un ton fanfaron et d'intimidation : la Généralité va rétablir le pouvoir d'Etat par tous les moyens, et quiconque sera pris les armes à la main sera considéré comme un factieux. Lorsque, le lendemain, depuis le château de Montjuich aux mains de la CNT, un coup de canon est tiré contre le palais de la Généralité, Companys appelle la CNT pour lui annoncer qu'il lui remet le pouvoir. Comme la CNT n'en veut pas, il forme aussitôt un nouveau gouvernement.

Pourvu que la révolution soit écrasée, Companys renonce sans broncher non seulement aux compétences militaires que la Généralité avait exercées de fait, mais aussi à celles d'ordre public, dont s'empara le pouvoir central.

“Le président de la Généralité fait savoir que le conseiller de la Défense n'avait pas encore été désigné dans le nouveau gouvernement de la Généralité, parce que le président avait l'intention de se réserver ce ministère pour lui-même ; mais, en vertu de la désignation du général Pozas par le gouvernement de la République pour assumer la charge de chef de la quatrième division, désormais ce général réunit sur sa personne les fonctions de Défense dans toute leur extension militaire et politique conférée par le gouvernement de Catalogne lui-même” (25).

Le 7 mai, l'autonomie catalane avait donc cessé d'exister comme telle.

El Socialista, organe de l'exécutif fédéral du PSOE, entre les mains d'Indalecio

(25) CNT, 7 mai 1937, ABC, 8 mai 1937.

Prieto, a des accents proches des républicains bourgeois et des stalinien : *“La normalité se rétablit à Barcelone, encore troublée pendant des heures par des groupes d’irresponsables”*, titrait ce journal le 6 mai, alors que les rues de Barcelone étaient couvertes de barricades. *“Les comités régionaux catalans de la CNT et de la FAI condamnent énergiquement le coup de force subversif de quelques faux adhérents.”* Prieto va plus loin : *“Qui les protège ? (...) Ceux qu’on appelle les incontrôlés sont des ennemis pires que les factieux eux-mêmes.”* Et il remet en question directement les alliances qui soutiennent le gouvernement Caballero. En même temps, il appelle à la répression : il présente les décrets d’ordre public de la Généralité sous le titre alléchant : *“La Généralité imposera le respect de ces décrets combattus par les trotskystes et les scélérats encartés.”*

Comme nous l’avons signalé en évoquant ces faits, face à la révolution, Prieto resserre les liens avec les stalinien et les bourgeois, menant le Parti socialiste à la liquidation non seulement des conquêtes révolutionnaires, mais des libertés elles-mêmes. Et, par conséquent, à la division du parti lui-même et de l’UGT.

QUELLE EST LA POSITION DES DIRECTIONS CONFÉDÉRALES DE L’UGT ET DE LA CNT ?

Leurs principaux dirigeants sont ministres d’un gouvernement qui tire sur les ouvriers à Barcelone. Certes, résistant aux pressions les plus fortes, Largo Caballero et les ministres anarchistes ne se précipitent pas pour envoyer des troupes, ils préfèrent démobiliser d’abord les insurgés en envoyant García Oliver et Federica Montseny (Prieto non plus ne met pas l’aviation à la disposition de Companys). Mais, au nom de ce gouvernement, on attaque à Barcelone les militants révolutionnaires : des dirigeants comme Mariano García Vázquez, Marianet, de la CNT, discutent de plans pour bombarder les casernes de la CNT et du POUM, et finalement le gouvernement de Valence envoie des troupes et “rétablit l’ordre”.

L’UGT de Largo Caballero et les fédérations socialistes qu’il contrôle mettent l’accent sur la défense des institutions de la République et du gouvernement Caballero, qu’ils voient compromis par les événements de Barcelone. Mais défendre ces institutions contre les ouvriers révolutionnaires de Barcelone, c’est s’aligner sur les stalinien et les bourgeois contre les organes et les conquêtes de la révolution, comme en définitive l’a fait le gouvernement Largo Caballero depuis le début.

Après le retrait des ouvriers révolutionnaires des rues de Barcelone, la campagne des stalinien contre le gouvernement Caballero s’intensifie. *Adelante*, organe de la Fédération socialiste valencienne, répondait le 11 mai :

“Tous contre les provocateurs ! On ne peut pas gagner la guerre ni faire la révolution contre la moitié de la classe travailleuse espagnole.”

C’était trop tard. Les dirigeants de l’UGT et de la CNT étaient au gouvernement parce que leurs organisations contrôlaient les usines, le front et la rue. Toutes les mesures que le “gouvernement de la victoire” prit pour restaurer l’Etat bourgeois et supprimer les organes du pouvoir ouvrier, mesures culminant dans son opposition à l’insurrection de Barcelone, créaient les conditions pour un gouvernement ouvertement contre-révolutionnaire. Le jour du 1^{er} Mai, l’UGT et la CNT, qui firent un meeting commun à Madrid, adoptèrent un document commun soutenant la discipline militaire sous les officiers bourgeois et exigeant de chasser des syndicats ceux qui résistaient à cette ligne.

Le 15 mai, les stalinien, les républicains bourgeois et la droite du PSOE renversaient le gouvernement de Largo Caballero (en saisissant l’occasion de la digne attitude du vieux syndicaliste qui se refusait à interdire le POUM) (26).

Dans les rangs cénétistes, il y eut des miliciens qui tirèrent sur l’appareil radio en entendant García Oliver parler de *“l’unité antifasciste”* et de Caïn et Abel :

“Une vague de folie a déferlé sur la ville. Il faut mettre fin immédiatement à”

(26) Les stalinien réussissent à imposer comme président Juan Negrín, socialiste qu’ils espèrent pouvoir contrôler. La CNT disparaît du gouvernement, mais le soutient.

la lutte fratricide (...). Les gardes qui aujourd'hui sont morts sont pour moi des frères, je m'incline devant eux et je les embrasse."

García Oliver avait été le principal organisateur des milices ouvrières. Il couvre à présent les provocateurs staliniens aux côtés de Federica Montseny, dirigeante jouissant d'un énorme prestige parmi les ouvriers révolutionnaires de la CNT :

"Camarades, tenez compte du fait que, au-delà de tensions explicables, nous avons besoin d'unité pour écraser l'ennemi."

C'étaient les dirigeants de juillet 1936 qui parlaient ainsi.

Les organes de presse confédéraux ne veulent même pas polémiquer avec les provocateurs et les assassins staliniens :

"Notre sang ne doit pas servir à faire de la politique (...). Les déplorables affrontements qui ont commencé le lundi après-midi avec l'arrivée du délégué nommé par le gouvernement de la République pour prendre possession (de la Telefónica) commencent à diminuer" (CNT, Madrid, 7 mai).

Ils soulignent que le nouveau gouvernement de la Généralité représente *"toutes les masses antifascistes"*. Les comités nationaux de la CNT et de l'UGT publient une note conjointe appelant à l'unité, mais tout le monde sait que cette unité a un contenu : liquider les collectivisations, les milices, tout le pouvoir qui était entre les mains des travailleurs et de leurs syndicats. Le 8 mai, le comité régional de la CNT de Catalogne et la fédération locale des Syndicats uniques réaffirment leur soutien au gouvernement de la Généralité et au nouveau délégué à l'ordre public envoyé par le gouvernement central.

Mais, dès ce même 8 mai, la CNT doit répondre à la campagne des staliniens, qu'elle qualifie de "provocateurs" :

"Ils essaient de développer leur désir d'hégémonie par le procédé indigne de calomnier des éléments authentiquement révolutionnaires. Pour ces provocateurs, la "cinquième colonne" doit compter des dizaines de milliers d'individus (...). L'une des causes des événements de Catalogne a été précisément cette tactique tortueuse et indigne, cette soif inextinguible de prosélytisme (...), cette tentative de séduire le boutiquier pour

trouver une base dont on manque et cette absurde prétention au monopole. »

Et, face à cela, elle propose *"une Alliance ouvrière révolutionnaire entre l'UGT et la CNT"*.

Le lendemain, la CNT, la FAI et les Jeunesses libertaires de Catalogne doivent publier un manifeste où elles se plaignent du fait que, *"après l'arrêt des hostilités décidé d'un commun accord, les abus et les exactions continuaient"*. Le comité du Centre rejette les accusations staliniennes d'abriter des "trotskystes" dans ses organes confédéraux et dans *Castilla Libre*.

Le 11 mai, les gros titres de la CNT protestent contre le fait que les staliniens veuillent profiter des événements de Catalogne ainsi que de la chute de Malaga pour déclencher une crise gouvernementale :

"Vive le gouvernement de Front populaire armé ! Vive son président, le camarade Largo Caballero ! Dehors les chiens enragés provocateurs ! Nous ne sommes pas disposés à dialoguer avec ceux qui voudraient allumer à Madrid une lutte semblable à celle qui a eu lieu à Barcelone."

Dans ce texte, elle signale :

"Ceux qui ignoraient quel était le fond véritable des événements de Catalogne peuvent maintenant le constater",

en allusion aux calomnies staliniennes contre la CNT et aux attaques contre Largo Caballero.

Le lendemain, ils devaient encore hausser le ton :

"Les ouvriers de la CNT sont une force essentielle, contre laquelle aucun antifasciste honnête, aucun révolutionnaire véritable ne peut vouloir combattre. Nos ennemis, du seul fait de l'être, sont des ennemis du peuple espagnol et obéissent au mot d'ordre secret suivant : "Plutôt perdre la guerre que tolérer la révolution." Ils constituent l'avant-garde de la contre-révolution. »

Trop tard. La CNT disparut du gouvernement avec Largo Caballero.

"L'unité antifasciste" continua de ronger l'UGT et la CNT, affaiblissant leurs liens avec les travailleurs et les transformant en rouages du gouvernement Negrín, contrôlé par les staliniens. Un an plus tard, l'unité entre l'UGT et la CNT était totale : c'était l'unité de deux cadavres.

Mais les conséquences ne furent pas les mêmes pour tous. Le poids de la responsabilité des événements de mai 1937 est retombé sur la CNT et en général sur le courant anarchiste. Aux yeux du prolétariat mondial, les dirigeants de la CNT et de la FAI avaient de nouveau entre leurs mains Barcelone, la capitale ouvrière. Ils ne voulurent pas se mettre à la tête des ouvriers insurgés, ils les trahirent. Dans une grande mesure, le sort de l'anarchisme fut scellé ces jours-là. Ce courant ne serait plus jamais ce qu'il fut dans le mouvement ouvrier international.

Le POUM n'occupait pas la même place et n'avait pas non plus la même responsabilité. Mais il était, avec la CNT, l'organisation qui avait été à la tête du 19 juillet, et il était présent dans les comités ouvriers et les milices. Tout cela lui donna une responsabilité décisive au moment où les ouvriers révolutionnaires prirent la rue et où la direction confédérale se battit pour qu'ils l'abandonnent. Andrés Nin personnellement et le POUM comme organisation eurent en mai la possibilité d'animer et de prendre la tête d'une large alliance avec les secteurs anarchistes rebelles, à commencer par les Amis de Durruti, qui s'adressèrent à eux pour construire la junte révolutionnaire.

Sans la direction de la CNT, les dirigeants du POUM n'étaient pas partisans de constituer une junte révolutionnaire comme le proposaient les Amis de Durruti. La direction du POUM n'était pas disposée à se mettre à la tête de l'insurrection, et c'est pour cela qu'elle n'envisageait aucun objectif allant au-delà de la simple défensive. Sur le plan pratique, *"pour ne pas aggraver la situation"*, ils ne prirent même pas des dispositions pour protéger la rédaction de *La Batalla* et le siège de leur comité exécutif. Ils ne changèrent pas de position, entre l'après-midi du 3 mai et le 7 mai, à aucun moment ils ne voulurent faire avancer l'insurrection. Ils ne délogèrent même pas le nid de Gardes d'assaut qui s'était installé à côté du siège du POUM.

La Batalla (4 mai) saluait *"la classe travailleuse de Catalogne, (qui) reste debout, les armes à la main. C'est toujours la classe travailleuse du 19 juillet."* Elle saluait les *"barricades de la liberté"* et appelait à en tirer toutes les consé-

quences... notamment obtenir la démission de Rodríguez Salas, l'annulation du décret de la Généralité dissolvant les Patrouilles de contrôle en imposant le front ouvrier révolutionnaire et la mise en place des comités de défense de la révolution. C'est-à-dire qu'il ne fallait pas prendre le pouvoir. Raison pour laquelle fut écartée la proposition du camarade Rebull de prendre la Généralité (plusieurs instances de la CNT avaient également dressé des plans avec cet objectif).

Comme nous l'avons vu, le 5 mai, le POUM se joint à l'appel à la reprise du travail de la CNT (*La Batalla*, 6 mai). Le 7, au vu de la répression, tentative de correction :

"La provocation de la contre-révolution étant vaincue, l'abandon de la lutte s'impose. Mais cela ne peut être qu'aux conditions suivantes : les forces policières doivent abandonner les rues, les travailleurs doivent garder leurs armes."

Mais déjà les barricades se vidaient.

Le trotskyste Carlini indiquait :

"Si un parti fut surpris par les événements, c'est bien le POUM. Quinze jours auparavant, Nin affirmait que le prolétariat pouvait prendre le pouvoir sans une lutte violente."

Et il ajoutait que,

"à aucun moment, le POUM n'a su apprécier le mouvement des masses. Il a toujours été à la traîne."

Ultérieurement, les dirigeants du POUM assimilèrent leur démarche à celle des bolcheviks pendant les journées de juillet à Petrograd, lorsque ceux-ci défendirent les conquêtes de la révolution face à une tentative de coup de force réactionnaire. Gorkin affirmait que, désormais, les staliniens ne pourraient pas empêcher que le POUM revienne au gouvernement. Il ne devait pas revenir au gouvernement, mais aller en prison, parce que, à la différence de juillet 17, à Barcelone, il y avait eu une insurrection ouvrière qui cherchait à prendre le pouvoir, et les dirigeants de la CNT et du POUM, du fait qu'ils n'avaient pas pris la tête de ce soulèvement, n'avaient pas défendu les conquêtes de la révolution, ils les avaient livrées à l'ennemi.

Et cependant, dans son appel pour le 1^{er} Mai, le comité exécutif du POUM avait

bien marqué l'alternative : socialisme ou fascisme. Il avait indiqué que l'objectif immédiat était la prise du pouvoir par la classe ouvrière, condition de la victoire militaire définitive. Il y était question de détruire toutes les institutions bourgeoises et de créer le gouvernement ouvrier et paysan. Bien mieux, l'analyse de la situation internationale, du développement du fascisme, de la préparation de la guerre faisait apparaître que la révolution ouvrière en Espagne pouvait retourner cette situation.

Mais, semble-t-il, pour la direction du POUM, tout cela dépendait du fait que la direction de la CNT, au lieu d'être un appareil réformiste collé à l'ordre bourgeois, veuille bien prendre le pouvoir.

Le 12 mai 1937, Léon Trotsky indiquait :

“La direction du POUM apparaissait aux yeux des masses jusqu'à ces derniers jours comme l'expression de la tendance la plus décidée. L'avant-garde de la classe ouvrière, du moins en Catalogne, prit très au sérieux la littérature du POUM. Mais précisément au moment où les masses se disposaient à réaliser cette critique dans l'action, elles se retrouvèrent pratiquement décapitées.”

QUI OU NON, LA VICTOIRE ÉTAIT-ELLE POSSIBLE ?

Barcelone était entre les mains des ouvriers révolutionnaires. Prendre la Généralité, le palais présidentiel de la Ciudadela, le commissariat et les repaires staliniens était à la portée de la main. Qui peut croire que les forces anglaises et françaises auraient pu venir à bout de la Barcelone ouvrière ? Tout ce qu'elles auraient gagné, c'est de mobiliser les ouvriers d'Europe.

L'argument des dirigeants du POUM était que la Catalogne se serait retrouvée isolée. Cela revient à ignorer que le 19 juillet avait été l'œuvre de toute la classe ouvrière, et que cette classe révolutionnaire n'avait pas disparu. Avec les colonnes envoyées sur le front de Madrid et sur celui d'Aragon, avec les réfugiés accueillis en Catalogne, cette unité s'était

renforcée. Nous avons rappelé auparavant que les ministres anarchistes estimaient que **si le soulèvement de Barcelone n'était pas écrasé, celui-ci s'étendrait à toute l'Espagne.**

Certes, les dirigeants qui contrôlaient les organisations ouvrières à Madrid et Valence n'étaient pas pour la prise du pouvoir. Ceux de Barcelone non plus. Mais dans ces journées de mai, ces dirigeants avaient des positions contradictoires, ils étaient divisés, parce que l'UGT, la CNT, le PSOE, la FAI avaient leurs racines dans la classe ouvrière révolutionnaire qui s'était soulevée.

La victoire à Barcelone pouvait inverser le cours de la guerre, retourner la situation dans toute l'Espagne, et aussi la situation internationale. Les impérialismes et la bureaucratie du Kremlin en étaient conscients, comme nous le verrons.

Le seul problème, c'est que pour les dirigeants du POUM, mais non pour les militants qui défendaient les barricades de l'Arco del Teatro, les appareils étaient plus forts que la classe ouvrière. Ces dirigeants étaient incapables d'avoir la plus petite indépendance politique. Trotsky l'avait indiqué lorsque se forma le Front populaire, lorsque Nin entra dans le gouvernement de la Généralité. Et cela fut tragiquement confirmé dans les journées de mai.

La classe ouvrière ne fut pas écrasée, elle fut trahie. Un militant nord-américain éloigné de nos positions affirmait :

“La participation de la direction syndicale au gouvernement qui tirait sur les ouvriers, sur ses propres membres (...), signifiait que les travailleurs furent abandonnés, sans une direction centrale. Le résultat, c'est que l'action des masses fut totalement défensive à un moment où elles auraient pu balayer tous les obstacles (...). L'UGT et la CNT donnèrent l'ordre à leurs ouvriers de revenir au travail. A sa mesure, le POUM en fit autant. Seule l'action unanime de ces trois groupes permit d'empêcher que les ouvriers ne prennent le pouvoir entre leurs mains” (27).

(27) Albert Weisbord, boukharinien nord-américain. Pour ce qui est de l'aspect défensif, un anarchiste allemand indique : “Il s'agissait d'une lutte étrange. En fait, jamais il n'a été question de conquérir quoi que ce soit ; on tirait de la position où l'on se trouvait.”

Le 7 mai, de nombreux ouvriers conservent leurs armes, et même ils en ont plus qu'avant. La révolution continue d'alimenter l'héroïque effort de guerre dans tous ses aspects jusqu'à la fin. C'est pour cela que, jusqu'à la fin, la IV^e Internationale sera du côté républicain. Cependant, la direction qui était à la tête des barricades de juillet 1936 — les dirigeants de la CNT et du POUM — a totalement failli, elle s'est enfoncée dans la trahison. Et toute la force des militants anarchistes, des Jeunesses libertaires, des Amis de Durruti, des militants du POUM et du

groupe bolchevik-Léniniste n'a pas suffi pour faire surgir une nouvelle direction. Il n'y aura pas d'occasion semblable à celle de mai 1937.

Le combat de la IV^e Internationale et du groupe bolchevik-léniniste en 1936-1937, lié au combat des Amis de Durruti et des ouvriers révolutionnaires des barricades de mai, cependant, ouvre la voie vers la construction d'une direction révolutionnaire de la classe ouvrière. Les victoires futures revendiqueront le combat héroïque des militants de mai 1937.

3. Mai 1937 scelle le sort du soulèvement de juillet 1936

L'IMPÉRIALISME ET LA BUREAUCRATIE CONTRE LA RÉVOLUTION

“Devant les plages de notre ville, mouillent plusieurs bateaux de guerre anglais et un français, depuis le début de la semaine, avec en plus un navire hôpital anglais arrivé depuis peu” (La Battalla, 8 mai 1937).

Les puissances impérialistes suivaient de près la situation dans l'Etat espagnol, et, dès qu'éclate l'insurrection, leurs bateaux de guerre (y compris le navire hôpital) arrivent, prêts à intervenir pour l'écraser. Il y a unanimité. Le gouvernement anglais avait à l'égard de Franco une position de soutien honteux. Le gouvernement français était divisé (l'aile Blum voulait intervenir en Espagne pour renforcer les institutions républicaines, ulcérée qu'elle était de voir les postes-frontières aux mains de la CNT). Mais le 3 mai, tous ont une seule position : l'insurrection ouvrière de juillet 1936 a recommencé, il faut l'écraser.

L'impérialisme sait que la révolution ouvrière d'Espagne est la dernière impulsion de la grande vague née avec la révolution d'octobre 1917. Au-delà des différences de tactique, tous partagent le verdict de Winston Churchill :

“Une Espagne fasciste ressuscitée, en complète harmonie avec l'Italie et l'Allemagne, est une sorte de désastre. Une Espagne communiste qui déploierait ses perfides tentacules à travers le Portugal et la France en serait un autre, que beaucoup considèrent comme pire.”

On pense que le moment est venu d'en finir avec le double pouvoir issu des barricades de 1936.

C'est pour cela qu'il sera exigé toujours plus des dirigeants des organisations ouvrières subordonnés dès le début aux puissances impérialistes démocratiques, comme l'avait indiqué le ministre des Affaires étrangères, Alvarez del Vayo :

“Le gouvernement espagnol désire que la future politique extérieure de l'Espagne, pour ce qui concerne l'Europe occidentale, prenne la forme d'une collaboration active avec la France et le Royaume-Uni. Dans ce but, l'Espagne serait disposée, tant en matière de reconstruction économique que dans ses relations militaires, navales et aériennes, à prendre en considération les intérêts de ces deux puissances.”

La France et le Royaume-Uni exigent maintenant un nouveau gouvernement qui aille plus loin dans la destruction des conquêtes révolutionnaires.

Cette offensive est menée à nouveau par le Kremlin et ses agents en Espagne.

L'OFFENSIVE DE PRINTEMPS DE STALINE CONTRE LA RÉVOLUTION

Les dirigeants du Kremlin jouent un rôle central dans la politique de reconstruction de l'Etat bourgeois, depuis le rapport du dirigeant de l'Internationale communiste Dimitrov du 23 juillet 1936 : ne pas bâtir la dictature du prolétariat, ne pas exproprier d'usines, construire une armée républicaine et non une milice populaire.

Lorsque, en septembre 1936, Largo Caballero commence à constituer un gouvernement ouvrier, les dirigeants staliniens télégraphient à Moscou :

“Malgré nos efforts, nous n'avons pas été capables d'éviter un gouvernement Caballero. Nous avons réussi à y placer Giral comme ministre” (28).

En fait, c'est l'ambassadeur soviétique Rosenberg qui convainc Largo Caballero de constituer un gouvernement républicain et non révolutionnaire.

Les 16 et 19 du même mois, le présidium et le secrétariat de l'Internationale communiste (IC) entérinent la ligne du rapport Dimitrov, qui parle dans ces réunions d'une “république d'un type nouveau”, d'une “démocratie populaire” comme d'une prétendue “forme spécifique de la dictature démocratique de la classe ouvrière et de la paysannerie”, formules grossières destinées à couvrir la politique du Kremlin sacrifiant la révolution espagnole à son alliance avec l'impérialisme français (29).

Les agences politiques de Staline en Espagne, le PCE et le PSUC, par leur capacité à convaincre et attirer des dirigeants du PSOE et d'autres organisations, et à agir contre ceux qui lui résistent, sont les fidèles exécutants de cette politique.

Pour la mener à bien, il faut en finir avec les organisations armées des travailleurs, les milices, qui doivent s'intégrer dans l'armée populaire de la République ou être désarmées. Il faut en finir également avec les militants révolutionnaires qui ne se soumettent pas aux injonctions de Moscou. Lorsque Staline prépare les infâmes procès de Moscou, où seront condamnés à mort, après leur dégradation publique, nombre des princi-

paux dirigeants historiques du Parti bolchevique, la *Pravda* annonce déjà en décembre 1936 que,

“en ce qui concerne la Catalogne, l'épuration des trotskystes et des anarcho-syndicalistes a commencé ; elle sera conduite avec la même énergie que celle qui a été employée en URSS”.

Le 28 décembre, le présidium de l'IC ordonne :

“Considérant que les trotskystes font, dans l'intérêt du fascisme, un travail de sape à l'arrière des troupes républicaines, le présidium approuve la ligne du parti qui tend à la défaite complète et définitive du trotskysme en Espagne, condition nécessaire pour la victoire sur le fascisme.”

Fin 1936, à la demande expresse de l'ambassadeur Rosenberg, le POUM est exclu de la junte de défense de Madrid et, en janvier 1937, les dirigeants du PCE imposent la confiscation du journal madrilène du POUM, *El Combatiente Rojo*, et de sa station de radio. Parallèlement, en novembre 1936, les délégués du PSUC

(28) Télégramme du 4 septembre “du camarade Díaz, secrétaire du PCE, et du camarade Duclos, secrétaire du Parti communiste de France”. La présence du républicain Giral scellait l'alliance des organisations ouvrières avec les représentants politiques de la bourgeoisie.

(29) Le rapport annuel de l'ambassade britannique à Moscou de l'année 1936 mentionne ceci à propos de l'attitude du Kremlin par rapport à la guerre d'Espagne : “Même s'il se voyait bien obligé de retirer un intérêt publicitaire de son rôle traditionnel comme champion du communisme et de la révolution, sans aucun doute son intervention réelle dans la guerre civile fut beaucoup plus dictée par la peur de voir surgir un nouvel Etat fasciste sous l'influence de l'Allemagne et de l'Italie que par toute autre considération. De plus, l'inquiétude soviétique concernant la stabilité de la France est telle qu'il est fort probable que le Kremlin envisageait avec horreur la période de chaos que pouvait impliquer la tentative prématurée d'installer un régime authentiquement communiste en Espagne (...). L'inquiétude du gouvernement soviétique à propos de la France — ou, autrement dit, à propos de la France comme barrage contre l'Allemagne — n'est jamais apparue aussi clairement que dans leurs respectives réactions face à la guerre d'Espagne. L'éventuelle satisfaction qu'il aurait pu ressentir devant le chaos interne, qui offrait tant de possibilités pour une révolution qui pouvait provoquer une marche en avant vers le communisme — et il est plus que douteux qu'il aurait considéré que le temps avait suffisamment mûri pour cela — fut contrebalancée par l'angoisse ressentie par rapport à l'affaiblissement de la position internationale de la France qui résulterait d'un tel chaos...”

exigent que le POUM soit exclu du gouvernement catalan, où Nin figurait comme conseiller à la Justice. Après la refonte du gouvernement, ils entreprennent une campagne systématique contre les milices, comités et collectivités ouvrières, qui culminera dans la provocation qui est à l'origine des journées de mai 1937.

Dans les premiers jours de mars 1937, le secrétariat de l'IC se fait plus pressant :

“Le PCE doit obtenir du gouvernement et des masses que cette organisation (le POUM) soit liquidée.”

Dans le même temps, les envoyés de Staline imposent au comité central du PCE la ligne consistant à en finir avec le gouvernement Caballero afin de couper net toute temporisation en matière de conquêtes révolutionnaires. Le secrétaire José Díaz donne son aval avec la récitation des phrases de Dimitrov sur la *“république démocratique et parlementaire d'un type nouveau et d'un profond contenu social”*.

Le 28 mars, un rapport adressé au Kremlin par leurs agents indique que, face aux opposants de gauche, *“fascistes ou semi-fascistes”*, l'objectif est *“l'hégémonie politique du PCE”*, en faisant tomber Largo Caballero.

« Cela signifie qu'il ne faut pas attendre un développement “naturel” de la crise, mais la hâter, et s'il le faut, la provoquer (...). Le parti est en attente de vos conseils » (30).

“S'il le faut, provoquer la crise.” N'est-ce pas là l'origine de la décision du comité exécutif du PSUC — qui dispose de l'assistance permanente du délégué du Comintern en Catalogne, le Hongrois Erno Gero (“Pedro”), de prendre d'assaut le central téléphonique ?

L'OFFENSIVE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE APRÈS LES JOURNÉES DE MAI

Après la retraite ordonnée par les dirigeants de la CNT, reprise par ceux du POUM, ce qui signifie la défaite des révolutionnaires catalans, le gouvernement de Valence prend directement en charge le

contrôle de l'ordre public en Catalogne, avec la collaboration pleine et entière de l'Esquerra Catalana. L'historien Burnett Bolloten écrit que,

“par terre et par mer, continuèrent d'arriver des renforts équipés des armes les plus modernes, et, au bout de quelques jours, on estimait que leur nombre dans la région était de 12 000 hommes”.

Orwell explique qu'il s'agissait des troupes les mieux armées qu'il avait vues dans la zone républicaine, celles qui manquaient sur le front de l'Aragon.

Au cours de leur marche sur Barcelone et après la défaite des révolutionnaires à l'issue des journées de mai, les troupes envoyées par le gouvernement républicain désarment et dissolvent les milices ouvrières et leur expression à l'arrière, les Patrouilles de contrôle. Le 15 mai, sont dissous les comités révolutionnaires qui accomplissaient des tâches de gouvernement dans chaque village. Le pouvoir des ouvriers doit disparaître jusque dans ses symboles et ses aspects extérieurs. Le syndicaliste français Robert Louzon explique que,

“dans les premiers jours de la révolution, tout Barcelone était plein de travailleurs en armes (...). Aujourd'hui, on ne voit plus aucun ouvrier armé : rien que des Gardes d'assaut, des Gardes d'assaut avec des fusils, des Gardes d'assaut à chaque coin de rue, comme au meilleur temps du pouvoir bourgeois”.

Lui comme Orwell observent la disparition des bleus de travail des ouvriers et des miliciens, et la réapparition des vestes et cravates de la tenue bourgeoise.

Les staliniens prennent la tête de la répression qui s'acharne contre les ouvriers. En plus des 500 morts et des 1 500 blessés à l'issue des affrontements entre les ouvriers révolutionnaires et les forces républicaines et staliniennes, les prisons commencent à regorger de militants de la CNT et du POUM accusés d'être des “contre-révolutionnaires”. On assassine des révolutionnaires et des opposants à Staline.

(30) André Marty ou quelque autre haut représentant du Kremlin avait envoyé ce rapport, qui, à cause de son importance, fut transmis le 15 avril à Vorochilov et à Staline.

Le 11 mai, une lettre d'un dirigeant stalinien adressée au Kremlin disait :

“Les masses exigent une répression énergique et impitoyable. Ils demandent le désarmement complet, l'arrestation des dirigeants, la création d'un tribunal militaire spécial pour les trotskystes !” (31).

Déjà, le 5 mai, *Mundo Obrero* citait le “camarade Staline” :

“Le trotskysme actuel n'est pas un courant politique au sein de la classe ouvrière, mais une bande sans principes et sans idées, de saboteurs, d'agents terroristes, d'espions, d'assassins, une bande d'ennemis jurés de la classe ouvrière payés par les services d'information des États étrangers.”

Et le 6 mai :

“Pas de pitié pour les fauteurs de troubles au service du fascisme.”

Après avoir cité un éditorial de *La Batalla*, il est indiqué :

“C'est dans les événements actuels qui ensanglantent Barcelone qu'on peut voir la main du POUM, l'appareil trotskyste qui a été un des principaux artisans de la rébellion (...). Nous les désignons comme les grands responsables (...), la dernière heure est venue pour le trotskysme.”

Et dans un éditorial contre le POUM “financé par Franco” :

“Le moment est venu d'exterminer le POUM. Le POUM et tous les hommes et toutes les femmes qui, à l'intérieur d'autres organisations, font son jeu et soutiennent ses activités, inspirées par Franco, Hitler et Mussolini.”

Le 11 mai, le plus gros titre de *Mundo Obrero* était :

“Les ennemis du PC sont les ennemis de la révolution.”

Frente Rojo, journal du PCE de Valence, écrivait :

“Ces fauteurs de troubles en Catalogne, gens sans idéal ni cœur au service des envahisseurs, nous haïssent féroce. Il faut agir avec une énergie implacable.”

Les organisations du PCE, des JSU, les syndicats qu'ils contrôlaient se lancèrent dans la campagne, organisèrent de grands meetings à Valence et à Madrid. Les 15 et 16 mai, se tient à Valence le congrès des JSU, dans lequel Santiago Carrillo dénonce les auteurs des attaques contre les JSU comme étant “les éléments trotskystes” démasqués par les événements de Barcelone.

Il faut souligner que la campagne contre le POUM est en réalité dirigée contre “tous les hommes et toutes les femmes qui, à l'intérieur d'autres organisations, font son jeu”. C'est une campagne pour purger le mouvement ouvrier, pour détruire la démocratie ouvrière, pour briser le nerf des organisations.

Ainsi, l'un des événements les plus célébrés par les staliniens ou par le journal *ABC* (sur les positions de l'*Unión Republicana*, ce qui se faisait de plus bourgeois et à droite alors du côté républicain), c'est la décision de l'UGT de Catalogne (contrôlée par le PSUC) d'exclure les militants du POUM. Et “la direction du Syndicat du personnel technique hospitalier” demandait à la commission exécutive de l'UGT

“que soit élargie à toute l'Espagne la résolution du comité de l'UGT de Catalogne, qui exclut de l'Union tous les militants appartenant au POUM (...). Que l'on demande au gouvernement la dissolution du parti en question” (32).

Cela signifiait un attentat contre les organisations à l'origine d'un processus dégénératif dans l'UGT et la CNT, qui, un an plus tard, seraient méconnaissables.

En même temps, le 10 mai, *Mundo Obrero* lance le mot d'ordre :

“Il faut réorganiser immédiatement le front de l'est. Il faut liquider ces milices qui n'ont plus de raison d'exister.”

LE PROCÈS CONTRE LE POUM

Le parti est dissous et ses dirigeants sont arrêtés. Andrés Nin, transféré dans une prison secrète contrôlée par le PCE et la GPU à Alcalá de Henares, est torturé jusqu'à la mort. Ses déclarations devant la police de Madrid présentent sa vie militante, ses convictions, nient toutes les calomnies de prétendus rapports avec les factieux : “*Tout cela est une machination ou un complot.*” Cette résistance dont il fait preuve fait échouer le projet d'organiser un procès truqué comme ceux de Moscou.

(31) Lettre d'un membre du comité central du PCE adressée au Kremlin.

(32) *Mundo Obrero*, 11 mai 1937.

Entre le POUM et la IV^e Internationale, il y avait de profondes divergences politiques. Trotsky critiqua de manière implacable la politique générale du POUM et avec une particulière dureté quelques-unes de ses décisions, comme son adhésion au Front populaire, son entrée dans le gouvernement de collaboration de classes de la Généralité de Catalogne, ses graves erreurs en mai 1937. Mais nous avons toujours reconnu la valeur de ses membres comme militants ouvriers révolutionnaires. Après l'assassinat de Nin par la Guépéou, Trotsky écrivait que

“les militants du POUM se sont battus héroïquement contre les fascistes sur tous les fronts de l'Espagne. Nin est un vieil et incorruptible révolutionnaire. Il défendait les intérêts du peuple espagnol et combattait les agents de la bureaucratie soviétique (...). Il refusa de collaborer avec la Guépéou pour anéantir les intérêts du prolétariat espagnol. C'est là son seul crime. Et il le paya de sa vie.”

La répression contre les révolutionnaires déclenche une vague de solidarité tant en Espagne qu'à l'extérieur. Une délégation internationale se rend en Espagne. Elle est dirigée par James Maxton, de l'ILP britannique, et compte dans ses rangs des dirigeants du PSP français, Daniel Guérin et Marceau Pivert. En septembre, arrive une nouvelle délégation, dirigée par le professeur français Félicien Challaye et le parlementaire de l'ILP John McGovern, qui ne peut, malgré les ordres de Manuel Irujo, ministre de la Justice, rendre visite aux prisonniers du POUM gardés dans des prisons secrètes contrôlées par le PCE et la Guépéou.

La campagne internationale de solidarité avec les militants du POUM bénéficie du soutien du Bureau de Londres (l'organisation internationale à laquelle était associé le POUM), de la IV^e Internationale, de la Fédération internationale des syndicats, et même de la II^e Internationale. Elle a un écho important en France, avec la fédération socialiste de la Seine au premier chef, ainsi que différentes sensibilités politiques. En second lieu, en Grande-Bretagne, et dans une moindre mesure aux Etats-Unis, elle parvient à faire avorter le projet d'un procès pour espionnage et trahison dans le style des procès de Moscou. Finalement, les dirigeants du POUM seront jugés, non pour collaboration avec

Franco, mais pour leurs positions politiques. Selon l'accusation :

“La ligne générale de la propagande de ce parti était la suppression, par la violence, de la République et de son gouvernement démocratique, et l'instauration d'une dictature du prolétariat.”

On le voit, un grave délit pour des militants révolutionnaires.

Déjà, le 29 juillet 1937, le ministre de la Justice, Irujo (PNV), s'adressait au ministre de l'Intérieur, Zugazagoitia (PSOE), pour lui faire part des démarches effectuées à Paris par la Ligue des droits de l'homme et par la Gauche socialiste, de la protestation de la Généralité de Catalogne à propos des calomnies qui associaient Nin à Franco et des rumeurs d'enlèvement de Nin par les communistes. Et il indiquait :

“Ce qui se passe en Russie, les généraux fusillés dont certains étaient très connus en France et en Europe centrale, les persécutions qui, semble-t-il, sont le prolongement immédiat de ces faits-là, tout cela a eu dans les milieux politiques de l'Europe occidentale une répercussion qui, en ce moment, sert de cadre aux figures de Nin, Gorkin, et à leurs autres camarades du POUM. Il ne faudrait pas qu'en plus d'avoir contre nous les partis de droite, nous ayons aussi ceux de gauche.”

Pour lors, le lieutenant-colonel Ortega, stalinien responsable direct de l'enlèvement de Nin, avait été destitué de son poste de directeur général de la Sécurité à cause de la menace de démission de plusieurs ministres, mais Negrín arrête l'enquête. Au Conseil des ministres du 25 octobre, il affirme qu'il ne faut pas alimenter les campagnes internationales et lance à Irujo à propos de la disparition de Nin :

“Quelle importance? Un homme parmi d'autres” (33).

(33) Dans des notes rédigées ultérieurement, Negrín essaie de se justifier : “A l'audience (...), cette supposition (la collaboration du POUM avec Franco et Hitler — NDA) fut écartée. Mais on ne pouvait a priori rejeter cette possibilité, puisque la doctrine et la tactique de certains partis d'extrême gauche révolutionnaire ne voient pas d'inconvénients à s'allier avec leurs pires ennemis (...). Il convenait, au moins comme hypothèse de recherche, de ne pas éluder la possibilité que certains des émeutiers de Barcelone l'aient fait en connivence avec les factieux (...). Il y eut une participation active, très nourrie et extraordinairement efficiente, d'espions et d'agents provocateurs.”

Dans le procès, qui a lieu en présence de la presse internationale, et non à huis clos, comme il en avait été question, on peut entendre les témoignages en faveur des accusés émanant de Federica Montseny, de Largo Caballero, de Luis Aragonés et d'autres éminents dirigeants. Caballero rappelle les campagnes qu'il a menées aux côtés de Nin, confirme son refus de dissoudre le POUM et nie que les événements de mai aient été antirépublicains. Federica Montseny, après avoir nié que le POUM ait eu des menées antirépublicaines, élève une protestation en disant qu'en Espagne, *"jusqu'ici, on n'a pas poursuivi les hommes pour leurs idées"*. La participation de ces dirigeants au procès, les plus hauts dirigeants des organisations traditionnelles de la classe ouvrière, n'est que l'expression de la résistance de la classe ouvrière à la liquidation de la CNT-FAI et de l'UGT, du PSOE et de la révolte contre le stalinisme.

Les dirigeants du POUM furent condamnés à 15 ans de prison, mais le jugement est considéré comme une victoire politique. La sentence, qui rejette les accusations d'espionnage, affirme même que les accusés *"avaient fait la preuve de*

leur grande implication antifasciste". Et la condamnation est ainsi expliquée par le ministre de la Justice lui-même :

"Acquittés, ils auraient été assassinés dans la rue par le NKVD. Le scandale Nin, c'est plus que suffisant !"

Grandizo Munis, dirigeant des bolcheviks-léninistes espagnols, qui était emprisonné, témoigna dans le procès contre le POUM pour démentir les accusations de trotskysme formulées contre les dirigeants. Au cours du procès, Munis déclara que les dirigeants du POUM n'étaient pas trotskystes, et que seuls l'étaient lui-même et la section bolchevique-léniniste. Plus tard, les bolcheviks-léninistes, parmi eux Munis, l'Italien Carlini, Jaime Fernández et Francisco Rodríguez, sont accusés d'avoir assassiné un agent de la Guépéou (34). Finalement, le procès, plusieurs fois retardé, n'eut pas lieu à cause de la chute de Barcelone, et les prisonniers réussirent à s'échapper.

**L. González,
B. Ortega et J. A. Pozo**

(34) Il s'agissait du Polonais Léon Narvitch, capitaine des brigades internationales. En fait, il avait été tué par des militants du POUM.

La révolution sera-t-elle subventionnée ? Ou : comment résister à l'industrie des organisations à but non lucratif

Par Eric Blanc

INTRODUCTION

De nos jours, de nombreux jeunes et militants, pleins de bonnes intentions, s'engagent dans des organisations à but non lucratif, parce qu'ils veulent combattre la pauvreté, le réchauffement climatique ou le racisme.

Aujourd'hui, aux Etats-Unis, il y a près de deux millions d'organisations à but non lucratif — sans compter les organisations caritatives religieuses —, qui possèdent des actifs s'élevant à 1 590 milliards de dollars, soit une augmentation de plus de 400 % depuis 1981.

Aux Etats-Unis, comme dans d'autres pays, les services publics, que ce soit l'enseignement ou le système de santé (qui, autrefois, étaient de la responsabilité de l'Etat), sont maintenant de plus en plus confiés à des organisations à but non lucratif. En même temps, elles exercent une influence croissante sur les plus importants mouvements de résistance des opprimés.

Mais est-il possible qu'une organisation combatte vraiment pour la justice sociale si elle est financée par les institutions de la classe dominante qui détient les richesses ?

Telle est la question posée dans *La révolution ne sera pas subventionnée. La réalité de l'industrie des organisations à but non lucratif* (1). Et la réponse se trouve aussi dans cette anthologie d'essais découpants publiée par "INCITE. Des femmes de couleur contre la violence" — organisation nationale de militantes féministes de couleur. Elle examine les racines et les conséquences du développement spectaculaire de ces organisations à but non lucratif.

L'idée de publier ce livre est née d'une expérience vécue par les responsables de la publication, la fondation Ford ayant décidé d'annuler le financement de deux projets programmés par INCITE suite au soutien apporté par cette organisation au mouvement de libération palestinien.

(1) *The Revolution Will Not be Funded : Beyond the Non-Profit Industrial Complex* (South End Press, 2007).

Les responsables de la publication expliquent que le but de cette anthologie est d'analyser

« *l'industrie des organisations à but non lucratif dans son ensemble et la façon dont les intérêts capitalistes et l'Etat utilisent ces organisations pour surveiller et contrôler les mouvements qui luttent pour la justice sociale, détourner l'argent public vers le domaine privé par l'intermédiaire des fondations, diriger et contenir la contestation afin que le monde soit plus sûr pour le capitalisme, permettre aux grandes compagnies de poursuivre leur entreprise d'exploitation et de domination coloniale à travers leurs activités "philanthropiques" »* (toutes les citations et les statistiques contenues dans cet article proviennent directement de l'anthologie).

La publication de *La révolution ne sera pas subventionnée* est particulièrement opportune, car, à la fin du mois de juin, Atlanta accueillera le Forum social des Etats-Unis, qui, s'il ressemble un tant soit peu à ses prédécesseurs internationaux, sera dominé par les organisations à but non lucratif et leur orientation politique.

L'HISTOIRE DE LA "CHARITÉ" CAPITALISTE

La philanthropie de la classe dominante est aussi vieille que le capitalisme lui-même, mais la première expansion majeure des "organisations de bienfaisance" a eu lieu au XX^e siècle, lorsque les requins de l'industrie et de la finance, tels que John D. Rockefeller et Andrew Carnegie, recherchèrent des lieux où ils pourraient "se protéger" du fisc, des endroits où ils garderaient leur argent sans avoir à payer d'impôts.

On trouve un exemple révélateur du rôle politique de ce genre de "charité" dans la façon dont la Fondation Rockefeller a réagi à la tristement célèbre grève des mineurs de charbon du Colorado (contre une entreprise qui était à 40 % la propriété de Rockefeller).

Le 20 avril 1914, 17 grévistes furent tués par la milice de l'Etat et cet événement est maintenant connu sous le nom de "massacre de Ludlow".

D'après les responsables de l'ouvrage :

"Jerome Greene, le secrétaire de la Fondation Rockefeller, décida de mettre en valeur les documents et les informations susceptibles de calmer l'agitation sociale et politique. Cette stratégie reposait sur l'opposition entre les ouvriers en tant qu'individus, qui méritaient l'aide sociale, et les ouvriers organisés en syndicats, qui présentaient une menace pour la société. Aussi la Fondation Rockefeller fit très largement connaître son activité d'assistance tout en mettant en avant une interprétation du massacre favorable à Rockefeller. Par exemple, elle patronna des conférences où les orateurs prétendaient qu'aucun massacre n'avait eu lieu et elle tenta de bloquer la publication de rapports qui critiquaient Rockefeller."

QU'EST-CE QUE L'INDUSTRIE DES ORGANISATIONS À BUT NON LUCRATIF ?

La loi définit les organisations à but non lucratif comme des organisations "*religieuses, charitables, scientifiques ou éducatives*".

Leurs recettes sont exonérées d'impôts et les dons versés donnent droit à des déductions fiscales. Ces organisations relèvent de l'article 501 (c) (3) du Code des impôts, qui leur permet de recevoir des fonds des fondations, mais leur interdit toute "*activité politique*" directe, c'est-à-dire d'adresser des revendications au gouvernement.

Ce mécanisme de financement constitue la différence essentielle entre les organisations à but non lucratif — qui, au niveau international, sont appelées organisations non gouvernementales (ONG) — et les formes "traditionnelles" d'organisation de la population comme les partis politiques, les syndicats et les associations.

Ce nouveau réseau d'institutions financées par l'Etat ou par des fonds privés — et qui n'ont de compte à rendre qu'à leurs financeurs — forme l'industrie des organisations à but non lucratif, qui, selon le professeur Dylan Rodriguez, "*fait naturellement pendant à l'industrie carcérale*".

Parfois, les organisations à but non lucratif sont financées par l'Etat, mais en général la majeure partie de leurs fonds provient des fondations (qui distribuent environ 33,6 milliards de dollars par an). Par exemple, une étude récente sur vingt organisations de jeunesse révèle qu'elles sont à 92 % financées par des fondations.

Ces fondations sont, à leur tour, financées principalement par de grosses entreprises et des capitalistes à titre individuel. Les responsables de la publication décrivent de la façon suivante le rôle hypocrite de ces institutions :

« Quand des gens riches créent des fondations, ils sont exonérés d'impôts sur leurs richesses. C'est ainsi que, dans leur principe même, elles volent l'argent public dû aux citoyens et leur rendent une infime partie de ce qui est perdu au titre de l'impôt. En outre, ces fonds ont pour origine les profits réalisés par l'exploitation du travail. Autrement dit, ces entreprises s'enrichissent en exploitant leurs salariés. Leurs profits sont placés dans des fondations afin de fournir de "l'assistance" à des travailleurs qui sont en premier lieu victimes du comportement de ces entreprises. »

Notre système fiscal actuel exige que 50 % de la richesse d'une personne décédée possédant plus de deux millions de dollars reviennent à l'Etat. On estime donc qu'au moins 45 % des cinq cents milliards de dollars contrôlés par les fondations appartiennent au peuple américain.

Et qui sont ces individus qui contrôlent ces énormes sommes ? Une chose est sûre, nous ne les avons pas choisis, et ils ne sont en aucune manière tenus de nous rendre des comptes. Christine Ahn, l'un des auteurs, a réalisé une étude sur les dirigeants de ces fondations. Elle tire la conclusion suivante :

« Les membres des conseils d'administration et le personnel des fondations actuelles sont dans leur grande majorité blancs, plus très jeunes et appartiennent aux classes supérieures. A quelques exceptions près, les conseils d'administration des fondations sont des prolongements des banques américaines, des maisons de courtage, des cabinets d'avocats, des universités et des entreprises : ils ne constituent pas vraiment une image représentative de la population américaine. Comble de l'ironie, le poids des problèmes sociaux de notre nation se retrouve

de plus en plus confié aux fondations, les institutions les plus élitistes de notre pays, dont les conseils d'administration sont entièrement composés de gens riches, bien placés, très bien rémunérés, et qui — comme le montrent toutes les études — tirent un avantage personnel et idéologique de l'ordre social et économique actuel. »

L'ESSOR DE L'INDUSTRIE DES ORGANISATIONS À BUT NON LUCRATIF

La "charité" capitaliste est un phénomène ancien, mais l'importance des organisations à but non lucratif est relativement récente.

Depuis que la phase d'expansion économique d'après-guerre a pris fin au début des années 1970, la crise du système capitaliste, qui va en s'aggravant, a créé une situation où la réalisation du profit dépend de plus en plus de la destruction — "privatisation" — de tous les services publics.

Plusieurs auteurs, dans cette anthologie, remarquent à juste titre que le développement de cette "industrie des organisations à but non lucratif" est lié à cette violente offensive politique et économique lancée par les capitalistes dans le monde entier depuis la fin des années 1970 — au nom du "libre-échange" — contre la protection sociale, l'enseignement public, les retraites, le système de santé public et les autres acquis des luttes passées. On parle fréquemment de "néo-libéralisme" ou de "mondialisation" à propos de cette offensive.

Ruth Wilson Gilmore, professeur à l'université de Californie du Sud, note dans sa contribution "A l'ombre de l'Etat-fantôme" :

« Jennifer Wolch a inventé l'expression "Etat-fantôme" pour décrire le développement actuel du secteur associatif bénévole qui assure des services sociaux auparavant fournis directement dans le cadre du New Deal ou de la Grande Société (2) par des institutions totalement publiques... »

(2) Programme lancé dans les années 1960 par le président Johnson en vue de réduire la pauvreté et la discrimination raciale. Il ressemblait par certains aspects au New Deal du président Roosevelt dans les années 1930 (NDT).

(La nouvelle importance de l'Etat-fantôme) marque la fin de deux mouvements historiques : l'expansion sans précédent des institutions et services gouvernementaux (1933-1973), suivie d'une tentative tout aussi considérable de mettre en pièces ces programmes sociaux à tous les niveaux : gouvernement fédéral, États, comtés, municipalités. Les responsables officiels du moins d'Etat accueillirent chaleureusement les organisations à but non lucratif avec un discours vantant la performance (comprenez : des budgets de misère) et la responsabilisation (comprenez : on pouvait mettre fin aux contrats des éventuels récalcitrants). L'Etat-fantôme a donc bien une réalité, mais aucune influence politique : la loi lui interdit de prôner un changement du système. »

Pour la classe dominante, l'un des rôles essentiels des organisations à but non lucratif est de constituer un premier pas — un pont — en direction de la totale privatisation des services sociaux. Ruth Wilson Gilmore explique :

«(Un élément primordial ayant contribué au développement de l'industrie des organisations à but non lucratif) est la crainte qu'un arrêt brutal et total de certains avantages sociaux ne provoque des soulèvements ou d'autres réactions, qui, en fin de compte, coûteraient politiquement très cher. Et c'est ainsi que les organisations à but non lucratif ont fait leur entrée dans l'économie politique.»

COMMENT INTÉGRER LA CONTESTATION

Les organisations à but non lucratif jouent également un rôle vital en tant qu'instruments destinés à intégrer et désamorcer les inévitables mouvements de protestation qui ont surgi au cours des années et des décennies récentes pour résister aux violentes attaques politiques et économiques du capitalisme.

George Soros — l'un des plus célèbres partisans des ONG et de leurs plans visant à “humaniser” le capitalisme — explique :

« Ayant gagné plus d'argent que ce dont j'avais besoin, j'ai décidé de créer une fondation... Je l'ai appelée “Fondation pour une société ouverte” ... La

“société ouverte” se contente de fournir un cadre à l'intérieur duquel peuvent se réconcilier des opinions différentes sur les questions sociales et politiques ; elle n'offre pas d'opinions arrêtées sur les objectifs sociaux. »

Autrement dit, l'objectif de sa fondation est de “réconcilier” des “points de vue” opposés — et cela naturellement dans un cadre où l'on accepte “l'économie de marché (ouverte)” et ses institutions.

Tous ceux qui ont collaboré à cette anthologie constatent le rôle éminent des organisations à but non lucratif en tant qu'outils favorisant l'intégration. Dylan Rodriguez, professeur à l'université de Californie (Riverside), écrit dans son article “La logique politique de l'industrie des organisations à but non lucratif” :

« La forme qu'a prise la gauche américaine est inséparable de son contenu politique. L'élément le plus évident de cette répression douce, bienveillante, industrialisée, c'est sa façon bureaucratique d'intégrer les organisations qui se réclament du changement social dans un “dédale de mesures incitatives” telles que des tarifs postaux avantageux, des exonérations fiscales et des facilités d'accès aux dispositifs de financement philanthropiques, tout cela étant possible parce que l'Etat leur a octroyé le statut d'organisations “à but non lucratif”. De plus en plus souvent, des groupes ouvertement progressistes, gauchisants, et même dans certains cas s'autoproclamant “révolutionnaires”, ont découvert que l'intégration dans ce système organisationnel approuvé par l'Etat offrait un moyen concret d'acquiescer un statut institutionnel. »

Plusieurs auteurs expliquent comment la classe dominante a réussi à intégrer et à désamorcer la plupart des mouvements de masse dans les années 1960 et 1970. Adjoa Florencia Jones de Almeida se demande :

“Que sont devenus les grands mouvements pour les droits civiques et le pouvoir noir des années 1960 et 1970 ? Où sont de nos jours les mouvements de masse dans notre pays ? La réponse tient en peu de mots : ils ont reçu des subventions.”

Quant à Robert Allen, il démontre dans son article “Le réveil noir dans l'Amérique capitaliste” comment la Fondation Ford a financé des groupes conservateurs

tels que le CORE (3) afin de porter des coups aux organisations noires révolutionnaires.

Mais que penser d'un financement qui ne proviendrait pas des entreprises ? N'est-ce pas là une stratégie totalement différente de celle des organisations à but non lucratif traditionnelles ?

Les responsables de la publication ont une réponse :

“Même les méthodes qui se posent en solution de remplacement du financement par les fondations (comme le versement de fonds à titre individuel par de gros donateurs) restent basées sur la même logique : ce sont les riches qui doivent donner, et donc inévitablement contrôler. Ainsi, quelles que soient les intentions de telle ou telle fondation, le cadre du financement, par lequel une organisation espère être financée par des bienfaiteurs plutôt que par ses mandants, ne peut avoir qu'une influence négative sur les mouvements sociaux.”

DES EXEMPLES D'INTÉGRATION

Ana Durazo donne plusieurs exemples de l'influence négative des organisations à but non lucratif, liés à son expérience personnelle dans le mouvement contre la violence. En 1995, on l'empêcha de publier une tribune libre au sujet d'une immigrante latino-américaine qui avait été battue par “La Migra” (4) : la loi interdisait toute activité politique à l'organisation à but non lucratif à laquelle elle appartenait. Et, en 2005, son organisation fut privée de toutes les subventions qu'elle recevait de la ville de San Francisco, essentiellement à la suite de ses positions hostiles à “la violence sexuelle et à la violence coloniale imposées par Israël à l'encontre des femmes palestiniennes”.

Madonna Thunder Hawk, qui milita longtemps pour les droits des Indiens d'Amérique durant les années 1960 et 1970, explique les effets nocifs des organisations à but non lucratif de la manière suivante :

“Lorsque nous avons entendu parler des organisations à but non lucratif pour la première fois, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, cela nous a paru une bonne idée... Mais au fil des

années, cela a transformé notre façon de militer, puisque, finalement, les organisations à but non lucratif font tout simplement partie du système. Nous avons modifié nos priorités et nous nous sommes concentrés sur la nécessité de lever des fonds pour que l'organisation puisse continuer à fonctionner, tandis que la véritable activité militante perdait de son importance, passant au second plan.

Et quand l'argent disparut, nos activités firent de même. Dans les communautés amérindiennes, les conditions économiques sont si mauvaises que les gens ne veulent qu'une chose : du travail. Bien sûr, il ne faut pas généraliser : beaucoup de gens essaient vraiment de faire du bon travail dans les organisations à but non lucratif. Mais le fait est que, lorsque vous vous mettez à payer des gens pour qu'ils militent, vous en attirez qui ne sont pas avant tout motivés par la lutte et ne vont pas pleinement s'y consacrer.

En conséquence, l'organisation perd de son efficacité. Beaucoup de gens vont s'impliquer ponctuellement, mais vont éviter de se faire remarquer trop souvent parce qu'ils risqueraient alors de perdre le financement. Par exemple, si le gouvernement subventionne (une brochure sur le diabète), une organisation va éviter d'aborder la question de l'influence du colonialisme américain sur l'alimentation des Indiens, car ils ne veulent pas perdre le financement. C'est dur de militer, ce n'est pas fait pour les gens qui ne s'intéressent qu'à leur carrière.”

La militante Jones de Almeida explique qu'il est difficile de rester politiquement indépendant tout en recevant l'argent des fondations. Son organisation basée à Brooklyn, qui regroupe de jeunes ouvrières de couleur, Sista II Sista, a

“essayé de prendre leur argent et en même temps de conserver son autonomie. Cependant, après avoir durant des années bénéficié de l'article 501 (c) (3) (5), nous avons commencé à nous sentir piégées et nous avons essayé de concevoir les moyens de revenir à une organisation basée sur le seul volontariat.”

(3) Le CORE prônait l'utilisation des principes de Gandhi et de la non-violence pour mettre fin à la ségrégation raciale (NDT).

(4) La Migra : police des frontières entre le Mexique et les Etats-Unis (NDT).

(5) Article du Code des impôts qui exonère d'impôts les organisations à but non lucratif.

Pour remplacer les organisations à but non lucratif, Eric Tang suggère le retour à des organisations financées en totalité par les cotisations de leurs adhérents. Il cite un célèbre dirigeant syndical, Cesar Chavez, qui insistait pour que même les travailleurs les plus mal rémunérés paient régulièrement leurs cotisations au syndicat des ouvriers agricoles, parce que “*c'est la seule façon pour les travailleurs d'être propriétaires de leur organisation*”.

CONCLUSION

On peut espérer que *La révolution ne sera pas subventionnée* suscitera un large débat parmi tous ceux qui luttent pour la justice sociale. Pour que cette discussion progresse, il est d'autre part nécessaire de soulever plusieurs questions connexes, qui ne sont pas traitées explicitement dans cette anthologie, à savoir :

— L'importance de résister à l'offensive visant à transformer le mouvement syndical en une organisation à but non lucratif — particulièrement après le congrès de fondation de la Confédération syndicale internationale à Vienne, en novembre 2006, dont l'un des dirigeants a affirmé que c'était la plus “*grande ONG au monde*”.

— Le rôle des organisations à but non lucratif dans les plans de l'impérialisme visant à instituer une “nouvelle gouvernance mondiale”, projet corporatiste, anti-démocratique et néo-totalitaire lié à la “réforme” de l'ONU et de l'OIT.

— L'actualité de la lutte des classes, de l'indépendance de classe et du combat pour en finir avec le capitalisme, système irrationnel qui ne peut apporter à l'humanité qu'encore plus de chaos, de famines et de guerres.

Eric Blanc

LA VÉRITÉ

Bulletin d'abonnement

- Un an, 6 numéros : 28 euros.
- Pli clos 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert

Comité de rédaction :

Jean-Pierre Barrois, Andreu Camps, Robert Clément, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Christel Keiser, Daniel Gluckstein, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), AKM Fazlul Hoque Ripon (*Bangladesh et Inde*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Bésil*), Paul Nkuzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*Etats-Unis*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



Commission paritaire : n° 0708 G 84847 - ISSN 0294-359X